

UNIVERSITE DE PARIS. - FACULTE DE DROIT

LA BULLE UNIGENITUS
ET LE
JANSENISME POLITIQUE

Thèse pour le Doctorat en droit

présentée et soutenue le 9 décembre 1936, à 14 heures.

PAR

Jacques PARGUEZ

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

JURY

Président: M. REGNAULT, Professeur.

*Suffragants: M. OLIVIER-MARTIN, Professeur,
M. PETOT, Professeur.*

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais, Palais-Royal.

PARIS

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LA BULLE UNIGENITUS
ET LE
JANSENISME POLITIQUE**

UNIVERSITE DE PARIS. - FACULTE DE DROIT

LA BULLE UNIGENITUS ET LE JANSENISME POLITIQUE

Thèse pour le Doctorat en droit

présentée et soutenue le 9 décembre 1936, à 14 heures.

PAR

Jacques PARGUEZ

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

JURY

Président: M. REGNAULT, Professeur.

Suffragants: M. OLIVIER-MARTIN, Professeur,

M. PETOT, Professeur.

LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais, Palais-Royal.
PARIS

—
1936

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses:
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



ERRATA

- P. 13 — l. 22, lire: *faites*.
- P. 31 — l. 3 n. 5, lire: *concurrence*.
- P. 38 — l. 28, supprimer le texte et le remplacer par: [re] *marquer trois choses*:
- P. 41 — l. 7, lire: *piété*.
- P. 44 — l. 4, lire: *couvert*.
- P. 56 — l. 4 (par le bas, rétablir: *vérité*.
- P. 61 — l. 24, lire: *anéantissaient*.
- P. 90 — l. 22, lire: *vu*.
- P. 111 — l. 11 (par le bas), lire: *lendemain*.
- P. 122 — l. 10 (par le bas), lire: *Moizant*.
- P. 141 — l. 4, lire: *Eglise*.
- P. 158 — l. 18, lire: *jour et manière*.
- P. 160 — l. 5 (par le bas), rétablir: *considérer*.
- P. 163 — l. 24, lire: *députation*.
- P. 168 — l. 2 (par le bas), lire: *les [titres et pièces]*.
- P. 173 — l. 10, rétablir: (39).
- P. 174 — l. 2 (par le bas), lire: *lorsque*.
- P. 178 — dernière ligne, rétablir: *magistrats*.
- P. 179 — l. 15, supprimer: *de loi*.
l. 6 (par le bas), lire: *casser*.
- P. 188 — l. 18, lire: *conseiller*.
l. 20, lire: *conseillé*.
- P. 195 — Proposition 6, lire: *Discrimen*.
- P. 197 — Proposition 43, intercaler entre les 2 lignes: *adeo ut spiritus, cor, sensus non habeant plus vitæ pro peccato,*
- P. 203 — l. 3 (par le bas), à supprimer.
- P. 204 — l. 19, lire: *instances*.
- P. 206 — l. 9, lire: *Hosius*.
- P. 209 — l. 18 (par le bas), lire: *ensuite*.
- P. 210 — l. 22, lire: *toute autre Personne*.
- P. 211 — article 2, l. 3, lire: *règlements*.
- P. 225 — l. 11, lire: *né*.
- P. 240 — ROSSET DE FLEURY, lire: *de Celhes*.
- P. 245 — reporter la dernière ligne à l'article concernant VIALART DE HERSE,
et lire: *Clément IX*.

INTRODUCTION

L'opposition soulevée au XVIII^e siècle contre la *bulle Unigenitus*, précurseur de la Révolution française, fut-elle la cause de cet événement? L'étude des faits répond négativement à cette question.

Sous Louis XV, les courtisans avaient coutume de dépeindre les jansénistes comme des républicains. Plus tard, en 1756, dans un livre intitulé *Entretiens d'Anselme et d'Isidore*, un ancien jésuite devenu évêque de Sisteron, Mgr Lafiteau, accusait les appelants de la *bulle Unigenitus* de soutenir les deux principes suivants ⁽¹⁾ :

« Ce n'est pas du roi mais de la nation même que les parlements « tiennent leur autorité » et « c'est dans la nation et non dans le « monarque que réside la propriété du gouvernement et de l'auto- « rité monarchique et c'est de la nation et non immédiatement de « Dieu que le roi reçoit la souveraineté de son pouvoir. »

Il n'est pas étonnant que la marquise de Créquy, imbue des idées ultramontaines, ait affirmé dans ses *Mémoires* ⁽²⁾ : « On ne « saurait nier que la Révolution française ait été préparée, pro- « duite et soutenue par les Jansénistes. » Malgré la clairvoyance et le bon sens qu'on lui attribue, la noble dame simplifie la question et confond la cause avec la conséquence.

On a également prétendu que la Constitution Civile du Clergé en 1790 fut d'inspiration janséniste. Il n'en est rien; nous pouvons constater que, sur ce point, les prêtres, qui ne pouvaient être ordonnés sans avoir signé le *Formulaire*, partagèrent souvent l'intransigeance de leur évêque au sujet du refus de sacrements.

Le Jansénisme issu des propositions soi-disant contenues dans le livre de Jansen sur la grâce selon saint Augustin, ce Jansénisme de convention qui s'identifia avec Pascal ou la Mère Angélique et les chrétiens austères qui les entourèrent, ne survécut pas aux persécutions et surtout à la dispersion de 1709. Si on crut le voir renaître de ses cendres quelques années plus tard, ce fut sous une autre forme; au Jansénisme théologique de la première heure, aristocratique et épiscopal, succéda le Jansénisme parlementaire et gallican qui se démocratisa, enflamma le bas clergé et le public. La liaison lointaine entre ces deux formes fut effectuée par un livre de

(1) pp. 109, 117.

(2) ch. V., t. 10.

« la plus estimable d'aujourd'hui dans la nation par ses mœurs, son savoir et ses lumières; tout le second ordre de l'Eglise opposé à la bulle *Unigenitus* et leurs dévôts, ce qui va encore plus loin; toutes les provinces, leurs cours supérieures; la misère qui prêche, les magistrats qui consolent, un sourd mécontentement contre la Cour, une fureur non déguisée contre les hommes de finances, une révolte ouverte contre les intendants, l'envie, la pauvreté, la faim. » Nous trouvons énumérées par un chroniqueur du temps les causes qui amèneront trente ans plus tard la Révolution française.

Remarquons, en outre, que le point de départ de l'opposition ne fut pas antireligieux : ces mêmes parlementaires, qui sauvegardaient l'indépendance gallicane contre l'emprise du Saint-Siège, s'empresaient de condamner au supplice le chevalier de La Barre ou Calas qui avaient affiché leur mépris pour la religion.

Signalons qu'à cette époque l'opinion publique commence à se servir d'une arme dont l'importance ne fera que s'accroître : la presse, l'affichage. Les publications se multiplient, les *Nouvelles Ecclésiastiques* servent avec violence la cause janséniste, les arrêts, les remontrances des parlements popularisent les moindres détails du conflit et le public y répond avec entrain par d'innombrables pamphlets. La reine Marie Leszcinska, dont le mariage était l'œuvre des jésuites, était désignée sous le nom d'« *Unigenita* ». En même temps, on donnait, en prose comme en vers, de plaisantes définitions de la *Bulle* :

« C'est une pièce de l'invention des Jésuites pour faire régner leur Société dans la Religion aussi bien que dans l'Etat, en enviant à Dieu sa toute puissance, à Dieu le Fils sa grâce, à Dieu le Saint-Esprit son amour, au Père Quesnel son innocence, au Roy sa couronne, au Royaume ses droits, à l'Episcopat son caractère, à l'Eglise sa foi, sa morale et sa discipline (7). »

A la même époque, en 1752, l'aveugle entêtement de l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, lui valut ce quatrain :

« Censeur à quoi bon tam me dire
 « De l'archevêque de Paris,
 « C'est le portrait de Saint Denis
 « Aussi tost après son martyre (8). »

(7) A. N. L. 20, Mai 1752.

(8) *Idem*.

Le roi, indécis, reçut cet avertissement rimé :

« Aveugle protecteur d'une infidèle race
« Louis, il faut opter, il n'est point de milieu,
« Range-toi désormais du costé de la grâce
« Ou ne dis plus Louis par la grâce de Dieu ⁽⁹⁾. »

On colporta maintes fois le « Testament de la très infortunée et « désolée Princesse Constitution fille adoptive de Clément XI, fille « naturelle du Père Jouvençy, jésuite, qui fut envoyée en France « sous la protection du très haut et grand prince Louis le « Grand ⁽¹⁰⁾. »

La naissance de la *Bulle* avait inspiré ce madrigal :

« Ton *Unigenitus*, Clément
« Veut donc faire fortune en Gaules ?
« Que je le plains donc ce pauvre enfant !
« Je prévois qu'à grand coups de gaules
« Notre clergé l'étrillera,
« Et que marqué sur les épaules
« A son Papa la renvoiera ⁽¹¹⁾. »

Les vers suivants, adressés au parlement de Paris, sont sur un ton particulièrement audacieux :

« Grands Sénateurs, troupe antimonarchique,
« Brisez le joug de toutes Loys
« Tirez toujours vers l'anarchique,
« En attendant la République,
« Combattez contre Dieu, son Eglise et le Roy
« Et toujours cependant vantez-vous votre foy !
« Toute l'Europe Catholique
« Gémit sur votre zèle et l'appelle hérétique,
« Les Pères dans le Ciel en frémissent d'effroy
« C'est un délire diabolique
« Que Pierre et Dieu meme maudit,
« Mais qu'importe après tout, Londres vous applaudit ⁽¹²⁾. »

Nous voici loin du Jansénisme austère de la Mère Angélique, des subtiles discussions théologiques qui passionnèrent l'élite groupée autour de Port-Royal ; le prétendu Jansénisme du XVIII^e siècle est purement politique ; il est synonyme d'opposition et rallie tous les adversaires d'un régime qui chancelle sous le poids de ses propres excès.

⁽⁹⁾ A. N. L. 20.

⁽¹⁰⁾ A. N. L. 19.

⁽¹¹⁾ *Id.* n° 2.

⁽¹²⁾ Allusion à la monarchie Constitutionnelle de l'Angleterre. — A. N. L. 20, 1^{re} liasse.

Nota: La matière janséniste se présente avec une telle abondance que nous avons été contraint de nous limiter et de ne choisir parmi les innombrables documents, que ceux-là seuls qui étaient nécessaires à l'enchaînement des faits pour suivre la *bulle Unigenitus* dans sa carrière troublée, et déterminer les conséquences qu'elle entraîna dans le royaume de France.

SOURCES MANUSCRITES

Nous avons consulté principalement :

à la BIBLIOTHEQUE NATIONALE :

- m s fr. 10.612-10.613 *Tables alphabétiques des Recueils de pièces relatives aux affaires de la Bulle Unigenitus avant 1727.*
- m s fr. 10.908 *Journal du Parlement de Paris, extrait des choses les plus importantes qui se sont passées au Parlement depuis le mois de may 1719 jusqu'au 7 avril 1748.*
- m s fr. 10.909 *Procès verbal de ce qui s'est passé de plus intéressant au Parlement de 1731 à 1753.*
- m s fr. 10.910-10.939 *Extraits des registres du Conseil secret du Parlement de Paris.*
- m s fr. 15.801 et 17.666 *Mélanges sur le Jansénisme.*
- m s fr. 23352-23.495 *Recueil de lettres diverses.*
- m s fr. 23.441-23.458 *Recueil de lettres et Mémoires relatifs à la Constitution Unigenitus 1718-1741.*
- m s fr. 23.459-23460 *Extraits des registres du Parlement.*
- m s fr., Nouvelles Acquisitions, 3.334-3.335 *Refus de sacrements 1714-1758.*
- m s fr., Nouvelles Acquisitions, 405, *Journal secret du Parlement.*
La collection Joly de Fleury, notamment les manuscrits 1502-1506.

Aux ARCHIVES NATIONALES :

outre les copies faites par Silvy sur les *Archives du Vatican, les Registres du Parlement*, et principalement le carton *L 19* qui contient de nombreux documents sur le Jansénisme.

BIBLIOGRAPHIE

Nous renvoyons au *Catalogue d'Histoire* (t. V Section d'Histoire Religieuse, gr. in-4^o, Paris, 1858) de la *Bibliothèque Nationale* pour la nomenclature des Arrêts du Conseil d'Etat et du Parlement, des Mandements épiscopaux, libelles et imprimés politiques de toutes sortes concernant les affaires ecclésiastiques des règnes de Louis XIV et Louis XV.

André (Mgr) et Condis (abbé), *Dictionnaire de Droit Canonique*, revu par le chanoine J. Wagner ; Paris, 1894, 4 vol. in-4^o.

Argenson (le marquis d'), *Journal et Mémoires* publ. pour la Société de l'Hist. de France, par E. J. B. Rathery, 1859-1867, 9 vol. in-8^o.

Arnauld (Jacqueline, Marie, Angélique), *Mémoires et relations sur ce qui s'est passé à Port-Royal des Champs, depuis le commencement de la réforme de cette abbaye*, s. l., 1716, in-12.

Lettres, Utrecht, 1741-1744, 3 vol. in-12.

Arnauld (Henri), *Négociations à la Cour de Rome et en différentes cours d'Italie sous le Pontificat d'Innocent X et pendant les années 1645-1648*, publ. par P. D. Burtin, Paris, 1758, 5 vol. in-12.

- Arrêt de la cour du Parlement extrait des registres du Parlement du 24 septembre 1756*, Paris, s. d. in-8°.
- Arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 4 avril 1755* (cassant un arrêt du Parlement de Paris en ce que son procureur général aurait été reçu incidemment « appelant comme d'abus » de la bulle Unigenitus), Orléans, s. d., in-4°, 4 pages.
- Arrêts et objets des remontrances du Parlement de Toulouse, du mardi 13 novembre 1759*, s. l. n. d. in-12.
- Aubertin, *L'esprit public au 18e siècle. Etudes sur les mémoires et les contemporains, 1715 à 1789* ; Paris, 1889, 3e éd. in-8°.
- Avenel (G. d'), *Les évêques et archevêques de Paris, depuis Saint Denis jusqu'à nos jours*, Paris, 1878, 2 vol. in-8°.
- Barbier (Edm. Jean, François), *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV, 1718-1763* ; édité par J. Foras, 1885, 8 vol. in-12.
- Barthélémy (de), *Le Cardinal de Noailles, archevêque de Paris*, Paris, 1908, in-8°.
- Bastard d'Estant (de), *Les Parlements de France*, 1857, 2 vol. in-8°.
- Benoit XIV, *Bulle relative à l'administration des sacrements aux opposants de la Bulle Unigenitus*, datée du 16 oct. 1756 « Ex omnibus Christiani », s. l. n. d. in-8°.
- Besoigne (J.), *Histoire de l'abbaye de Port-Royal*, Cologne, 1752, 6 vol. in-12.
- Bliard (le P.), *Les Mémoires de Saint Simon et le Père Le Tellier*, Paris, 1889, in-8°.
- Dubois Cardinal et premier ministre, 1656-1723, Paris, 1901, in-8°.
- Bonnemare (abbé), *Table raisonnée et alphabétique des Nouvelles Ecclésiastiques depuis 1728 jusqu'en 1760*, Paris, 1767, 2 vol. in-4°.
- Bourgoing de Villefore (J. F.), *Anecdotes ou Mémoires secrets sur la Constitution Unigenitus*, s. l., 1730-1735, 3 vol. in-12.
- Bourlon (abbé G.), *Les assemblées du clergé et le Jansénisme*, Paris, 1909, in-8°.
- Bournet, *La querelle janséniste*, Paris, 1924, in-8°.
- Bouvier (H.), *Histoire de l'église et de l'ancien archidiocèse de Sens*, Paris, 1911, 3 vol. in-8°.
- Brémont (H.), *Histoire littéraire du sentiment religieux en France depuis la fin des guerres de religion jusqu'à nos jours*, t. IV, Paris, 1920, in-8°.
- Burtin, v. Arnauld (Henri).
- Butler, *Memoir of the life d'Aguesseau*, London, 1850, in-8°.
- Cabasse, *Essai historique sur le Parlement de Provence*. Paris, 1826, 3 vol. in-8°.
- Cadet (F.), *L'éducation à Port-Royal*, Paris, 1887, in-12.
- Cadry et Louail, *Histoire du Livre des Réflexions Morales*, Amsterdam, 1726-1739, 4 vol. in-4°.
- Cahen (Louis), *Les querelles religieuses et parlementaires sous Louis XV*, Paris, 1913, in-8°.
- Calot (Fr.) et Michon (L.), *Port-Royal et le Jansénisme*, préface de Ch. Marchesne, Paris, 1928, in-18.
- Carré, *La fin des Parlements*, Paris, 1755-1789, 13 vol. in-4°.
- Carré de Montgeron, *La vérité des Miracles opérés à l'intercession de Monsieur de Pâris et autres appelants, démontrée contre Monsieur l'archevêque de Sens*, 1re éd. 1737, nouv. édit. 1745-1747, 3 vol. in-4°.
- Carreyre (J.), *Le Jansénisme durant la Régence*, Louvain, 1929, in-8°.
- Cerveau (abbé René), *Nécrologie des plus célèbres confesseurs et défenseurs de la vérité au 17e s.*, Paris, 1761, in-12 ; *au 18e s.*, 2 vol. 1760, avec suppléments.
- Challe, *Histoire de l'Auxerrois*, Paris, 1878, in-8°.

- Charrier (abbé J.), *Histoire du Jansénisme dans l'ancien diocèse de Nevers*, Paris, 1920, in-8°.
- Clemencet (don), *Histoire générale de Port-Royal depuis la réforme de l'abbaye jusqu'à son entière destruction*, Amsterdam, 1755-1757, 10 vol. in-12.
- Clement XI, *Bullarium*, ab Annebale cum vita Clementis XI a J. C. Batello Albano), Romae, 1723, in-fol.
- Colonna, *Bibliothèque Janséniste*, 1735, in-8°.
- Conches de Patris (B), *Le Jansénisme en Rouergue à la fin du XVIIIe siècle*, Paris, 1915, in-8°.
- Condis (abbé), v. André (Mgr).
- Cousin (Victor), *Madame de Sablé*, Paris, 1882, in-8°.
- Crousaz-Crestet, *L'Eglise et l'Etat ou les Deux Puissances au XVIIIe s.*, Paris, 1893, in-18.
- Daguesseau (le Chancelier), *Œuvres complètes*, éd. par Pardessus, Paris, 1919, 16 vol. in-8°.
- V. Gazier.
- Dangeau (Philippe de Courcillon, marquis de), *Journal*, publié par Soulié, Dusieux, de Chennevières, Mantz, de Montaignon, Paris, 1854-1860, 19 vol. in-8°.
- Decrusy, voir Isambert.
- Dedieu (abbé), *L'agonie du Jansénisme*, publié dans *Revue d'Histoire de l'Eglise de France*, avril-juin 1928.
- Degert (Ant.), *Le Jansénisme au Parlement de Toulouse dans Bulletin de Littérature Ecclésiast.*, Toulouse 1924, (260-284).
- Dejean (E.), *Un prélat indépendant au XVIIe siècle*, Nicolas Pavillon, évêque d'Alés, Paris, 1909, in-8°.
- Delmont (abbé Th.), *Bossuet et le Jansénisme d'après les plus récentes publications*, Arras, 1899, in-8°.
- Encore Bossuet et le Jansénisme*, Arras, 1899, in-8°.
- Doinel (G.), *Archives du Loiret, Inventaire*, t. II (v. 339-352), affaire Gougniou.
- Dorsanne, *Journal de M. l'Abbé Dorsanne, Dr de Sorbonne, chantre de l'Eglise de Paris, Gd vicaire et Official du même Diocèse, contenant l'Histoire et les Anecdotes de ce qui s'est passé le plus intéressant à Rome et en France, dans l'Affaire de la Constitution Unigenitus*, 2e édition, Paris, 1766, 3 vol. petit in-12.
- Doublet (G.), *Le Jansénisme dans l'ancien diocèse de Vence, d'après les documents des Alpes Maritimes*; Paris, 1901, in-8°.
- Draffnei (G.), *Du gouvernement des Diocèses en commun par les évêques et les curés*, Bâle, 1717, 2 vol. in-8°.
- Dubedat, *Histoire du Parlement de Toulouse*, Paris, 1885, 2 vol. in-8°.
- Dumas (H.), *Histoire générale des cinq propositions de Jansénius*, Liège, 1699, 2 vol. in-12.
- Défense de l'Histoire des cinq Propositions*, 1701, 3 vls. in-12.
- Durand (abbé V.), *Le Jansénisme au 18e s. et Joachim Colbert, évêque de Montpellier, 1676-1738*, Toulouse, 1907, in-8°.
- Esmein (A.), *Cours d'Histoire du Droit Français*, Paris, 1930, in-8°.
- Estignard, *Le Parlement de Franche-Comté*, Paris, 1892, in-8°.
- Extraits des registres du Parlement du 18 avril 1752, (arrêt relatif au Jansénisme)*, Orléans, s. d. in-8°.
- Fénelon, *Œuvres complètes*, Paris, 1830, 27 vol. in-8°.
- Flammermont (J.), *Le Chancelier Meaupou et les Parlements*, Paris, 1883, in-8°.
- Remontrances du Parlement de Paris 1715-1738*, dans *Collection des Documents Inédits de l'Histoire de France*, Paris, 1888-1895-1898, 3 vol. in-4°.
- Floquet (A.), *Histoire du Parlement de Normandie*, Rouen, 6 vol. in-8°.

- Fontaine (Nicolas), *Mémoires pour servir à l'Histoire de Port-Royal*, Utrecht, 17636, 2 vol. in-12 ; Paris, 1753,, 4 vol. in-12.
- Fontegus (J. B.), *De antiquo jure presbyterorum in regimine ecclesiastico*, Taurini, 1676, in-4°.
- Fourquevaux, voir Pavier (de).
- Fülöp-Miller, *Les Jésuites et le secret de leur puissance*, traduit par Guidot, t. I, Paris, 1933, in-8°.
- Gagnol (abbé), *Le Jansénisme convulsionnaire et l'affaire de la Planchette (1747) d'après les Archives de la Bastille*, Paris, 1911, in-8°.
- Gazier, *Fragment inédit des Mémoires du chancelier d'Aguesseau*, Paris, 1920, in-8°.
- Bossuet et Louis XIV, 1662-1704, *étude historique sur le caractère de Bossuet*, Paris, 1914, in-16.
- La destruction des Petites Ecoles de Port-Royal, d'après une relation inédite de 1660*, Paris, 1907, in-8°.
- Les Ecoles de Charité du faubourg Saint-Antoine, école normale et groupes scolaires, 1713-1887*, Paris, 1906, in-8°.
- Histoire générale du Mouvement Janséniste depuis ses origines jusqu'à nos jours*, Paris, 1923-1924, 2 vol., in-8°.
- Une suite à l'Histoire de Port-Royal, d'après des documents inédits, Jeanne de Raymond et Christophe de Beaumont, 1750-1782*, Paris, 1906, in-12.
- Gerberon, *Histoire générale du Jansénisme*, 1703, 3 vol. in-12.
- Gilardoni (Cam.), *L'abbaye de Haute-Fontaine et le Jansénisme dans le Perthois*, Vitry le François, 1890, in-8°.
- La Bulle Unigenitus et la fin du Jansénisme en Champagne*, Vitry le François, 1892, in-8°.
- Glasson (E.), *Le Parlement de Paris, son rôle politique depuis le règne de Charles VII jusqu'à la Révolution*, Paris, 1901, 2 vol. in-8°.
- Guilbert, *Mémoires historiques et chronologiques sur l'abbaye de Port-Royal*, Paris, 1755, 3 vol. in-8°.
- Hardy (G.), *Le cardinal de Fleury et le mouvement janséniste*, Besançon, 1925, in-4°.
- Hermant (G.), *Traité pour la Défense de l'Université de Paris contre les Jésuites*, Paris, 1643, in-12.
- Histoire du Livre des Réflexions Morales de la Constitution Unigenitus servant de préface aux Hexaples*, s. l., 4 vol. in-4°. 1723-1739 (collab. de Charpentier, Lomail et Cadry).
- Histoire abrégée de la Paix de l'Eglise. — Histoire du formulaire qu'on a fait signer en France*, (attribuée à Arnauld, Quesnel ou Gerberon), Amsterdam, 1698, 2 parties en 1 vol. in-12.
- Ingold (le P.), *L'Oratoire et le Jansénisme*, Paris, 1887, in-8°.
- Rome et la France, la seconde phase du Jansénisme*, Paris, 1901, in-8°.
- Isambert, Jourdan et Decrusy, *Recueil Général des Anciennes Lois Françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, Paris, 28 vol. et 1 table, in-8°.
- La Cuisine (de), *Le Parlement de Bourgogne*, Dijon, 1864, in-8°.
- Lafiteau, évêque de Sisteron (Pierre François). *Entretiens d'Anselme et d'Isidore*, s. l. 1756, in-8°.
- Histoire de la Constitution*, Avignon, 1737, in-4°.
- La Gorce (P. de), *Histoire religieuse de la Révolution française*, Paris, 1912, 5 vol. in-8°.
- Le Bras (G.), *Pour l'Hist. du Jansénisme, dans l'Orléanais, dans Revue d'Hist. de l'Eglise de France*, 1932, (189-196).
- Le Gros (Nicolas), *Renversement des libertés de l'Eglise Gallicane dans l'affaire de la Constitution Unigenitus*, Amsterdam, s. d. in-4°.
- Histoire du Livre des Réflexions Morales sur le Nouveau Testament et la Constitution Unigenitus*, Amsterdam, 1723-1730, 4 vol. in-4°.

- Lemoy, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au 18e s.*, Agen, 1909, in-8°.
- Les Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIIIe s.*, Agen, 1909, in-8°.
- Le Paige (L. A.), *Annales pour servir d'étrennes aux amis de la vérité*, s. l. n. d., in-24.
- Un second titre porte : *Le Prothéisme de l'erreur ou Annales historiques contenant les faits qui ont précédé la bulle Unigenitus et qui y ont rapport depuis l'année 1540.*
- Histoire abrégée du Parlement durant les troubles du commencement du règne de Louis XIV*, s. l. 1754, in-12.
- Lettres adressées à MM. les commissaires nommés par le Roi pour délibérer sur l'affaire présente du Parlement au sujet du refus des sacrements*, s. l. 1752, 2 parties en 1 vol. in-12.
- Lettres pacifiques au sujet des contestations présentes*, revues, corrigées et considérablement augmentées par l'auteur, s. l. 1753, 3 parties en 1 vol. in-4°.
- Lettres historiques sur les fonctions essentielles du Parlement, sur le droit des Pairs et sur les lois fondamentales du royaume*, Amsterdam, 1753, 2 vol. in-4°.
- Observations sur les Actes de l'Assemblée du Clergé de 1765*, s. l. n. d., in-12.
- Le Roy (Albert), *Le Gallicanisme au XVIIIe siècle. La France et Rome de 1700 à 1715. Histoire diplomatique de la Bulle Unigenitus jusqu'à la mort de Louis XIV, d'après des documents inédits*, Paris, 1892, in-8°.
- Lieutaud (V.), *Le Jansénisme à Senes en 1728*, Digne, 1905, in-8°.
- Louail, v. Cadry.
- Maillier, *Histoire de la Constitution Unigenitus dans le diocèse de Nevers*, Paris, 1891, in-8°.
- Marais (Mathieu), *Journal et Mémoires sur la Régence et le règne de Louis XV (1715-1737)*, p. p. de Lescure, Paris, 1863, 4 vol. in-8°.
- Marches (des), *Histoire du Parlement de Bourgogne de 1733 à 1790*, Dijon, 1833, in-8°.
- Maulvaut (Ach.), *Répertoire alphabétique des personnes et des choses de Port-Royal*, Paris, 1902, in-8°.
- Michel, *Histoire du Parlement de Metz*, 1845, in-8°.
- Michon (L.), v. Calot.
- Monnier (Fr.), *Le chancelier d'Aguesseau*, Paris, 1886, in-12.
- Montesquieu, *De l'esprit des lois*, 2 vol. in-12, éd. Flammarion.
- Nivelle, *La Constitution Unigenitus déferée à l'Histoire Universelle*, Cologne, 1757, 3 vol. in-fol.
- Nouvelles Ecclésiastiques (Les)*, 71 vol. reliés en 25 tomes, 1728-1798, in-4°.
- Paquier (J.), *Le Jansénisme, étude doctrinale d'après ses sources*, Paris, 1909, in-16.
- Patouillet, *Dictionnaire des livres Jansénistes*, Anvers, 1752, 3 vol. in-12.
- Pavie de Fourquevaux, *Catéchisme Historique et Dogmatique sur les contestations qui agitent maintenant l'Eglise*, Nancy, 1750-1758, 5 vol. in-8°.
- Perey (Lucien), *Le Président Hénault et Madame du Deffand, la cour du Régent, la cour de Louis XV et de Marie Leczinska*, Paris, 1893, in-8°.
- Picot, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique du XVIIIe siècle*, Paris, 1853-1855, 2 vol. in-8°.
- Pillot, *Histoire du Parlement des Flandres*, Douai, 1849, in-8°.
- Préclin (E.), *Les Jansénistes du XVIIIe s. et la Constitution civile du clergé. Le développement du richérisme, sa propagation dans le bas clergé*, 1713-1791, Paris, 1929, in-8°.
- Quesnel (P.), *La paix de Clément IX*, s. l. 1701.
- Le Livre des Réflexions Morales sur le Nouveau Testament*, Paris, 1689, 3 vol. in-8°.

- Lettre à N. St-Père le Pape Clément XI au sujet des Réflexions sur le Nouveau Testament approuvées par Mgr le Card. de Noailles, archev. de Paris et dénoncées à Sa Sainteté par les Jésuites*, s. l., s. d., in-12.
- Racine, *Histoire abrégée de Port-Royal*, éd. Gazier, Paris, 1909, in-8°.
- Raison (L. M.), *Le mouvement janséniste au diocèse de Dol*, Rennes, 1931, in-8°.
- Regnault (Henri), *Les Ordonnances civiles du Chancelier Daguesseau. Les donations et l'ordonnance de 1731*, Paris, 1930, gr. in-8°.
- Ricard (Mgr), *Les Premiers Jansénistes et Port-Royal*, Paris, 1883, in-8°.
- Rocquain (Félix), *L'esprit révolutionnaire avant la Révolution*, Paris, 1878, in-12.
- Roth (J.), *La théologie de Port-Royal. Le Jansénisme, sa valeur, ce qu'il a produit*, Montauban, 1885, in-8°.
- Rousseau (François), *Mémoires du Président Hénault*, 2 vol. in-8° (nouv. éd.).
- Saint-Simon, *Mémoires, publiés par Boisville*, Paris, 1879-1928, 41 vol. in-12.
- Sainte-Beuve (Aug.), *Port-Royal*, Paris, (3e éd.), 1886, 6 vol. in-8°.
- Saulnier (Fréd.), *Le Parlement de Bretagne*, Rennes, 1909, in-8°.
- Saulnier de la Pinelais, *Les gens du roi au Parlement de Bretagne*, Rennes, 1907, in-8°.
- Séché (Léon), *Les derniers Jansénistes depuis la ruine de Port-Royal jusqu'à nos jours, 1710-1870*, Paris, 1891-1893, 3 vol. in-8°.
- Sicard, *L'ancien clergé de France*, Paris, 1891-1893, 3 vol. in-8°.
- Tallemache (Marguerite), *French Jansenists*, London, 1893, in-8°.
- Talon (Omer), *Mémoires dans Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, p. p. Michaud et Poujoulet, t. VI, Paris, 1839, in-8°.
- Thomas, sieur du Fossé (Pierre), *Mémoires pour servir à l'Histoire de Port-Royal*, éd. par Bouquet, Rouen, 1877-1879, 5 vol.
- Thuillier (dom Vincent), *Rome et la France: la seconde phase du Jansénisme, fragment de l'histoire de la Constitution Unigenitus*, publ. par Ingold, Paris, 1901, in-8°.
- Timothée (le Père), *Mémoires et lettres*, p. p. le P. Ubald d'Alençon, Paris, 1907, 5e éd. in-8°.
- Troubat (Alex.), *Ordre des Avocats près de la Cour de Dijon. Autour du Jansénisme*, Dijon, 1892, in-8°) pièce.
- Vandenpeereboom (Alph.), *Cornelius Jansenius, septième évêque d'Ypres, sa mort, son testament, ses épitaphes*, Bruges, 1882, in-8°.
- Varin (Pierre), *La vérité sur les Arnould complétée à l'aide de leur correspondance inédite*, Paris, 1847, 2 vol. in-8°.
- Voltaire, *Histoire du Parlement de Paris*, t. XV et XVI des *Œuvres complètes*, Paris, in-8°, 1878.
- Wolf (L.), *Le Parlement de Provence au XVIIIe siècle*, 1920, in-8°.

PREMIERE PARTIE

LA BULLE UNIGENITUS

CHAPITRE PREMIER

AVANT LA BULLE UNIGENITUS

Le Jansénisme, « l'hérésie imaginaire » selon Nicole, tira son nom, comme chacun sait, de Cornelius Jansenius, évêque d'Ypres, ancien professeur à l'Université de Louvain et théologien réputé, qui écrivit un gros traité sur la doctrine de la Grâce d'après saint Augustin, intitulé *Augustinus*. En parfait ultramontain, d'ailleurs, Jansenius achevait son livre sur une protestation de complète soumission à l'autorité infaillible du Saint-Siège. Cet ouvrage avait été composé dans le but de justifier l'enseignement donné à l'Université de Louvain et de le défendre contre les attaques des jésuites; il ne fut imprimé qu'en 1639, un an après la mort de son auteur. Néanmoins les jésuites s'inquiétèrent du succès que l'*Augustinus* rencontrait dans le monde religieux et déterminèrent le pape à condamner, en 1642, cinq propositions, soit-disant extraites du livre incriminé ⁽¹⁾.

L'*Augustinus* fut accrédité en France par l'intime ami de son auteur, Jean du Vergier de Hauranne, abbé de Saint-Cyran, qui fut ainsi l'initiateur de ce fameux mouvement janséniste, dont les querelles désolèrent la France pendant plus d'un siècle, avant d'aboutir à la Révolution.

Le mouvement janséniste présente deux phases nettement différentes: le *Jansénisme de Port-Royal*, et le *Jansénisme parlementaire du XVIII^e siècle*.

Des causes lointaines et complexes aggravèrent la portée de l'adhésion personnelle de Saint-Cyran à la doctrine augustiniennne.

(1) Sur les cinq propositions, « une seule se trouve dans le livre en termes formels (*in terminis*) ». Pour les autres, « elles sont induites, inférées, et, comme disent les Jansénistes, fabriquées ». (Sainte-Beuve, *Port-Royal*, II-102, 103).

Lorsqu'en 1594, Antoine Arnauld, avocat du Conseil de la Reine, obtint l'expulsion des jésuites de France en plaidant contre eux pour l'Université de Paris qu'ils voulaient accaparer, il déclencha sur lui et sur sa nombreuse postérité la rancune implacable, de la célèbre Compagnie. Sainte-Beuve appelle avec juste raison ce plaidoyer « le péché originel des Arnauld ». Aussi quand Angélique Arnauld, la jeune abbesse de Port-Royal, voulant instaurer dans son monastère une sévère réforme religieuse, fit appel à l'abbé de Saint-Cyran, l'entreprise fut immédiatement suspecte. Pour susciter de puissants ennemis à l'œuvre naissante, on exploita le désaccord sur la doctrine de l'Attrition ⁽²⁾ qui séparait Saint-Cyran et Richelieu; on rappela même à ce dernier que Jansenius, sujet espagnol, devait son évêché d'Ypres au succès rencontré auprès de Philippe IV par la publication d'un virulent pamphlet contre la France: *Mars Gallicus* ⁽³⁾. Richelieu prit ombrage, Saint-Cyran fut emprisonné.

Cependant, les intrigues des jésuites, tout en gênant le développement de la réforme de Port-Royal, ne l'arrêtèrent pas. Des solitaires se groupèrent à l'ombre du monastère des religieuses: toute une élite intellectuelle et sociale se pressa autour de la famille Arnauld dont une vingtaine de membres formèrent comme le noyau central du mouvement. Saint Cyran mourut en 1643; les directeurs spirituels se succédèrent au monastère, mais l'impulsion qu'il avait donnée se poursuivit, orientée vers le même christianisme épuré, grâce à la Mère Angélique qui continua de façonner son entourage selon la forte empreinte qu'elle avait reçue.

Un autre motif d'ordre moins personnel vint attiser la haine des jésuites: le succès des méthodes d'éducation qui sortirent de cette petite société de Port-Royal où les solitaires avaient rassemblé quelques enfants, choisis parmi leur entourage ou leurs amis, pour

(2) *Attrition ou Contrition imparfaite* parce qu'elle est produite, non par l'amour de Dieu, mais par la considération de la honte du péché ou par la crainte de l'enfer. Le Concile de Trente, insuffisamment explicite à cet égard, avait déclaré qu'il suffisait au pécheur d'espérer en la miséricorde de Dieu et d'avoir la volonté de se corriger pour recevoir le sacrement de Pénitence. Certains casuistes du XVII^e siècle, appelés attritionnaires, en vertu de cette déclaration décidèrent que l'attrition produite par un motif naturel, pourvu qu'il soit honnête, suffisait au chrétien pour obtenir l'absolution de ses péchés, sans éprouver aucun amour de Dieu. Les jansénistes s'élevèrent vigoureusement contre cette opinion, et, en 1700, une assemblée du clergé, influencée par Bossuet, donna une interprétation du Concile de Trente, selon laquelle le pécheur devait tout d'abord aimer Dieu, source de toute justice.

(3) Jansénius, poussé par son zèle catholique, écrivit le *Mars Gallicus* en réprobation de l'alliance conclue par Richelieu et la France avec Gustave Adolphe et les protestants d'Allemagne.

former leur âme et cultiver leur esprit selon l'idéal qu'ils avaient conçu. Or les jésuites qui, par la multiplicité de leurs collèges, visaient au monopole de l'enseignement, ne pouvaient voir sans inquiétude ces *Petites écoles*, qui, cependant, ne dépassèrent jamais les limites restreintes que les Messieurs de Port-Royal, dénués de toute ambition mondaine, leur avaient assignées.

C'est qu'en appliquant à l'enseignement les règles du simple bon sens, ces Messieurs de Port-Royal accomplirent une véritable révolution pédagogique. L'enseignement public accordait alors toute l'importance au latin; on apprenait à lire en latin; à Port-Royal, les écoliers épelaient en français. Dans leurs collèges, les jésuites ne faisaient connaître l'antiquité aux élèves qu'à l'aide de résumés, de jugements tout faits qui leur étaient dictés; au contraire, les jansénistes mettaient les jeunes étudiants en contact avec les sources antiques; ils apprenaient l'éloquence chez les grands orateurs comme Quintilien, Cicéron, et autres. Arnauld estimait « qu'il faut aider les écoliers en tout ce qu'on peut, qu'on leur rende l'étude même, si c'est possible, plus agréable que le jeu et les divertissements »; et il expliquait dans son *Mémoire sur le règlement des études dans les Lettres Humaines*: « Il faut prendre les enfants tels qu'ils sont et non tels qu'ils devraient être ⁽⁴⁾. » De ces principes naquirent toute une série de travaux destinés à faciliter aux enfants l'étude et l'intelligence des textes.

Le maître par excellence des *Petites Ecoles* de Port-Royal ⁽⁵⁾ fut Claude Lancelot; en 1644 il publia la *Nouvelle Méthode pour apprendre facilement et en peu de temps la langue latine* ⁽⁶⁾; les règles y sont données en français. Il rédigea une semblable *Nouvelle Méthode pour apprendre la langue grecque*, qui parut en 1655. Il composa également une *Nouvelle Méthode* pour l'italien et une autre pour l'espagnol. Mais surtout, en 1657, il fit paraître le fameux *Jardin des Racines grecques*, mises en vers français ⁽⁷⁾ autour duquel la polémique s'engagea si âprement. Il faut dire que l'étude du grec était fort négligée dans les collèges où on ne l'abordait qu'à travers le latin. Lancelot s'éleva vigoureusement contre cette méthode « car la langue latine a un tour bien plus éloigné de la nôtre

(4) Arnauld—*Œuvres*, T. XLI, p. 85,98.

(5) *Petites Ecoles* c'est-à-dire des écoles préparatoires aux collèges de l'Université. Les Jansénistes en adoptant ce nom évitaient tout éclat qui pût porter ombrage ou paraître une concurrence aux collèges universitaires. Ils formèrent trois centres d'études, les Granges, la Chesnais, les Trous, dont le total à l'époque la plus florissante atteignit à peine cinquante élèves.

(6) Dédiée à Louis XV en 1645; on rapporte que le précepteur du jeune roi, Hardouin de Péréfixe, s'en servit pour lui enseigner le latin.

(7) Les vers sont de Le Maître de Sacy.

que la langue grecque » dont, par suite « la phrase est beaucoup plus aisée à comprendre ». Lancelot détermina ainsi la « Secte des Hellénistes », formée à l'étude du génie grec, à laquelle Racine dut cette « connaissance solide et ce sentiment délicat de l'antiquité qui firent de lui le grand et pur artiste que l'on sait ⁽⁸⁾. »

Près de Lancelot, nous trouvons Arnauld, le logicien par excellence; aussi devons-nous à leur collaboration l'un des plus importants ouvrages sortis de Port-Royal: la *Grammaire générale et raisonnée*, qui parut en 1657. Cette même année vit la publication des *Nouveaux éléments de géométrie*, d'Arnauld. En 1662 Arnauld publia *La Logique ou l'Art de penser* dont la rédaction avait été confiée à Nicole; il posait nettement dans cet ouvrage le droit de la raison humaine devant l'autorité routinière qui prévalait: « C'est une gêne bien grande de se croire obligé d'approuver Aristote en tout et de le prendre pour règle de la vérité philosophique. »

Il faut ajouter à tous ces ouvrages une série de traductions des auteurs anciens munis du texte en regard: les *Fables* de Phèdre, les *Comédies* de Térence, les *Captifs* de Plaute, une grande partie des *Lettres* de Cicéron; les *Billets de Cicéron*, tant à ses amis communs qu'à Attique, étaient précédés d'une *Méthode en forme de préface pour conduire un écolier dans les Lettres Humaines*; les *Bucoliques*, les *Géorgiques* et nombre d'autres œuvres encore.

La plupart de ces ouvrages ne parut à vrai dire qu'après la fermeture des *Petites Ecoles* dont l'éphémère existence se déroula entre 1641 et 1661 ⁽⁹⁾, entrecoupée de plusieurs dispersions; mais ces méthodes y furent pratiquées et enseignées. Nicole a dit fort justement dans le *Traité de l'éducation d'un prince*, « l'instruction a pour but de porter les esprits jusqu'au point qu'ils sont capables d'atteindre. » Et la lecture du *Mémoire sur le règlement des Etudes dans les Lettres Humaines*, rédigé par Arnauld, nous fait comprendre toute l'étendue des réformes proposées par les jansénistes et qui pénétrèrent au XVIII^e siècle dans l'Université sous l'influence d'un de leurs plus ardents disciples, Rollin ⁽¹⁰⁾. Ainsi, ces maîtres d'élite accomplirent dans un domaine restreint qui ne pouvait évidemment s'étendre aux besoins généraux de l'instruction publique, une œuvre personnelle dont l'esprit s'inspirait avant tout du respect des âmes,

⁽⁸⁾ Gustave Lanson, *Manuel d'Histoire littéraire*, p. 539.

⁽⁹⁾ On peut faire remonter leur origine en 1637, mais elles ne furent définitivement constituées qu'en 1643.

⁽¹⁰⁾ *Op. cit.*, p. II.

L'éditeur publiant ce fameux *Mémoire* d'Arnauld, explique dans la préface : « La copie sur laquelle nous le donnons nous est venue du collège de Beauvais » (collège universitaire) avec les notes de M. Rollin et des autres professeurs, » qui prouve l'usage qui en a été fait dans l'Université de Paris. »

qui en introduisant le Cartésianisme dans l'enseignement, le rationalisa et orienta l'Université dans une direction nouvelle.

Quant aux publications qui émanèrent de Port-Royal, il est inutile d'insister sur le triomphe des *Lettres Provinciales* de Pascal, sur le succès de la *Fréquente Communion* d'Arnauld, et l'enthousiasme réservé en général à tous les livres jansénistes qui éclipsèrent totalement les pâles publications des jésuites.

Pour atteindre plus sûrement de semblables ennemis, la Compagnie de Jésus ne borna pas ses menées à la seule Cour de France, elle poussa ses intrigues jusqu'à Rome. La lutte, déjà commencée avec la condamnation des cinq propositions de l'*Augustinus* par Innocent X, continua sur le même terrain théologique. Arnauld argua que les cinq propositions effectivement étaient hérétiques, mais qu'elles n'étaient pas réellement contenues dans le livre de Jansenius, et les docteurs à sa suite ergotèrent sur ce qu'on appela la *question de droit et la question de fait*, qui, tout en rejetant les cinq propositions, ne condamnait pas l'*Augustinus*. La publication des *Lettres Provinciales* vint à cette époque accroître l'ardeur passionnée des champions.

Innocent X mourut en 1665; les papes qui suivirent ne purent déjuger leur prédécesseur. Toutefois Clément IX, esprit plus libéral et reconnaissant l'incontestable vertu des jansénistes, influencé aussi par certains ordres religieux que les progrès de la Compagnie de Jésus effrayaient, tenta de calmer l'effervescence des esprits et proposa, en 1668, de garder sur la question litigieuse « un silence respectueux ». Ce fut la paix de Clément IX, durant laquelle Port-Royal apaisé connut ses derniers beaux jours.

Malheureusement, en 1673, les jansénistes eurent le tort de prendre parti pour le pape contre le roi dans l'affaire de la Régale ⁽¹¹⁾. Louis XIV s'accommodait d'une sorte de gallicanisme admi-

⁽¹¹⁾ La Régale était un droit qui attribuait au Roi, à la mort d'un évêque, tous les fruits du temporel (c'est-à-dire les biens et rentes existant dans chaque évêché) et lui permettait de nommer aux bénéfices épiscopaux jusqu'au moment où le successeur sacré et intronisé faisait serment à la Chambre des Comptes. Les provinces de Guyenne, Languedoc et Dauphiné se trouvaient exemptes de ce droit; mais en 1673, par une déclaration royale, Louis XIV l'étendit à tous les bénéfices du royaume, lui donnant un effet rétroactif. De ce fait, 59 diocèses, la moitié des diocèses de France, furent atteints et les titulaires de ces évêchés furent contraints de faire enregistrer leur serment, faute de quoi leur siège était considéré comme vacant. Deux évêques seulement protestèrent: Caulet, évêque de Pamiers, et Pavillon, évêque d'Aléth en Languedoc; tous deux, jansénistes ardents, regardaient les droits de leur diocèse comme un dépôt intangible qu'ils devaient remettre intact à leur successeur. Le pape, saisi de l'affaire, s'indigna de cette ingérence du roi et encouragea les évêques protestataires; ceux-ci refusèrent d'approuver les bénéficiaires que le roi avait nommés dans leurs diocèses, en application du régime nouveau. Les Assemblées

nistratif qui substituait son droit de Régale à l'autorité d'un concile provincial, et c'est pourquoi, tout intéressé semble-t-il aux libertés de l'Eglise gallicane, il préféra toujours s'appuyer sur les jésuites, ultramontains, mais prêts à toutes les concessions de fait, que sur les jansénistes, gallicans, dont l'intransigeance doctrinale donnait raison au pape.

Les protecteurs influents de Port-Royal s'éteignirent tour à tour : Madame de Sablé en 1678, le cardinal de Retz, l'année suivante, Henri Arnauld, évêque d'Angers, en 1692 ; mais, surtout, en 1679, la mort de la duchesse de Longueville priva les jansénistes de leur plus puissante protectrice au moment où la conversion du roi, œuvre de Madame de Maintenon, le jetait entre les bras des jésuites.

Quelques années plus tard, réconcilié avec le pape, Louis XIV fut persuadé qu'il allait du salut de son âme d'extirper l'hérésie qui couvait à Port-Royal, avec autant de vigueur que le protestantisme ; et la persécution, commencée jadis par l'emprisonnement de Saint-Cyran, poursuivie par les vexations progressives contre tout ce qui se rattachait à Port-Royal, puis par la dispersion successive des religieuses et des Solitaires, se termina en 1709 par une bulle d'extinction, signée par le pape Clément XI, et que Louis XIV fit exécuter avec la dernière rigueur ; l'année suivante, il s'acharna sur les bâtiments du monastère qui furent rasés et sur les sépultures qui furent odieusement profanées.

Il semble qu'à l'aurore du XVIII^e siècle le jansénisme était bien fini ; ses champions : Pascal, Racine, Arnauld, n'existaient plus ; les jansénisants, comme Bossuet, avaient également disparu ; les religieuses et les quelques solitaires survivants étaient dispersés : virtuellement, le mouvement était anéanti. Mais les esprits vigilants qui entouraient la dévote vieillesse du roi, croyant voir son fantôme, le ressuscitèrent tout à fait. Ils découvrirent que l'hérésie existait dans un livre extrêmement répandu depuis quarante ans, *Les Réflexions morales sur le Nouveau Testament*, du Père Quesnel, un ancien oratorien qui avait dû s'exiler pour avoir refusé de signer le

du Clergé de 1680 et 1681 se prononcèrent pour le roi, tout en le priant d'user modérément de ce droit. Innocent XI cassa les délibérations de l'assemblée de 1682. C'est alors que le clergé Gallican rédigea la fameuse *Déclaration*, qui proclamait l'indépendance temporelle et politique du roi à l'égard du Souverain Pontife et de l'Eglise, ainsi que la supériorité des conciles en matière de foi. Un vague compromis, sous Innocent XII, termina la lutte. Tout en maintenant à Rome leur attitude ultramontaine, les jésuites de France se rangèrent à côté du roi contre les jansénistes. Caulet accusa le confesseur du roi, le Père La Chaise, qui détenait la feuille des bénéfices, d'avoir voulu étendre le droit de Régale pour accroître son influence, et se créer ainsi des partisans plus nombreux dans les familles importantes du royaume.

Formulaire ⁽¹²⁾. Il s'était réfugié d'abord aux Pays-Bas, puis il était allé à Bruxelles rejoindre Arnauld dont il avait recueilli le dernier soupir. Il avait publié, en 1671 de courtes sentences sur les Evangiles réunies sous le titre de *Morale de l'Evangile*; il avait présenté l'ouvrage à Félix Vialart, évêque de Châlons, qui l'avait adopté après un examen minutieux et en avait recommandé la lecture à son clergé par mandement.

Depuis lors les éditions se multiplièrent; Quesnel travailla vingt ans à son livre et l'accrut de nouvelles réflexions, pareillement courtes, puisées dans les écrits des Pères de l'Eglise; en 1679, l'ouvrage interprétait également les Actes des Apôtres et le reste du Nouveau Testament; il formait deux volumes; il en comprenait trois en 1687 et quatre en 1693; son titre s'était pareillement allongé: *Réflexions morales sur le Nouveau Testament*. C'est sous cette forme définitive qu'Antoine de Noailles, successeur de Vialart au siège de Châlons, l'examina à nouveau en termes des plus élogieux par mandement du 25 juin 1695; il exhorta instamment son clergé à se nourrir des Ecritures grâce à « cet extrait plein d'onction et de lumière de ce que les Saints Pères ont écrit de plus beau, et de plus touchant sur le Nouveau Testament ». Il ajoutait: « Ce livre vous tiendra lieu d'une bibliothèque entière. » Quesnel prit le soin de placer le mandement précédé de celui de Vialart en tête de chaque édition. Et de ce simple fait sortit toute la querelle janséniste qui agita l'Eglise de France pendant tout le XVIII^e siècle.

En effet, Quesnel exilé, octogénaire, n'est qu'un prétexte pour atteindre Antoine de Noailles, devenu cardinal et archevêque de Paris, en 1695, grâce à son nom et à la protection de Madame de Maintenon, momentanément brouillée avec les jésuites. Doué d'une réelle vertu et d'un sens droit, le cardinal de Noailles gâtait ces dons par sa faiblesse et son indécision; on le surnommait « la reculante Eminence » ⁽¹³⁾. Il n'avait aucune des qualités nécessaires pour assumer le rôle de chef du parti auquel ses tendances personnelles et les événements le portèrent. Admirateur des religieuses de Port

(12) *Le Formulaire du Clergé*, dont le rôle fut si important durant un siècle et demi, est une déclaration imposée à tout prêtre ou fidèle par laquelle: « il reconnaissait en conscience la condamnation de la doctrine des cinq propositions de Cornélius Jansénius, contenues dans son livre intitulé: « *Augustinus* ». Il fut rédigé en 1655, dans une réunion de treize évêques français, sous l'inspiration du Père Annat, confesseur du roi, et de l'archevêque de Toulouse, Pierre de Marca. Plus tard, Clément IX adoucit les termes du *Formulaire* et le rendit acceptable aux jansénistes.

(13) Sur le portrait physique et moral du cardinal de Noailles, consulter Le Roy, *La France et Rome de 1700 à 1715*, p. 7 et suiv.; de Barthélémy, *Le Cardinal de Noailles, archevêque de Paris*, 1908.

Royal, il ne sut pas les défendre, et même, pour prouver qu'il n'était pas janséniste il coopéra à la destruction du monastère: lâche complaisance qui demeura vaine, car, mauvais politique, il s'attira l'hostilité des jésuites et de la cour pontificale. De plus, disciple de Bossuet, il déplaisait à Fénelon; ce dernier ne pouvait lui pardonner d'avoir été, avec l'illustre évêque de Meaux, l'un des examinateurs des livres quiétistes de Madame Guyon.

En cette occasion, l'activité de Fénelon, devenu l'allié des jésuites, est incroyable ⁽¹⁴⁾. Dès 1703, il dénonça les *Réflexions Morales*: « Il faudrait examiner le livre de Quesnel approuvé à Châlons » ⁽¹⁵⁾. L'année suivante, à son instigation, un docteur de Sorbonne releva deux cents propositions prêtant à la critique, tandis que son ami, le Père Lallemant, intime du Père Tellier qui devint confesseur du roi en 1709, s'employait à discréditer l'infortuné Quesnel à Rome aussi bien qu'à Versailles: dans ce but il publia deux réquisitoires: en 1704, *le Père Quesnel éditeur*, en 1705, *le Père Quesnel hérétique*. En 1703, l'évêque d'Ant avait déjà censuré les *Réflexions Morales* comme « favorisant et fomentant le Jansénisme »; les archevêques de Besançon et de Nevers l'imitèrent quatre ans plus tard.

Le cardinal de Noailles n'avait pas su se faire agréer de la cour romaine: en 1697, ainsi que Bossuet, et avec trois autres évêques, il avait énergiquement blâmé le *Nodus proedestinationis dissolutus*, œuvre posthume du cardinal Sfondrate, publiée par les soins de son ami et exécuteur testamentaire, le cardinal Albani, qui fut élu pape en 1700, sous le nom de Clément XI. Une œuvre précédente de Sfondrate, le *Gallia Vindicata*, avait été blâmée par l'Eglise de France pour les opinions antigallicanes que l'auteur y manifestait.

C'est pourquoi la Cour de Rome, alertée par les intrigues de Fénelon et des jésuites, s'empressa de déférer à une congrégation le livre de Quesnel approuvé par le cardinal de Noailles. Une créature des jésuites, le cardinal Fabroni, mena l'affaire, et obtint la censure. Le décret, élaboré au Saint-Office, fut publié en 1708; il frappait l'auteur des *Réflexions Morales* et son approbateur. Le bref ne fut pas reçu en France et la vente du livre se poursuivit comme par le passé; mais le Père Tellier, excité par Fénelon, ne laissa pas tomber la condamnation; il suggéra aux évêques de la Rochelle et de Luçon de proscrire la lecture des *Réflexions Morales* « livre plein de dogmes impies où toutes les mœurs jansénistes étaient ensei-

(14) Le zèle de Fénelon pour les jésuites est notoire: « Vous vous déclarez leur chef et leur protecteur, » lui écrivit Quesnel en 1711. *Réponse aux deux lettres de Monseigneur l'archevêque de Cambrai*, p. 24.

(15) *Œuvres*. — VII-569-Lettre CVII.

gnées, etc. », dans leur Instruction Pastorale du 15 juillet 1710. Les neveux des deux prélats, séminaristes à Saint-Sulpice, placardèrent l'affiche annonçant la vente de ces écrits à la porte de l'archevêché de Paris. Le cardinal, offensé, fit renvoyer du Séminaire les deux jeunes gens; ceux-ci se plaignirent au roi. Noailles rendit une ordonnance contre l'Instruction Pastorale des deux évêques, défendant de la lire et de la garder, le 28 août 1711. Les évêques d'Agen et de Sisteron prirent son parti. Mais Louis XIV reprocha au cardinal de s'être fait justice lui-même, et lui fit savoir qu'il le dispensait de paraître à la cour.

Nous ne nous attarderons pas à retracer les phases de la lutte engagée entre Noailles et Fénelon dont l'activité prodigieuse est attestée par les Archives du Vatican, ni les tergiversations sans nombre du malheureux cardinal, affolé par la tactique persévérante de ses ennemis, jusqu'à l'heure de la suprême capitulation. Disgracié, il eut des vellétés de révolte, et il écrivit de fières lettres au roi et à Madame de Maintenon; il dénonça les menées ultramontaines de Tellier, nuisibles à la politique française, et concluait courageusement: « Il ne m'est pas permis de différer davantage de déclarer à Votre Majesté que le Père Tellier ne mérite pas la confiance dont elle l'honore, qu'il est incapable de la conduire dans la voie du Ciel, et, qu'en un mot, la conscience de Votre Majesté n'est pas en sûreté entre ses mains ⁽¹⁶⁾. » Louis XIV ne voulut rien entendre: par un arrêt du Conseil en date du 11 novembre 1711, il interdit la réimpression et la vente des *Réflexions Morales*. Néanmoins, le cardinal s'obstina dans son refus de révoquer son approbation, et il retira aux jésuites le pouvoir de prêcher et de confesser qu'il leur avait octroyé.

Le roi, croyant mettre fin au débat, donna ordre au cardinal de La Trémouille, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, de demander une constitution sur le livre de Quesnel; en février 1712, Clément XI nomma une commission de cinq cardinaux et de onze théologiens pour procéder à l'examen approfondi des *Réflexions Morales*.

La nouvelle attaque antijanséniste gravita autour d'un seul livre, voulant atteindre, derrière son auteur, un vieillard exilé, le cardinal archevêque de Paris, ombre falote de Bossuet, objet de l'animosité d'un parti, comme jadis la famille Arnauld avait été le prétexte de la persécution dirigée contre Port-Royal. Mais, au contraire de la première phase du mouvement janséniste, qui ne dépassa jamais les limites d'une société circonscrite autour d'un monas-

(16) B. N. ms. 23484.

tère, « l'aristocratie de la classe moyenne en France » ⁽¹⁷⁾ et demeura exclusivement sur le terrain dogmatique et théologique. le rebondissement de l'ancienne querelle franchit ce cercle étroit, gagna le Parlement qui s'en saisit pour reprendre, et accroître, si possible, ses prérogatives sapées par l'absolutisme de Louis XIV; puis il se propagea parmi le peuple qui, mis au courant, par une incroyable publicité, se passionna pour ce duel entre les deux pouvoirs, précurseur des temps nouveaux, qui ébranlait les fortes assises de l'ancien régime, la Papauté et la Monarchie absolue.

Le véritable chef du Jansénisme d'alors fut le Parlement de Paris, suivi par tout un public en émoi. « Le Jansénisme du XVIII^e siècle dit Sainte-Beuve, n'est plus Port-Royal, il n'y tient que par son hostilité contre les jésuites ⁽¹⁸⁾. »

(17) Sainte-Beuve, *Port-Royal*, I, 17.

(18) *idem*.

CHAPITRE II

LA BULLE UNIGENITUS

La commission instituée par Clément XI pour examiner le livre de Quesnel, parmi laquelle trois membres seulement connaissaient le français, trouvait le travail tout élaboré : les jésuites avaient déjà relevé cent cinquante-cinq propositions dont la liste, sur laquelle on discuta, est conservée aux Archives du Vatican ; néanmoins, la cour romaine peina durant deux années pour dresser la *Constitution* ; si Louis XIV était pressé, les jésuites ne l'étaient pas ; ils voulaient une condamnation écrasante, un texte solide et complet pour appuyer sur des bases fermes leur système théologique.

En 1712, le Père Quesnel avait écrit une lettre émouvante au pape, le suppliant de ne pas choisir ses juges parmi ses ennemis, ni de faire la critique du livre sur une piètre traduction latine ; il demandait encore qu'il lui fût permis de présenter un plaidoyer en faveur d'un livre estimé depuis quarante ans dans la France entière. Rien n'y fit ; la commission poursuivit inexorablement, quoique trop lentement au gré de Louis XIV, son labeur obstiné ; il était difficile de condamner sans biaiser certaines propositions, saine doctrine de l'Evangile ; et la chose aurait traîné longtemps si Clément XI, heureux de saisir cette occasion pour proclamer la suprématie des papes sur les conciles, n'avait brusquement éliminé cinquante-quatre propositions pour n'en garder que cent une. Le travail fut terminé le 2 août 1713.

Louis XIV, en réclamant une constitution pontificale dont l'autorité aplanirait les discussions qui désolaient sa vieillesse assagée, s'était engagé « à la faire accepter par les évêques de France avec le respect qui lui était dû ». En 1714, n'ira-t-il pas jusqu'à dire : « il « ne s'agit point de libertés gallicanes, mais de la religion. Je n'en « veux qu'une dans le royaume, et si les libertés servent de prétexte « pour en introduire d'autres je commencerai par détruire les libertés ⁽¹⁾. » Il faut ajouter qu'on « avait affaire à un prince qui, de « son aveu même, était de la plus profonde ignorance, élevé par la « Reine sa mère dans l'opinion que, ce qu'on appelait Jansénistes,

(1) Archives du Vatican. — *Lettre de Gaillande au Père Timothée*, citée par Le Roy : *la France et Rome de 1700 à 1715*, p. 574.

« était un parti républicain dans l'Eglise et dans l'Etat. ennemi de
 « son autorité qui était son idole... accoutumé par les idées ultra-
 « montaines de la Reine sa mère et du Cardinal Mazarin à tout cé-
 « der à la Cour de Rome (2). » Louis XIV estimait que ceux qui
 contestaient l'autorité de l'Eglise menaçaient la sienne propre, entre-
 tenu dans cette idée par ses confesseurs, toujours jésuites. Ainsi,
 dans la pensée du souverain, remarque Le Roy avec justesse, « c'était
 « un contrat synallagmatique: il sollicitait du Pape une bulle dont la
 « France avait besoin et par contre il répondait de ses parlementai-
 « res comme de ses évêques (3). » Toutefois, Louis XIV avait bien
 spécifié au cardinal de La Trémouille, son ambassadeur à la Cour
 de Rome, de demander un projet d'acceptation et de l'envoyer :
 « Toutes les expressions en seront examinées, de manière que, lors-
 « que j'en serai convenu avec Sa Sainteté, Elle pourra être sûre que
 « les évêques du royaume s'y conformeront entièrement, et vous lui
 « donnerez ma parole qu'il accepteront la *Constitution* de la ma-
 « nière uniforme dont je serai demeuré d'accord avec Elle (4). »

Daguesseau, alors procureur général, dans ses *Mémoires inédits* (5), raconte comment, sur ce point, le pape tint ses engage-
 ments vis-à-vis du roi de France.

D'autre part dom Vincent Thuillier, qui n'est pas suspect de
 Jansénisme, rapporte exactement, mais avec plus de détails, la même
 chose: le cardinal Albani, en assurant La Trémouille que la *Bulle* ne
 contenait aucun terme qui pût retarder près du Clergé ou des fidèles
 son acceptation dans le royaume, déclara que Sa Sainteté ne pouvait
 envoyer le projet élaboré avant de l'avoir publié. Le lendemain, le
 cardinal de La Trémouille vit le cardinal Fabroni qui lui confirma
 qu'effectivement jamais le pape, en promettant de communiquer le
 projet de la *Bulle*, n'avait entendu qu'elle serait envoyée en France,
 mais seulement communiquée, à Rome, au ministre de Sa Majesté
 qui était informé des intentions du roi. D'ailleurs, la *Bulle* n'était pas
 destinée à un royaume particulier, mais à la chrétienté toute entière.
 Le cardinal de La Trémouille répondit que, puisqu'on prenait un
 parti différent de celui qui avait été proposé, il ne pouvait plus ré-
 pondre de la manière dont la *Bulle* serait reçue dans le royaume. En
 outre, il insinua que, le pape ne tenant pas sa promesse, le roi serait

(2) Saint-Simon : *Mémoires*, édition Boislille, T. XXIII, pp. 385, 386.

(3) Le Roy, *op. cit.* 385.

(4) *Idem.*

(5) Gazier, *Fragments inédits des Mémoires du chancelier Daguesseau*,
 p. II et suivantes. Dans la publication des *Œuvres complètes* de Daguesseau,
 comportant ses *Mémoires*, la querelle janséniste étant encore toute fraîche, les
 descendants du chancelier avaient supprimé le passage relatif à l'*Unigenitus* ;
 l'original existe toujours, et Gazier a comblé la lacune.

dégagé de la sienne. Cinq jours avant la promulgation, le cardinal Fabroni vint faire la lecture du préambule et des conclusions à l'ambassadeur français. Le cardinal de La Trémouille trouva les termes très modérés et ne douta pas de l'acceptation totale et immédiate de la *Constitution*.

L'avocat général au Parlement, Joly de Fleury, dans ses *Mémoires historiques* ⁽⁶⁾, a laissé un récit circonstancié de la réception du document pontifical par Louis XIV :

« Le lundi 25 (septembre), j'entendis murmurer que la *Constitution* du Pape, portant condamnation du livre du Père Quesnel « étoit arrivée. J'allai chez Monsieur le Chancelier ⁽⁷⁾ qui me dit « qu'on n'en avoit point parlé au Conseil mais qu'il se doutait qu'elle « étoit arrivée parce que le Roy, qui demande depuis longtemps à « tous les Conseils si elle est arrivée, et qui la demande avec un « empressement extraordinaire, n'en a rien dit dans le dernier Conseil ce qui marque que son impatience est satisfaite; qu'il est bizarre, à la vérité, qu'on la dissimule au Conseil, mais qu'à présent, « le Conseil des Ministres n'est plus que pour la forme, et que toutes « les résolutions se prennent en particulier; en effet, ayant vu « Monsieur de Torcy vers le midy, il me dit que la *Constitution* étoit « arrivée le matin et que sur le champ, par ordre du Roy, il l'avoit « envoyée à Monsieur le Premier Président ⁽⁸⁾ pour l'examiner « avec nous et voir s'il n'y avoit rien de contraire aux libertés de « l'Eglise Gallicane; que Monsieur le Cardinal de la Trémouille avoit « mandé qu'il n'avoit pu obtenir du Pape d'en envoyer auparavant « le projet en France, quoy que le Pape l'eut d'abord promis, mais « qu'il lui paroissoit qu'elle étoit fort modérée, qu'on avoit retransmis tout ce qui pouvoit nous blesser. Monsieur de Torcy me dit « cependant qu'il s'y trouvoit une proposition condamnée qui étoit « d'une grande conséquence, savoir que la crainte d'une excommunication injuste ne devoit pas empêcher de faire son devoir; cela « m'a paru aussi très irrégulier; je luy ay dit que nous l'examinerions avec attention. »

Joly de Fleury poursuit son récit après l'avoir intitulé :

(6) B. N. ms. fr. n° 2476.

(7) Pontchartrain, v. l'Index biographique.

(8) Le président de Mesmes (v. l'Index). Les témoignages sont contradictoires sur ce personnage : L. Perey, dans le *Président Henault*, en trace un portrait flatteur (p. 36 et suiv.), tandis que Tallemant des Reaux (IV-419) et surtout Saint-Simon parlent de la servilité de son caractère : « il ne pouvait jamais trouver, dit Saint-Simon, de Premier Président plus en sa main, ni plus parfaitement corrompu et vendu à la fortune », *Mémoires*, XXIV-314, p. p. Boislille ; voir également la note qu'il consacre à cette famille et au président en particulier, XXII, 218-233.

« Ce qui s'est passé entre le Roy et le Premier Président sur la *Constitution*. »

« Le Mercredi 27 septembre, j'allai l'après-midi à Cramayelle
 « où Messieurs de La Moignon et Chauvelin étoient déjà arrivés; je
 « trouvai Monsieur le Premier Président qui venoit d'être attaqué
 « d'un frisson assez violent; il me dit en peu de mots qu'ayant été
 « à Fontainebleau la semaine dernière, le Roy luy avoit marqué que
 « la *Constitution* arriveroit bientôt et luy avoit témoigné une fort
 « grande impatience qu'on l'enregistre au plus tost au parlement,
 « même pendant la Chambre des Vacations ⁽⁹⁾ comme on avoit fait
 « l'édit de la révocation de celui de Nantes, luy promettant cepen-
 « dant de luy envoyer d'abord la *Constitution* pour voir avec nous
 « et tous quatre (c'est-à-dire, outre notre conteur, La Moignon, Chau-
 « velin et Daguesseau) s'il n'y avoit rien de contraire aux libertés
 « de l'Eglise Gallicane; que sur celà Monsieur le Premier Président
 « lui avoit répondu par une parfaite soumission luy faisant con-
 « noître qu'il luy seroit facile de nous rassembler tous chez luy et
 « d'aller ensemble luy rendre compte à Fontainebleau, qu'ensuite on
 « pourroit l'enregistrer à la Chambre des Vacations; nous luy dis-
 « mes tous qu'il falloit que l'acceptation des Evêques précédât ; il
 « nous avoua franchement qu'il n'en avoit rien dit au Roy.

« Cependant, s'étant allé reposer, il me laissa la *Constitution*
 « et la lettre de Monsieur de Torcy; je lus l'une et l'autre, et nous
 « étant tous quatre assemblés le soir nous fîmes toutes les notes né-
 « cessaires et en rendîmes compte le lendemain matin au Premier
 « Président qui avoit eu la fièvre toute la nuit, et quoy qu'elle eût
 « cessé le matin, il nous parut si affoibli et si abattu que nous luy
 « conseillâmes tant pour sa santé que pour nous laisser le temps de
 « réfléchir sur une matière si importante de ne point aller à Fon-
 « tainebleau et de mander la maladie pour excuse; mais toutes ces
 « raisons ne purent rien, l'envie de trouver à Fontainebleau un se-
 « cours de médecins plus facile qu'à Cramayelle ⁽¹⁰⁾ pouvoit entrer
 « dans son projet, mais il avoua que le véritable raison étoit la lettre
 « qu'il avoit écrite au Roy, peut-être indiscretement nous dit-il, par
 « laquelle il promettoit d'être à Fontainebleau avec nous le Jeudy
 « au soir; il étoit en effet assez indiscret de nous promettre au Roy
 « sans notre aveu, et celà pour rendre compte d'une matière si im-
 « portante, et pour laquelle huit jours de réflexion n'eussent pas

(9) Section du Parlement chargée de rendre la justice pendant les vacances.

(10) Commune de Moissy-Cramayelle — Seine et Marne — ; le premier président de Mesmes, étoit Sire de Cramayelle.

« été de trop; cependant, il n'y avoit plus de remède à la chose puis-
 « qu'elle étoit faite, mais il y en avoit dans l'exécution, la maladie
 « étant une raison très solide pour s'excuser. Mais le désir ardent
 « de plaire au Roy l'emporta et nous fûmes obligés de partir avec
 « luy pour Fontainebleau avant que d'avoir pu faire nos réflexions
 « ni dressé un Mémoire. Nous arrivâmes à Fontainebleau le Jeudy
 « 28 Septembre; la fièvre ayant repris à Monsieur le Premier Pré-
 « sident dans le chemin, nous crûmes devoir nous assembler en son
 « absence pour dresser un Mémoire que nous continuâmes le lende-
 « main 29 qu'il fut perfectionné. Ce fut Monsieur le Procureur géné-
 « ral qui le dressa sans que Monsieur La Moignon ni moi n'y trou-
 « vassions rien à redire; mais Monsieur Chauvelin s'opposoit à ce
 « que nous proposions de plus régulier, il ne vouloit point que l'on
 « parloit de la première condamnation du Père Quesnel ⁽¹¹⁾ dont
 « le Pape parle dans la *Constitution*, quoy qu'elle n'ait jamais été
 « reçue en France; il ne vouloit point que l'on parloit du *Nouveau*
 « *Testament de Mons* ⁽¹²⁾, que le Pape cite de mesme, quoy qu'il
 « n'ait point été reçu. Il convenoit qu'il fallait parler des proposi-
 « tions qui regardoient l'excommunication mais il vouloit qu'on se
 « réduisit à n'en parler par rapport aux magistrats séculiers qui
 « ne peuvent être excommuniés, suivant nos libertés, sans parler
 « des excommunications en général, quoy que l'abus mesme des ex-
 « communications soit un motif suffisant pour exciter l'autorité
 « temporelle, il ne vouloit point qu'on parlât des propositions con-
 « damnées qui tendent à autoriser la lecture de l'Ecriture Sainte,
 « quoy que ce soit le système de nos Evêques, surtout depuis la
 « révocation de l'Edit de Nantes de l'autoriser. Il ne vouloit pas
 « aussy qu'on fit aucune mention de la conséquence que ces bulles
 « peuvent produire par rapport au droit qu'ont les Evêques de
 « juger en première instance. Il vouloit aussy que l'on ne se mes-
 « lât point de la manière de l'acceptation des Evêques, ni de la
 « question de savoir si l'on expédieroit les lettres patentes avant
 « l'acceptation Malgré nos bonnes raisons il insistoit toujours, et
 « quand il étoit vaincu sur une raison ou sur un article il se re-
 « tranchoit sur un autre avec la même attention que s'il eût été
 « obligé par son ministère à défendre la *Constitution* et les inté-
 « rêts de la Cour de Rome. Cette conduite nous parut bien indigne
 « de la place qu'il occupe et nous y reconnûmes ces vues d'ambi-
 « tion qui entrent souvent dans le cœur des personnes les plus sen-

(11) En 1708 — voir supra — chapitre I, page 26.

(12) *Le Nouveau Testament traduit en françois, selon la Vulgate, avec les différences du grec*, par MM. de Port-Royal, publié à Mons en 1666. Il y eut de nombreuses éditions de cet ouvrage.

« sées. Cependant, cela nous fit relâcher de plusieurs choses, sur-
« tout ayant sceu de Monsieur le Premier Président que le Roy
« lui avoit encore parlé de Monsieur le Procureur général avec
« beaucoup d'estime mais toujours dans la conviction qu'il étoit
« homme de party dans l'affaire du Jansénisme et que pour moy
« je suivois toutes ses impressions, appréhendant donc que si nous
« portions les choses à la rigueur le Mémoire peust être notre ou-
« vrage plus que celui de tous, que cela le rendit suspect et ne fit
« peut-être tort au bien de la chose, presumant d'ailleurs qu'il pas-
« seroit entre les mains du Père Le Tellier et de l'évêque de Meaux
« qui chercheroient à chicaner s'il y avoit la moindre chose à redi-
« re. Nous jugeâmes à propos d'aplanir tout sans trahir cependant
« notre ministère, de dire tout ce qui étoit nécessaire; mais d'ob-
« mettre ce qui ne l'étoit pas absolument et de dire le nécessaire
« avec toute sorte de modération; ainsy, nous crûmes qu'il étoit
« nécessaire de marquer d'abord combien la *Constitution* étoit mo-
« dérée dans les clauses extérieures, de parler de la première con-
« damnation du *Nouveau Testament* du Père Quesnel, mais en
« marquant qu'on pouvoit y remédier en n'acceptant que la con-
« damnation portée par la *Constitution*; de ne point parler de celle
« du *Nouveau Testament de Mons*, parce que l'acceptation condi-
« tionnelle, conçue dans les termes que nous venons de dire, exclut
« la condamnation du *Nouveau Testament de Mons*, de parler de
« l'excommunication en termes si mesurés que nous y fissions entre
« toutes sortes d'excommunications sans qu'on pût s'en apercevoir,
« de ne toucher qu'en passant la lecture de l'Ecriture Sainte par rap-
« port au trouble que cela pourroit apporter dans l'Etat au sujet des
« religionnaires, renvoyant cet article aux Evêques; nous résolûmes
« aussy de ne point parler du droit des Evêques du jugement en pre-
« mière instance parce que cela viendrait dans les modifications gé-
« nérales de l'arrêt de l'Enregistrement; de parler enfin des dif-
« férentes acceptations des Evêques mais de ne rien dire de ce qui
« devoit précéder ou de l'acceptation ou des lettres patentes, parce
« que la chose étant indubitable et par le principe et par l'usage,
« nous crûmes qu'il ne falloit point le mettre en doute, mais adjoin-
« dre seulement une phrase qui fît connoître que nous supposions
« que l'acceptation devait précéder. Le Mémoire ayant été dressé
« dans cette vue, Monsieur Chauvelin fut obligé de l'approuver. Il
« fut prest dès le 29 Septembre à midy; mais Monsieur le Premier
« Président ayant encore eu la fièvre l'après-midy, nous ne pûmes
« luy en faire part; nous comptons le pouvoir faire du moins le
« Samedi matin trente Septembre parce que la fièvre lui cessoit le

« matin, mais il nous remit l'après midy, la fièvre l'ayant encore
« repris. Nous fîmes réflexion que la chose deviendrait ridicule pour
« nous, qu'il sembloit que nous demeurions à la suite de la Cour,
« n'osant parler au Roy si le Premier Président ne nous ouvrait la
« bouche, que cela étoit très indécent; le public mesme (ainsy que
« nous l'apprenions) commençait à en murmurer, nous cherchions
« les moyens de persuader au Premier Président de nous laisser par-
« ler au Roy seuls, et d'abord il ne paroissoit pas mordre; nous con-
« sultâmes Monsieur le Chancelier qui nous dit que si cela duroit
« encore vingt-quatre heures cela seroit tout-à-fait ridicule ; et que
« si Monsieur le Premier Président n'entendoit pas raison, il falloit
« nous ouvrir à luy tout naturellement, en sorte que, le Dimanche
« premier Octobre, nous allâmes chez luy, Monsieur le Procureur
« général et moy dans cette intention, avec Monsieur La Moignon
« que nous avions envoyé chercher. Monsieur Chauvelin, qui étoit
« aussy averty ne s'y trouva point. Monsieur le Premier Président
« luy mesme demanda la lecture du Mémoire ; il le trouva bien
« et de luy mesme nous dit de le porter au Roy nous recommandant
« toujours fort en courtisan d'assurer au Roy que malgré le Mémoi-
« re, nous estions prêts de luy obéir. Nous ne perdîmes pas un mo-
« ment.

« *Nous présentons le Mémoire au Roy.* Je luy dis que la
« maladie de Monsieur le Premier Président ne donnant pas lieu
« d'espérer qu'il pût paroître de sitôt devant Sa Majesté, il avoit
« cru que le Roy ne trouveroit point mauvais que pour répondre à
« la juste impatience qu'avoit Sa Majesté de terminer l'affaire de la
« *Constitution*, nous luy rendissions compte en son absence des ré-
« flexions que nous avions faites tous quatre par ses ordres, avec
« Monsieur le Premier Président sur la *Constitution*. Le Roy nous
« ayant dit qu'il le vouloit bien, je luy marquai que de toutes les
« Constitutions qui avaient paru en France, il n'y en avoit point de
« si modérée, que le Pape avoit eu l'intention d'en retrancher la plus
« grande partie des clauses qui avaient excité dans les autres occa-
« sions le Ministère Public; que, cependant comme il étoit difficile
« qu'il ne se rencontrât toujours des difficultés, le Roy m'interrom-
« pit pour me demander si nous avions dressé un Mémoire; je luy
« dis que ouy et je le tire de ma poche pour le luy présenter (quoy
« que c'eût été naturellement à Monsieur le Procureur général qui
« a la plume à le faire) mais il crût que de peur de suspicion, il étoit
« plus à propos que ce fut moy; je le donnay donc au Roy en luy
« marquant que c'étoit notre vœu commun, et celui de Monsieur le
« Premier Président à qui nous l'avions encore leu ce matin, et que

« c'étoit cette lecture qui nous avoit fait perdre l'heure du lever...
 « Le Roy prit le Mémoire et nous dit qu'il l'examineroit; il nous de-
 « mandoit ensuite s'il ne pourroit pas se faire à vacation; nous luy
 « dymes qu'en ce cas il faudroit le réitérer après la rentrée; le Roy
 « nous cita l'Edit de révocation de celui de Nantes; Monsieur le Pro-
 « cureur général répondit (quoy qu'il n'en fut pas bien seur) qu'on
 « avoit réitéré l'enregistrement et que de toutes les affaires on avoit
 « coutume de le faire en plein Parlement, qu'après celà tout le reste
 « étoit expliqué dans notre Mémoire, et que si nous y faisions quel-
 « ques difficultés nous y apportions aussy le remède. Le Roy nous
 « ayant répondu qu'il l'examineroit, je luy demandai si nous reste-
 « rions pour en recevoir la réponse, ou s'il nous donnoit congé ; il
 « me répondit que nous n'avions qu'à retourner chez nous, qu'il nous
 « feroit savoir ses intentions, ou par Monsieur le Premier Président
 « s'il étoit en santé ou par autre. Nous nous retirâmes fort contents
 « d'avoir notre congé, dans l'incertitude cependant de savoir si on
 « n'en auroit point parlé au Conseil et si, en tout cas, nous n'aurions
 « point encore affaire à Fontainebleau. J'allai chez Monsieur le
 « Chancelier après dîner; il me dit que le Roy avoit seulement dit
 « au Conseil que nous luy avions donné un Mémoire et que nous luy
 « avions témoigné en même temps que la forme extérieure de la
 « *Constitution* étoit fort modérée, mais qu'il n'avoit fait lire ny la
 « *Constitution* ny notre Mémoire en sorte que, n'ayant plus rien à
 « faire à Fontainebleau, je suis retourné le jour mesme à Fleury ».

En demandant au pape la *Bulle* contre Quesnel, Louis XIV avait promis de la faire accepter sans opposition, comptant imposer despotiquement son autorité, aussi bien au Gallicanisme parlementaire qu'au Gallicanisme épiscopal suprêmement indépendants. Joly de Fleury rapporte ensuite les premières mesures que prit Louis XIV en vue de la réalisation de son plan :

« Monsieur le Procureur général m'a raconté trois événements
 « au sujet de la *Constitution*, le premier, rapport à l'impression qu'il
 « n'étoit de règle de faire avant qu'elle fut reçue; et en effet Mon-
 « sieur de Pontchartrain avoit empêché d'abord qu'on l'imprimât
 « mesme pour les Evêques, ce que les gens du Clergé demandoient;
 « cependant, la nécessité d'avoir pour chaque évêque cette *Bulle*
 « manuscrite avoit fait ensuite résoudre d'en imprimer un très petit
 « nombre d'exemplaires, uniquement pour les Evêques et en effet
 « on n'en avoit débité aucun dans le public; mais y ayant eu une
 « traduction manuscrite qui couroit et qui révoltoit tout le monde
 « contre la *Constitution*, et les Jésuites ayant fait entendre au Roy
 « que celà provenoit de l'infidélité de la traduction, le Roy a désiré

« qu'on en fit une fidelle pour l'imprimer; ce qui a été fait. Et quoy
 « que ce fut contre toute règle nous avons cru que d'une affaire de
 « cette nature il valloit mieux fermer les yeux sur cette minutie
 « pour parler plus librement sur l'essentiel.

« La deuxième chose que j'ai appris de Monsieur le Procureur
 « général est que Tornely, docteur de la Faculté de Théologie et dé-
 « voué aux Jésuites, avoit fait un écrit qu'on avoit envoyé aux Eves-
 « ques dans lequel il posoit pour principe que les Evesques n'étaient
 « juges qu'assemblés en Concile, que hors de là, (comme dans l'oc-
 « casion par exemple) ils ne pouvoient être que simples exécuteurs
 « des constitutions du Pape. Ce principe si pernicieux a excité le
 « zèle de Monsieur le Procureur général et il a tâché d'exciter celui
 « de Monsieur le Premier Président pour lequel il a fait un Mémoire
 « pour en parler au Roy à Marly. Tornely se fonde sur un mot de
 « la relation faite par Monsieur de Marca des premières assemblées
 « du clergé sur le Jansénisme, où il met que quand les Evesques ont
 « consulté le Pape, son jugement engage toute l'Eglise, ce qui est
 « faux à le prendre dans la rigueur de ces termes. ce qui d'ailleurs
 « n'a nulle application icy, la *Constitution* n'ayant été requise que
 « par les évêques de Luçon, de la Rochelle et de Gap. »

Nous ne citerons pas le troisième fait rapporté par Joly de Fleury qui concerne une interdiction de thèse devant être soutenue en Sorbonne par un jeune bachelier et dont l'objet était « de contrecarrer l'écrit de Tornely sur l'autorité des évêques. »

Le texte de la *bulle Unigenitus* justifiait-il l'enthousiasme de Louis XIV ainsi que les précautions dont son despotisme l'entoura, ou la réserve avec laquelle elle fut accueillie par les premiers magistrats du royaume?

Les partisans de Quesnel déclaraient avec exagération que « la
 « *Constitution* était le plus grand scandale arrivé dans l'Eglise où
 « elle a causé de plus grands maux que toutes les hérésies passées. »
 (13). Daguesseau, avec sa clairvoyance habituelle, nota dans son *Jour-
 nal* lors de l'arrivée du document pontifical: « *L'Unigenitus* sera la
 croix non seulement des théologiens, mais des premiers magistrats
 du royaume » (14); il rapporte même qu'il ne put contenir son indi-
 gnation à la suite de la première lecture: « Il m'échappa entre autres
 « choses de dire que comme Procureur général j'avais intérêt de de-
 « mander qu'une telle *Bulle* fut déposée au greffe du Parlement, pour
 « être une preuve durable et un monument de la faillibilité des Pa-

(13) *Nouvelles Ecclésiastiques, Tables, I, 252.*

(14) *Fragments inédits, p. p. Gazier, 3.*

« pes » ⁽¹⁵⁾. Quinze ans plus tard, l'évêque d'Aire proposera la *Bulle* comme « l'Evangile du Salut, une loi sacrée dont les décrets doivent être regardés comme ceux du Concile de Trente » ⁽¹⁶⁾. Les jésuites la tiendront toujours pour « un jugement dogmatique, une décision ayant toute la force des décisions d'un concile œcuménique. » ⁽¹⁷⁾.

Cependant, à plus de deux siècles de distance, la *Bulle* de Clément XI, qui déchaîna une controverse dont la violence surpassa toutes les autres, nous apparaît insignifiante et puérile, d'une banale médiocrité.

Elle se compose de trois parties : le préambule, l'énumération des propositions condamnées et les conclusions.

Le préambule, principalement, est écrit dans le style ampoulé, banal, émaillé des lieux communs empruntés au langage parabolique dont fait usage la Cour de Rome pour les condamnations de ce genre ; les termes équivoques y abondent. Quesnel est assimilé aux « faux « prophètes qui viennent à nous couverts de peaux de bêtes... » ⁽¹⁸⁾. « Le progrès dangereux que ce livre a fait vient en partie de ce que « le venin qu'il renferme y est artificieusement caché... semblable à « un abcès dont la pourriture ne peut sortir qu'après y avoir fait des « incisions. En effet, à la première ouverture du livre, le lecteur se « sent attiré par de certaines apparences de piété. Le style de cet « ouvrage est plus coulant que l'huile : mais ses expressions sont « comme des traits prêts à partir d'un arc, qui n'est tendu que pour « blesser imperceptiblement ceux qui ont le cœur droit. »

Quant aux cent une propositions condamnées qui suivaient ce préambule, au contraire des cinq propositions de l'Augustinus, ⁽¹⁹⁾ elles avaient bien été extraites du livre de Quesnel. Mais il faut remarquer les termes où elles se trouvaient dans les éditions primitives.

1° Quelques-unes parmi ces propositions n'existaient que dans les éditions antérieures à 1693 ; elles avaient été corrigées, supprimées ou atténuées lors de la grande révision effectuée par le cardinal de Noailles. Néanmoins elles furent insérées dans la *Bulle* avec les mêmes termes où elles se trouvaient dans les éditions primitives.

2° Il est évident que certaines autres présentaient un sens très différent dans la traduction latine sur laquelle les consultants avaient travaillé, de celui qu'elles comportaient dans le texte français.

3° Enfin il en est d'autres dont le sens se trouve altéré, faussé

⁽¹⁵⁾ *Idem*, p. II.

⁽¹⁶⁾ *Nouvelles Ecclésiastiques, Tables*, I, 253.

⁽¹⁷⁾ *Idem*.

⁽¹⁸⁾ *Evangile selon Saint Mathieu*, VII, 15.

⁽¹⁹⁾ Voir *supra*, chap. I, p. 19.

par suite de la suppression du contexte qui les complète ou les commente. Les cent une propositions ont été censurées *in globo*, en des termes dont la variété et la multiplicité ont dû épuiser le vocabulaire pontifical : elles étaient fausses ou malsonnantes, capables d'offenser les oreilles pieuses, ou simplement captieuses, ou suspectes d'hérésie ; elles pouvaient être aussi dangereuses ou scandaleuses, hérétiques, c'est-à-dire voisines de l'hérésie ou suspectes d'hérésie, enfin propres à fomenter le schisme.

Ces propositions n'étaient pas présentées au hasard mais groupées avec méthode. Les défenseurs de la *Bulle* les classaient en cinq catégories : les quarante-trois premières propositions traitaient de la grâce et de la prédestination ; les vingt-huit suivantes, de la charité et de la foi ; les propositions soixante-douze à soixante-dix-huit s'occupaient de l'Eglise et de sa hiérarchie : puis suivaient les fameuses propositions condamnant les passages sur les Saintes Ecritures, enfin celles qui avaient trait à la pénitence et à la morale. Le texte même des propositions censurées excite l'étonnement, car c'est la doctrine de l'Evangile et la substance même des Docteurs qui font autorité dans l'Eglise. Une assemblée du clergé réunit en un volumineux recueil plus de mille passages tirés des Pères de l'Eglise conformes aux propositions condamnées ; l'ouvrage fut intitulé *les Hexaples*. ⁽²⁰⁾. Souvent réédité, il s'accrut considérablement et forma sept volumes in-4°. A ce sujet, Marais note dans son *Journal* ⁽²¹⁾ en Août 1721 : « On m'a fait présent des 7 volumes des *Hexaples* in-4° C'est un ouvrage immense où, dans la colonne des Remarques, il y a des dissertations fortes et pleines de lumière pour la discussion des points théologiques agités dans une Constitution et où on fait voir que les Jésuites ont fait un système complet et un corps entier de religion nouvelle. Il y a une préface assez longue et pleine de faits. On attend encore deux volumes qui contiendront l'histoire entière de la *Constitution* depuis sa naissance jusqu'à présent et qui seront très curieux. »

Il est évident que les théologiens demeuraient perplexes devant la critique de propositions telles que celle-ci, par exemple : *C'est en vain qu'on crie à Dieu, Mon Père, si ce n'est point l'esprit de charité qui crie* ⁽²²⁾. — *Dieu ne récompense que la charité parce que la charité seule honore Dieu* ⁽²³⁾. C'est la pure doctrine de Saint-Paul. Ou encore : *La crainte n'arrête que la main et le cœur est livré au pé-*

⁽²⁰⁾ Parce que le texte y était disposé en six colonnes.

⁽²¹⁾ T. II, page 189.

⁽²²⁾ Cinquantième proposition.

⁽²³⁾ Cinquante-sixième proposition.

ché tant que l'amour de la Justice ne le conduit point ⁽²⁴⁾. — *Celui qui veut s'approcher de Dieu ne doit ni venir à lui avec des passions brutales, ni se conduire par un instinct naturel ou par la crainte comme des bêtes, mais par la foi ou par l'amour comme des enfants* ⁽²⁵⁾.

Citons encore cette définition de l'Eglise, condamnée par cette même Eglise, qui estimait sur ce sujet la doctrine janséniste trop rétrécie: *Qu'est ce que l'Eglise, sinon l'assemblée des enfants de Dieu demeurant dans son sein, adoptés en Jésus-Christ, subsistant en sa personne, rachetés de son sang, vivant de son esprit, agissant par sa grâce et attendant la paix du siècle à venir.* ⁽²⁶⁾. — *Rien de si spacieux que l'Eglise de Dieu puisque tous les élus et les justes de tous les siècles la composent* ⁽²⁷⁾. Il est vrai que la quatre-vingt-quatorzième proposition, empruntée à Saint Paul, était une critique directe de l'attitude prise par les ultramontains: *Rien ne donne une plus mauvaise opinion de l'Eglise à ses ennemis, que d'y voir dominer sur la Foi des fidèles et y entretenir des divisions pour des choses qui ne blessent ni la Foi ni les mœurs.*

Mais les parlementaires, procédant à un second examen de la Bulle beaucoup plus approfondi que le premier. « distinguèrent, selon Daguesseau ⁽²⁸⁾, parmi les propositions qui pouvaient exciter l'attention de leur ministère, deux sortes propres à exciter la discussion: les unes sont celles qui regardent l'excommunication et les autres sont celles qui tombent sur la lecture de l'Ecriture Sainte » : *Il est utile et nécessaire en tous temps, en tout lieux et à toutes sortes de personnes, d'étudier les Saintes Ecritures, d'en connaître l'esprit, la piété et les mystères. — La lecture de l'Ecriture Sainte est pour tous. — L'obscurité sainte de la parole de Dieu n'est pas aux laïques une raison pour se dispenser de la lire. — Le jour du Dimanche des chrétiens doit être sanctifié par des lectures de piété et surtout des Saintes Ecritures. — C'est une illusion de s'imaginer que la connaissance des mystères de la religion ne doive pas être communiquée aux femmes par la lecture des Saints Livres. — Ce n'est pas de la simplicité des femmes, mais de la science orgueilleuse des hommes qu'est venu l'abus des Ecritures et que sont nées les hérésies.* ⁽²⁹⁾. « La censure de ces dernières propositions, explique en-

⁽²⁴⁾ Soixante-et-unième proposition.

⁽²⁵⁾ Sixante-sixième proposition.

⁽²⁶⁾ Soixante-treizième proposition.

⁽²⁷⁾ Soixante-seizième proposition.

⁽²⁸⁾ Gazier. *Fragments inédits des Mémoires du Chancelier Daguesseau*, p. 11.

⁽²⁹⁾ Propositions soixante-dix-neuf à quatre-vingt-trois.

« core Daguesseau ⁽³⁰⁾, intéressait la discipline extérieure de l'Eglise gallicane... Je remarquais dans mon *Mémoire* l'impression qu'une telle censure pouvait faire sur l'esprit des anciens catholiques et encore plus sur l'esprit des nouveaux réunis. Je faisais sentir combien elle était contraire à ce qu'on avait déclaré hautement dans le temps de la réunion, à la conduite de nos prélats, à celle du roi même, qui avait la pitié de faire distribuer dans son royaume un si grand nombre de traductions de l'Ecriture Sainte en langue vulgaire pour les mettre entre les mains de tous les fidèles, et je finissais en disant que, comme ces réflexions regardaient principalement le ministère ecclésiastique et la religion du roi, nous croyions devoir nous reposer à cet égard sur le zèle des évêques et sur la sagesse de Sa Majesté. »

Enfin, les propositions les plus discutées, celles qui furent le pivot de toute l'opposition gallicane et parlementaire, sont celles qui se rapportaient à l'excommunication, la quatre-vingt-dixième : *C'est l'Eglise qui a l'autorité de l'excommunication, pour l'exercer par les premiers pasteurs, du consentement au moins présumé de tout le corps*; -- et surtout la quatre-vingt-onzième : *La crainte même d'une excommunication injuste ne doit jamais nous empêcher d'accomplir notre devoir: on ne sort jamais de l'Eglise. lors même qu'il semble qu'on en soit banni par la méchanceté des hommes, quand on est attaché à Dieu, à Jésus-Christ et à l'Eglise même par la charité* « Je faisais voir en peu de paroles, continue Daguesseau, les conséquences dangereuses et funestes à l'autorité ou à la vie même des rois, à la sûreté ou à la tranquillité de leurs royaumes, qu'on pouvait tirer de la condamnation d'une doctrine qui était vraiment celle de la France même, et qu'elle avait tant de fois opposée aux menaces des papes, et même aux excommunications injustes quelquefois contre nos rois ou contre nos officiers ⁽³¹⁾. » Quarante ans plus tard, le Parlement dans de nouvelles remontrances se basera encore sur la censure de cette quatre-vingt-onzième proposition pour dénier tout caractère de règle de foi à la *Bulle Unigénitus*; « La proposition, telle que l'exposait la *Bulle* qui la condamnait, était une des maximes du Royaume » ⁽³²⁾ et il invoquait l'exemple de saint Louis qui, fort de son bon droit, n'avait pas craint de braver l'excommunication.

Et comme jadis on avait ergoté sur la question de droit et sur la question de fait, toute la querelle pivotera désormais sur la ques-

⁽³⁰⁾ *Op. cit.*, 15.

⁽³¹⁾ *Op. cit.*, 15.

⁽³²⁾ *Remontrances du Parlement de Paris*, I, 555.

tion de savoir si la *Bulle* était oui ou non règle de foi et, par suite, si elle en avait le caractère et les effets. Toute une politique de confusion en découla qui mit aux prises les adversaires jusqu'à la veille de la Révolution.

Les desseins du pape, en condamnant à tort ou à raison les propositions extraites du livre de Quesnel, dépassaient infiniment le but apparent : l'infortuné vieillard, après avoir servi de prétexte aux ennemis du cardinal de Noailles pour atteindre le prélat réfractaire à leur influence, fournit au Saint-Siège l'occasion de se prononcer hardiment dans le fameux conflit qui mettait aux prises le Saint-Siège avec l'épiscopat français : les jansénistes, ainsi que les Gallicans, ne reconnaissaient au pape qu'une simple primauté de rang sur les évêques ; le pape, dans la *Bulle Unigenitus* proclamait audacieusement la souveraineté pontificale en matière de concile.

Les événements justifiaient l'impérieuse décision de Clément XI, alarmé par les schismes qui, présentement ou à venir, pouvaient menacer l'intégrité des dogmes de l'Eglise Universelle : un siècle et demi plus tard, le dernier concile œcuménique ⁽³³⁾ concentrait entre les mains du pape toute l'autorité dogmatique.

(33) Le Concile du Vatican, ouvert le 8 décembre 1869 et suspendu par suite de la déclaration de guerre entre la France et la Prusse — Le 18 juillet 1870, en une séance solennelle, le dogme de l'infaillibilité pontificale y fut promulgué.

CHAPITRE III

APRES LA BULLE UNIGENITUS

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, les premières irrégularités commises par Louis XIV en vue d'imposer la *Constitution* qui accréditait en France les idées ultramontaines. Pour tenir la promesse faite au pape, le roi usa de tous les moyens, de toutes les contraintes en son pouvoir auprès du Parlement, des évêques et de la Sorbonne.

En vertu de l'article IV des déclarations du Clergé de France sur la puissance ecclésiastique, signées en 1682 ⁽¹⁾ pour qu'une décision du Souverain Pontife acquît toute son efficacité, il était nécessaire qu'elle fût ratifiée par l'unanimité du clergé français. Or le roi, refusant de communiquer la *Bulle* aux membres de l'épiscopat dès sa réception, imagina de convoquer une assemblée d'évêques qui seraient soigneusement choisis après enquête.

Le marquis de Dangeau, courtisan fidèle qui tint scrupuleusement le journal de tout ce qui se passait à la cour du roi, note à la date du vendredi 6 octobre 1713 :

« Le clergé s'assemblera le lundi 16 du mois chez M. le Cardinal de Noailles qui en sera président. Outre les évêques qui sont présentement à Paris, on a mandé les évêques qui n'en sont qu'à trente lieues. Les évêques qui n'ont pas encore été sacrés ne laissent pas d'être de l'Assemblée et les évêques aussi qui se sont démis de leurs évêchés. On compte qu'en tout il y aura plus de 30 évêques à l'Assemblée ⁽²⁾. »

Les débats durèrent plusieurs jours; vingt-neuf évêques assistaient à la première séance, puis le nombre s'accrut et on put compter jusqu'à cinquante-deux évêques. Ce n'était pas même la moitié de l'épiscopat français. L'Assemblée se termina officiellement le 5 février 1714. La majorité des assistants adopta la publication d'une Instruction Pastorale, rédigée par le cardinal de Rohan, qui démontrait le sens pernicieux des propositions du livre de Quesnel condamnées

(1) « Le suffrage du Souverain Pontife tient le premier rang et la principale autorité dans les questions de foi, et ses décrets s'étendent à toutes les Eglises et à chacune d'elles; et néanmoins le jugement qu'il prononce n'est point irrévocable jusqu'à ce qu'il ait été reçu par le consentement de l'Eglise. »

(2) *Journal et Mémoires*, t. XV, p. 4.

par le pape. Le cardinal de Noailles et huit évêques refusèrent d'accepter ce document. Le cardinal ne cessait de déclarer :

« 1° qu'il fallait de bonnes explications par lesquelles on mît à « à ouvert les vérités auxquelles la *Constitution* pouvoit donner « atteinte,

« 2° que ces explications devoient être rendues publiques.

« 3° qu'il étoit nécessaire de faire mention dans l'acceptation « qu'on ne recevoit la *Bulle* qu'avec les dites explications. » ⁽³⁾.

Le 7 février, il reçut l'interdiction de se présenter à Versailles, tandis que les évêques récalcitrants étaient exilés dans leurs diocèses.

Le 27 du même mois, le cardinal archevêque de Paris publia son mandement exposant qu'il attendait des explications du pape et que, présentement, il défendait sous peine de suspension de faire aucun acte de juridiction à l'égard de la *Constitution* ou de la recevoir indépendamment de son autorité. Pour toute réponse, le pape condamna le mandement.

La scission s'était produite dans cette assemblée restreinte de l'épiscopat français; deux partis violemment opposés en issirent : celui des ultramontains auquel se rallia, sous la pression officielle, la masse des indécis et qui eut pour chefs le cardinal de Rohan avec l'évêque de Meaux, le futur cardinal de Bissy; l'autre parti groupa d'un côté tous ceux qui s'en tenaient aux principes de l'Evangile, Port-Royalistes attardés ou amis de Quesnel; de l'autre, les Gallicans obstinément fidèles. Il faut remarquer ici qu'il existait alors trois sortes de Gallicanisme, le Gallicanisme royal, plutôt administratif, que nous avons constaté dans l'affaire de la Régale; le Gallicanisme ecclésiastique, purement théologique, qui proclame « les conciles généraux supérieurs au pape »; enfin le Gallicanisme parlementaire, et c'est le seul dont nous nous occuperons, qui se prévaut d'une doctrine renfermant les deux tendances précédentes, et qui est l'expression d'un nationalisme étroit répudiant inexorablement toute influence venue du dehors. Son principal interprète fut Daguesseau.

La *Bulle* acceptée par la majorité de l'Assemblée du Clergé telle que les intrigues ultramontaines l'avait constituée, il était indispensable de la faire enregistrer par le Parlement ainsi que les lettres patentes qui la promulguaient pour lui donner force de loi. Plusieurs entrevues fort orageuses entre le roi et les parlementaires avaient déjà eu lieu. Daguesseau, procureur général, et Joly de Fleury, premier avocat général, étaient résolus à maintenir les libertés de l'Eglise gallicane; le roi accueillit leurs protestations avec hauteur et même

(3) Abbé Dorsanne, *Journal*, I, 63.

brutalité; il alla jusqu'à leur rappeler que « le chemin n'étoit pas long de son Cabinet à la Bastille, et qu'il entendoit être obéi.... » (4). Il aurait fallu que l'énergique attitude de ces parlementaires pût s'appuyer sur la résistance obstinée du président de Mesmes; malheureusement nous connaissons par Saint-Simon la vanité et la veulerie de ce personnage « entièrement corrompu à la faveur et à la fortune » (5).

L'abbé Dorsanne, docteur en Sorbonne, grand vicaire et official de l'Archevêché, a consigné minutieusement dans son *Journal* le détail des négociations et l'âpre défense opposée par les Gens du Roi. (6)

« Le mercredi 8 février, M. de Pontchartrain écrivit à M. le premier président de Mesmes que le Roi étoit résolu de donner des Lettres patentes pour autoriser l'avis des 40 Evêques... »

« Le vendredi matin, les Gens du Roi y allèrent, ils avaient déjà eu entre eux sur cela plusieurs conférences. On dit que dans ces conférences M. le Procureur Général et M. Joly de Fleury étaient fort pour la règle, que M. de Lamoignon étoit tout occupé à chercher des moyens de tout concilier et M. de Chauvelin contre la règle. Cependant avant que de partir pour Versailles, ils étoient convenus qu'on représenteroit au Roi les difficultés qu'il y avoit de donner des Lettres patentes dans les circonstances présentes et que s'ils ne pouvoient obtenir qu'il n'y en eût point, du moins ils demeureroient fermes à ce qu'on ne mît point, comme on a coutume de mettre, *admonestons et cependant enjoignons*, mais *admonestons et exhortons*... »

« Lorsqu'ils parurent devant le Roi il leur dit qu'il les avoit fait venir pour leur déclarer qu'il étoit résolu de donner des Lettres patentes sur la *Constitution* et qu'il vouloit qu'elle fût enregistrée.

« M. Joly de Fleury lui représente :

« que jamais on n'avoit accordé de Lettres patentes sur pareil les Assemblées; que l'on avoit toujours distingué les Assemblées d'Evêques *in comitatu*, de celles qui sont faites par convocation et députation des Provinces; que ces dernières étoient regardées comme représentant le clergé de France, au nom duquel ils étoient assemblés; que quoiqu'ils n'eussent pas des procurations en forme pour décider des matières de Foi, cependant leurs qualités de députés des Provinces donnaient plus d'autorité à leurs décisions, surtout lorsque retournés dans leurs diocèses, et leurs délibéra-

(4) Cité par Le Roy, *La France et Rome*, 561.

(5) Saint-Simon, *op. cit.*, XXIV-314; voir également *supra*, p. 31, n. 8.

(6) *Op. cit.*, I, 101-103.

« tions étant connues par leurs confrères, personne ne s'élevait contre : ce qui faisait une acceptation unanime de tout le Clergé. Que non seulement l'Assemblée tenue sur la *Constitution* n'était pas de nature à être confirmée par Lettres patentes mais qu'elle n'avait point été unanime. »

« Le Roy prit la parole et dit qu'il voyait bien qu'ils n'étaient venus que pour lui faire des difficultés. à quoi MM. de Lamoignon et de Chauvelin répondirent qu'il ne s'agissait que d'un mot, et qu'on était d'accord de tout, pourvu que le Roy voulut bien qu'au lieu de mettre le mot *enjoignons* on se servit seulement de celui d'*exhortons*. »

« Le Roy convint que le mot *enjoignons* lui avait toujours fait de la peine; qu'ainsi il consentait volontiers qu'on ne se servît que de celui d'*exhortons*; mais que cette Assemblée avait été plus nombreuse qu'aucune autre; qu'ainsi il voulait en confirmer la délibération. »

« M. Joly de Fleury insista sur le défaut d'unanimité qui était triste; mais enfin que ce défaut était certain; que si on obligeait les Evêques d'accepter, ce ne pouvait être qu'en vertu de la *Constitution*, ou de l'acceptation ou des Lettres patentes; qu'il était certain que les Constitutions de Rome, par elles-mêmes, n'obligeaient point en France, que l'Assemblée reconnaissait elle-même qu'elle n'avait pas le droit d'obliger les absents à se soumettre à son avis; que la preuve en était que dans le Procès-verbal où les Evêques ont reconnu qu'ils n'avaient pas ce droit, ils n'ont pas obligé les 9 à souscrire à l'avis de l'Assemblée, chacun ayant souscrit le sien; enfin qu'ils étaient persuadés que S. M. ne voulait pas par ses Lettres patentes se rendre juge entre des Evêques et décider des questions de Foi. »

« M. Joly de Fleury parla de la même manière et le Roy les ayant écoutés avec beaucoup de modération, les remit au mardi 13. On parla ensuite des Propositions sur l'excommunication, que le Roy permit que l'on expliquât sur les maximes du Royaume, à condition qu'on ne dirait rien qui pût le brouiller avec le pape. »

Après cette légère concession obtenue par leur opiniâtreté, les parlementaires pouvaient envisager un accommodement futur. Il n'en fut rien. L'inflexible autorité de Louis XIV, habilement excitée par son confesseur jésuite, reparut dans les entretiens suivants et Dorsanne nous rapporte les circonstances de ce revirement (7) :

(7) *Journal*, I, 104.

« Le mardi, M. le Premier Président et MM. les Gens du Roi
 « allèrent à Versailles pour recevoir les derniers ordres du Roi sur
 « les Lettres patentes. Ils comptaient fort que le terme d'*enjoignons*
 « n'y seroit point, et que l'on mettroit à la place celui d'*exhortons*,
 « comme il paroissoit que le Roi l'avoit agréé à leur dernière au-
 « dience; mais ils trouvèrent les dispositions du Roi bien changées:
 « à toutes les remontrances qu'ils lui firent, ils n'eurent du Roi
 « d'autre raison sinon « *Je veux que le terme d'ENJOIGNONS y soit,*
 « *je vous l'ordonne, je n'examine point si j'ai le droit de le mettre,*
 « *ou non, il a été mis dans les autres Lettres patentes, cela me suf-*
 « *fit pour qu'il soit dans celles-ci.* »

« M. le Procureur Général proposa de mettre *Enjoignons* après
 « l'acceptation qui en aura été faite par les Evêques de publier,
 « etc... Mais le Roi rejeta cela parce que si quelques Evêques ne
 « vouloient pas accepter la *Constitution* il ne seroit pas en droit de
 « les y contraindre...

« ...On dit même que M. le Premier Président, lui remontrant
 « que les Gens du Roi ne passeroient jamais ce mot parce qu'en
 « effet ils en étoient convenus entre eux, Sa Majesté répondit « que
 « si eux qui étoient en place ne le vouloient pas mettre, ils substi-
 « tueroit d'autres Gens du Roi, et les obligerait à se défaire de
 « leurs charges ».

« Avant que de quitter le Roi, M. Joly de Fleury lui dit que
 « c'étoit donc la volonté de Sa Majesté que le terme d'*enjoignons*
 « fût dans les Lettres et qu'il vouloit voir son plaidoyer avant qu'il
 « parût.

« Le lendemain mardi (°) M. Joly de Fleury porta son plai-
 « doyer au Roi: il le lut et Sa Majesté y changea peu de choses.
 « Mais elle demanda qu'il le lui laissât pour l'examiner encore. Le
 « Roi le fit lire à M. de Pontchartrain et à M. Voisin, qui firent
 « remarquer à Sa Majesté que le terme inséré dans le plaidoyer,
 « *par l'ordre exprès de Sa Majesté*, ôterait à l'Arrêt d'enregistre-
 « ment toute sa force et qu'il falloit l'effacer; ce qui fut fait sur le
 « champ. Et afin qu'il ne pût être rien changé au plaidoyer, le Roi
 « en fit mettre l'original dans sa cassette et dit qu'on en fit une
 « copie pour l'envoyer à M. Joly de Fleury. »

Ensuite Dorsanne décrit l'audience du Parlement du jeudi 15
 février (°):

(8) Dorsonne évidemment voulait dire: « Le lendemain *mercredi*.

(9) *Op. cit.*, 105-106.

« La Grand-Chambre ⁽¹⁰⁾ et la Tournelle ⁽¹¹⁾ assemblées, les
 « Gens du Roi entrèrent et, M. Joly de Fleury prenant la parole, ils
 « requièrent l'enregistrement des Lettres patentes *aux charges por-*
 « *tées par les conclusions*, qu'il (Joly de Fleury) laisse sur son
 « bureau et qui ont été infirmées avec son discours. Les Gens du
 « Roi retirés, M. le Premier Président mit en délibération si on
 « assembleroit toutes les chambres. Les avis furent partagés, 18
 « contre 19 pour les assembler, et aussitôt ils furent mandés. Un
 « nombre considérable de conseillers étant entrés, il y en eut bien
 « près de 100 qui ne voulurent point prendre séance, et qui se tin-
 « rent collés à la muraille près de la porte comme de simples spec-
 « tateurs.

« M. l'abbé Robert, rapporteur des Lettres et conclusions, fit
 « son rapport; et lecture faite de l'une et de l'autre, la matière mi-
 « se en délibération chacun opinant à son rang, tous furent de
 « l'avis des conclusions, jusqu'à M. l'abbé Pucelle qui fit voir que
 « le terme d'*enjoignons* étoit contraire à la liberté que l'on devoit
 « laisser aux évêques en matière de foi lorsqu'il s'agissoit de donner
 « force de loi à une Constitution qui ne l'avoit point encore. Il
 « ajouta « *que n'étant point acceptée par quelques Evêques, on ne*
 « *manqueroit point d'imputer à désobéissance le refus de ces Evê-*
 « *ques, et que l'on croiroit par ce mot enjoignons être en droit de*
 « *saisir le Temporel, etc..* »

« Quoique trois fois interrompu par M. le Premier Président,
 « il ne laissa pas de continuer avec une présence d'esprit et une
 « fermeté qui le faisoit écouter avec une grande attention. Il con-
 « clut « *que la Compagnie fit au Roi de très humbles remontrances*
 « *.pour supplier Sa Majesté de faire ôter des Lettres patentes ce mot*
 « *enjoignons*, et il y ajouta de fréquentes protestations de sa par-
 « faite soumission aux ordres du Roi ⁽¹²⁾. »

Une dizaine de conseillers eurent le courage d'émettre leur opi-
 nion et d'appuyer la conclusion de l'abbé Pucelle qui revendiquait le
 droit de remontrances aboli par Louis XIV, depuis sa majorité, pour
 confiner le Parlement dans le domaine des affaires judiciaires.

Néanmoins Louis XIV n'atteignit pas son but: l'enregistre-
 ment pur et simple de la *Bulle*. Grâce à la subtilité de Joly de Fleury,

⁽¹⁰⁾ La Grand-Chambre, ou Chambre aux plaids, parce que toutes les affaires y étaient jugées sur plaidoiries, était la principale représentation du Parlement; elle comprenait le premier président, 9 présidents à mortier, 20 conseillers laïques et 12 conseillers clercs.

⁽¹¹⁾ La Tournelle ne s'occupait que des affaires criminelles.

⁽¹²⁾ Id., 105-106.

le Père Lallemand, écrivant à Fénelon ⁽¹³⁾, déplora « que certaines restrictions y furent formulées pour qu'on ne pût abuser dans la suite des propositions sur l'excommunication en faveur de Rome. »

Nous avons déjà vu combien la quatre-vingt-onzième proposition inquiétait les parlementaires qui savaient quel usage la Cour de Rome faisait de l'excommunication, et combien celle-ci pouvait nuire à l'indépendance du roi comme à la fidélité des sujets. Dangeau fidèlement rapporte les termes mêmes de l'enregistrement ⁽¹⁴⁾ :

« Jeudi 15 février. Le Parlement registra les Lettres patentes et la *Constitution sans approbation des décrets non reçus dans le Royaume énoncés dans ladite Constitution, comme aussi sans préjudice des libertés de l'Eglise Gallicane, droits et prééminences de la Couronne, pouvoirs et juridictions des évêques du royaume et sans que la condamnation des propositions qui regardent la matière de l'excommunication puisse donner atteinte aux maximes et usages dudit royaume, ni que sous prétexte de ladite excommunication on puisse jamais prétendre que lorsqu'il s'agit de la fidélité et de l'obéissance due au roi, de l'observation des lois de l'Etat et autres devoirs réels et véritables, la crainte d'une excommunication injuste puisse empêcher les sujets du roi de les accomplir.* »

La Bulle était acceptée par l'assemblée des évêques, enregistrée par le Parlement; il restait une dernière formalité à accomplir: son acceptation par la Faculté de Théologie et l'insertion dans les registres. Trois jours après le mandement du cardinal de Noailles qui pouvait avoir quelque influence sur les docteurs, le cardinal de Rohan remit au Syndic de la Faculté une lettre de cachet ordonnant l'insertion de la bulle *Unigenitus* dans les registres, comme elle l'avait fait précédemment pour la bulle *Vineam*. L'assemblée mensuelle tint séance le 1^{er} mars sans réunir tous ses membres, car les timides préférèrent s'absenter plutôt que de donner une opinion capable de leur attirer des suites fâcheuses. Les discussions se prolongèrent et le vote ne put être terminé ce jour-là; certains docteurs furent d'avis d'enregistrer la Bulle par ordre exprès, mais sans lui donner force de loi en attendant les explications du Souverain Pontife. Le roi envoya de nouvelles injonctions, lesquelles, grâce à la complicité du syndic Le Rouge, acquis aux jésuites, entraînèrent, le 5 mars, la pluralité des suffrages, et Dangeau put noter: « A l'assemblée de la Sorbonne il y a eu 128 voix pour recevoir la

(13) Lettre du 16 février 1674. *Oeuvres de Fénelon*, VIII, 222.

(14) *Op. cit.*, XV, 83.

« *Constitution*, il n'y a eu que 9 voix pour ne pas la recevoir, et on
« compte même que de ces 9 il en reviendra plus de la moitié. Ils
« ont député au roi pour faire des remerciements ⁽¹⁵⁾. » En conclusion, de ces neuf docteurs, quatre furent exilés et les cinq autres exclus de l'assemblée.

En définitive, ces résultats, obtenus par la pression, dissimulaient mal un échec. Louis XIV, en réclamant la *Bulle*, s'était engagé à la considérer comme une loi de l'Eglise et, selon Gazier, « d'en faire une loi de l'Etat puisque l'Etat c'était lui ⁽¹⁶⁾. Or le Parlement n'avait enregistré la *Constitution* qu'avec une restriction fâcheuse, tandis que, parmi l'épiscopat français, le cardinal de Noailles, à la tête d'une quinzaine d'évêques, s'opposait à l'acceptation.

Quant au pape, il était loin d'être satisfait. Le récit scrupuleux de Dangeau nous renseigne encore sur ce point ⁽¹⁷⁾ : « Lundi 26
« mars, à Versailles. Il arriva à midi un courrier de Rome. Le
« pape a vu l'Instruction Pastorale des quarante évêques et ne
« paraît pas trop content de ce qu'on avoit été quatre mois à recevoir la *Bulle*. Il paroît fort animé contre le cardinal de Noailles
« et les évêques qui ont été de son avis ; il se plaint de ce que le Parlement a fait. »

Louis XIV songeait aux moyens de sévir contre les évêques récalcitrants par la convocation d'un concile national qui les déposerait ⁽¹⁸⁾, quand il mourut le 1er septembre 1715.

⁽¹⁵⁾ *Id.*, 94.

⁽¹⁶⁾ *Hist. du mouvement Janséniste*, I, 251.

⁽¹⁷⁾ *Op. cit.*, XV, 109.

⁽¹⁸⁾ Cf. Joly de Fleury, *Mémoire sur le projet d'un Concile National en 1715 pour expliquer la Bulle*, *Bibl. Nat.*, ms n° 1508.

DEUXIEME PARTIE

LA RESISTANCE

A LA BULLE UNIGENITUS

CHAPITRE PREMIER

LA RESISTANCE EPISCOPALE ET PARLEMENTAIRE

En août 1720, Barbier notait dans son *Journal* ⁽¹⁾ : « Mercredi di 4, le Parlement a enregistré la déclaration pour la *Constitution*, « mais comme il l'a enregistrée en 1714, de manière que c'est n'avoir rien fait. C'est un jeu que cela et les Constitutionnaires ne doivent point être contents ⁽²⁾. »

Cette réflexion d'un juriste éminent indique exactement la position de la *Bulle* à la mort de Louis XIV ; seul, le grand roi, qui l'avait demandée, pouvait la faire triompher. Son autorité despotique avait bien rencontré quelques évêques récalcitrants appuyés par une poignée de parlementaires ; mais les prélats rebelles pouvaient être déposés de leurs sièges ; quant au Parlement, son rôle politique était nul et il lui aurait fallu bon gré mal gré enregistrer le document pontifical.

La mort de Louis XIV bouleversa l'ordre des choses. Le président Hénault ⁽³⁾ constate : « A peine Louis XIV fut-il expiré qu'on vit en un moment changer toute la face de la cour ». En effet, le Parlement en profita pour rentrer en scène : il cassa le testament du vieux roi, pour attribuer la régence au plus proche parent du défunt, le duc d'Orléans, qui sollicitait « par avance les sages remontrances » du parlement de Paris.

Au cours de la séance qui suivit la lecture du testament royal, le duc d'Orléans exposa la nécessité d'adjoindre au Conseil de Régence deux autres conseils se rapportant aux principales fonctions gou-

(1) Voir l'Index.

(2) I, 64.

(3) Voir *Mémoires du Président Hénault*, publiés par François Rousseau.

vernementales; ensuite il ajouta « qu'il jugeait important de former un Conseil de Conscience composé de personnes attachées aux maximes du Royaume et qu'il espérait que la Compagnie ne lui refuserait pas quelques uns de ses magistrats qui, par leurs capacités et leurs lumières, pussent y soutenir les droits et les libertés de l'Eglise Gallicane ⁽⁴⁾. »

Daguesseau, parlementaire par excellence, voulant flatter le Régent qui venait de rendre au Parlement ses prérogatives, fit l'apologie de ces Conseils: « Les gens médiocres redoutent les Conseils, les grandes âmes sont celles qui les désirent le plus : sûres d'elles-mêmes, elles ne craignent point de paraître gouvernées par ceux qu'elles gouvernent en effet ⁽⁵⁾. »

La déclaration du Régent fut suivie, le 15 septembre 1715, de la création des six Conseils de Régence, tandis que le droit de remontrances était officiellement rendu au Parlement. Malgré l'opposition des constitutionnaires, surtout de Rohan, le cardinal de Noailles fut placé à la tête du Conseil de Conscience, chargé, comme son nom l'indique, des affaires ecclésiastiques. Le duc d'Orléans, avisant le pape qu'il avait fait choix de l'archevêque de Paris pour diriger le Conseil de Conscience, « insista sur l'applaudissement que ce choix avait eu et combien il avait contribué à lui gagner les esprits et à se rendre le Parlement favorable ⁽⁶⁾. »

Tout d'abord le Régent avait pris soin de congédier l'ancien confesseur du roi, le Père Tellier, et l'avait remplacé auprès de Louis XV enfant par le vieil historien gallican, l'abbé de Fleury.

En octobre 1715, le Syndic de la Faculté de Théologie, le fameux Le Rouge, parvenu à la fin de ses deux années légales d'exercice, demanda que l'on députât vingt des anciens pour complimenter le Régent et faire savoir au cardinal de Noailles la part que toute la Faculté prenait à sa nomination de chef du Conseil de Conscience. Au début de l'assemblée il n'avait pas manqué d'annoncer que les docteurs exclus par ordre du roi pouvaient désormais y reprendre leur place ⁽⁷⁾.

Le mois suivant, Daguesseau conseilla au duc d'Orléans de profiter des bonnes dispositions de la Faculté de Théologie pour demander au pape des éclaircissements sur la *Constitution* ; il lui suggéra d'exposer qu'en simple qualité d'administrateur du royaume, il ne pouvait permettre qu'on donnât atteinte aux maximes de

(4) *Remontrances du Parlement de Paris*, I, p. V.

(5) *Mercuriale de la St-Martin*, 1715.

(6) Dorsanne, *op. cit.*, I, 463.

(7) *Id.*, 476.

l'Etat, « que le Parlement était le tuteur né de ces maximes, et que c'était à lui auquel il devait renvoyer l'examen de tout ce qui était proposé en cet article ⁽⁸⁾. » Le Régent approuva ces conseils et il fut décidé qu'on confierait cette mission à un simple clerc ou à l'ambassadeur de France, le cardinal de La Trémouille, car il n'en fallait charger ni un prêtre, ni un évêque dont l'intérêt ne serait autre que de satisfaire les deux partis, ce qui pourrait entraîner une brouille ou ne déterminer qu'une « paix plâtrée » ⁽⁹⁾.

Au mois de décembre, quelques évêques annoncèrent au Régent qu'ils avaient dessein de rédiger une lettre collective dans laquelle, après avoir examiné l'état présent de l'Eglise de France par suite de la *Constitution*, et déclaré ouvertement qu'ils ne l'avaient acceptée que « relativement à leurs explications », ils le supplieraient de s'adresser directement au pape pour obtenir les explications qui, seules, rendraient la paix à l'Eglise de France ⁽¹⁰⁾.

Le duc d'Orléans approuva cette démarche et une nouvelle assemblée d'évêques fut convoquée le 18 du même mois en vue d'élaborer un mandement explicatif sur la *Bulle*; mais, auparavant, La Trémouille avait prévenu qu'il ne pouvait certifier que ce mandement ne serait pas condamné à Rome lors de sa publication. Aussi les avis furent-ils partagés. Le cardinal de Rohan suggéra deux expédients; mais les évêques, d'accord avec le cardinal de Noailles, décidèrent que le mieux serait de suivre le plan arrêté dans l'Assemblée de 1714, c'est-à-dire de proposer au pape leurs difficultés sur la *Constitution*. Ce projet n'avait pu être exécuté à cause du feu roi « le leur défendant expressément par les lettres qu'il leur fit écrire par M. Voisin après cette assemblée ⁽¹¹⁾. »

Le cardinal de Noailles fut chargé de rédiger cette lettre, assisté de MM. de Tours, d'Arras et de Mirepoix; on finit par décider, le 28 décembre, qu'on commencerait par faire « une bonne Instruction Pastorale, indépendante de la *Constitution*, dans laquelle on « éclaircirait les vérités que cette même *Constitution* et le Mandement des Quarante avaient si fort embrouillées; on exprimeroit « nettement les erreurs de censure, et on laisserait aux théologiens, « sur les opinions scholastiques, la liberté que l'Eglise leur laisse ⁽¹²⁾, »

Philippe d'Orléans, d'esprit accommodant et résolu à s'écarter de la politique de Louis XIV afin d'apaiser le différend, souscrivit

⁽⁸⁾ *Id.* 498, 499.

⁽⁹⁾ *Id.* 499.

⁽¹⁰⁾ *Id.* 513.

⁽¹¹⁾ *Id.* 526.

⁽¹²⁾ *Id.* 529 et 530.

à ce projet qui satisfaisait à la fois le Parlement et l'opinion publique. Montesquieu constate dans ses *Lettres Persanes* ⁽¹³⁾ : « Le Régent qui a voulu être agréable au peuple a paru d'abord respecter « les Parlements, image de la liberté publique, et comme s'il avait « pensé à relever le temple et l'idole, il a voulu qu'on les regardât « comme l'appui de la monarchie et le fondement de toute autorité « légitime. » Malheureusement, cette bonne volonté du duc d'Orléans se heurta à l'invincible fermeté du pape « qui fut courroucé d'ap- « prendre la décision de la Faculté de Théologie; il répétait que la « *Constitution* avait été acceptée par toute l'Eglise et qu'il n'y avait « qu'un petit nombre d'Evêques qui voulaient composer pour la re- « cevoir ⁽¹⁴⁾. »

Bien qu'il fût surpris de la résistance pontificale, le Régent n'en persista pas moins dans sa politique d'accommodement : il fit rédiger par Daguesseau des Mémoires juridiques pour justifier l'obéissance à la *Constitution* du pape; il essaya de gagner à la soumission le cardinal de Noailles. Mais celui-ci ne pouvait aller à l'encontre de son clergé qui affirmait l'impossibilité de recevoir la *bulle Unigenitus* condamnant la pure doctrine de l'Eglise; notamment le Père d'Albizzi, dominicain et célèbre prédicateur de l'époque, lui avait écrit pour le détourner d'accepter la *Bulle*. Le 12 janvier 1717, les cent cinquante docteurs de la Sorbonne allèrent lui déclarer leur inviolable attachement tant qu'il refuserait de recevoir la *Bulle*, prouvant lui-même son attachement « à la vérité, à l'Eglise et à la patrie ⁽¹⁵⁾. »

Au mois de février, tous les pourparlers furent rompus, et, le premier du mois suivant, les évêques de Mirepoix, Senes, Montpelier et Boulogne passèrent devant notaire un acte par lequel se fondant sur la Déclaration de 1682, ils appelaient de la *Constitution* au futur Concile Général ⁽¹⁶⁾; le 5, ils se rendirent officiellement à la Sorbonne où l'évêque de Mirepoix, comme étant le plus ancien, exposa les raisons qui motivaient leur acte, dont lecture fut ensuite donnée par l'évêque de Senes. Les appelants avaient pour base de leur cause la conservation des vérités qui sont l'âme de la religion et qui étaient menacées par la censure de certaines propositions condamnées, de même que celle-ci atteignait « les fondements de la hiérarchie ecclésiastique, les droits sacrés des évêques, les libertés « du Royaume suivant le sentiment unanime des Saints Pères qui

⁽¹³⁾ Lettre XCIII.

⁽¹⁴⁾ Janvier 1716; — Dorsanne, 530.

⁽¹⁵⁾ V. Gazier, *Histoire du mouvement janséniste*, I, 254.

⁽¹⁶⁾ V. Appendice n° 2, p. 203.

« enseignent que c'est l'Eglise qui a reçu les clefs du Royaume des Cieux; car ce n'est pas un seul homme, dit saint Augustin mais l'unité de l'Eglise qui a reçu ces clefs... (17). »

Ils entraînaient quatre-vingt-seize docteurs présents à la séance, et la Faculté de Théologie, par acte publié, déclara adhérer à l'appel interjeté par les quatre évêques. La répercussion de cet acte se propageant dans toute la France amena la signature de deux nouveaux évêques, de quatorze mille prêtres, de nombreux membres du clergé régulier et de deux autres facultés de théologie, celles de Reims et de Nantes. « On n'a jamais vu de révolte plus marquée contre la *Bulle*, dit Joly de Fleury (18), que celle qui parut en 1717 et dont le public soutenait dans cette cause tous les *appelans comme d'abus* (19). » Le Régent, de plus en plus déconcerté, prit le parti de s'adresser directement au pape tandis qu'il demandait, le 7 octobre 1717, que toute discussion cessât à l'intérieur du royaume pendant le cours des instances ouvertes auprès du Saint-Siège. Néanmoins il donna l'ordre aux quatre évêques appelants de regagner leurs diocèses respectifs, emprisonna à la Bastille le notaire qui avait dressé l'acte d'appel et exila le Syndic de la Faculté, Ravechet.

A ce sujet, les *Nouvelles Ecclésiastiques*, font remarquer que l'appel étant canonique, admis par les princes et par les parlements (20), les peines édictées par le Régent étaient des plus illégales. Jusqu'à cette époque, Philippe d'Orléans avait plutôt favorisé les opposants à la *Bulle* que les ultramontains; mais la lutte reprit alors avec quelque vigueur sous l'influence décisive de Dubois, ancien précepteur du Régent, simple clerc qui devint secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, en attendant que le chapeau de cardinal vint récompenser ses services envers la Cour de Rome. Daguesseau, chancelier de France depuis un an, fut disgracié le 28 janvier 1718; le cardinal de Noailles dut donner sa démission du fameux Conseil de Conscience, institué par la régence, dont la suppression fut décrétée peu après.

Le 19 février, le pape condamna les actes d'appels des évêques et des facultés de Paris, de Reims et de Nantes; puis, le 28 août,

(17) *Idem*.

(18) *Mémoires inédites*, B. N. ms fr. n° 1506, fol. 92.

(19) *L'appel comme d'abus* est une voie légale ouverte à tous les citoyens pour faire anéantir ou seulement réformer par l'autorité du roi, en Conseil d'Etat, tout ce que les évêques, officiaux et autres ecclésiastiques, et même les conciles provinciaux et nationaux, peuvent faire de contraire à l'autorité civile et à celle des canons reçus en France. Telle est la définition donnée par les auteurs gallicans. (V. André et Condiss, *Dictionnaire de Droit Canonique*, I, 120). Cette voie fut prouvée légitime par le garde des Sceaux de France, le 16 septembre 1730 (Bonnemare, *Tables*, I, 13.)

(20) T. I, VIII.

dans les lettres *Pastoralis officii* il enjoignit « aux fidèles une obéissance sans réserve », leur ordonnant de considérer tous ceux qui ne se soumettraient pas à la *Constitution* comme des rebelles, des réfractaires et des contumaces. Enfin il exigeait de tout fidèle de quelque état, degré, ordre ou condition qu'il fût, une soumission absolue à la bulle *Unigenitus*, sous peine d'excommunication. Tous les parlements de France, unis sur le maintien des libertés de l'Eglise Gallicane, élevèrent une protestation contre cet abus d'autorité de la part du Souverain Pontife ⁽²¹⁾. Le 17 septembre, le cardinal de Noailles, placé d'autorité à la tête des troupes jansénistes, signa un appel de ces lettres auquel se joignirent tous ses collègues appelants. L'effectif des opposants comprenait alors près de trente évêques appelants, mille cinq cents docteurs de Sorbonne, un grand nombre de religieux, les trois facultés de théologie déjà nommées, auxquelles s'ajoutèrent les Universités de Poitiers et de Caen. Le cardinal fit paraître le 14 janvier 1719 son *Premier Mandement sur la Constitution Unigenitus* en un volume qui ne comprenait pas moins de 286 pages; l'ouvrage fut mis à l'Index par la Cour de Rome, et le Parlement supprima ce décret le 6 septembre suivant.

Le Régent devint perplexe; d'une part, il tenait à ménager le Saint-Siège dont l'autorité lui semblait le plus sûr garant de la sienne et l'appui naturel de la monarchie française; d'autre part, il ne voulait pas mécontenter le Parlement duquel il tenait ses fonctions. Il se cramponna à sa politique de conciliation. Nous avons vu qu'en octobre 1717 il avait demandé la suspension de la lutte entre les deux partis; le 5 juin 1719, il prescrivit un nouveau silence sur la question brûlante qu'il fixa à un an, estimant que ce laps de temps lui suffirait pour parvenir à un accommodement.

L'entreprise n'était pas facile, de l'avis même du président Hénault qui a consigné le détail de cette négociation dans un très intéressant *Mémoire*: « Cette grande affaire durait depuis sept années entières sans laisser entrevoir aucun dénouement. Le parti qu'on appelait des *Constituants*, soutenu par le pape dont ils défendaient l'ouvrage et l'autorité, et le parti des *Appelants*, qui se croyaient armés pour la vérité et pour la Religion, s'étaient déclarés une guerre éternelle; nulle espérance de paix; les menaces de Rome, les négociations des personnes modérées, l'autorité de Louis XIV, tout y avait échoué. Les nouveautés établies dans le

(21) Voir Arrêts des parlements de Paris (3 octobre 1718), de Rouen (13 octobre), de Provence (21 octobre), de Metz (25 octobre), de Dauphiné (26 octobre), de Rennes (4 novembre), de Bordeaux (15 novembre), de Toulouse (3 décembre).

« gouvernement de la Régence ne semblaient pas présager la conclusion d'une paix qui avait échappé au règne absolu ⁽²²⁾. »

Le Régent, rempli de bonne volonté, fit ouvrir à la fin de l'année des conférences dans le but d'élaborer et de négocier un compromis qui établirait la paix entre les partis adverses, c'est-à-dire les « Constitutionnaires » qui acceptaient les décisions de la *Bulle* et les « Appelants » qui les discutaient. Il s'agissait de rédiger un Corps de Doctrine qui accompagnerait la *Bulle* et expliquerait les points contestés de manière à satisfaire les opposants. Philippe d'Orléans était aidé par Dubois, alors chargé des Affaires Etrangères, qui n'épargna ni son activité, ni son astuce pour obtenir un résultat capable de lui gagner, en France, la popularité et, outre ments, les faveurs du Saint-Siège.

Enfin « soit lassitude, soit prévoyance des malheurs que pouvait entraîner une semblable division, les évêques français se rapprochèrent ⁽²³⁾ et le Corps de Doctrine fut approuvé par plus de cent évêques des deux partis qui le jugèrent conforme à l'Instruction Pastorale de l'Assemblée de 1714. Il fut signé à la fois par le cardinal de Noailles et par ses adversaires, les cardinaux de Rohan et de Bissy. Cette conclusion reçut le nom d'*accommodement* et un nouveau parti se forma: on compta désormais, outre les *Constituants* ou *Constitutionnaires* et les *Appelants*, les *Accommodants*.

Le 4 août 1720, on dressa une déclaration qui avait pour titre: « Déclaration du roi touchant la conciliation des Evêques à l'occasion de la *Constitution Unigenitus*. » Elle fut rédigée par Daguesseau dont on appréciait l'expérience dans les affaires ecclésiastiques, et qui était rentré en grâce le 7 juin précédent. Cette déclaration supposait qu'un accord unanime s'était établi entre les évêques et que ceux-ci recevaient la *bulle Unigenitus* dans un même esprit. En conséquence elle ordonnait que la *Constitution* fut observée dans tout le royaume; elle défendait d'interjeter appel et proclamait de nul effet les appels précédents; elle défendait également toute publication contre la *Bulle*, ainsi que les injures proférées sous l'appellation de Jansénistes.

On était loin de l'acceptation pure et simple de la *Constitution* et surtout de l'esprit dans lequel le pape l'avait conçue. Cette déclaration n'était que la conséquence de l'*accommodement* destiné à entraîner l'adhésion des opposants. Elle fut apportée au Parlement,

(22) *Mémoires du Président Hénault*, publiés par François Rousseau, Appendice II, 289-347.

(23) L. Perey, *Le Président Hénault*, 44.

alors exilé à Pontoise, au mois d'août 1720 ⁽²⁴⁾. « Cette compagnie, « rapporte le président Hénault ⁽²⁵⁾, suivant l'usage pratiqué dans « les affaires difficiles, nomma des commissaires pour l'examiner « et faire leur rapport.

« La compagnie, sur le rapport des commissaires, proposa des « modifications à la Déclaration, qui ne furent point du goût de la « Cour, et comme on se préparait pour l'enregistrer avec ces mêmes « modifications, le Régent averti de ce qui se passait, envoya La « Vrillière pour retirer la Déclaration. »

A ce moment le Parlement se sépara pour entrer en vacances ⁽²⁶⁾. « Alors l'abbé Dubois, pressé par l'intérêt de son chapeau de « donner des marques éclatantes de son zèle à Rome et aux jésui- « tes, fit prendre la résolution à M. le Duc d'Orléans de la faire « enregistrer au Grand Conseil, et, pour n'y point trouver les obsta- « cles qu'il craignoit, d'y aller lui-même et d'y mener tous les prin- « ces du sang, autres pairs et maréchaux de France, parce qu'en ce « tribunal tous les officiers de la couronne y ont séance et voix déli- « bérative, à la différence des parlements où ils ne l'ont que quand « le Roi y va et qu'il les y mène ⁽²⁷⁾. »

En effet, le 23 septembre, le Régent se rendit en grande pompe au Grand Conseil où se trouvaient déjà tous les princes, pairs et maréchaux du royaume. Daguesseau y prononça un discours pour faire ressortir les avantages de la *Bulle*. « L'affaire ne se passa pas « sans bruit. Plusieurs magistrats du Grand Conseil opinèrent con- « tre avec beaucoup de lumière, de force et d'étendue, et ne s'éton- « nèrent point de quelques interruptions que leur fit le Régent, au- « quel ils répondirent avec respect, mais encore avec plus de raison « et de nerf, et il fut avéré par le compte des voix que la chose ne « fut emportée que par le nombre de pairs et de maréchaux, qui « tous, avec très peu de magistrats du Grand Conseil, emportèrent « la balance ⁽²⁸⁾. »

⁽²⁴⁾ Le Parlement avait été exilé à Pontoise le 21 juillet 1720, à la suite de son refus d'enregistrer l'édit qui convertissait la banque de Law en banque royale et déclarait la Compagnie des Indes perpétuelles, avec le monopole du commerce colonial.

⁽²⁵⁾ *Mémoires*, Appendice II, 291 et suiv.

⁽²⁶⁾ De plus, pour suppléer à cette suspension du cours de la justice pendant les vacances, et aussi par suite de l'exil du Parlement à Pontoise, on avait créé à Paris, aux Grands Augustins, une Chambre faisant office de *Chambre des Vacations du Parlement*, qui jugeait en dernier ressort quantité de procès restés en arrière, et était acquise au gouvernement ; mais cette chambre ne jouissait d'aucune autorité dans le public. (Saint-Simon, t. XXXVIII, 60, 61).

⁽²⁷⁾ *Id.*, p. 6.

⁽²⁸⁾ *Id.* p. 9.

Ce stratagème déplut considérablement au Parlement; Dubois qui l'avait imaginé l'estima suffisant, mais personne ne voulut s'en contenter, pas même le pape. « On se moqua de la chose et de son « appareil; on la regarda comme un épouvantail inutile, une foi-
« blesse avouée, une bassesse pour Rome; on ne s'y méprit pas à
« l'intérêt de l'abbé Dubois; et il n'y eut personne qui ne regardât
« cet enregistrement comme sans aucune force ni autorité dans le
« royaume, à commencer par le Grand Conseil lui-même ⁽²⁹⁾. »

« L'accommodement projeté entre les évêques avait supposé une
« condition préalable: c'est que l'archevêque de Paris donnerait son
« mandement par lequel il acceptait la *constitution Unigenitus* en y
« joignant des explications: sans ce mandement point d'accommo-
« dement... Mais le Cardinal ne voulait donner son mandement qu'à
« condition que la Déclaration serait enregistrée au Parlement, car
« pour l'enregistrement au Grand Conseil il n'en faisait point de
« cas. *Que le Parlement enregistre*, disait Noailles, *et je donnerai*
« *mon mandement*. Devant cette attitude résolue le Régent se fâcha;
« il pensa qu'on le voulait contre-gager, que c'était un concert entre
« le Cardinal et le Parlement et qu'on voulait profiter du désir qu'il
« avait de la publication du mandement pour le forcer à rappeler
« cette Compagnie: « *Le Cardinal est lié avec le Parlement*, disait-
« il, *s'ils sont si forts d'accord, je n'ai qu'à menacer de perdre le*
« *Parlement, j'alarmerai le Cardinal; ils ont cru m'embarrasser en*
« *s'unissant, ils m'ouvrent une voie pour réussir et un côté par où*
« *attaquer le Cardinal* ⁽³⁰⁾. »

Les négociations s'activèrent pour gagner tous les parlementaires, principalement l'abbé Pucelle qu'on appelait avec son collègue Menguy « les deux éloquences du Parlement ⁽³¹⁾. « L'abbé Menguy
« était un de ces hommes extraordinaires, continue le président Hé-
« nault, dont on ne peut parler qu'avec enthousiasme. Plus conci-
« liant que le fougueux abbé Pucelle, quoiqu'un des premiers Appe-
« lants de 1717, il s'était rallié à la formule de l'accommodement.
« Il en était même devenu suspect à la compagnie. On commençait
« déjà à répandre, pour discréditer son avis, qu'il était gagné par la
« Cour et que le prix en était une pension ou une abbaye; d'autres
« disaient que c'était là le fruit de son amitié pour le Cardinal qu'il
« n'avait pas voulu abandonner et que, pour le sauver, il livrait le

⁽²⁹⁾ *Id.* p. 10.

⁽³⁰⁾ *Idem*, Appendice II.

⁽³¹⁾ *Idem*.

« Parlement; que l'abbé Pucelle, ami aussi du Cardinal, avait mieux aimé se brouiller avec lui et rester ami de la Vérité ⁽³²⁾. »

L'abbé Pucelle, propre neveu du maréchal de Catinat, était, d'après le Président, « d'une taille médiocre, haut en couleur; des cheveux blancs qui le rendaient vénérable quoiqu'il ne fût pas d'un âge avancé ⁽³³⁾: en un mot il était taillé en chef de parti. Son éloquence était ferme et véhémence ⁽³⁴⁾. » Moins instruit que l'abbé Menguy il avait la conception plus rapide; « c'était le Démosthène du Parlement » ⁽³⁵⁾. Son influence était prépondérante sur une petite société que le Président divise en trois catégories : « les uns, amis de la paix, ne recherchant que la conciliation, par conséquent suspects au reste de leurs confrères; les autres, plus jaloux de leur opinion que de leur bonheur et de celui de l'Etat, et plus contents de jouer un premier personnage dans le mauvais parti que d'être ignorés; d'autres, qui sentaient bien que, ni par leur éloquence, ni par leur érudition, ils ne feraient point parler d'eux ⁽³⁶⁾. »

Le président Chauvelin essaya de faire entendre raison à l'abbé Pucelle, tandis que l'abbé Menguy poursuivait ses démarches auprès du cardinal de Noailles pour faire accepter la *Constitution*. Celui-ci céda assez facilement et, le 16 novembre, il publia son mandement d'acceptation de l'accommodement. « Mais on avait beau dire à l'abbé Pucelle, rapporte le président Hénault, qu'on ne trouvait pas la *Constitution* meilleure qu'il ne la trouvait lui-même, mais qu'il était question de donner la paix à l'Eglise, peut-être à l'Etat, que si notre présence à Paris n'avoit point opéré le bien, notre absence faisait infiniment de mal..., qu'on pouvait corriger la Déclaration par telles modifications qui, bien loin de rendre notre enregistrement pernicieux à la religion, comme il le prétendait, servaient de loi dans tout le Royaume et empêcheraient l'abus qu'avaient pu causer des enregistrements purs et simples de la même Déclaration; que la *Constitution* avait été reçue en 1714; qu'il n'était plus question aujourd'hui que de mettre à couvert les Appelants de cette *Constitution* et que c'était à quoi il fallait travailler. Que deviendraient ces mêmes Appelants si le Grand Conseil demeurait leur Juge? lui qui avait une loi écrite contre eux puisqu'il avait enregistré la Déclaration purement et simplement; qu'on était prêt à révoquer l'attribution du Grand Conseil et à nous

(32) *Mémoires du Président Hénault*. Appendice, II.

(33) Il mourut en 1745, âgé de 90 ans.

(34) *Id.* Appendice, II.

(35) *Idem.*

(36) *Id.* 318.

« renvoyer, comme elle nous était due, la connaissance de cette
 « affaire; comment pouvait-on donc hésiter? et quel bien plus grand
 « pouvait-il arriver que de réconcilier la Compagnie avec le gouver-
 « nement, de se soumettre pour la doctrine à l'acception de notre
 « archevêque, de mettre nos libertés à couvert par des modifications
 « sages, d'empêcher qu'une Déclaration déjà reçue purement et sim-
 « plement dans tous les Parlements du Royaume n'y put faire un
 « mauvais effet, et de mettre les Appelants à couvert en devenant
 « leurs Juges et en établissant pour eux une loi qui deviendrait bien-
 « tôt celle de tout le Royaume? »

On représentait encore à l'abbé Pucelle que ce qui venait d'arriver devait le presser plus que jamais de se rendre.

Les évêques de Montpellier, de Senes et de Boulogne ⁽³⁷⁾ venaient de renouveler leur Appel « car, selon Joly de Fleury, il n'y eut jamais aucun évêque qui crut que l'appel ait pu être un obstacle à la réconciliation ⁽³⁸⁾. » Mais il était certain que les deux premiers pouvaient être inquiétés par les parlements de Toulouse et de Provence, puisqu'ils avaient contrevenu formellement à la Déclaration qui défendait d'appeler à l'avenir, qu'il n'y avait qu'un moyen de les sauver, c'était de sauver M. de Boulogne qui était du ressort du parlement de Paris, et que, comme l'Appel était indivisible, ce qu'on ferait pour l'un ferait la sûreté des autres; que ce moyen ne pouvait être que l'enregistrement de la même Déclaration mais avec des restrictions qui anéantissent en quelque façon la Déclaration et qui pussent empêcher qu'elle ne fît aucun mauvais effet à l'avenir.

« On aurait cru, remarque le Président, que des raisons aussi puissantes auraient pu ramener l'abbé Pucelle, cependant elles ne faisaient rien sur lui ⁽³⁹⁾. » Enfin la ténacité des « accommodants », la subtilité de leurs arguments l'emportèrent: l'abbé Pucelle se rendit pour *sauver les Appelants*. Aussitôt le premier président assigna les parlementaires pour le lendemain, mercredi 9 décembre, à huit heures, à la Grand'Chambre. Le rapporteur Pallu fit alors lecture de la Déclaration et approuva les modifications primitivement adoptées. On fit la lecture de ces modifications qui n'étaient différentes de celles de la Cour qu'en ce qu'on y lisait ceci: « Et pour être la cessation de toutes poursuites et procédures pour raison des appels cy devant interjetés, inviolablement observés suivant ladite déclara-

⁽³⁷⁾ Pierre de la Broue, évêque de Mirepoix, était mort en 1720.

⁽³⁸⁾ B. N. ms fr., n° 1506, fol. 105.

⁽³⁹⁾ *Mémoires du Président Hénault*, 320, 321.

tion », tandis que dans les modifications dressées par les commissaires il y avait : « pour être la cessation de toutes poursuites et procédures portées par la présente Déclaration, pour raison des appels interjetés, invariablement observée ⁽⁴⁰⁾. »

Joly de Fleury analyse minutieusement les clauses de cet enregistrement ⁽⁴¹⁾ :

1° « *Sans approbation des décrets non reçus dans le Royaume, énoncés dans la dite Constitution* ; c'était entre autres le premier décret qui condamnait le *Livre des Réflexions* ; cette modification de 1714 ne touchait point aux dispositions de la *Bulle*. »

« 2° *Sans préjudice des libertés de l'Eglise Gallicane* : c'est une de ces modifications générales qui s'appliquait en particulier au principe que des erreurs nées et des livres imprimés dans le Royaume ne doivent point subir un jugement du pape en première instance. »

« 3° *Sans préjudice des droits et prééminences de la Couronne* : clause enfin très souvent de style qui avoit un rapport spécial à toutes les propositions qui regardaient l'excommunication. »

« 4° *Sans préjudice du pouvoir et de la juridiction des Evêques du Royaume* : clause qui s'appliquoit au pouvoir que les Evêques avoient de juger en première instance ; et au droit qu'ils ont d'accepter sous forme de jugement. »

« 5° *Sans que la condamnation des propositions qui regardent la matière de l'excommunication puisse donner atteinte aux maximes et usages du Royaume ; ny que sous prétexte de la dite condamnation on puisse jamais prétendre que lorsqu'il s'agit de la fidélité et de l'obéissance due au Roy, de l'observation des Loix de l'Etat et autres devoirs réels et véritables la crainte d'une excommunication injuste puisse empêcher les sujets du Roy de les accomplir* : modification bien réelle mais qui ne regardant qu'un petit nombre de propositions, ne touchant point à tout le surplus de la *Constitution*, ne diminueoit rien de la soumission due à la *Bulle* lorsqu'elle seroit acceptée par les Eglises de France. Cette dernière clause de la Déclaration de 1720 ne touche donc point ny à la substance de la *Constitution* ny à la soumission qui estoit due en France en 1720. »

L'abbé Menguy appuya toutes les clauses de l'enregistrement et modifications de la Déclaration avec une éloquence souveraine laquelle, en prévoyant toutes les objections et tous les doutes qui pou-

⁽⁴⁰⁾ *Id.* 336.

⁽⁴¹⁾ B. N. *ms.* fr., 1506, fol. 105.

vaient naître, faisait sentir la nécessité de l'enregistrement dans les circonstances présentes.

« L'abbé Pucelle le suivit. Il dit qu'il se rendait avec une grande « peine à l'avis commun parce qu'il ne croyait pas la Déclaration « bonne, mais que, dans les circonstances présentes de l'état de la « Compagnie, il croyait qu'en effet il fallait se relâcher un peu de « la règle étroite, pour opérer un plus grand bien ⁽⁴²⁾. »

De La Porte, dont la femme était janséniste, « ouvrit l'avis de rejeter la Déclaration ». Il ne fut suivi que par quatre autres jeunes parlementaires. « Cette affaire finie, les Gens du Roi furent mandés « et ils apportèrent des lettres patentes, portant attribution au Parlement de toutes les contestations mues et à mouvoir, au sujet « de la *Constitution Unigenitus*. Elles furent enregistrées par acclamation ⁽⁴³⁾. » Hénault attribue tout le succès de cette affaire à l'habileté du président de Mesmes.

L'accommodement ne se réalisa qu'en apparence, les extrémistes ne voulurent pas céder : déjà le pape, dans un bref à l'archevêque d'Aries, en date du 20 août 1720, avait déclaré au sujet de l'accommodement qu'il ne pouvait « ni l'approuver, ni le tolérer, ni le dissimuler ». De leur côté, les quatre évêques renouvelèrent leur Appel alors que la Déclaration, reconnaissant la *Constitution* comme acceptée par l'unanimité morale, regardait « les Appels précédemment interjetés comme nuls, non pas comme nonavenus, mais de nul effet, attendu la conciliation ⁽⁴⁴⁾. »

Clément XI mourut le 17 mars 1721, deux ans après Quesnel ; le Régent, qui avait réellement donné des preuves de son esprit libéral, fut enlevé par une apoplexie, le 23 décembre 1723. Les affaires de la *Bulle* ne se trouvaient pas plus avancées qu'à la mort de Louis XIV, et des perspectives nouvelles s'ouvraient avec la majorité du jeune roi, qui confia le pouvoir au duc de Bourbon, vite éclipsé par le cardinal Fleury, son ancien précepteur, ami des jésuites, avec lequel revinrent les maximes d'absolutisme politique et religieux du règne de Louis XIV.

Le pape Innocent XIII ne fit que passer sur la Chaire de Saint Pierre ; le dominicain Benoit XIII lui succéda en 1724. On espérait qu'il montrerait moins d'intransigeance que Clément XI, l'auteur de la *Constitution Unigenitus*. Le cardinal de Noailles lui écrivit le premier octobre pour offrir sa soumission à la *Bulle*, sans réserver expressément le Corps de Doctrine de 1720, mais en proposant dou-

⁽⁴²⁾ *Mémoires du Président Hénault*, Appendice II, 336.

⁽⁴³⁾ *Id.* 337.

⁽⁴⁴⁾ Joly de Fleury, B. N., *ms fr.*, 1506, fol. 105.

ze articles destinés à empêcher l'abus qu'on faisait de cette *Constitution*. Le pape ne daigna pas répondre, et le vieux cardinal lentement s'achemina vers la soumission sans condition. Il la rendit publique en octobre 1728, après la condamnation de l'évêque de Senez, par un mandement qui révoquait son Appel, désavouait tous ses écrits contraires à la *Bulle* qu'il acceptait « avec un respect et une soumission très sincères », mandement arraché, selon les *Nouvelles Ecclésiastiques*, par la cour et par la famille à sa vieillesse ⁽⁴⁵⁾. »

La même année, le 8 novembre, la Faculté de Théologie se soumit à son tour. Le roi avait préparé cette solution en faisant exclure des assemblées tous les docteurs qui avaient appelé depuis 1720, ou qui avaient signé le Formulaire avec la distinction prohibée ⁽⁴⁶⁾, ou adhéré à la cause de l'évêque de Senez, condamné par le concile d'Embrun.

Un des quatre évêques appelants, l'Oratorien Jean Soanen, parvenu, malgré sa roture, grâce à sa piété et à son talent pour la prédication, à l'évêché de Senez, avait fait paraître, en 1727, une Instruction Pastorale dans laquelle il protestait contre la *Bulle* et en appelait au pape au Concile Général. Un concile provincial fut convoqué à l'archevêché d'Embrun par le cardinal de Tencin, chef hiérarchique de l'évêque de Senez, dans l'unique intention de condamner le prélat réfractaire. Le malheureux évêque fut suspendu de ses fonctions épiscopales et sacerdotales le 22 septembre 1727, tandis qu'une lettre de cachet l'exilait à l'abbaye de la Chaise-Dieu, en Auvergne, tant qu'il ne rétracterait pas son Instruction Pastorale. Nous reviendrons au chapitre suivant sur ce concile, justement célèbre par les débats juridiques dont il fut la source.

L'inique sentence portée contre le vieillard octogénaire souleva l'indignation populaire et déclencha une vigoureuse opposition juridique et parlementaire. « Le concile d'Embrun, écrivit Joly de Fleury, suscita un nouvel incendie. La condamnation de l'évêque de Senez par l'archevêque d'Embrun produisit de nouveaux opposants à la *Constitution* : on ne peut trop le répéter, les voyes d'autorité font des prosélytes ⁽⁴⁷⁾ ». On crut devoir en 1730 donner une nouvelle déclaration sur la *Constitution* qui exigea un lit de justice.

⁽⁴⁵⁾ T. I, 55.

⁽⁴⁶⁾ V. chap. I, p. 25, n. 12.

⁽⁴⁷⁾ B. N. ms. fr., n° 1492, fol. 16.

CHAPITRE II

LA RESISTANCE PARLEMENTAIRE ET DEMOCRATIQUE

La sentence prononcée par le concile d'Embrun contre l'évêque de Senez fut le point de départ d'une agitation générale. « Il y eut, dit Barbier ⁽¹⁾, plus de mouvement que jamais dans l'Eglise ».

Le principe même qu'un évêque ne pouvait être déposé sans son consentement était reconnu dès le IX^e siècle, sous le roi Louis-le-Pieux; lors de la déposition d'Ebbon, évêque de Reims, on exigea du prélat coupable l'aveu public de ses fautes pour prononcer sa déchéance: « *Secundum tuam professionem cessa a ministerio* ⁽²⁾. »

En octobre 1727, trente curés de Paris publièrent une lettre de protestation contre le concile d'Embrun, adressée au cardinal de Noailles, tandis qu'un libelle intitulé *Les Trois Puissances*, dirigé contre les cardinaux Fleury, de Rohan et de Bissy, se répandait dans le public. Mais Fleury, instigateur du concile, entendait faire respecter son autorité; il donna les ordres les plus sévères au lieutenant de police, et le libraire qui avait fait paraître la lettre des trente curés et le libelle, fut condamné au carcan et à trois ans de bannissement ⁽³⁾.

On attendait surtout une grande consultation d'avocats, qui devait être rédigée par Aubry, le plus célèbre d'entre eux, en vue d'établir la nullité du concile d'Embrun. « On craint cette pièce en « cour, nous apprend Barbier, et le cardinal (Fleury) a consulté « le premier président et le procureur général pour l'empêcher ⁽⁴⁾. »

Le 28 octobre, douze évêques « des plus qualifiés de l'Episcopat » ⁽⁵⁾, ayant à leur tête le cardinal de Noailles, écrivirent une

⁽¹⁾ *Journal*, II, 37.

⁽²⁾ Flodoardi, *Historia Ecclesiae Remensis*, I.

⁽³⁾ *Journal*, I, 263.

⁽⁴⁾ *Id.* 265.

⁽⁵⁾ Barbier, *op. cit.*, II, 37. Parmi ces évêques se trouvaient Caylus, évêque d'Auxerre, François Armand de Lorraine, évêque de Bayeux, Jacques Bosquet, évêque de Troyes et les évêques de Blois, Montauban, Pamiers (qui était alors Jean Baptiste de Verthamon).

lettre au roi pour protester contre le jugement qui frappait un évêque français au nom des doctrines ultramontaines.

Ils terminaient en concluant à la nullité du concile ⁽⁶⁾. Ils datèrent cette lettre antérieurement de deux jours à la consultation des avocats « mais c'est un tour, déclare malicieusement Barbier, car tout le monde dit que c'est la consultation des « Avocats qui a mené le branle ⁽⁷⁾. » Les évêques protestataires reçurent individuellement, en guise de réponse, une lettre de cachet leur enjoignant de rester dans leurs diocèses respectifs.

La fameuse consultation fut, en effet, signée le 30 octobre. Elle eut un immense succès, quatre éditions se succédèrent en peu de temps; au début, Barbier avoue ne pouvoir s'en procurer un exemplaire tellement ils s'enlevaient rapidement malgré la surveillance de Hérault, le lieutenant de police, auquel on avait promis six mille livres de pension s'il parvenait à l'empêcher, ce qui avait donné lieu à cette épigramme:

Hérault la terreur des écrits
En guette un, dit-on, de friande capture;
Il l'a trouvé, on le dit, on l'assure,
Entre les mains de tout Paris.

Barbier, qui en avait pris connaissance chez un ami, déclare : « C'est un ouvrage long, et trop long; il y a cinquante pages d'impression, mais c'est un bel ouvrage. Il prouve l'incompétence du concile dans la forme, avec la nécessité du concile général ⁽⁸⁾. » Il ajoute: « On en est fort piqué en cour car elle fait grand bruit » et M. l'archevêque d'Embrun a écrit une lettre pour se justifier. » Par l'examen de ce document nous constaterons qu'en effet Tencin était accusé de *confidence*, ce qui était alors un délit ecclésiastique considérable ⁽⁹⁾.

Nous résumons ici cette importante consultation de laquelle découlera beaucoup d'autres et nous en reproduisons de larges extraits:

Dans son préambule, le Conseil des Avocats déclare ⁽¹⁰⁾:

« Qu'on ne doit point considérer l'affaire de M. de Senez comme une affaire qui lui soit personnelle, mais comme une affaire qui intéresse essentiellement l'Eglise Universelle, l'Episcopat et la Religion même, et qu'à quelque Tribunal qu'elle soit portée on

⁽⁶⁾ Barbier, II, 37.

⁽⁷⁾ *Id.* 39.

⁽⁸⁾ *Id.* 39.

⁽⁹⁾ La *confidence* était une convention secrète par laquelle on conservait par devers soi les revenus d'un bénéfice que l'on attribuait ou faisait obtenir à une autre personne.

⁽¹⁰⁾ Consultation de MM. les Avocats du Parlement de Paris au sujet du jugement à Embrun contre Monsieur l'Evêque de Senez. Paris, 1727, petit in-4.

« ne pourra se dispenser d'avoir égard à ses plaintes, et de regarder comme non avenu tout ce qui a été fait dans le concile d'Embrun, soit contre la personne soit contre les Ecrits de M. l'Evêque de Senez. »

L'Instruction Pastorale, donnée par Soanen à Castellane, le 28 août 1726, fut déferée au Concile Provincial d'Embrun pour les trois prétextes suivants :

« 1° Par rapport à ce qui est dit de contraire à la signature pure et simple du *Formulaire* ⁽¹¹⁾ ;

« 2° Par rapport à ce qui est dit de contraire à l'acceptation réelle de la *bulle Unigenitus* ;

« 3° Enfin par rapport à ce qui y est dit en faveur du *Livre des Réflexions morales*.

« Cette dénonciation est la base de la procédure sur laquelle est intervenu le 20 septembre 1727 le jugement dont M. l'Evêque de Senez se plaint. Ce jugement, sans s'arrêter aux appellations interjettées par M. l'Evêque de Senez, condamne l'Instruction Pastorale du 28 août 1726 comme *séditieuse, téméraire, scandaleuse, injurieuse à l'Eglise, aux Evêques et à l'autorité Royale, schismatique, pleine d'un esprit hérétique, remplie d'erreurs et fomentant des hérésies*, principalement en ce qui y est contenu contre la signature pure et simple du *formulaire* d'Alexandre VII, laquelle signature y est qualifiée de vexation, en ce qui y est fausement et injurieusement avancé contre la *constitution Unigenitus*, et l'acceptation qui en a été faite, qu'elle renverse le dogme, la morale, la discipline et la hiérarchie de l'Eglise en ce qu'elle permet et recommande le livre condamné »... et aussi pour « le surplus de la dite Instruction Pastorale dans laquelle il a remarqué plusieurs autres choses très repressibles... Ordonne :
« ...« Que M. l'Evêque de Senez qui a avoué, adopté et signé cette Instruction Pastorale, et qui, nonobstant les monitions canoniques qui lui ont été faites de rétracter ses erreurs y a opiniâtement persisté, soit et demeure suspens de tout pouvoir et juridiction épiscopale, et de tout exercice de l'Ordre, tant épiscopal que sacerdotal, jusqu'à ce qu'il ait rétracté son Instruction Pastorale et tous les autres écrits qu'il pourrait avoir faits pour soutenir cette instruction. »

Pour savoir ce qu'on doit penser d'un pareil jugement, il y a trois points à discuter :

1° La forme du jugement ;

(11) Voir ci-dessus page 25, n. 12.

2° La compétence du Tribunal;

3° Le corps du délit imputé à l'accusé.

« I. — Toutes les démarches qui ont été faites dans la tenue
« du concile d'Embrun ne sont qu'un tissu d'irrégularités dont il
« n'y a point d'exemples dans l'Antiquité, conduite d'autant repré-
« hensible qu'elle est contraire aux intentions du roi, car on devait
« traiter les affaires selon les formes et les Lois canoniques. » Or
l'évêque de Senez a été privé de ses amis qu'on a effrayés; on a
intercepté ses paquets, emprisonné ses messagers, bref on l'a mis
dans l'impossibilité de se défendre.

L'appel au futur concile général étant par sa nature *suspensif*
aussi bien que *dévolutif* (Innocent III a déclaré nulles toutes sen-
tences d'excommunication ou interdit prononcés après un appel in-
terjeté) entraîne l'incompétence des prélats du concile puisque, par
son appel, l'évêque incriminé s'était placé sous la protection de
l'Eglise Universelle. En outre le concile assemblé le 16 août 1727,
n'étant composé que de l'archevêque d'Embrun et de ses suffragants,
les évêques de Vence, Glandèves, Grasse, plus un fondé de procura-
tion de l'évêque de Digne, était incompétent car il est nécessaire de
former une assemblée de douze évêques pour juger un membre de
l'épiscopat: « Les conciles, dit M. Joly de Fleury, n'ont pas voulu
« confier l'honneur et la réputation d'un Evêque; ny a un seul, ny
« à un petit nombre de ses Confrères; ils ont établi la nécessité d'as-
« sembler douze Evêques; s'il ne s'en rencontre pas un nombre dans
« la Province on a recours aux Evêques voisins pour concourir au
« jugement. »

Les prélats assemblés à Embrun reconnurent si bien l'illéga-
lité de leur situation qu'après avoir tout d'abord déclaré le tribunal
compétent, ils recoururent ensuite aux évêques des provinces voisi-
nes.

De plus « selon le Droit canonique et civil, poursuit Joly de
« Fleury, celui qui ne peut être Accusateur ni Témoin ne peut à
« plus forte raison être Juge. Or, on ne peut être Accusateur d'un
« Evêque si l'on est coupable ou même simplement accusé de quel-
« que crime, jusqu'à ce que l'on se soit purgé juridiquement et que
« l'on ait fait connaître son innocence. C'est la disposition du VIe
« Canon du Concile Général de Constantinople. Or M. l'archevêque
« d'Embrun a été publiquement accusé de confidence dans une con-
« testation célèbre qui n'a que trop éclaté dans le Public; et l'Arrêt

« qui est intervenu sur cette contestation, ne peut avoir d'autre fondement que la conviction de cette confiance ⁽¹²⁾. »

« II — L'appel interjeté en 1717 au futur concile est-il canonique? Subsistait-il encore dans le temps que M. de Senez a été accusé devant le Concile provincial d'Ambrun et jugé par ce même Concile? Si, enfin, le Tribunal de l'Eglise Universelle se trouvant saisi par cet appel de la connaissance de l'affaire de la *Constitution*, et de tout ce qui peut y avoir rapport, un concile provincial a pu s'arroger le droit de connoître d'une matière déférée au Tribunal de l'Eglise Universelle représentée par un Concile Œcumenique?

« Or la constitution de l'Eglise est fondée sur la Liberté qui consiste, en général, à défendre des Lois: Liberté qui renferme deux idées: soumission légitime des inférieurs à ceux qui ont le droit de les gouverner, d'une part; et, affranchissement du pouvoir despotique et arbitraire, d'autre part. Sainte Liberté que l'Eglise de France a conservée plus que toute autre. »

« Donc un prince temporel, d'autorité indépendante, peut commander d'une manière absolue, il n'est comptable qu'à Dieu seul de son gouvernement, les Pasteurs de l'Eglise, au contraire, doivent être prêts à chaque instant à rendre compte de leur administration.

« Le pouvoir confié par Jésus-Christ à son Eglise est un pouvoir spirituel qui ne réside que dans toute sa plénitude, l'autorité infaillible pour déterminer la foi ne réside que dans l'Eglise Universelle; l'unité de l'Episcopat dont le Pape est le centre fait l'unité de l'Eglise.

« C'est pourquoi du principe que la plénitude du pouvoir et l'infaillibilité ne résident que dans l'Eglise Universelle, naît la conséquence qu'aucun des premiers pasteurs ni le Pape même ne peut s'arroger le droit de soumettre les autres à sa décision particulière. Donc les jugements du Pape ne peuvent acquérir les caractères de

(12) Le prieuré de Merlon, dépendant de l'Abbaye de Vézelay que possédait M. de Tencin, devint vacant en 1717. En juin, Tencin conféra ce prieuré à son neveu et perçut tranquillement les revenus; le mois suivant il en prit possession l'estimant uni à la mense abbatiale de Vézelay. Mais, en 1719, un certain Veissière fut pourvu en Cour de Rome de ce même prieuré de Merlon. Tencin fit opposition; Veissière se plaignit au bailliage de Senlis, et l'affaire fut portée à la seconde Chambre des Requêtes du Palais où, le 14 juin 1720, une sentence confirma Veissières dans son prieuré: l'archevêque d'Embrun fit alors intervenir son neveu qui demanda, qu'au cas où l'annexion de Merlon à Vézelay ne serait pas reconnue, il fût maintenu dans ce prieuré comme possédant des provisions émanées du collateur légitime et antérieures à celles obtenues de Rome par Veissière. Ce dernier pour confondre son adversaire produisit les preuves de la *Confiance* entre l'oncle et le neveu.

« Foi, que par l'acceptation claire, libre, unanime, décisive que
« l'Eglise en fait par ses Pasteurs. »

Après une énumération d'exemples basés sur des conciles généraux, les avocats proclament la nécessité d'un concile oecuménique
« seul expédient qui puisse donner à l'Eglise une Paix réelle et vé-
« ritable et par conséquent on ne peut contester la canonicité de l'Ap-
« pel au futur Concile Général, interjeté par plusieurs prélats du
« nombre desquels est M. l'Evêque de Senez... »

Ils terminent leur argumentation par un dilemme :

« Il n'y a point de milieu, ou il faut supposer que la bulle *Uni-
« genitus* est devenue une loi de l'Eglise, un jugement irréfragable
« exigeant une soumission de cœur et d'esprit : ou l'on est forcé de
« reconnaître que l'Appel au futur Concile est canonique.

Mais la *Bulle* ne peut être envisagée comme loi de l'Eglise en tant qu'émanée du pape seul ; a-t-elle acquis ce caractère par l'acceptation de toutes les Eglises Catholiques. Les avocats font remarquer que certains prélats étrangers se sont élevés contre la nouveauté de cette doctrine sur l'infailibilité. D'ailleurs, la *Bulle* n'a été dans aucune Eglise étrangère l'objet d'une discussion sérieuse et d'un examen attentif. En France, il n'y a jamais eu d'accord sur ce sujet et, comme le dit M. l'Evêque d'Auxerre : « Tout réclame contre la *Bulle*, les Acceptants mêmes par leurs explications. » La *Bulle* est vague et incertaine ; elle ne détermine pas les qualifications que mérite chaque proposition condamnée ; et le défaut d'unanimité entre les évêques acceptants a été relevé dans une lettre écrite par un certain nombre d'évêques au Régent lui-même : « En effet, Monseigneur, « non seulement la *Constitution* n'a point été acceptée dans plusieurs « diocèses, pendant qu'elle a été reçue dans les autres ; mais dans « ceux mêmes où elle a été publiée on remarque *une si grande va-
« riété* dans la manière de la recevoir qu'il ne paraît point encore « de règle fixe et certaine, qui puisse réunir les esprits, et calmer « les consciences. »

Le procureur général a dû, dans le plaidoyer inséré dans l'arrêt du 3 octobre 1718 qui le reçoit appelant comme d'abus, s'élever contre la nouvelle doctrine ultramontaine et contre l'attitude du pape « refusant toute voie de conciliation, ne voulant ni donner d'ex-
« plication, ni en approuver ; insensible aux désirs du Roy aux
« vœux des Evêques, il veut obliger les sujets du Roy à recevoir
« sans restriction une *Constitution* que la Cour a modifiée dans son
« Arrêt d'enregistrement. »

Le Ministère Public éleva aussi la voie contre le zèle outré de certains évêques de France ; notamment le Parlement a dû condam-

ner des mandements de l'évêque de Soissons en faveur de la *Constitution* et contre l'appel interjeté au futur concile, défendant sous peine d'excommunication à ses diocésains d'appeler contre la *bulle Unigenitus* qu'il nomme *Jugement de l'Eglise Catholique*. Le Parlement témoigne ainsi qu'un évêque ne pouvait, sans abus, présenter aux fidèles de son diocèse la *Bulle* comme un jugement de l'Eglise catholique, ni exiger pour cette *Bulle* une soumission de cœur et d'esprit.

« La question qu'il ne faut pas perdre de vue est de savoir si
« l'Appel au futur Concile qui défère la *bulle Unigenitus* au Tribu-
« nal de l'Eglise Universelle, a été canonique dans son principe et
« s'il a pu cesser de l'être. Or cette question dépend d'une autre,
« c'est de savoir si la *Bulle* est un Jugement de l'Eglise Catholique
« appuyé sur une autorité infaillible, ou si, au contraire, ce n'est
« qu'une décision, émanée d'une autorité faillible. Si cette *Bulle* est
« appuyée sur l'autorité infaillible, l'Appel est frivole et illusoire;
« si, au contraire, elle n'est pas appuyée sur l'autorité infaillible,
« l'Appel est une voie de droit reconnue dans toute l'Eglise et con-
« sacrée par l'usage de tous les siècles. »

Les avocats font encore observer que, malgré tout le respect donné à la Déclaration de 1720, on ne peut affirmer que cette Déclaration, émanée de la puissance temporelle, ait pu donner à la *Constitution* le caractère d'une *Loy de l'Eglise, dogmaticum, definitivum et irretractabile judicium*, pour emprunter les expressions du Concile d'Embrun: « Le Prince n'a garde de vouloir étendre son
« pouvoir sur ce qui concerne la Doctrine dont le dépôt sacré a été
« confié à une autre puissance... » (*Déclaration de 1717*). La *Déclaration de 1720* suit les mêmes principes: « Nous espérons, et ce sont
« les propres termes de la Déclaration, que tous les Prélats de l'Egli-
« se de France, se réunissant dans le même esprit, la sagesse et la
« charité de leur conduite *achèveront et confirmeront* pour toujours
« l'ouvrage de leur zèle pour la vérité et de leur amour pour la
« paix. »

Les avocats examinent ensuite certaines propositions qui effrayent à bon droit celui qui n'est ni théologien, ni canoniste, ni jurisconsulte, mais qui est simplement chrétien ou même le citoyen attaché à son prince ou à sa patrie.

Il est évident que malgré toutes les mesures prises, tous les accommodements imaginés, la paix n'a pu être rétablie dans les esprits et dans l'Eglise: « Le défaut certain d'unanimité entre les
« Pasteurs a formé un obstacle invincible à ce que la *Constitution*
« ait pu acquérir le caractère de *Loy de l'Eglise*. »

D'où ils concluent à la nécessité de revenir au principe de M. Talon ⁽¹³⁾ : « Lorsqu'il se rencontre quelque controverse importante « qui partage les esprits et que l'orage est si grand, que ni la détermination des synodes particuliers, ni le jugement des papes, ne « sont pas suffisants pour les apaiser et pour établir le calme dans « l'Empire Chrétien, le remède unique pour faire cesser ces divisions, est l'assemblée d'un Concile Général. »

Donc l'appel interjeté est légitime et canonique. C'est parce qu'elle a senti toute la force de l'Appel au futur concile que l'Assemblée d'Embrun a joint à l'affaire de la *bulle Unigenitus* celle du *Formulaire*, estimant que le prélat accusé ne pouvait contester sa compétence en cette matière; mais ces deux affaires étant intimement liées, l'incompétence du tribunal pour traiter de la *Constitution* suppose la même incompétence pour traiter du *Formulaire*.

« III. — Corps du délit imputé à l'Accusé.

« L'Instruction Pastorale de l'Evêque de Senes se réduit à trois « chapitres: Réclamation contre l'abus que les ennemis de la Doctrine de l'Eglise font continuellement de la signature pure et simple du *Formulaire*; Déclaration relative à la signature du *Formulaire* qu'il n'a faite que parce qu'il était persuadé que l'Eglise « n'était point infaillible dans la décision des faits non révélés, et « qu'elle n'avait le droit d'exiger, et n'exigeait en effet, de signature que sur le dogme et qu'il n'a prétendu le signer qu'en conformité avec la déclaration autorisée par la paix de Clément IX ⁽¹⁴⁾. « Enfin Déclaration qu'il n'épargnera rien pour maintenir la liberté des signatures appliquées conformément à cette même paix.

Existe-t-il dans ces déclarations un corps de délit qui puisse autoriser à faire le procès d'un évêque coupable d'avoir enseigné une soi-disant « doctrine séditeuse, téméraire, scandaleuse, injurieuse à l'Eglise, aux Evêques et à l'autorité Royale, schismatique, pleine d'un esprit hérétique, fomentant des hérésies » ?

Or la doctrine relative au *Formulaire* consiste uniquement dans la distinction du *fait* et du *droit* et se trouve conforme à la doctrine des plus grands évêques approuvée par Clément IX: l'Eglise est infaillible dans la décision des dogmes; donc elle est en droit d'exiger, et on ne peut lui refuser à cet égard, une obéissance sans réserve, une soumission de foi divine et de croyance intérieure; l'Eglise n'est point infaillible dans la décision des faits humains non révélés; donc elle ne peut exiger à cet égard une soumission de foi qui

⁽¹³⁾ Omer Talon, v. l'Index.

⁽¹⁴⁾ Voir chap. I, p. 23.

n'est dûe qu'à une autorité infaillible, mais seulement une autorité de respect et de discipline.

La doctrine de l'évêque de Senez était parfaitement conforme à celle des plus grands évêques de France.

En conclusion, deux conséquences découlent en faveur de l'évêque de Senez :

L'une ressort de ce que ce prélat a dit « qu'il n'épargnerait rien pour maintenir la liberté des signatures du *Formulaire* expliquées conformément à la Paix de Clément IX », ce qui ne comporte pas la plus petite ombre de délit qui ait pu autoriser à faire des poursuites contre lui ; par là, « le jugement du concile d'Embrun porte à faux et manque son principe ».

L'autre, que ce jugement, condamnant l'évêque de Senez pour avoir maintenu l'autorité de la paix de Clément IX, « infraction « caractérisée d'une paix procurée à l'église de France par le concert des deux Puissances et fondée sur des principes invariables « qui ne peuvent jamais recevoir d'atteintes, ne peut être considérée « que comme un tissu d'abus et d'injustices que les deux Puissances ont un égal intérêt d'anéantir. »

Suivent les signatures des cinquante avocats consultés, parmi lesquelles nous relevons celles de Du Perray, doyen de MM. les avocats du Parlement de Paris, Barbier, sous-doyen et celles de célébrités comme Cochin, Aubry, Lenormand, Julien de Prunay, Huart.

De l'avis de Barbier il n'y avait parmi eux que six ou sept qui connussent quelque chose à l'affaire. En quelques mois les quatre éditions la propagèrent dans Paris et le cardinal de Bissy se plaignit que l'affaire de la *Constitution* se trouvait ainsi retardée de dix années.

La Cour de Rome, indignée, condamna la Consultation et défendit de la lire sous peine d'excommunication ; elle fut déclarée hérétique par l'évêque de Carcassonne. Douze mandements d'évêques furent établis contre cette Consultation. Enfin, les prélats constitutionnaires se plaignirent au roi, qui réunit en avril un certain nombre d'évêques chez le cardinal de Rohan pour examiner la fameuse Consultation à laquelle ils répondirent en rédigeant une déclaration dont voici les points essentiels ⁽¹⁵⁾ :

« 1° Les avocats qui ont signé dogmatisent, ce qui ne convient pas à des laïques.

« 2° Ils décident que la bulle *Unigenitus* n'est pas acceptée du

(15) B. N. *Nouv. Acq. Franc.*, ms n° 3.333, fol. 42-43 (*Mémoire sur la consultation imprimée des Avocats du Parlement de Paris pour la cause de M. l'Evêque de Senez en date du 1er juillet 1727*).

« corps des premiers pasteurs, quoy qu'une telle déclaration, ainsi
« que l'écrivit M. Chauvelin, a un rapport direct et formel avec la
« foy et par conséquent ne doit être faite que par l'Eglise. »

« 3° Ils veulent établir que l'appel subsiste toujours et est légi-
« time, ce qui est injurieux à l'autorité royale et à l'autorité épis-
« copale, car le Roy veut par la déclaration du 4 août 1720, art. 2,
« que les appels interjetés de la *Bulle* soient regardés comme de nul
« effet. De plus, par l'arrêt du Conseil du 4 septembre 1724, le Roy
« dit que Sa Majesté a déclaré lesdits appels de nul effet par ladite
« déclaration; et les Evêques en très grand nombre, tant du royaume
« que des pays étrangers, ont condamné l'appel.

« 4° Les avocats soutiennent que cet Appel a un effet suspen-
« sif parce que le Tribunal de l'Eglise Universelle se trouve saisi
« de cette affaire. Mais il est très dangereux d'attribuer ce même
« effet à toute sorte d'appel interjeté par des particuliers au Con-
« cile Général.

« 5° L'appel comme d'abus interjeté par M. de Senes au Parle-
« ment de Paris est un véritable attentat à la liberté de l'Eglise car
« la puissance séculière ne peut pas connaître de la doctrine... »

Le Conseil d'Etat essaya d'étouffer la rumeur produite par la Consultation par un arrêt en date du 3 juillet 1728. Mais les jansénistes avaient désormais pour eux cette puissance nouvelle, le public, et ils surent l'exploiter en faisant paraître une gazette destinée à défendre leurs idées tout en les popularisant. Le premier numéro parut en février 1728; les adversaires du « brigandage d'Embrun » le firent circuler; il obtint un vif succès; doté de quatre pages tout d'abord il en eut bientôt huit, et le journal parut régulièrement chaque semaine jusqu'en 1803.

Malgré l'implacable vigilance de Hérault on ne put découvrir le véritable rédacteur de la gazette ⁽¹⁶⁾; de temps en temps on mettait la main sur de simples comparses; « pour le coup, annonçait « Barbier dans son *Journal* ⁽¹⁷⁾, on a découvert où s'imprimait la « *Gazette Ecclésiastique*. On cherchait dans les imprimeries un mé-
« moire de l'affaire du Père Girard ⁽¹⁸⁾; M. Chauvelin le jeune, di-
« recteur des services de la librairie, fit une visite le 20 de ce mois

⁽¹⁶⁾ Son premier rédacteur fut un diacre nommé Boucher, puis un curé du diocèse de Tours, Fontaine de la Roche, qui pendant trente ans fut le véritable auteur des *Nouvelles Ecclésiastiques* (Gazier, *Histoire du Mouvement Janséniste*, I, 311.)

⁽¹⁷⁾ II, 197.

⁽¹⁸⁾ Le Père Girard, jésuite, était accusé d'avoir suborné à Toulon une jeune fille de 18 ans, sa pénitente, Mlle Cadière. Le Parlement d'Aix acquitta le jésuite bien que la moitié des juges l'eût condamné à être pendu.

« (septembre) avec les syndics, lesquels lui épargnèrent la peine
« de monter à un troisième étage dans la rue de la Parcheminerie,
« chez un nommé Bullot, lui disant que c'était un homme qui ne se
« mêlait d'aucune affaire et chez lequel on n'avait rien trouvé (et
« ils étaient de bonne foi); qu'il suffirait l'après midi d'y envoyer
« deux adjoints. Le même jour Dumesnil et David y allèrent et ils fu-
« rent fort surpris de voir dans l'imprimerie qu'on travaillait à la
« feuille de la *Gazette Ecclésiastique* que l'on attendait. Ils firent du
« bruit; les garçons quittèrent tout et s'enfuirent. Les adjoints allè-
« rent sur le champ avertir M. Hérault. On envoya un commissaire
« avec des exempts pour saisir et arrêter; mais Bullot était déjà bien
« loin et on n'a attrapé que la femme que l'on a conduite en prison,
« laquelle ne découvrira rien et ne sait rien, pour savoir l'auteur de
« cette gazette, laquelle ne discontinuera, pas selon les apparences
« pour cette aventure. Cela se fait même, dit-on, si secrètement que
« Bullot lui-même, imprimeur, ne connaissait pas celui que lui appor-
« tait cette minute. »

Quelques pages plus loin, Barbier fournit de nouveaux détails sur ce sujet dont le mystère piquait la curiosité publique ⁽¹⁹⁾.

« Il faut avouer qu'il n'est pas possible de découvrir par exemple
« l'auteur des *Nouvelles Ecclésiastiques*, car cela fait tant de casca-
« des entre les mains de plusieurs personnages, d'ailleurs tous honnê-
« tes gens, que cet auteur n'est jamais connu de ceux qui peuvent
« être arrêtés. Quand l'auteur des *Nouvelles Ecclésiastiques* a com-
« posé sa feuille sur les matériaux qu'il a, il jette les mémoires au
« feu, il donne sa minute à un autre; on la copie, alors on jette la
« minute au feu; une troisième personne porte la minute chez un
« imprimeur. Cette personne vient prendre les exemplaires pour
« les distribuer dans Paris. Il y a peut être 20 bureaux dans plu-
« sieurs quartiers, c'est-à-dire 20 particuliers qui en prennent 100
« supposé chacun. Ce n'est pas la même personne qui porte les 100
« exemplaires à ces 20 bureaux; ce sont 20 personnes différentes
« et celui qui tient ce bureau paye ces 100 exemplaires à celui qui
« les lui apporte. Il en a un pour lui gratis, de même que tout ce
« qui s'imprime sur les affaires du temps. Et cet homme sait à qui
« donner ces exemplaires pour retirer son argent. Si on arrêta-
«it aujourd'hui un de ces particuliers ayant un bureau, sur le champ
« on avertit tous les autres, et on transporte les exemplaires dans
« un autre endroit, crainte de découverte, en sorte que, quelques
« personnes qu'on arrête, la manivelle va toujours et il n'est quasi
« pas possible d'arrêter le cours de ces *Nouvelles*. »

(19) II, 211.

Puis il y revient encore, heureux de consigner un nouveau détail ⁽²⁰⁾ :

« On a même gravé la manière dont elle part des mains de l'auteur pour se distribuer dans le public. Elle passe entre les mains de plusieurs personnes avant de parvenir à l'imprimerie, avec une correspondance très bien entendue, mais sans que ces gens connaissent autre personne que celle de qui on la prend directement ; en sorte qu'on a beau prendre un imprimeur, un colporteur, il ne peut jamais déclarer l'auteur. Et même la prise d'un homme d'entre eux, qui est sue sur le champ, comme d'un colporteur, du moment qu'on ne le voit pas à l'heure marquée, fait changer sur le champ le bureau auquel il a sa correspondance dans Paris, en sorte que lui même ne peut plus trahir la partie quand même il « parlerait. »

De son côté, Marais écrivait en avril 1730 : « Les *Nouvelles Ecclésiastiques* vont toujours leur train et seront curieuses à la postérité ⁽²¹⁾. »

Naturellement, un tel organe de combat fut condamné par toutes les autorités : Le Parlement, le 9 février 1731, le censura en termes très sévères, l'accusant même de « propager d'atroces soupçons et des imputations calomnieuses ». L'année suivante, ce fut au tour de Vintimille, archevêque de Paris, d'anathématiser « le libelle infâme », lui attirant ainsi un surcroît de publicité.

En octobre 1730, une nouvelle consultation de quarante avocats ⁽²²⁾ parut pour défendre trois curés d'Orléans persécutés par leur évêque, constitutionnaire trop zélé. Fleury avait essayé d'arrêter sa rédaction et avait convoqué, en mai 1729, le président Portail avec les Gens du Roi, afin d'envisager une mesure de conciliation ; cette tentative échoua.

Ces consultations juridiques contribuaient à gagner de nombreux partisans à la cause anticonstitutionnaire qui groupait les mécontents en un parti politique, dépourvu de l'ancienne réserve religieuse et qui devenait menaçant. On n'entendait rien aux questions de doctrine ou de théologie, mais le second ordre du clergé, la plus grande partie des bourgeois de Paris et des parlementaires, tout le peuple se ralliaient aux jansénistes, adversaires des jésuites et des ultramontains. La mort du cardinal de Noailles, dont l'esprit affaibli l'avait fait souscrire à certaines capitulations qu'il rétracta

⁽²⁰⁾ *Id.* 231.

⁽²¹⁾ *Correspondance*, t. IV des *Mémoires*, lettre XXI, p. 123.

⁽²²⁾ B. N. *Nouv. acquis.*, ms n° 3334 : *Mémoires pour les sieurs Samson, curé d'Ollivay, Couët, curé de Darvoy, Gaucher, chanoine de Jargeau* ;

à la fin de sa vie, survenant deux années après la condamnation de l'évêque de Senes par le concile d'Embrun, termina la résistance épiscopale ⁽²³⁾. Marais ⁽²⁴⁾ pouvait répéter à plus juste raison ce qu'il disait lors de la mort de l'évêque de Mirepoix, le 20 septembre 1720 : « le chapelet des appelants se défile ». Désormais les évêques seront choisis parmi ceux qui auront donné des preuves solides de leur zèle ultramontain. Les opposants, véritables héritiers de l'esprit qui animait les Arnauld, abandonnent tout à fait le terrain théologique pour se placer sur le terrain juridique.

Un nouveau conflit entre le roi et le Parlement ne tarda pas à éclater : Vintimille, le successeur du cardinal de Noailles, était un sexagénaire à l'humeur belliqueuse qui brigua le chapeau de cardinal et se faisait fort de mettre à la raison tous les jansénistes de son diocèse. Il s'entendit avec le cardinal Fleury qui cherchait une occasion de plaire à la Cour de Rome et avait imaginé de publier une nouvelle loi plus rigoureuse et plus précise que les précédentes ; elle devait imposer à tous, ecclésiastiques et fidèles, l'obligation de signer le *Formulaire* d'Alexandre VII et de reconnaître la *bulle Unigenitus* comme une loi de l'Eglise et de l'Etat. Le 24 mars 1730, le roi signa une déclaration sur l'exécution des lettres patentes de 1714 et de la déclaration du 4 août 1720 concernant la *bulle Unigenitus* :

« Il y a pour le coup grand fracas des Parisiens pour le fait de « la *Constitution Unigenitus*, s'écrit Barbier réellement alarmé. Le « Roi a envoyé dans la dernière semaine de mars une déclaration au « Parlement qui est foudroyante. On n'en sait pas bien le contenu « mais dans le préambule, la *Constitution* est appelée un jugement « dogmatique de l'Eglise. On ordonne que tous les ecclésiastiques, « curés, bénéficiaires et autres, la recevront purement, simplement, « et sans aucune modification, et faute par eux de le faire, que les « bénéfices sont déclarés vacants et impétables. Cela va faire un « renversement bien grand dans Paris ⁽²⁵⁾. »

Il fallut nommer des commissaires pour examiner cette déclaration et le premier président, Antoine Portail, entièrement dévoué aux ordres de la cour, commit des irrégularités « afin de nommer « des gens sur qui il put compter, parce que le Parlement, en général, est janséniste et opposé à tout ce qui se fait ⁽²⁶⁾. » Le chancelier Daguesseau, comme chef de la justice, voulut également s'en

⁽²³⁾ Il mourut exactement le 4 mai 1729 après avoir occupé 34 ans le siège archiepiscopal de Paris.

⁽²⁴⁾ *Journal*, I, 466.

⁽²⁵⁾ II, 102.

⁽²⁶⁾ *Idem*.

mêler et nommer quelques-unes de ses créatures, mais le Parlement protesta arguant qu'il ne jouissait d'aucune inspection dans l'intérieur du Parlement; alors Daguesseau défendit au Parlement de s'assembler, persuadé que la déclaration serait refusée si les choses se passaient légalement.

Néanmoins, Barbier prévoyait une certaine soumission parlementaire avec le réveil du despotisme royal qui devait produire un si grand bouleversement à son avis ⁽²⁷⁾ : « On croit que lundi 3 avril, le Roi viendra tenir son *lit de justice* ⁽²⁸⁾. Quoique le Parlement soit en plus grand nombre, il n'est pas douteux que la Déclaration passera; mais le Parlement se sauvera toujours par là en quelque façon du reproche qu'on pourrait lui faire. » Et il ajoute: « Le corps des avocats est le plus entêté et le plus ferme sur cette matière du temps. »

Le premier lundi d'avril, qui était alors le lundi saint, le roi vint tenir son lit de justice. Les conseillers au Parlement ne reçurent la lettre de cachet qui les avertissait que le dimanche après-midi afin de couper à toute délibération dont la mesure royale pouvait être l'objet. Mais dès sept heures du matin, ils se trouvèrent au Palais pour conférer; malheureusement ils ne purent tenir une assemblée car le premier président demeura invisible jusqu'à l'arrivée du roi; celui-ci vint à dix heures, accompagné du chancelier Daguesseau, des princes du sang, de la majorité des ducs et pairs; à sa gauche se trouvait l'évêque de Laon ⁽²⁹⁾, La Fare, dont Barbier disait que « c'était l'enfant perdu du clergé » ⁽³⁰⁾.

La séance s'ouvrit et le chancelier prit la parole. Il prononça l'éloge de la *Constitution* à laquelle le roi, par sa démarche, donnait toute l'authenticité désirable et il termina en félicitant le souverain de sa soumission à l'Eglise. Ce fut ensuite le tour du premier président qui parla dans le même sens; puis, le greffier donna lecture de la déclaration et l'avocat général Gilbert des Voisins, après avoir également fait l'éloge du roi, conclut à l'enregistrement suivi de la mention « le roi séant en son lit de justice ». Comme il demandait ensuite aux princes de sang leur avis sur l'enregistrement, le président de Lesseville, dont les quatre-vingt-six ans ne tempéraient pas l'ardeur, voulut protester avec véhémence; mais le chancelier

⁽²⁷⁾ *Id.* 102, 103 et suiv.

⁽²⁸⁾ *Le lit de justice* était caractérisé par la présence dans un parlement du roi ou d'un haut commissaire investi de pleins pouvoirs. Les princes du sang et les pairs peuvent siéger. Le parlement n'est plus alors que l'ancienne *Cour du Roi* et le passage aux voix n'est plus qu'une formalité.

⁽²⁹⁾ L'évêché de Laon était duché-pairie.

⁽³⁰⁾ II, 188.

Daguesseau le réprimanda sévèrement. Les princes, ducs et pairs, naturellement, acquiescèrent unanimement à l'avis d'admettre la *Constitution*, mais les présidents à mortier, interrogés à leur tour, n'opinèrent pas tous en silence: le président Amelot objecta vivement que la déclaration ne pouvait être enregistrée parce qu'elle renversait les lois et usages de France et ruinait les libertés de l'Eglise Gallicane. Les observations devinrent encore plus violentes chez les conseillers clercs; le fougueux abbé Pucelle refusa nettement et montra tous les inconvénients qu'entraînait la déclaration; puis, prenant directement à partie le chancelier Daguesseau, il lui dit que ce qui l'étonnait davantage c'était qu'elle fut présentée par lui après ce qu'il lui avait entendu dire il y a quinze ans. Il termina son apostrophe par ces vers de Virgile: « *Quantum mutatus ab illo* » ⁽³¹⁾.

A ce sujet, il est intéressant de suivre Barbier dans la digression qu'il apporte lui-même à son récit. Daguesseau s'entendait souvent reprocher l'abandon des principes qu'il professait sous Louis XIV. Représentant par excellence du Gallicanisme dans lequel il voyait, avec le maintien de l'indépendance nationale, celui de l'antique discipline ecclésiastique qui gardait à l'église sa pureté primitive, il se montra si hostile à la *bulle Unigenitus* qu'il fut menacé par Louis XIV d'être envoyé à la Bastille, et qu'il fut même question de supprimer sa charge de procureur général pour la donner au frère aîné du futur garde des sceaux, Louis Chauvelin, alors avocat général. En 1720, il capitula et fit enregistrer la *Constitution* avec une clause restrictive ⁽³²⁾ qui sauvait le Parlement dont le Régent, aidé par Dubois, complotait la perte. Depuis lors, la faiblesse qui sembla régler ses actes fut due à la clairvoyance d'un esprit libéral qui redoutait un schisme et craignait de voir tomber la vieille institution parlementaire victime de l'indépendance qui l'animait.

Le chancelier, voyant la tournure de la séance, rappela aux conseillers qui n'avaient pas encore été interrogés qu'ils devaient opiner en silence. Malgré cet avis l'abbé Guillebert, conseiller à la troisième chambre des Enquêtes, déclara à haute voix que la quatre-vingt-onzième proposition de la *Constitution* tendait à arracher le sceptre des mains du roi. Un autre conseiller, Monsieur de Godeheu, affirma qu'accepter la *Constitution* serait trahir le roi. En définitive, les parlementaires furent partagés en deux opinions: supplier le roi ou de retirer sa déclaration ou de permettre de lui faire des remontrances. Bien qu'il n'eut échappé à personne que plus des deux

⁽³¹⁾ *Æneide*, II, 274.

⁽³²⁾ Cf. *supra*, p. 49.

tiers de l'assemblée fussent d'avis contraire à la Déclaration, le chancelier se tourna vers le roi et, après avoir fait semblant de lui parler, il prononça les paroles accoutumées : « Le Roi ordonne que la déclaration sera enregistrée » ⁽³³⁾.

Barbier prend le soin d'ajouter : « Or, l'on dit, que quoique la « plus grande partie des voix ait été contre, l'enregistrement est « toujours valable, parce que le Parlement dans un lit de justice « n'a que la voix consultative et non délibérative ⁽³⁴⁾. »

Il constate aussi qu'au sortir du roi dans la cour du Palais, le peuple n'a point crié *Vive le Roi!* comme à son ordinaire, ce qui prouve à quel point la bourgeoisie et le peuple étaient d'accord avec le Parlement dans sa lutte contre l'abus de l'autorité. « Ce qui est « certain, conclut notre journaliste, c'est qu'on a fait faire une vi- « laine équipée au Roi, qui de ses propres yeux a vu la rumeur et « le refus général du Parlement. »

Le lendemain, plus de cent trente conseillers s'assemblèrent, après avoir requis par trois fois la présence du premier président; celui-ci ne parut que pour donner lecture d'une lettre du chancelier qui défendait au Parlement de s'assembler au nom du roi. La compagnie blâma fort le président Portail de s'être mis du côté du roi dans cette affaire; à vrai dire, son poste était des plus embarrassants; il dépendait du roi ⁽³⁵⁾ duquel il tenait sa charge et il représentait les intérêts de la compagnie avec laquelle « il devait vivre ».

Les avocats, toujours aussi turbulents, fermèrent leurs cabinets les jours suivants et ne plaidèrent point. Ils se calmèrent assez vite, reconnaissant qu'ils n'avaient pas besoin de s'immiscer dans cette affaire et reparurent aux audiences.

Le mercredi 19 avril, le Parlement s'assembla dans la Grand' Chambre à l'occasion des mercuriales qui avaient été faites par l'un des Gens du Roi. Les discussions closes, l'un des conseillers prit la parole pour déclarer que le Parlement souhaitait délibérer sur ce qui s'était passé le 4 avril. Le premier président répondit que cela ne se pouvait pas, car, désormais, l'affaire étant finie et consommée, il n'y avait plus à y revenir; que, d'ailleurs, il possédait deux lettres que lui avaient écrites le chancelier et le roi pour lui défendre de laisser le Parlement s'assembler. Les conseillers répondirent tous qu'ils ne pouvaient reconnaître une lettre écrite, soit par le chancelier soit par le roi, au premier président et non au Parlement.

L'abbé Pucelle menait les débats et le président Portail fut très

⁽³³⁾ *Op. cit.*, II, 107.

⁽³⁴⁾ *Idem.*

⁽³⁵⁾ La charge de Premier Président était en commission et non en office.

malmené. Mais ce dernier ayant affirmé qu'il possédait, en outre, une lettre de cachet du roi défendant au Parlement de s'assembler, la discussion dégénéra en un beau tumulte. Le premier président ayant allégué qu'il avait voulu éviter l'exil au Parlement en cas d'insubordination, une véritable tempête éclata. Les conseillers arguèrent que la lettre de cachet aurait dû être adressée au parquet et non au premier président, et ils réclamèrent la présence des Gens du Roi; le président objecta en vain qu'il était parfaitement inutile de constituer une assemblée en forme, puisque toute réunion leur était interdite. Après avoir refusé de venir, l'avocat général Gilbert des Voisins se décida à paraître alors que les conseillers menaçaient de charger un des leurs des fonctions d'avocat général. On donna lecture de la lettre de cachet. L'abbé Pucelle reprocha âprement au premier président d'oublier le serment de fidélité qu'il avait prêté au roi: « Quand il y va de l'intérêt de l'Etat et du Roi, il faut montrer de la fermeté même contre le Roi ».

Le président Portail et les présidents à mortier s'étant retirés, les conseillers décidèrent de continuer à siéger dans la première chambre des Enquêtes.

Le public se demandait si la Cour sévirait contre la désobéissance du Parlement qui s'obstinait à s'assembler et à émettre une protestation en trois points. Le cardinal Fleury et Chauvelin, le Garde des Sceaux, selon Barbier ⁽³⁶⁾, étaient très embarrassés sur le parti qu'ils devaient prendre: « Il était difficile de laisser le Parlement « exécuter son dessein car alors l'autorité du Roi se trouvait entamée, la Déclaration, quoique soutenue par un lit de justice, devient « à rien et tout ce qui a été fait jusqu'ici pour le projet de la *Constitution* recule. Cela va soutenir et réveiller le courage de tous les « jansénistes dont Paris est plein. Cela est très embarrassant et en « même temps triste pour tout le monde car le Parlement n'est pas « aisé à réduire comme une troupe de petits prestolets; d'ailleurs « ils ne s'embarrassaient pas pour le fond de la *Constitution*, pour « savoir à quel carat doit être l'amour de Dieu, ni combien de sortes « de grâces Dieu a fait faire pour ceux qui habitent en ce bas monde. Cela ne les regarde pas, c'est de la théologie. »

La querelle janséniste proprement dite ou quesnelliste n'avait servi que de prétexte, de point de départ à une lutte contre la prétention ultramontaine soutenue par l'autorité royale; et la véritable cause de toute l'agitation suscitée par la *bulle Unigenitus* résidait dans la condamnation de la proposition du Père Quesnel énonçant que « la crainte d'une excommunication injuste ne doit jamais

(36) II, 115.

nous empêcher de faire notre devoir ». Les Gallicans, soumis à leur gouvernement propre, estimaient que la Cour de Rome s'attribuait une autorité supérieure qui lui permettait de dégager les sujets de leurs devoirs de fidélité envers leur prince.

Les membres du Parlement continuaient à s'assembler irrégulièrement, le premier président refusant d'enfreindre les ordres du roi, et ils réclamaient l'enregistrement de leurs protestations avec une véhémence obstinée. Enfin, le samedi 29 avril, on apporta une lettre de cachet au Parlement par laquelle le roi mandait à Fontainebleau pour lundi matin, premier mai, les présidents à mortier, quatre conseillers de la Grand'Chambre, le premier président de chaque chambre des Enquêtes et Requêtes ainsi que le doyen. Cette lettre suscita quelque rumeur mais l'accord se fit sur la nécessité d'envoyer la députation demandée à Fontainebleau. Le roi reçut les délégués du Parlement dans son cabinet; il était entouré du chancelier, du Garde des Sceaux, des secrétaires d'Etat et de ses grands officiers. Il déclara qu'il était très mécontent de leur conduite et que le chancelier allait leur faire connaître ses intentions. Le chancelier, après avoir insisté sur les sujets de mécontentements qu'ils avaient donné au roi par leur désobéissance à ses ordres, leur rappela la soumission que devait le Parlement envers toute lettre de cachet. Il termina en disant que pour cette fois le roi voulait bien oublier leur rébellion à condition qu'ils ne retombassent plus dans la même faute, mais que s'ils venaient à recommencer, alors il emploierait toute la sévérité que comportait son autorité royale; enfin qu'il leur permettait de s'assembler le mercredi suivant pour rendre compte de ses ordres à la compagnie.

Le premier président répondit que le Parlement s'était assemblé non par désobéissance mais par zèle pour les intérêts du roi, que dans toutes les occasions il donnerait à l'avenir les marques de son respect et de sa soumission.

Le mercredi 3 mai, le Parlement s'assembla dans la Grand'Chambre. Pour éviter toute discussion le premier président refusa la parole aux divers magistrats qui souhaitèrent la prendre. Le président de Lesseville, octogénaire, voulut commencer un long discours qui rappelait les fastes de Théodose le Grand à la tête de son armée; cette évocation lointaine effraya la patience de l'assemblée qui, ayant tout approuvé, se leva et partit sans même voir défiler l'armée de Théodose. Et Barbier conclut: « Ainsi finit l'histoire de la « Déclaration dont il ne sera plus apparemment parlé. Le Parlement dit là-dessus qu'il restera toujours par là des vestiges que « tous ont fait ce qu'ils ont dû et pu faire. » Il ajoute plaisamment:

« Et il restera aussi des vestiges qu'avec une lettre de cachet et « une bonne réprimande la Cour leur a imposé ce qu'elle veut ⁽³⁷⁾. »

Après que le Conseil d'Etat eut cassé l'arrêt du Parlement par lequel l'indomptable abbé Pucelle avait voulu protester contre le lit de justice et l'enregistrement forcé de la *bulle*, et que le roi eut réduit, semble-t-il, les parlementaires au silence, les vacances suspendirent les hostilités. Mais le débat, dont l'ingérence du public amplifiait la portée, n'était pas clos, et il ne tarda pas à renaître avec une force nouvelle; le Parlement ne sera jamais définitivement vaincu.

Les avocats continuèrent à s'agiter et, le 27 juillet 1730, dans une grande consultation qui comprenait quarante d'entre eux, ils rédigèrent un *Mémoire sur les effets des arrêts des Parlements en matière des Appels comme d'abus*, déclarant ouvertement la guerre non seulement à l'autorité ecclésiastique « qui reçoit de la puissance séculière toute la juridiction qu'elle exerce » mais encore au pouvoir royal « qui n'est pas supérieur à celui des Parlements » ⁽³⁸⁾.

Les avocats arguaient du droit qu'avait le Parlement de « donner des défenses aux simples ecclésiastiques opprimés par leurs supérieurs et que ces défenses suspendaient l'interdiction jusqu'à ce que le fond de l'affaire soit jugé » ⁽³⁹⁾. Le 7 septembre, ils signaient à nouveau ce mémoire, rédigé le 27 juillet, et le firent imprimer à trois mille exemplaires qui le répandirent de tous côtés.

De tous temps un appelant comme d'abus jouissait de cet arrêt de défense et pouvait continuer l'exercice de ses fonctions.

Le clergé s'indigna des principes qui se trouvaient énoncés sur le pouvoir spirituel, ligoté par le Parlement, et les évêques s'étant assemblés ils demandèrent justice au roi. De plus, le ministère, qui « en voulait aux avocats depuis la grande Consultation sur le Concile d'Embrun ⁽⁴⁰⁾ » et qui comptait justement réduire les ecclésiastiques récalcitrants au moyen de cette interdiction, fit ordonner aux avocats par le Conseil du Roi, dans un arrêt daté du 30 octobre 1730, de rétracter dans le mois leur Consultation sous peine de suspension. L'arrêt dénonçait les Consultations d'avocats comme étant faites dans un esprit qui avait pour but « d'attaquer les premiers principes du Gouvernement de la France et de diminuer le respect des « peuples pour cette autorité suprême qui, résidant toute entière « dans la seule personne du Souverain, forme le caractère essentiel « de la Monarchie et en maintient depuis tant de siècles la grandeur « et la félicité. »

⁽³⁷⁾ *Id.* 121.

⁽³⁸⁾ A. N. A. E. 1267, f. 149.

⁽³⁹⁾ Barbier, *op. cit.*, II, 130-131.

⁽⁴⁰⁾ *Idem.*

Il dénonçait les tendances républicaines décelées par l'esprit général des avocats qui, par une témérité inexcusable, affectent de ne donner au roi que la qualité de chef de la Nation, dont les parlements sont le Sénat. Que tout ce qui concerne l'administration de la Justice y est rapporté à la Nation, à ce qu'on appelle son *Tribunal souverain*; on y représente les magistrats des parlements et ceux qui ont droit d'y siéger comme étant *souverainement dépositaires des Lois de l'Etat*; ils proclament en outre que personne n'est *Juge au dessus de leurs Arrêts*, sans excepter Sa Majesté même. Outre ces expressions qui montrent le caractère séditieux de l'ouvrage, on remarque l'affectation à ne parler en général que de *Puissance publique, de Juridiction exercée souverainement par les Parlements sur tous les membres de l'Etat, comme ayant le caractère représentatif de l'autorité publique*. Le Conseil relève encore cette proposition d'une audace inouïe pour l'époque: *Les loix sont de véritables conventions entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés*, proposition qui, à son avis, « ne serait pas même approuvée dans les Républiques, et qui était donc intolérable en Monarchie, puis-
« qu'en dépouillant le souverain de sa plus auguste qualité, celle de
« Législateur, elle le réduit à ne pouvoir traiter que d'égal à égal
« par forme de contrat avec ses sujets et l'expose par conséquent à
« recevoir la Loy de ceux mêmes à qui il doit la donner. »

La teneur de cet arrêt était due à Daguesseau « dont on recon-
« naissait, a écrit Mathieu Marais au président Bouhier, la main
« souveraine, l'élévation des pensées et la dignité du style » (41). »

Les avocats s'aperçurent qu'ils étaient allés un peu loin dans l'énoncé de leurs théories et ils adressèrent à Louis XV une protestation d'attachement « à la personne Sacrée du Roi » dont ils reconnaissaient « l'autorité qui tient la place de Dieu » (42).

Ils alléguèrent qu'on avait présenté certaines expressions du Mémoire en les déformant, alors qu'ils reconnaissaient que le Parlement tient son autorité du roi: « Mais tous ces termes qui repré-
« sentent la puissance des Parlements ne sont placés dans le Mémoi-
« re que pour faire voir que le clergé ne peut secouer le joug d'une
« autorité qu'il doit respecter avec toute la Nation » (43).

Déjà, en 1363, le roi Jean déclarait que le Parlement est et doit être la source et le vrai miroir de toute la justice du royaume: « *Li-
cet curia nostra Parlementi, sit et esse debeat totius justitia regni*

(41) *Correspondance*, t. IV des *Mémoires*, Lettre XCVI, p. 176.

(42) *Protestation des Avocats après l'Arrêt du 30 octobre*, B. N. Nouv. Acquis ms n° 3334, fol. 108 à 110.

(43) *Id.*, fol. 103 verso.

nostri speculum vivissimum et erigo », et ils citent encore l'article quatre-vingt un des libertés de l'Eglise Gallicane qui énonce que « les appellations comme d'abus se jugent par la Grand'Chambre du Parlement qui est le lit de justice du Royaume ».

Le 15 novembre, quatre avocats, le bâtonnier Tartarin, avocat général de la reine, son gendre Julien de Prunay, Le Normand et Cochin présentèrent cette protestation au chancelier et au Garde des Sceaux qui avait été signée par plus de deux cents avocats. Après différents pourparlers, « plusieurs allées et venues tant à Versailles qu'à Paris » ⁽⁴⁴⁾ il fut décidé que la requête adressée au roi ne serait signée que par les quarantes signataires du Mémoire et ne dépasserait pas vingt-cinq lignes; elle ne devait contenir aucune justification des expressions condamnées, mais une reconnaissance de l'autorité royale.

Le Normand rédigea ces vingt-cinq lignes que signèrent les quarante, après quoi il porta cette réponse au chancelier qui la présenta au roi, à Marly. Et, le 25 novembre suivant, le Conseil d'Etat rendit un arrêt par lequel le roi se déclarait « satisfait de la déclaration des quarante avocats et du Bâtonnier au nom de l'Ordre ⁽⁴⁵⁾. »

Barbier souligne judicieusement cette capitulation du despotisme royal: « La conclusion de cette affaire n'a pas laissé que d'étonner bien du monde, car non seulement il n'y a point eu de rétraction, mais les avocats se justifient en disant qu'ils n'ont jamais entendu les expressions dont ils se sont servi dans le sens qu'on leur a donné, et que ces expressions sont usitées dans les ordonnances et les meilleurs auteurs; c'est bien dire en bon français « que le Conseil du Roi a eu tort » ⁽⁴⁶⁾.

Cette déclaration, acceptée par Louis XV, n'était guère propre à satisfaire la Cour de Rome; les avocats limitaient l'autorité ecclésiastique en des bornes étroites et la réduisaient sous la dépendance royale. « On y frondait de plus l'article quatre-vingt onze de la constitution *Unigenitus* par la façon dont on parle de l'excommunication, et le parti janséniste a acquis, à mon sens, de nouvelles faces, « ce qui paraît cependant opposé aux desseins de la Cour. » En même temps Barbier enregistre fièrement pour sa corporation l'honneur d'avoir traité directement avec le premier ministre et le chancelier, sans l'intermédiaire accoutumé du Parlement ou des avocats généraux.

Le samedi 16 décembre, une députation d'avocats s'en fut à Ver-

⁽⁴⁴⁾ Barbier, II, 133.

⁽⁴⁵⁾ *Id.* 135.

⁽⁴⁶⁾ *Id.* 137.

sailles remercier le cardinal Fleury qui la reçut parfaitement. En même temps, les évêques s'assemblaient chez le cardinal de Bissy pour répondre à la déclaration des avocats qui les touchait si fort, et déléguer quelques prélats qui représenteraient au roi leur droit et leur juridiction, lésés par la déclaration insérée dans l'arrêt. « Le public n'est pas fâché, écrit Marais ⁽⁴⁷⁾, de voir courir les évêques après qu'ils ont fait courir les avocats. » Mais le Gouvernement leur fit dire de se retirer chacun dans leur diocèse respectif « ce qui fit grand tort aux évêques dans l'esprit du public » ⁽⁴⁸⁾.

Ce même jour, le Parlement assemblé décida de faire des remontrances sur les nombreux arrêts d'évocation accordés journellement et sur la défense intimée au Parlement de délibérer sur le lit de justice du 3 avril 1730; le premier président prit part à la rédaction de ces remontrances avec le concours de plusieurs commissaires, parmi lesquels se trouvait inévitablement le fameux abbé Pucelle ⁽⁴⁹⁾; lues et approuvées le 8 janvier par la compagnie, elles furent présentées au roi le lendemain par le président Portail, ce qui fit dire à Barbier que « le Parlement n'entama pas bien cette année avec la Cour » ⁽⁵⁰⁾. Le 15 janvier 1731, le premier président reçut l'ordre de se rendre à Marly, accompagné de deux autres présidents pour entendre la réponse du roi par l'intermédiaire du chancelier. Elle était fort sèche et rappelait le Parlement à l'observance stricte des lois, exempte de toutes préventions qui intéressent l'ordre public. De plus, Sa Majesté défendait expressément à la compagnie non seulement toutes représentations, mais toutes nouvelles supplications et toute autre espèce de délibération sur des défenses faites à l'occasion d'une loi qui n'avait pour objet que d'affermir, par les voies les plus sages et les plus modérées, la tranquillité de l'Eglise et de l'Etat ⁽⁵¹⁾.

L'abbé Pucelle, jamais calmé, dans une belle harangue opina pour soutenir l'autorité de la compagnie par d'itératives remontrances, mais les conseillers se rallièrent au président Longueil qui préconisait la modération. Et Barbier constate que les avocats « faisaient mieux leurs affaires en Cour, car ils avaient obtenu satisfaction. » ⁽⁵²⁾.

Quant aux évêques « ils faisaient le diable à quatre pour avoir raison de la Consultation des quarante avocats » ⁽⁵³⁾ qui blessait

⁽⁴⁷⁾ *Mémoires*, t. IV, corresp., lettre L. p. 105.

⁽⁴⁸⁾ Barbier, II, 140.

⁽⁴⁹⁾ Flammermont, *op. cit.*, II, 232.

⁽⁵⁰⁾ Barbier, II, 143.

⁽⁵¹⁾ Flammermont, *op. cit.* I, 241, 242.

⁽⁵²⁾ Barbier, *op. cit.*, 144.

⁽⁵³⁾ *Idem.*

leurs pouvoir et juridiction. Assemblés à Paris, puis dispersés d'après l'ordre formel du roi, ils adoptèrent un autre moyen, celui des mandements; ils prièrent l'archevêque d'Embrun, qui était mal vu du cardinal Fleury, et en même temps le plus acharné à défendre le pouvoir spirituel, « d'attacher le grelot » ⁽⁵⁴⁾.

Déjà le 18 décembre, dans une protestation indignée adressée au roi, ce prélat avait flétri les avocats qui, en leur lettre, venaient « de consommer leur attentat contre la Religion ». Il rédigea un mandement terrible, dans lequel il traitait les avocats de schismatiques, d'hérétiques et qualifiait les parlements de « tribunaux chimériques de la nation » ⁽⁵⁵⁾. La publication en fut immédiatement arrêtée à la Chambre des libraires, après toutefois que cinq ou six exemplaires eussent été lâchés et en eussent répandu le texte un peu partout.

D'autres prélats, encouragés par la Cour de Rome, suivirent l'exemple de l'archevêque d'Embrun et la guerre s'ouvrit entre le Parlement et l'Episcopat. Le mois suivant, l'archevêque de Paris publia une ordonnance qui condamnait le Mémoire des avocats ; puis l'évêque de Laon, le turbulent La Fare, composa un mandement des plus violents. Les avocats s'assemblèrent et nommèrent trente-trois commissaires, choisis parmi les plus anciens et parmi les quarante signataire, pour déterminer le parti à prendre. Après un fort beau discours prononcé par Gilbert des Voisins, le procureur général interjeta *appel comme d'abus*, et, par arrêt du 20 février, il fut reçu comme appelant de l'ordonnance archiépiscopale.

Le roi mit fin aux disputes. En effet, cette consultation des quarante avocats ne demeura pas stérile; malgré le zèle outré de l'archevêque d'Embrun et de l'évêque de Laon, le roi fit écrire aux évêques de France, scandalisés de la modération royale, le 23 juillet 1731, une lettre qui calmait l'ardeur indiscreète des ecclésiastiques se livrant à une véritable inquisition auprès des fidèles et défendait aux évêques de faire une entreprise quelconque sans consulter le roi ou les prélats composant le Conseil ecclésiastique. ⁽⁵⁶⁾.

⁽⁵⁴⁾ *Idem.*

⁽⁵⁵⁾ *Id.* et 45.

⁽⁵⁶⁾ B. N. *Nouv. acq. franç.* n° 3334, fol. 236.

CHAPITRE III

LE CONFLIT ENTRE LES DEUX PUISSANCES LES REFUS DE SACREMENTS

La lutte, dirigée jusqu'alors par les chefs de l'Eglise de France, évolue définitivement; le second ordre entre en scène et va s'insurger contre l'autorité au nom des libertés gallicanes dont l'épiscopat a abandonné la défense.

Jusqu'à la mort du cardinal de Noailles les curés s'étaient rangés derrière leur supérieur hiérarchique, mais son successeur, Mgr de Vintimille du Luc, étant ami des jésuites, toute une partie de son clergé, dissidente, dut passer outre ses directives.

Nous avons vu que la consultation des quarante avocats de 1730 avait été suscitée à la requête de trois ecclésiastiques du diocèse d'Orléans, persécutés par leur évêque. Le Parlement avait rendu à ces prêtres le droit d'exercer leur ministère, qui leur avait été enlevé par l'évêque. A Paris, quelques curés avaient été révoqués ou interdits; mais si les curés de Saint-Etienne du Mont et de Saint-Médard, moines de l'abbaye de Sainte-Geneviève, étaient rentrés dans leur monastère, celui de Saint-Barthélémy, l'abbé Lair, en appela comme d'abus devant le Parlement, qui le rétablit dans ses fonctions; le Conseil du Roi s'empressa de casser l'arrêt du Parlement et, maintenant le curé dans son interdit, nomma un desservant à la cure de Saint-Barthélémy. Or l'abbé Lair était un vieillard vénéré pour sa vertu et la décision qui le frappait contribua encore à exciter l'état général des esprits.

Deux causes favorisèrent et accrurent cette agitation au cours des années suivantes: d'une part, les refus de sacrements formulés par le clergé constitutionnaire aux appelants et aux fidèles simplement ignorants de la *bulle*, soutenus par le Parlement; d'autre part, la manifestation de faits miraculeux au cimetière de Saint-Médard, sur la tombe du diacre Pâris.

Ce dernier, fils d'un riche conseiller au Parlement, était mort en 1727, à l'âge de trente-sept ans, après avoir mené une vie édifiante et manifesté une charité sans bornes. On raconte qu'étant élève du séminaire de Saint-Magloire, il avait obstinément refusé de signer

le *Formulaire*, acte qui lui ferma définitivement la carrière sacerdotale.

Déjà, lors de son enterrement, une femme qui avait touché la bière du saint personnage avait été guérie d'une ancienne paralysie au bras droit; trois ans plus tard, un nouveau fait miraculeux s'était produit; puis, à partir de Juin 1731, les miracles se multiplièrent. Vingt-quatre curés de Paris s'adressèrent à l'archevêque de Paris, Mgr de Vintimille, pour procéder à une enquête sur l'authenticité de ces faits mais il n'en fit rien et, le 24 Août, il publia un mandement qui défendait de rendre un culte au diacre Pâris dont il contestait les miracles. La réputation du défunt ne fit que s'accroître; la vie du saint diacre, une estampe reproduisant ses traits se propagèrent parmi les fidèles sans qu'on pût en arrêter la vente, tandis qu'une foule de plus en plus nombreuse s'assemblait autour de sa tombe. Le roi fit fermer le petit cimetière de Saint-Médard.

Un parlementaire, converti sur la tombe du diacre, Carré de Montgeron publia un important ouvrage intitulé « *La Vérité des Miracles* » dans lequel certains faits absolument inexplicables paraissent bien établis; malheureusement, le fanatisme des adeptes de la « Sainte Clique » (1) mêla à ces phénomènes des scènes regrettables ayant leur origine dans des mouvements convulsifs qui jettent le discrédit sur les faits typiques et font même douter de leur authenticité.

La persécution qui sévit autour du tombeau de Pâris et contre les curés jansénistes n'eut d'autre résultat que « d'attirer la haine de la plus grande partie de Paris contre les Jésuites ». (2).

L'archevêque de Paris, outré de l'inefficacité de ses commandements, présenta un mémoire au roi, qui se trouvait alors à Fontainebleau, et obtint un arrêt du Conseil qui rétablissait son mandement du mois de Janvier dernier, par lequel il déclarait hérétiques les quarante avocats. (3). Grande rumeur chez les avocats qui s'assemblèrent au Palais le jeudi 23 Août, dès six heures du matin; trois cents d'entre eux se rendirent chez le premier président pour lui demander la suppression du Mémoire de Vintimille qui n'avait pas encore paru, mais dont ils possédaient déjà quelques exemplaires imprimés. Le premier président répondit évasivement que, n'ayant pas encore vu ledit Mémoire, il lui fallait le temps de l'examiner. Les avocats revinrent au Parquet et présentè-

(1) Barbier, II, 528.

(2) *Id.*, 179.

(3) *Id.*, 183.

rent le fameux Mémoire au procureur général qui argua également de son ignorance à ce sujet. Mais l'avocat Prévost, homme brutal quoique doué de talent et d'une science profonde, s'emporta et somma le procureur de se mettre à leur tête pour réclamer la suppression d'un Mémoire blessant leur corporation. Les avocats refusèrent tous de plaider ce jour-là ainsi que les jours suivants.

Le fameux Mémoire parut le lendemain, accompagné de l'arrêt du Conseil daté du 30 Juillet précédent, mais Barbier ajoute que « probablement pour ne pas exciter le peuple, les colporteurs le vendirent sans le crier » (4).

Le roi, par cet arrêt du Conseil, évoquait à lui la connaissance de l'appel comme d'abus interjeté par son procureur général au parlement de Paris et levait les défenses portées par les arrêts de ce même Parlement; il permettait à l'auteur du mandement de le faire distribuer et déclarait que toute discussion à cet égard était interdite.

En ce même mois, le Conseil du Roi cassa un arrêt du Parlement qui avait pris la défense d'une femme en lutte contre son évêque. Il s'agissait à nouveau de l'évêque d'Orléans, Fleuriau d'Armenonville, réputé et haï dans sa ville épiscopale pour son intransigeance constitutionnaire. La femme Dupleix, dangereusement malade, s'était vue refuser les derniers sacrements parce qu'à l'interrogatoire du prêtre lui demandant au préalable si elle acceptait la *Constitution*, elle avait répondu qu'elle ignorait ce que c'était et qu'elle se contentait de suivre la religion de ses pères; la malade avant de mourir eut le temps de porter plainte du fait au lieutenant criminel d'Orléans et d'interjeter appel comme d'abus du refus de sacrements auprès du Parlement. La cause fut plaidée en la Grand'-Chambre, laquelle déclara qu'il y avait abus, car un prêtre ne devait poser aucune question ni interpellation au sujet de la *bulle Unigenitus*.

L'arrêt du Conseil du Roi « fit grand bruit à Paris » où tout le monde était persuadé que le haut clergé voulait s'arroger des droits et un pouvoir aux dépens de l'autorité royale. (5). La conduite de l'évêque d'Orléans, blâmée par le Parlement et par le public, mais sanctionnée par le roi, fut imitée par un grand nombre d'évêque, créant ainsi cette agitation fâcheuse, ces contraverses incessantes qui se renouvelèrent à chaque refus de sacrements.

La grève des avocats continuait; le 29 Août, Louis XV fit dé-

(4) Barbier, *Idem*.

(5) *Idem*, 184.

livrer dix lettres de cachet qui visaient les avocats les plus obstinés et leur ordonnaient de quitter Paris dans les vingt-quatre heures.

Le Parlement s'assembla le 2 Septembre; il s'agissait de délibérer sur la réaction de nouvelles remontrances, ainsi que sur l'affaire des avocats et sur un mandement de l'évêque de Laon, qui attaquait violemment l'avocat général Gilbert des Voisins et le Parlement. Au sujet de cette dernière affaire, le Parlement estima qu'étant donné la gravité de l'offense il y avait lieu d'attaquer personnellement l'évêque de Laon et décida d'inviter à la prochaine audience, fixée au mardi suivant, les ducs et pairs pour juger leur confrère. ⁽⁶⁾ Selon son habitude, La Fare était allé trop loin; la Cour s'en aperçut et, pour empêcher l'assemblée des ducs et pairs, le roi convoqua le Parlement ce même jour afin de rendre compte des remontrances; puis, le 2 Septembre, il rendit un arrêt en son Conseil, par lequel il supprimait le mandement de l'évêque de Laon comme contenant une déclaration contre l'avocat général et par là manquant au respect dû à la personne royale. De plus, il lui interdisait d'en publier d'autres sous peine de saisie de son temporel et il lui retirait le privilège, concédé en 1724, de faire imprimer tous mandements ou instructions à l'égard de son diocèse. « Le Parlement fut déçu de se voir lier les mains dans un différend qu'il « aurait voulu régler lui-même; quant à l'évêque, qui croyait n'avoir affaire qu'au Parlement alors que le roi se mettait de la « partie, il fut bien attrapé. » ⁽⁷⁾ Le corps des ducs et pairs, de son côté, se sentit atteint dans le jugement porté sur un des leurs par le Conseil des Dépêches qui l'avait soustrait à sa juridiction naturelle

Le 6 Septembre, les délégués du Parlement, c'est-à-dire le premier président Portail et deux autres présidents, allèrent chercher la réponse aux remontrances; déjà le 25 Juillet, Portail, selon les ordres de Sa Majesté, était allé seul présenter au roi des remontrances qu'il avait rédigées. Dans ce trop long mémoire, le Parlement se plaignait à nouveau de la « multitude des évocations et des « commissions extraordinaires qui tentent à intervertir l'ordre naturel des juridictions et de l'usage introduit depuis quelque temps « d'accorder, sur de simples exposés de requêtes non communiquées « aux parties intéressées, des arrêts qui donnent atteinte aux ju-

⁽⁶⁾ L'Evêque de Laon était l'un des six pairs ecclésiastiques du royaume. Au sacre du roi, il portait la Sainte Ampoule.

⁽⁷⁾ Barbier, II, 190.

« gements les plus solennels pour servir en même temps de pré-
« texte à des évocations sans nombre. » (8).

Le Parlement se justifiait, ensuite, du prétexte invoqué: son empiètement sur les matières spirituelles et de sacrements. Gémissant sur l'abus si manifeste de la *Constitution Unigenitus* par les évêques « qui séparent ou retranchent de la communion des fidèles
« les laïques qui par leur état n'ont point de qualités pour accep-
« ter la *Constitution* », les magistrats rappelaient toute l'affaire concernant la femme Dupleix et concluaient ainsi: « Votre Parle-
« ment se crut indispensablement obligé d'enjoindre à l'évêque de
« veiller à ce qu'il ne soit rien fait dans son diocèse dont la paix
« de l'Eglise et de l'Etat puisse être troublée et de tenir la main
« à ce que les prêtres de son diocèse ne puissent exiger lors de
« l'administration des sacrements aucune déclaration au sujet de
« la *constitution Unigenitus*. » (9).

Ils faisaient en outre remarquer que « s'il appartient aux évê-
« ques, comme juges de la doctrine, de décider si une proposition
« particulière et individuelle est hérétique ou si elle ne l'est pas, il
« ne leur appartient pas d'ériger arbitrairement en règle de foi ce
« que l'Eglise n'a jamais décidé être un dogme de foi... (10). L'Egli-
« se fait partie nécessairement du corps de l'Etat et toutes les nou-
« veautés dangereuses de la part des ecclésiastiques, toutes les en-
« treprises qui peuvent tendre à y porter le trouble ou à ébranler
« les fondements solides de la tranquillité publique, les lient et les
« engagent comme membres de l'Etat à votre Majesté... Contes-
« ter les droits du Souverain dans ces matières importantes sous
« prétexte qu'elles ont trait directement ou indirectement à la spi-
« ritualité ou à l'administration des sacrements, ce serait attaquer
« les maximes les plus constantes, ouvrir une voie sûre et facile
« pour élever la puissance ecclésiastique sur les ruines de l'auto-
« rité royale. » (11).

Le 20 Juillet, le président Portail avait donné lecture à la compagnie de cette lettre du roi qu'il avait reçue la veille: « Après avoir
« examiné en mon Conseil les remontrances de mon Parlement que
« vous m'avez présentées au sujet de l'arrêt de mon dit conseil du
« 6 de ce mois, je n'ai rien trouvé qui puisse m'engager à changer
« ce qui a été réglé par cet arrêt et je vous fais cette lettre pour en
« instruire votre Parlement. » (12).

(8) Flammermont, I, 244.

(9) Idem, 249.

(10) Idem, 246.

(11) Idem, 252, 253.

(12) Idem, 257.

Ce procédé inusité déplut profondément aux magistrats qui décidèrent de faire à ce sujet d'itératives remontrances; l'abbé Pucelle déclara tout net que le roi, mal conseillé par le cardinal, abusait manifestement de son autorité; les parlementaires osèrent dire au roi, dans les remontrances en date 17 Août, que détruire les arrêts du Parlement serait autoriser les ecclésiastiques à refuser les sacrements et ouvrir la voie à tous les excès qui conduisent au schisme. Le roi ne voulut pas accepter les remontrances autrement que par écrit, le 18 Août; puis il reçut le président Portail accompagné du président Longueuil, à l'issue de son conseil, auxquels il déclara sèchement: « Je suis encore plus mécontent des secondes
« remontrances que des premières, aussi bien que de la conduite
« de mon parlement; Je défends toute délibération à ce sujet et je
« veux être obéi. » (13).

Le Parlement, ainsi traité, ne serait pas sorti du mutisme où le plongeait sa stupéfaction douloureuse, si l'arrêt du Conseil du 30 Juillet, qui soutenait l'archevêque de Paris et l'exil des dix avocats, ne l'avait incité à présenter de nouvelles remontrances décidées en la séance du 2 Septembre; elles furent lues le lendemain à la compagnie qui les applaudit vigoureusement et, le 4 Septembre, le premier président, accompagné de deux anciens présidents, alla les porter au roi.

Le Parlement rappelait que la matière d'appel comme d'abus était incontestablement de sa compétence; que l'appel interjeté par le procureur général au sujet de l'ordonnance de l'archevêque de Paris était régulier et nécessaire pour prévenir les maux menaçant la conservation des droits du roi et la tranquillité de son peuple par la conduite d'un archevêque qui ne craignait point de ranimer les contestations entre l'Eglise et l'Etat sur les limites des deux puissances. Devant l'insistance parlementaire, le roi consentit à faire une réponse moins désobligeante, sans blâmer toutefois l'archevêque de Paris « qui s'était servi de la seule voie qui lui fut ouverte. » (14). Il disait en terminant « Les inquiétudes doivent donc
« cesser. Les lois du Royaume ont pourvu à tout et Sa Majesté est
« bien éloignée de vouloir empêcher son Parlement d'user de l'autorité qu'il lui confie pour faire observer les lois et assurer la
« tranquillité publique. » (15).

Lorsque, le 7 Septembre, le président Portail transmit la réponse de Louis XV à la compagnie, il la lut par deux fois afin d'en

(13) Flammermont, I, 265.

(14) *Idem*, 270-271.

(15) *Idem*, 275, 276.

saisir le sens ambigu. Les dernières phrases cependant ranimèrent le Parlement et lui donnèrent à supposer que le roi se reposait sur lui pour remettre en vigueur les lois du royaume. La majorité des membres fut d'avis d'insérer cette réponse dans les registres et d'y joindre un règlement sur les maximes incontestables de l'autorité royale.

Mais le gouvernement, informé des projets de l'assemblée, envoya l'ordre de lui remettre sur le champ la teneur de ces arrêtés dont quelques exemplaires manuscrits s'étaient déjà répandus dans Paris; naturellement, leur lecture indisposa la Cour, quoique, nous dit Barbier, le public les trouvât très bien « car le Parlement a ménagé et employé tous les termes nécessaires et il n'y a rien que de vrai dans les maximes de l'arrêt. » ⁽¹⁶⁾. Et le dimanche 9 Septembre, à huit heures du matin, le greffier du Parlement vit arriver le doyen des huissiers du Conseil, porteur d'un arrêt cassant et supprimant l'arrêt du parlement, dont la minute fut minutieusement biffée et rayée par l'huissier qui transcrivit ensuite l'arrêt du Conseil. ⁽¹⁷⁾.

Ce même jour, on distribua dans Paris un autre arrêt du Conseil, en date du 5 Septembre, par lequel le roi déclarait la *constitution Unigenitus* comme une affaire finie qui devait être exécutée dans tous les Etats et regardée comme un jugement de l'Eglise Universelle. D'où « une grande brouillerie avec le Parlement » s'ensuivit. ⁽¹⁸⁾. Les avocats continuèrent la grève. Chauvelin eut beau essayer une tentative de réconciliation, de part et d'autre on s'obstina. L'archevêque d'Embrun voulut imiter la violence de l'évêque de Laon par la publication d'un mandement contre le Parlement; il fut condamné par le Conseil d'Etat qui, par la même occasion, lui retira le privilège de faire imprimer dans son diocèse.

Les vacances parlementaires suspendirent les hostilités jusqu'en Novembre; le jour de la Messe de rentrée, dite Messe Rouge, les Gens du Roi déposèrent sur le bureau une lettre de cachet afin que le parlement put en prendre connaissance lors de sa prochaine assemblée; celle-ci fut réunie à quinzaine, « de sorte que, par ce « moyen les ordres du roi se trouvèrent en suspens et inconnus. » ⁽¹⁹⁾.

Les avocats se réunirent le 25 Septembre, convoqués par Le Normand qui avait pris l'initiative des démarches en vue d'une sou-

⁽¹⁶⁾ *Op. cit.*, II, 194.

⁽¹⁷⁾ Voir ces deux arrêts, *Appendice*, documents n° 3 et 4, pp. 210 et 211.

⁽¹⁸⁾ Barbier, II, 195.

⁽¹⁹⁾ *Idem*, 206.

mission; ils rédigèrent un court mémoire de quatre lignes contenant les griefs des avocats contre l'archevêque de Paris que les Gens du Roi s'empressèrent d'aller porter à Fleury. Le lendemain les avocats rentrèrent au Palais.

Le Parlement s'assembla enfin le 29 Novembre pour prendre connaissance de la lettre de cachet; il y en avait une seconde depuis la veille. La première lettre défendait de délibérer sur l'arrêté du 7 Septembre, rayé en vertu de l'arrêt du Conseil; la seconde réitérait la même défense et ordonnait au procureur général de dénoncer ceux des membres du Parlement qui iraient à l'encontre des ordres du roi. Le Parlement, indigné, décida d'aller en corps à Marly porter ses plaintes jusqu'au trône. Ce fut une folle équipée, car ils ne trouvèrent personne pour les introduire auprès de Louis XV, stupéfait et mécontent de cette démarche.

Le Parlement garda rancune aux avocats d'avoir fait leur soumission et d'être rentrés à la légère, sans s'être souciés de l'union qui devait exister entre eux. Le roi trouva le moyen de donner satisfaction aux avocats sans désapprouver l'archevêque de Paris, étant donné que ce dernier « ne censurait dans son mémoire que de « faux principes que les avocats n'ont point soutenus et qui sont « très éloignés de leurs sentiments, en sorte qu'implicitement le roi « les regarde comme orthodoxes; la question tombe en fait; les principes que l'archevêque a censurés sont faux et dignes de censure, *mais ce ne sont point les principes* avancés par les quarante « avocats ». ⁽²⁰⁾. Et nous voici ramenés à l'ancienne question de *droit* et de *fait* concernant les cinq propositions de Jansenius ⁽²¹⁾; C'est la même équivoque subtilement alléguée.

Les avocats rentrèrent au Parlement le 25 Novembre, et, dix jours après, le roi fit rappeler les dix avocats exilés. Le public n'approuva pas leur conduite qu'il tourna en dérision:

Pauvres avocats de Paris
Pourquoi changez-vous d'avis?
Croyez-vous que dans la gloire
Fleury vous rétablira?
L'on vous en ratisse, tisse, tisse,
L'on vous en ratissera! ⁽²²⁾.

Le Parlement supportait avec peine le système des lettres de cachet innové par la régence, et qui remplaçait les lettres patentes que les rois avaient coutume d'adresser à leurs parlements. Le pre-

⁽²⁰⁾ Barbier, II, 221.

⁽²¹⁾ V. *supra*, chapitre I, page 23.

⁽²²⁾ Barbier, II, 215.

mier président se rendit le 8 Décembre à Versailles, pour supplier le roi de permettre à ses magistrats de venir parler en corps et non par députation. Cette demande audacieuse fut accueillie avec mépris. Louis XV répéta qu'il était fort mécontent de la démarche du Parlement à Marly et qu'il voulait être obéi, puis il tourna le dos. Avec obstination la compagnie délégua Portail à nouveau pour dire à Sa Majesté que son Parlement demandait à lui parler, non dans l'intention de désobéir à ses ordres, mais au contraire pour remplir les devoirs de son état. Le roi interdit cette démarche, et le premier président n'osa insister davantage; il fut blâmé par la compagnie d'avoir manqué de fermeté alors qu'il avait derrière lui tout le public hostile à la cour incarnée par le cardinal Fleury.

L'année 1732, remarque Barbier ⁽²³⁾, commença par deux opérations qui semblaient narguer le gouvernement. *Les Nouvelles Ecclésiastiques* parurent avec une magnifique estampe qui représentait la manière dont la gazette partait des mains de l'auteur et, défiant la police, se répandait dans le public; d'autre part, le concours du peuple affluait autour du tombeau de Pâris, malgré le mauvais temps, stimulé par l'ardeur avec laquelle le saint personnage multipliait ses miracles: C'est à cette époque, le 29 Janvier, que Louis XV ordonne la fermeture du petit cimetière, provoquant un surcroît d'agitation car la foule, désormais, assiégea l'église.

Le Parlement s'assembla le 7 janvier et, malgré un timide avis du premier président, il décida de faire de nouvelles remontrances pour expliquer « ses devoirs concernant la défense des droits dudit « seigneur Roi dont le dépôt sacré lui est confié. » ⁽²⁴⁾.

Deux jours après, le Parlement fut avisé d'envoyer à Versailles, dans la matinée du lendemain, le premier président, ainsi que les présidents à mortier et le plus ancien de chaque chambre. Et, le vendredi 11, le Parlement réuni écouta le récit de la piteuse réception qui avait été faite à ses délégués. Maurepas les avait accueillis pour leur recommander de ne prononcer aucune parole à l'issue de la harangue royale. Ils furent introduits dans la chambre du roi où se trouvaient le duc d'Orléans, le chancelier, le Garde des Sceaux et le cardinal Fleury avec quelques seigneurs. Le roi se contenta de leur dire sèchement: « Voici la seconde fois que vous m'obligez à « vous faire venir pour vous marquer mon mécontentement de votre conduite: mon chancelier vous expliquera mes intentions. » ⁽²⁵⁾. Elles étaient nettes. Après avoir insisté à nouveau sur son

⁽²³⁾ Barbier, II, 231.

⁽²⁴⁾ *Idem*, 235.

⁽²⁵⁾ *Idem*, 237.

mécontentement, Sa Majesté ordonnait que tout ce qui s'était passé au Parlement depuis le 12 Novembre dernier soit et demeure supprimé comme étant nul et de nul effet, et défendait de faire aucune délibération ou assemblée. Le roi rappelait, en outre, au Parlement que le pouvoir de faire des lois lui était uniquement réservé, et que le Parlement n'était chargé que de veiller à leur exécution.

Daguesseau termina en appuyant sur l'obéissance qui est due à l'autorité royale et dont les magistrats doivent donner l'exemple aux sujets du roi. Il ordonnait au premier président de faire insérer exactement dans les registres du Parlement tout ce qui venait d'être dit. Le roi ajouta : « Voilà ma volonté : ne me forcez pas à vous faire sentir que je suis votre maître. » ⁽²⁶⁾.

L'abbé Pucelle pouvait dire avec juste raison que jamais le Parlement n'avait été si avili ni si maltraité ; et Barbier, de son côté, note avec amertume : « Voilà une vilaine réception de faire venir le Parlement et de lui faire défendre de parler ni de répondre. » ⁽²⁷⁾.

Dorénavant, Louis XV fit évoquer devant son Conseil les affaires relatives aux miracles du diacre Pâris. Le Parlement fut bien forcé de se tenir tranquille pendant quelques temps, mais il guettait l'occasion de ranimer la querelle. Celle-ci lui fut offerte par l'archevêque de Paris, son grand ennemi désormais : en Mai 1732, courroucé de la vogue croissante du diacre Pâris parmi les fidèles de son diocèse ainsi que de la propagation des *Nouvelles Ecclésiastiques*, il publia un nouveau mandement qui condamnait le culte impie et la lecture d'une gazette qui attaquait la *constitution Unigenitus*. Vingt et un curés de Paris protestèrent contre ce mandement, tandis qu'au sein du Parlement les Gens du Roi s'agitaient sous prétexte que l'archevêque s'était servi d'une formule offensante ; « Si mandons aux officiers de notre *Cour* d'Eglise... » Ils arguèrent que le terme de *Cour* n'appartenait qu'aux juges supérieurs, comme le Parlement, et ils constatèrent qu'il était temps de mettre un frein à l'empiètement du pouvoir spirituel. ⁽²⁸⁾.

A cet effet, ils fixèrent l'assemblée parlementaire au 9 Mai ; elle fut interdite par la Cour. Aussitôt, le procureur général et trois avocats généraux s'en furent protester à Compiègne où se trouvait le roi ; mais ce fut pour s'entendre signifier l'interdiction absolue au Parlement de s'assembler, de faire aucun arrêté, ni au-

⁽²⁶⁾ Barbier, II, 237, 238.

⁽²⁷⁾ Idem, 239.

⁽²⁸⁾ Idem, 252.

cune délibération touchant les affaires de l'Eglise; à l'avenir, le Parlement ne devait s'assembler que pour recevoir les ordres du roi et les exécuter. ⁽²⁹⁾.

Ce fut un beau tumulte lorsque, le lundi 12 Mai, le premier président fit part de la décision de Sa Majesté. L'abbé Pucelle prit la parole pour déclarer qu'il était odieux que le Parlement fut traité de la sorte; que c'était la suite ordinaire du gouvernement des cardinaux et qu'il ne fallait pas souffrir cela. D'autres discours aussi véhéments suivirent; Portail voulut dissoudre l'assemblée, on l'injuria; il insista pour faire registrer l'ordre du roi, le Parlement refusa, déclarant que si quelque greffier osait le faire on lui ferait vite son procès. L'exaltation devint telle que les magistrats se séparèrent sans avoir pris aucune décision.

La désobéissance aux ordres du roi était formelle. Le Parlement se solidarisa en cela avec les vingt-et-un curés de Paris qui, la veille, malgré les poursuites de l'archevêque, avaient refusé à nouveau de lire un mandement qui, sous prétexte de condamner une gazette présentait « la *Constitution* comme un décret apostolique reçu de toute l'Eglise », ⁽³⁰⁾. Les curés firent opposition à la sentence de l'Official et chargèrent l'avocat Aubry de plaider pour eux.

Le temps ne calmait pas l'agitation causée jadis par la *bulle*; au contraire, il fortifiait l'opposition dont le nombre des partisans croissait. L'année 1782 fut la plus mouvementée dans la querelle religieuse suscitée par le Quesnellisme.

Le roi, irrité de la résistance parlementaire, envoya le 13 Mai une lettre de cachet qui convoquait pour le lendemain le Parlement en corps à Compiègne, dans le seul but de signifier à tous les membres la réprobation qu'il avait exprimée auparavant au premier président et aux deux présidents qui l'accompagnaient.

La séance qui se tint à cette occasion fut encore plus orageuse que la précédente et « le président fut très maltraité de paroles » ⁽³¹⁾. Les choses allèrent si loin que la compagnie déclara unanimement qu'il était préférable d'abandonner les charges et de cesser toutes fonctions que de se laisser avilir; puis elle décida que « si le roi ne « permettait ni de parler ni de répliquer, le premier président aurait son discours tout écrit qu'il déposerait sur le bureau ou la table de la Chambre pour notifier la démission de toutes les charges ». ⁽³²⁾.

⁽²⁹⁾ Barbier, II, 267.

⁽³⁰⁾ *Idem*, 265.

⁽³¹⁾ *Idem*, 268.

⁽³²⁾ *Idem*, 269.

Cette audacieuse délibération fut immédiatement enregistrée puis, au lieu d'obtempérer aux ordres du roi en se rendant à Compiègne, les magistrats élirent une députation d'une vingtaine de membres qui comprenait le premier président et les présidents à mortier, douze conseillers de la Grand'Chambre parmi lesquels se trouvait le bouillant abbé Pucelle, le parquet des Gens du Roi, plus un ancien conseiller de chaque chambre des Enquêtes et Requêtes. Les audiences furent suspendues et les avocats cessèrent de plaider pour s'associer à la douleur publique suscitée par la démission du Parlement dont le bruit courait.

Le roi ménagea à la députation parlementaire une réception des plus glaciales : « Je vous fais savoir ma volonté et je veux qu'elle « soit pleinement exécutée; je ne veux ni remontrances ni réplique « en quelque forme et de quelque nature que ce soit. Vous n'avez « déjà que trop mérité mon indignation. Soyez plus soumis et re- « tournez à vos fonctions. » ⁽³³⁾.

Le président Portail, interloqué, essaya de protester; le roi l'interrompit brutalement : « Taisez-vous ! » L'abbé Pucelle s'avança pour présenter le discours écrit, mais le roi dit à Maurepas : « Déchirez ! ». Le secrétaire d'Etat obéit sur le champ. Les parlementaires durent se retirer en silence. Ils retournèrent à Paris, mais l'abbé Pucelle fut arrêté à Senlis et conduit à son abbaye de Corbigny ⁽³⁴⁾ en vertu d'une lettre de cachet; dans la nuit, on appréhenda également le conseiller Titon pour l'enfermer au château de Vincennes.

Le premier président fit le lendemain, comme il convenait, le récit de ce qui s'était passé, toutes chambres assemblées au complet; il annonça l'exil des deux conseillers et proposa, selon l'usage, d'adresser des remontrances au roi à cet égard. Or « il est arrivé « ce qu'on n'a jamais vu dans l'histoire » ⁽³⁵⁾ : à peine Portail eut-il fini son discours que tous les présidents et conseillers des cinq chambres des Enquêtes et Requêtes et plusieurs conseillers de la Grand'Chambre se levèrent et se retirèrent en silence, « semblables à une volée de pigeons qui partent d'un toit au premier coup de fusil » ⁽³⁶⁾.

Le premier président resta seul avec la Grand'Chambre

Il est évident que le parlement de Paris n'aurait jamais persisté dans cette attitude de téméraire obstination, s'il n'avait eu

⁽³³⁾ Barbier, II, 270.

⁽³⁴⁾ Nièvre, arrondissement de Clamecy.

⁽³⁵⁾ Barbier, II, 278.

⁽³⁶⁾ Idem, 278.

conscience de la solidarité des parlements de province qui faisaient taire toute rivalité dans cette lutte commune contre l'autorité absolue appuyée sur la Cour de Rome et les jésuites. Il savait encore qu'il était soutenu par le public qui menaçait, au cas où les vingt et un curés de Paris seraient suspendus, de désertier les églises paroissiales pour ne pas entendre la lecture du fameux mandement et de supprimer les aumônes aux pauvres des paroisses visées

Enfin la Grand'Chambre décida, le 18 Mai, qu'elle ne se séparerait pas des autres membres du Parlement et que, désormais, elle ne tiendrait plus d'audience. Le roi, avisé de cette ultime défection, rassembla un grand conseil à Compiègne et le bruit courut qu'il avait le dessein d'enlever au Parlement les appels comme d'abus pour les attribuer à une chambre ecclésiastique créée à cet effet et qui dégénérerait en inquisition. Le roi fit démentir ce bruit par Maurepas et fit essayer officieusement d'amorcer un accommodement. Néanmoins, le 20 Mai, il intima l'ordre de reprendre les fonctions par une lettre de cachet expédiée à chacun des rebelles. Il n'en fut rien. Le même ordre fut réitéré le 26 Mai par des lettres patentes adressées au procureur général; elles furent enregistrées avec l'arrêté suivant: « La Cour, en continuant ses fonctions ordinaires, « donnera en toutes occasions des marques du même zèle qu'elle a « toujours eu pour le service du Roi et du public, pour le maintien « des droits sacrés de la Couronne, pour prévenir et réprimer toutes « les entreprises capables d'exciter et d'entretenir le trouble dans « l'Eglise et dans l'Etat, et pour remplir toutes les obligations qui « lui sont imposées par les ordonnances du seigneur Roi et par celles des Rois ses prédécesseur. ».

« Et le mandement de Monsieur l'Archevêque a été dénoncé à « Monsieur le procureur général pour en interjeter appel comme « d'abus. » ⁽³⁷⁾.

Le procureur général, devant l'audace de l'arrêté, demanda quelques jours de réflexion et, le 28 Mai il obtint du Parlement qu'il reprît ses fonctions. Barbier rapporte que le président Portail et le procureur général recevaient la nuit des paquets de la cour et des instructions pour contenir le Parlement. Si le despotisme royal demeurait inexorable, il n'osait pas tenter un coup de force contre le Parlement soutenu par le public et dont la puissance croissante s'affirmait capable de tenir la sienne en échec. ⁽³⁸⁾.

Mais la délibération parlementaire du 28 Mai ne satisfit pas

⁽³⁷⁾ Barbier, II, 281.

⁽³⁸⁾ Idem, 282, 283.

l'opinion publique qui jugea que la Cour de Rome trouverait le moyen d'abattre son ennemi, le parlement de Paris.

Les Gens du Roi s'activèrent et se rendirent à Versailles où le chancelier était revenu exprès pour négocier le rappel des exilés. Ils furent très mal reçus et Daguesseau leur déclara que le roi était fort surpris de leur démarche alors qu'ils se trouvaient en contradiction formelle avec ses ordres. Le procureur général ayant paru étonné de ce reproche, le chancelier lui expliqua que la contravention aux ordres de Sa Majesté résidait dans le fait d'avoir délibéré sur le mandement de l'archevêque et de l'avoir dénoncé pour en interjeter appel comme d'abus, alors qu'il était défendu au Parlement de s'occuper de cette matière.

En même temps, on resserra le régime des deux conseillers en exil. L'excitation publique croissait et invitait le Parlement à la résistance. A cet effet chaque président ou conseiller reçut un mémoire relatant tous les faits et observant « qu'il était étonnant que le corps » le plus respectable de l'Europe n'ait pas même le crédit de pouvoir « parler à son roi. » ⁽³⁹⁾.

On afficha même à plusieurs portes du Palais cette inscription : « Palais à vendre; les fondements et le dedans sont bons, il n'y a que le Portail qui ne vaille rien, et le Parquet qui soit pourri » ⁽⁴⁰⁾.

Les Gens du Roi, après délibération du Parlement, firent une nouvelle tentative auprès de Louis XV à Compiègne; elle ne réussit pas mieux que la précédente. Le Parlement se réunit, le 13 Juin, en une séance importante pour renouveler auprès du procureur général la demande d'appel comme d'abus du parlement de Paris contre l'archevêque. Le procureur général essaya encore de temporiser mais, après une vive discussion la majorité des conseillers, entraînée par le jeune président Ogier, décida de faire interjeter l'appel comme d'abus avant que le Parlement se séparât. On fit quérir les Gens du Roi, mais l'avocat général Gilbert des Voisins demanda une demi heure pour délibérer au Parquet; et les Gens du Roi, d'accord avec Portail, prolongèrent leur délibération afin de lasser la patience du Parlement. Mais celui-ci tint bon et fit venir de la buvette du Palais quelque nourriture afin d'attendre l'heure de la séparation. Après une heure et demie d'attente le Parlement fit rappeler les Gens du Roi; l'avocat général dit alors que ce n'était point l'usage de rester en séance pour entendre un appel comme d'abus, qu'en outre la coutume exigeait qu'un appel soit dénoncé à la Grand'Chambre, seule juge en cette affaire. Ce détour, imaginé pour semer la division dans

⁽³⁹⁾ Barbier, II, 288.

⁽⁴⁰⁾ Idem, 289.

la Grand'Chambre, exaspéra les parlementaires qui réclamèrent unanimement et à grands cris l'appel comme d'abus, et disqualifia les Gens du Roi dans le public. Gilbert des Voisins allégua vainement qu'il n'avait pas eu le temps d'examiner le mandement contre lequel il n'avait encore relevé aucune cause d'appel comme d'abus. Le Parlement persista dans son appel et « d'une commune voix reçut le procureur général appelant, comme s'il y avait conclu, suspendant l'exécution du mandement. »

Pour éviter le retour des incidents du 7 Septembre, deux conseillers, commissaires députés, portèrent en hâte la minute de l'arrêt chez l'imprimeur; le président Ogier s'y rendit peu après et, avec un de ses collègues, enlevait chaque exemplaire à mesure qu'on l'imprimait, pour le distribuer. Le public eut vite connaissance de cet arrêt qu'il salua avec enthousiasme. L'éloignement de la cour à Compiègne favorisait la hardiesse du Parlement qui avait calculé que le Conseil du Roi n'aurait pas le temps d'arrêter la publicité de son entreprise. Sans permettre de crier l'arrêt dans les rues, le Parlement s'était arrangé de telle sorte que les colporteurs avaient distribué tous les exemplaires imprimés si bien que « tout Paris en était farci ». ⁽⁴¹⁾.

La cour répondit à cet acte d'autorité par quatre lettres de cachet qui exilaient les magistrats les plus agressifs: le président Ogier fut d'abord mené à Vincennes, puis aux îles Sainte-Marguerite; Robert, un vieillard, conseiller à la Grand'Chambre, fut interné à Belle-Ile; on conduisit son collègue, Monsieur de Vrévin, à Poitiers et Davy de la Fautrière, conseiller de la troisième des Enquêtes, à Salins. Les délibérations avaient été secrètes, mais des traitres avaient eu la lâcheté de révéler au roi le nom des parlementaires les plus hostiles à l'archevêque.

Une cinquième lettre de cachet convoquait le Parlement à Compiègne par députation. Le premier président et les présidents à mortier s'y rendirent pour écouter par Maurepas la lecture de l'arrêt du Conseil qui cassait celui du Parlement. Le roi daigna ajouter: « Je vous avais suffisamment fait connaître mon mécontentement au sujet de la conduite que vous avez tenue. Soyez plus circonspects et retournez aux fonctions ordinaires de vos charges. Je veux bien encore suspendre les effets de ma colère. » Le président Portail ayant voulu prononcer quelques mots, le roi lui signifia de se retirer.

Le vendredi matin, 20 Juin, le Parlement s'assembla pour connaître le résultat de l'entrevue de la veille; le greffier donna lecture de l'arrêt du Conseil et « aussitôt, dit Barbier, on joua la scène muet-

(41) Barbier, II, 292.

te », (⁴²) tous les membres des Enquêtes et des Requêtes se levèrent sans dire un mot pour délibérer dans leurs chambres. Le résultat fut le même dans chacune des sept chambres, à savoir la démission générale des charges sur papier marqué et signé de tous les présidents et conseillers, à l'exception de trois ou quatre : « Nous, soussignés, « supplions Sa Majesté de recevoir la démission des charges dont il « lui a plu de nous honorer ». Puis ils se rendirent deux à deux, les yeux baissés, au nombre de cent cinquante, chez le premier président, traversant les rangs pressés de la foule qui encombrait le Palais ; le public les salua en disant : « Voilà de vrais Romains. et les pères de la Patrie. » (⁴³). Portail ne voulant pas recevoir la démission des membres du Parlement, ceux-ci chargèrent le président de chaque chambre de faire parvenir les sept listes de démission au chancelier dans un paquet cacheté. Les avocats soutinrent le Parlement et cessèrent leur ministère. Le président Le Pelletier voulant ouvrir l'audience des référés à la Grand'Chambre avec dix conseillers, fut hué par la foule qui avait envahi la salle et le blâmait de s'être séparé de ses collègues ; accompagné du procureur général, il quitta subrepticement le Palais.

Le public accueillit avec enthousiasme la démission collective du Parlement. Il y avait peut être dans la compagnie une soixantaine de magistrats jansénistes, mais tout le reste était composé de gens modérés, indifférents aux questions religieuses ; ces derniers avaient pris le violent parti de démissionner devant l'attitude insultante du roi qui blessait leur honneur.

On attendait avec impatience l'attitude que la cour prendrait en cette occurrence ; le 21 Juin, le premier président, les présidents à mortier et les conseillers de Grand'Chambre reçurent une lettre de cachet qui les mandait d'urgence à Compiègne ; le roi leur ordonna de reprendre leurs charges, et comme Portail implorait la clémence royale pour ses confrères, Louis XV accorda quelques jours aux magistrats pour retirer leurs démissions.

Le président Portail eut un long entretien avec l'archevêque de Paris, puis avec les présidents des Enquêtes et des Requêtes, enfin avec les conseillers de chaque chambre pour se concerter en vue d'un accommodement ; c'était chose difficile, car chacun entendait rester sur ses positions : l'autorité du roi était compromise par son dernier arrêté, et celle de l'archevêque par son mandement ; quant au Parlement, son honneur était engagé par la démission des charges. (⁴⁴).

(⁴²) Barbier, II, 293.

(⁴³) *Idem*, 296.

(⁴⁴) *Idem*, 302.

Les négociations se poursuivaient officieusement, intriguant le public; la grève des audiences continuait et les épigrammes allaient bon train. La cour devait rentrer à Versailles le premier Juillet, ce qui allait faciliter les démarches. Mais la situation se compliquait car le chancelier avait fait savoir au premier président que le roi exigeait que le Parlement lui demandât pardon. Les conseillers rejetèrent unanimement cette condition trop humiliante pour le Parlement.

Le 2 Juillet, Portail s'en fut à Versailles pour dire que les magistrats ne pouvaient se soumettre à la condition exigée; les ministres résolurent d'intimider le Parlement et menacèrent de confisquer les charges des conseillers, de dégrader la noblesse et d'exiler les démissionnaires à trente lieues de la Cour. Les chambres se réunirent; trois d'entre elles opinèrent pour la soumission; trois autres se prononcèrent pour la résistance; quand à la septième, les avis furent partagés. Le roi accorda une nouvelle journée de délai, puis l'assemblée générale s'étant mise d'accord pour reprendre les fonctions à la condition d'obtenir le retour des exilés, le premier président partit le même jour pour Versailles afin de transmettre cette décision au roi. Il revint avec un ordre de Sa Majesté qui le convoquait pour le lendemain matin avec les présidents à mortier, six conseillers de la Grand' Chambre. Mais le premier président s'était bien gardé de raconter qu'il avait pris l'initiative de demander pardon au roi de la conduite du Parlement et d'implorer sa clémence.

Le Mardi suivant, à dix heures et demie, les délégués du Parlement furent introduits dans la chambre du roi qui leur dit : « Je veux bien vous remettre les démissions des charges de vos confrères pour qu'ils en fassent à l'avenir meilleur usage et qu'ils n'attirent plus mon indignation. J'aime mieux pardonner que punir. » Cette dernière phrase éveilla les susceptibilités des présidents de chambre et des conseillers. Le premier président dut expliquer que le roi étant fermement résolu à ne rendre les démissions que si les chambres demandaient leur pardon, il avait pris sur lui de satisfaire aux exigences royales et d'implorer la clémence du souverain. Les chambres se remirent à délibérer séparément sur la conduite à tenir en cette circonstance imprévue: reprendre les démissions ou s'obstiner à les refuser. Finalement, une faible majorité se prononça pour la soumission et l'on sauva l'honneur en adressant de nouvelles remontrances.

Mais le public ne se gêna pas pour reprocher au Parlement sa pusillanimité et la Grand' Chambre surtout se couvrit de honte pour

être rentrée alors que, sur les six exilés, trois lui appartenaient. *La Gazette de Hollande*, fort lue dans Paris, publia un article très humiliant sur la faiblesse parlementaire.

Les remontrances furent lues devant l'assemblée du 2 Août et les Gens du Roi les portèrent à Versailles le surlendemain : Sa Majesté leur dit avec hauteur qu'elle les ferait examiner par son Conseil.

Les nouvelles remontrances sur l'état du Parlement étaient assez violentes : après avoir rappelé l'humiliant arrêt du Conseil du 16 Juin, les magistrats déclaraient : « Notre obéissance pour Votre Ma-
« jesté va jusqu'à dévorer en secret une partie des dégoûts qu'Il
« lui a plu de nous donner dans cette triste conjecture » ⁽⁴⁵⁾. Puis ils se plaignaient à nouveau de l'empiètement du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel, et faisaient remarquer que dans un sage gouvernement le souverain fait les lois tandis que les magistrats les appliquent « avec toute l'autorité dont il les a rendus dépositaires à
« cet effet » ⁽⁴⁶⁾ ; d'où la nécessité de rendre au Parlement le libre usage du moyen des appels comme d'abus. Enfin ils demandaient le retour des exilés « qui ne paraissent avoir commis d'autre faute que
« celle d'avoir expliqué dans leur avis ces sentiments que leur hon-
« neur et leur conscience leur avaient inspirés, et qui fit craindre
« pour la liberté des suffrages » ⁽⁴⁷⁾.

En attendant la réponse du roi, le Parlement veilla activement à la défense de ses droits contestés par le pouvoir spirituel : le nouveau nonce du pape ayant donné l'autorisation, moyennant finances, de lire certains ouvrages condamnés par la Cour de Rome, le premier président et le procureur général s'empressèrent de dénoncer comme abus ces actes par lesquels le nonce s'arrogeait une juridiction en France ; à la suite d'une thèse qui exaltait la *constitution Unigenitus*, la Grand' Chambre ordonna la comparution du Syndic de la Sorbonne et lui enjoignit de se montrer plus circonspect à l'avenir.

Malgré d'incessantes démarches, la réponse du roi se fit attendre jusqu'au 19 Août. Sa Majesté intima au Parlement l'ordre de se rendre à Marly en tel nombre qu'il lui plairait de venir ; et le lendemain, le Parlement entendit la lecture de la déclaration royale.

L'article I rappelait l'observation de l'article IV de l'ordonnance de 1667 ; l'article II défendait de faire d'itératives remontrances lorsque le roi aura répondu aux premières ; les articles suivants déclaraient nuls les appels comme d'abus s'ils étaient provoqués sur une

⁽⁴⁵⁾ Flammermont, *op. cit.*, I, 278.

⁽⁴⁶⁾ Idem, 283.

⁽⁴⁷⁾ Idem, 285.

autre initiative que celle du premier président et des Gens du Roi; ces appels ne devaient être évoqués que devant la Grand'Chambre; les Enquêtes et Requêtes ne devaient délibérer sur aucune affaire publique ailleurs qu'à l'assemblée des chambres. Enfin, l'article VI défendait l'interruption du service sous quelque prétexte que ce soit. ⁽⁴⁸⁾.

L'affaire fit grand bruit dans Paris qui s'indigna devant une pareille pièce que l'on attribua communément à Chauvelin, tout dévoué aux ordres du cardinal Fleury. Les avocats, sur l'initiative de Duhamel, fervent janséniste, fermèrent leurs cabinets et le Parlement décida la rédaction de nouvelles remontrances pour obtenir le retrait de la déclaration et le retour des prisonniers, menaçant le roi de rester assemblés, suspendant ainsi les cours de la justice, jusqu'à la réception d'une réponse favorable. Louis XV fit savoir à son Parlement qu'il n'accorderait aucune audience « tant que celui-ci ne serait « pas rentré dans son devoir. » ⁽⁴⁹⁾.

Trois fois le Parlement délégua les Gens du Roi à Versailles pour obtenir une entrevue, trois fois il essuya une refus de la part du monarque aussi obstiné que ses magistrats.

Pour en finir, le roi décida de tenir un lit de justice. Le 2 Septembre, il convoqua son Parlement à se transporter le lendemain matin à Versailles. Devant une imposante assemblée, avec le cérémonial qu'on était accoutumé de suivre à Paris et auquel la cour s'était minutieusement conformée, le chancelier évoqua d'abord la désobéissance du Parlement aux ordres de Sa Majesté qui avait répondu par la clémence, puis il déclara que le roi, entendait faire enregistrer sa déclaration du 18 Août, afin « de faire respecter la majesté « royale par la publication de sa loi, et montrer qu'il possède la plénitude de la justice et qu'il est la source de toute autorité ». ⁽⁵⁰⁾.

Le président Le Pelletier, qui remplaçait le président Portail, malade depuis le 13 Août, essaya, dans un discours trop superficiel, de justifier les raisons qui avaient déterminé la compagnie à refuser l'enregistrement de la déclaration. Ensuite, ce fut le tour de l'avocat général Gilbert des Voisins, qui requit l'enregistrement afin de satisfaire aux ordres du roi, tout en faisant sentir dans un discours pathétique la douleur qu'il éprouvait à remplir son ministère : « En vain nous voudrions étouffer la douleur dont nous sommes pé- « nétrés, elle échapperait malgré nous... ». Il osa faire remarquer au roi que « jamais notre Parlement n'a mieux servi les rois que

⁽⁴⁸⁾ *Recueil des anciennes lois françaises*, tome XXI, p. 374.

⁽⁴⁹⁾ Barbier, II, 388.

⁽⁵⁰⁾ Flammermont, *op. cit.*, 290.

« lorsqu'il a été plus libre et qu'il s'est vu plus honoré de leur confiance et de leur bonté. » (51).

Cette éloquence demeura vaine; on accomplit les formalités pour l'enregistrement de l'édit et le roi avant de lever la séance prit la parole: « Je vous ordonne de ma propre bouche d'exécuter tout ce que vous avez entendu et principalement sur l'exercice de la justice. » (52).

L'assemblée se sépara et le soir même, à Paris, chez le président Le Pelletier, une assemblée de trente présidents ou conseillers se tint pour discuter sur la validité de ce lit de justice; le Parlement, puisqu'il était sédentaire à Paris, ne pouvait être convoqué à Versailles.

Le jeudi 14 Septembre, le Parlement s'assembla dans la Grand'-Chambre, et après avoir longuement délibéré, ses membres rédigèrent l'arrêté suivant: « La Cour, en délibérant sur ce qui s'est passé au lit de Justice tenu le jour d'hier à Versailles, a arrêté qu'il sera dressé procès-verbal de tout ce qui a été dit et fait au bas duquel il sera mis: qu'attendu le lieu où ledit lit de justice a été tenu et le défaut de communication d'aucune des matières qui doivent y être traitées, elle n'a pu, ni dû, ni entendu donner son avis. Et en conséquence, sur la déclaration de la prorogation des 4 sols pour livre et autres droits, (53) a arrêté que le roi sera de nouveau très humblement supplié de le faire remettre à la Compagnie pour y délibérer en la manière accoutumée; et, en ce qui concerne la déclaration du 18 Avril 1732, a arrêté que la Compagnie ne cessera de représenter au Roi l'impossibilité dans laquelle elle est d'exécuter ladite déclaration, et que, cependant, elle continuera toujours de se conformer aux anciens usages, maximes et disciplines qui lui sont propres et qu'elle a toujours observés depuis son institution, usages dont l'observation a été si utile pour le bien public et pour la conservation des droits du Roi dans les temps les plus difficiles.

« Et qu'au surplus, l'arrêté du 20 Avril 1732 sera exécuté en ce qui concerne les itératives remontrances sur le retour de ceux des Messieurs qui sont absents; les chambres demeurant jusqu'à ce qu'il ait plu au roi de donner réponse auxdites remontrances. » (54).

Par cette fin de l'arrêt, le Parlement entendait montrer au roi sa ferme volonté de ne pas céder. Le roi avait enjoint lui-même à son

(51) Barbier, II, 292, 293.

(52) Idem, 297.

(53) En même temps que l'enregistrement de la Déclaration, le roi avait ordonné l'enregistrement d'un édit portant la continuation de la levée des quatre sols sur les denrées et une petite diminution des droits des frais de justice.

(54) Flammermont, I, 298, et Barbier, II, 345, 346.

Parlement de reprendre ses fonctions et de rendre la justice; la désobéissance était donc formelle; de plus, la discussion sur la validité du lit de justice ne pouvait qu'exaspérer la cour, aussi d'Argenson demandait-il purement et simplement la suppression du Parlement.

La consternation fut grande dans Paris quand, le 7 Septembre, on apprit que les mousquetaires avaient été occupés à porter des lettres de cachet qui exilaient cent trente-neuf membres du Parlement, tous présidents et conseillers des Requêtes et Enquêtes. Mais aucun des conseillers de la Grand' Chambre n'était touché. Celle-ci se rendit au Palais le 9 afin d'enregistrer une commission qui la désignait pour remplir les fonctions de chambre de Vacation. Dans son zèle elle enregistra la déclaration du 18 Août, ce qui lui attira le mépris et les reproches du public.

Malgré l'exil des rebelles, le mois d'octobre ne se passa pas sans quelques troubles: l'archevêque d'Arles, Forbin-Janson, publia un mandement extravagant qui attaquait le roi, le cardinal Fleury et tous les ministres. Le parlement d'Aix condamna le mandement tandis qu'une lettre de cachet exilait l'auteur. Tencin, le fameux archevêque d'Embrun, se retira à Rome sans la permission du roi. De leur côté, les jansénistes s'agitaient plus que jamais. Les miracles et les convulsions s'accroissaient considérablement et gagnaient à leur cause des personnages de la cour.

Le roi, lassé de la lutte contre le Parlement et le public, dont l'hostilité grandissante l'inquiétait, ne demandait qu'à fléchir. Tous les exilés, qui en avaient fait la demande, avaient eu licence de séjourner dans leurs terres; enfin, le 11 Novembre, par lettre de cachet, il révoqua leur exil et tous se trouvèrent à Paris le premier Décembre pour assister à la Messe Rouge et faire la rentrée que la Grand'Chambre, consciente de son impopularité, n'osait faire seule.

Lorsque l'abbé Pucelle sortit de la Sainte Chapelle pour aller chez le premier président, ⁽⁵⁵⁾ la foule lui fit une telle ovation que par modestie il se voila la figure avec son mouchoir. Tout le Palais, tous les personnages de distinction lui rendirent visite, « en sorte » que cet homme était regardé comme un homme d'état. ⁽⁵⁶⁾ Il fit partie de la députation composée de quarante-six membres qui porta au roi les compliments du Parlement pour la mort du roi de Sardaigne.

Le premier président insista auprès du cardinal pour qu'il pré-

⁽⁵⁵⁾ C'était le président Portail. Sa santé s'étant améliorée, il était rentré à Paris depuis le mois de Septembre.

⁽⁵⁶⁾ Barbier, II, 366.

parât le roi à recevoir de nouvelles remontrances sur la déclaration du 18 Août. S'il était rentré en grâce le Parlement, néanmoins, entendait ne pas céder. Les députés durent séjourner à Versailles, le roi ayant arrêté une partie de chasse dans la forêt de Saint-Germain. Enfin, grâce au concours du cardinal, le roi, sitôt son retour, consentit à accorder une audience le soir même. Il fit en hâte assembler son Conseil, ce qui était de pure forme car tout était concerté entre le ministère et les présidents, et à sept heures du soir, le Jeudi 6 Décembre, le roi, par la bouche de son chancelier, fit savoir que, malgré son mécontentement, il se laissait toucher par l'assurance du respect et de la soumission de son Parlement, et qu'il voulait bien que la Déclaration demeurât en surséance.

Le premier président remercia le roi au nom de la compagnie, puis les délégués rentrèrent à Paris où toutes choses reprirent leur cours à la satisfaction générale.

C'était un triomphe pour le jansénisme ou plutôt pour les idées nouvelles que représentaient les jeunes conseillers « tout fiers d'avoir « forcé le ministère à plier » ⁽⁵⁷⁾. Mais ce n'était là « qu'un accomplissement modement plâtré car il restait toujours le fond de la querelle qui « est le jansénisme » ⁽⁵⁸⁾. Or, le mandement de l'archevêque de Paris, rétabli par un arrêt du Conseil, demeurait sans exécution de la part des vingt-et-un curés qui avaient refusé de le publier; les miracles du diacre Pâris continuaient et ses fidèles menaient grand tapage à ce sujet. Enfin le Parlement supprima plusieurs thèses soutenues en Sorbonne et donna son appui à une paroissienne de Saint-Médard à laquelle le curé avait refusé les sacrements, sous prétexte qu'elle disait ignorer la *Constitution*.

La guerre de la succession de Pologne occupa surtout les esprits pendant l'année 1734 et la paix intérieure ne fut guère troublée que par la querelle qui éclata entre Colbert, évêque de Montpellier, l'un des rares appelants, et le fameux archevêque d'Embrun au sujet de l'authenticité des miracles du diacre Pâris; les deux prélats se traitèrent réciproquement d'ignorants, d'impies et d'hérétiques. Cette dispute enflamma le zèle des opposants, si bien qu'en décembre, Barbier pouvait écrire dans son journal: « le Jansénisme fait, ma foi, « de beaux progrès », et, quelques lignes plus loi: « le Parlement est « janséniste au fond du cœur... et généralement le peuple de Paris. » ⁽⁵⁹⁾.

Au début de l'année suivante, le Parlement entra de nouveau en

⁽⁵⁷⁾ Barbier, II, 374.

⁽⁵⁸⁾ *Id.*, 372.

⁽⁵⁹⁾ *Id.*, 523, 526.

guerre au sujet du mandement de l'archevêque de Cambrai, M. de Saint-Albin, fils naturel du Régent, qui exaltait la puissance du pape contre les libertés de l'Eglise gallicane. Le Parlement s'empresse de supprimer le mandement ainsi qu'une thèse, soutenue en Sorbonne le 20 Octobre 1734, par un certain Claude Guillaume Vinot, de Rouen; le même arrêté ordonnait au Syndic de la Sorbonne de comparaître devant les chambres assemblées le 23 Février. La cour se hâta de rendre un arrêt qui évoquait devant le roi l'exécution de l'arrêt du Parlement, quelques jours avant la date fixée pour la comparution du Syndic; puis, le 2 Avril, un arrêt du Conseil cassait celui du Parlement contre le mandement de l'archevêque de Cambrai et la thèse du sieur Vinot. La Cour de Rome, le 18 Mai, paracheva l'œuvre en cassant à son tour l'arrêt du Parlement, qu'il défendit de lire sous peine d'excommunication.

L'arrêt du Conseil avait indigné la compagnie qui, le 20 Mai, toutes chambres assemblées, décida de nouvelles remontrances. Mais celles-ci se trouvèrent indéfiniment retardées par une succession de circonstances fâcheuses. Tout d'abord l'assemblée du Clergé, qui se tenait à Paris tous les cinq ans, s'ouvrit en Juin pour se clôturer en Septembre et fit ajourner le projet, car il sembla malséant de porter plainte contre certains ecclésiastiques tandis que le gouvernement discutait avec eux du don gratuit; ensuite, le président Portail prétendit, que l'importance de la matière nécessitait une soigneuse mise au point du travail que sa mort, le 3 Mai 1836, suspendit tout à fait. Le nouveau président, Louis Le Pelletier, voulut remanier le projet établi par son prédécesseur et la rédaction des remontrances ne fut achevée que le 29 Mars 1737. Au début de ses fonctions, Le Pelletier manifesta des tendances par trop soucieuses de ménager le gouvernement et de se concilier les bonnes grâces du roi; mais les magistrats ne l'entendirent pas ainsi et ils saisirent immédiatement l'occasion de lui témoigner leur mécontentement.

Il arriva qu'un chanoine janséniste, nommé Rivotte, du chapitre Saint-Aimé de Douai, ressortissant du parlement de Paris, vint à mourir sans que le doyen ait voulu le faire administrer; il refusa ensuite de le laisser inhumer en terre sainte; bien plus, le défunt ayant été enterré dans son jardin canonical, la tête tournée du côté de l'église et la face levée vers le ciel, les chanoines constitutionnaires le firent exhumer et enfouir dans le cimetière des enfants morts-nés, le visage contre terre.⁽⁶⁰⁾ La nièce du chanoine, indignée de ce traitement envers un homme vénérable, porta plainte au parlement de

(60) B. N. *Journal du Parlement de Paris*, ms fr. 10.908, fol. 167 et 168. Barbier, III, 58, 59; - Flammermont, I, 351 n. 2.

Paris et le mémoire tomba entre les mains de Titon, qui en rendit compte à la chambre et fit assembler le Parlement.

Le Pelletier convint de la gravité de l'affaire, mais déclara ne pas vouloir la poursuivre. La compagnie s'indigna; deux jours après, la cour envoya au Parlement un arrêt de l'affaire de Douai pour être rapportée au Conseil du Roi. Le premier président se contenta de dire qu'en l'occurrence il n'y avait vraisemblablement plus rien à faire. Quelques magistrats fougueux s'emportèrent, disant qu'il fallait faire de sérieuses remontrances: les débats continuèrent pendant plusieurs jours afin de savoir si le premier président avait le droit de permettre ou d'empêcher de délibérer et de convoquer l'Assemblée du Parlement comme il le prétendait. La querelle, cette fois, éclatait au sein même de la compagnie qui demeurait les bras croisés; on ne tenait plus audience au Palais. Finalement, le 7 mars, le Parlement s'assembla et l'affaire « se trouva accommodée à la honte du premier président » qui par sa prétention produisait une interruption du service public pendant trois semaines: « La Compagnie, délibérant sur ce qui s'est passé le 15 Février et jours suivants, a arrêté qu'elle continuera de se conformer aux usages, maximes et disciplines qui lui sont propres, et notamment en ce qui concerne le droit et la liberté de délibérer qu'elle a toujours eus. » ⁽⁶¹⁾.

Le public se montra satisfait de cette décision par laquelle le Parlement proclamait et montrait ses droits. La cour n'intervint aucunement dans cette affaire, désavouant ainsi la pusillanimité du premier président, qui pourtant s'était montré fort opposé à la Déclaration de 1732.

Les remontrances au sujet de l'arrêt du Conseil du 2 Avril 1735 furent enfin lues à l'assemblée du 6 Avril sous la forme définitive que leur avait donnée Le Pelletier, et elles furent présentées le lendemain au roi par leur auteur. Le Pelletier traita la question avec ampleur, et il donna à son Mémoire une longueur inusitée. Il commence par énoncer les causes successives qui retardèrent la rédaction de ces remontrances, puis il proteste de la droiture d'intention du Parlement qui ne prétend pas juger les questions théologiques mais se montre uniquement désireux de maintenir la paix entre l'Eglise et l'Etat; c'est pourquoi il a cherché sur quels fondements s'appuyait l'archevêque de Cambrai qui, dans son Instruction Pastorale, attaque et met au nombre des hérétiques ceux qui ne partagent pas exactement son opinion personnelle; or le Parlement a constaté avec surprise que le prélat se fondait principalement sur un décret de

(61) Barbier, III, 72, 76, 77.

l'Inquisition, dont jamais la France n'a reconnu l'autorité, et sur des bulles qui n'ont jamais acquis le caractère de loi publique du royaume par le concours de l'autorité royale. Pour la même raison il croit devoir dénoncer une thèse soutenue en Sorbonne dans laquelle se trouvaient presque les mêmes propositions contenues dans l'Instruction Pastorale. Ces principes combattent directement les maximes fondamentales de l'Etat sur la nécessité du concours du roi dans toutes les lois de l'Eglise qui obligent les sujets. Aussi Le Pelletier insiste-t-il sur l'étonnement du Parlement lorsqu'il vit paraître l'arrêt du Conseil du Roi qui tendait à soutenir l'Instruction Pastorale et la thèse incriminées, et ordonnait que les requêtes et mémoires qui avaient été présentés pour justifier ces ouvrages demeureraient annexés à la minute de ces arrêts ⁽⁶²⁾. Enfin, les remontrances faisaient allusion à l'affaire Rivotte, de Douai, et concluaient ainsi :

« Les partisans des maximes ultramontaines exigent des sujets
 « de Votre Majesté une obéissance sans bornes pour un décret qui
 « ne prononce rien de précis et pour parvenir à exécuter ce projet
 « injuste, ils ne mettent point de bornes à leurs persécutions et à
 « leurs excès... Sous prétexte d'exiger la soumission que l'autorité
 « spirituelle et temporelle demande pour un décret qu'aucune des
 « deux puissances n'a jamais regardé comme devant être règle de foi,
 « on traite comme hérétiques, on excommunie, on prive de la sépulture
 « ecclésiastique, on condamne aux peines les plus flétrissantes
 « ceux que l'on n'a convaincus d'aucune erreur; on n'attend pas que
 « l'Eglise instruisse et prononce nommément contre eux pour les dé-
 « clarer coupables. »

Ces remontrances déplurent fortement à la cour et surtout au cardinal Fleury, qui répondit par des arguties d'ordre théologique pour démontrer au Parlement son ignorance en la matière. Le roi ne fit connaître sa réponse que le 21 Août; elle était plus longue et plus dure qu'à l'ordinaire: « L'arrêt qui est l'objet des remontrances
 « ne tend qu'à affermir les maximes du Royaume sur la distinction
 « et les limites des deux puissances et il serait à désirer que cette
 « matière eût été traitée aussi exactement dans les remontrances.
 « On n'y aurait pas avancé que, dans les matières mêmes de doctrine,
 « les rois ont un droit d'examen et d'inspection sur les décisions de
 « l'Eglise avant que d'en permettre l'exécution dans leurs états pour
 « voir si elles n'ont rien qui déroge à la pureté des anciens canons,
 « termes qui semblent soumettre le fond de la doctrine à la puissance

(62) Flammermont, I, 327 à 354.

« ce temporelle dans le temps même que le Parlement reconnaît que l'Eglise seule peut en être juge » ⁽⁶³⁾.

Cette réponse exaspéra les parlementaires; ils ne voulurent pas en entendre la lecture une seconde fois lors de la délibération du 22 Août. L'abbé Pucelle ne manqua pas d'élever la voix pour attester l'inutilité de ces arrêts dont les registres étaient pleins et déplorer la stérilité des remontrances dont la modération empêchait l'efficacité. Il exposa les dangers du schisme dont on pouvait déjà constater les ravages à Douai depuis sept mois. Il s'emporta jusqu'à déclarer que « la Contitution était le fléau de l'Eglise et du Royaume ... tous « les ordres, tous les corps ne sont-ils pas bouleversés? Nos libertés « et les maximes fondamentales de l'Etat ne sont-elles pas ébranlées? « Le schisme, dont le nom seul fait horreur, est déjà public. Si l'on « n'éteint promptement le feu, il embrasera tous les diocèses; de « local qu'il est il deviendra bientôt général et croîtra par degrés « avec la bulle qui, du cri universel qu'elle excita d'abord contre elle, « s'est élevée par la protection qu'on lui a donnée à la qualité de « règle de foi ou de jugement dogmatique, ce qui est synonyme » ⁽⁶⁴⁾.

L'éloquence entraînant de l'abbé Pucelle fit adopter, par 90 voix contre 15, la résolution de faire d'itératives remontrances au roi pour lui représenter avec fermeté les conséquences extrêmes de son apparente protection envers les maximes contraires aux droits les plus inaliénables de la souveraineté. On décida, en outre, qu'on ne registrerait pas la réponse du roi, ce qui ne s'était encore jamais fait. ⁽⁶⁵⁾. Cette fois, Le Pelletier se mit à l'œuvre hâtivement et le 6 Septembre, au matin, il put donner lecture des itératives remontrances qu'il alla sitôt après présenter à Versailles. Louis XV se borna à répondre au premier président: « Je saurai bien maintenir tous « jours les maximes de mon Royaume et je compte aussi qu'on ne s'é- « cartera jamais du respect qui m'est dû. » Les magistrats, pressés d'aller en vacances, se contentèrent de cette réponse et déclarèrent après une courte délibération que le Parlement se conformerait à la volonté sous-entendue du roi dans ses paroles en continuant à maintenir les maximes du Royaume « notamment en ce qui concerne la nécessité du concours de l'autorité royale pour donner à une loi de « l'Eglise le caractère de loi de l'Etat. ».

Depuis plus de cinq ans, le diacre Pâris accroissait, par ses prétendus miracles, la vogue des jansénistes convulsionnaires et ne cessait d'alarmer tour à tour les jésuites, la cour et le Parlement. Il avait

⁽⁶³⁾ Flammermont, *op. cit.*, 355, 357.

⁽⁶⁴⁾ B. N. *Journal du Parlement*, ms f 10.908, fol. 168.

⁽⁶⁵⁾ Barbier, *op. cit.* III, 99.

eu, dans Carré de Montgeron, un biographe dont le zèle était secondé par une fortune importante. En Juillet 1737, il avait réussi à s'introduire auprès du roi pour lui présenter un luxueux exemplaire de son œuvre sur *La Vérité des Miracles de Monsieur Pâris*. A la suite de cette aventure, il fut arrêté par le guet et enfermé à la Bastille ; le Parlement eût beau protester contre l'illégalité de cette arrestation, le gouvernement ne relâcha pas le prisonnier dont il aggrava la peine en le transférant, le 10 Octobre, à Saint-André de Villeneuve lès Avignon, puis à Viviers, où il fut en butte aux persécutions de l'évêque et du clergé qui le refusèrent obstinément à la communion pascalle, « tout comme un vilain » ⁽⁶⁶⁾. Le pauvre homme référa de cette insulte à ses confrères qui, le 24 Avril 1738, dépêchèrent à Versailles les Gens du Roi, pour demander au monarque quel jour il daignerait entendre les très humbles remontrances de son Parlement au sujet du schisme qui s'élevait dans le royaume et de l'insulte reçue par un des membres de la compagnie.

Le 4 Juin suivant, Le Pelletier signa de pathétiques remontrances qui suppliaient le roi « d'ordonner la réparation d'un scandale public » en faisant rendre à ce magistrat la possession des biens dont aucunes lois de l'Eglise et de l'Etat ne l'ont privé et que l'on ne peut refuser qu'à ceux qui sont nommément excommuniés » ⁽⁶⁷⁾. Louis XV, absorbé par ses aventures avec la fille d'un boucher de Poissy, déclara net qu'il était excédé des remontrances du Parlement et que la démarche de M. de Montgeron était telle qu'il ne pouvait lui accorder sa grâce ; quant à ce qui regardait l'administration de son royaume, il savait y mettre ordre lui-même.

Les parlementaires, indignés de la désinvolture royale envers leur compagnie, feignirent de ne pas avoir entendu les paroles du roi pour ne pas avoir à les enregistrer et ils décidèrent qu'aux remontrances en cours à l'occasion d'un nouveau sujet de discorde, ils ajouteraient un article sur les faits concernant M. de Montgeron.

Le Parlement se querellait, en effet, avec le gouvernement depuis le début de l'année au sujet du bon Saint-Vincent de Paul dont il cassait la bulle de canonisation comme n'étant pas revêtue de lettres patentes ; le 22 Janvier suivant, le Conseil du Roi cassait à son tour l'arrêt du Parlement. L'abbé Pucelle s'empressa de rapporter le fait à la compagnie qui décida de faire des remontrances à ce sujet :

Un deuxième motif s'y joignit à la suite d'un nouvel arrêt du Conseil qui évoquait la procédure entreprise par la Grand' Chambre contre le curé de Chablis qui, lors de la Pentecôte, avait refusé les sacrements

⁽⁶⁶⁾ Barbier, *op. cit.* III, 129.

⁽⁶⁷⁾ Flammermont, *op. cit.* I, 365.

à un malade, sous prétexte qu'il n'admettait par la *bulle Unigenitus*; enfin la réponse du roi à la députation du 4 Juin motiva une nouvelle adjonction aux remontrances projetées. Le Pelletier se signala dans leurs rédaction car les membres de la compagnie, lors de la lecture, déclarèrent toute leur satisfaction. Le premier président les présenta au roi le 29 Juin. La réponse ne fut donnée que le 24 Août; elle était conforme à l'obstination royale dans sa règle de conduite envers tout ce qui osait contrecarrer son autorité: « J'ai prévenu ce qui faisait
« l'objet de vos remontrances et j'aurai toujours une égale attention
« à maintenir les lois de mon royaume, le repos, l'ordre et la tranquillité de mes états. » (68).

L'abbé Pucelle, assisté de plusieurs membres de la compagnie, détermina cette dernière à déclarer que les peines édictées par le roi contre les fauteurs du schisme étant en disproportion notoire avec l'importance du délit, le Parlement continuerait de réprimer à l'aide des plus sévères sanctions tout ce qui contribuerait à étendre le schisme.

Le mauvais accueil que ces dernières remontrances avaient rencontré auprès du roi, éteignit quelque peu l'ardeur du Parlement à prouver l'importance de ses fonctions pour le maintien de la paix dans le royaume. Il eut certaines velléités de se rebeller à l'aurore de 1739 sous prétexte qu'un bref du pape, accréditant l'archevêque de Paris comme réformateur de la congrégation des Bénédictines du Calvaire, n'était point revêtu de lettres patentes enregistrées par le Parlement. Ce bref avait été envoyé par lettre particulière du roi au prélat désigné. Ensuite, Louis XV retira à la compagnie la connaissance des affaires de l'Université de Paris au sujet de certaines contestations qui s'élevèrent lors de l'élection d'un recteur pour les attribuer au Grand Conseil. Ces deux objets firent la matière d'une séance importante au cours de laquelle on décida d'adresser au roi de très humbles remontrances, bien que l'assemblée soit persuadée de leur inutilité.

Louis XV recula la réception de ces remontrances jusqu'au 12 Avril; il n'y fit répondre que le 4 Juin, en sa présence, par Daguesseau. Celui-ci, dans un petit discours adressé au premier président, affirma que Sa Majesté n'avait aucunement l'intention de diminuer le pouvoir confié à son Parlement pour affermir le bon ordre dans l'Université de Paris, qu'il l'honorait toujours de la même confiance et qu'il lui serait agréable de voir tous les ordres de l'Etat concourir au maintien des maximes, plus précieuses encore à ses yeux qu'à aucun de ses sujets (69).

(68) Flammermont, I, 373.

(69) *Idem*, 379.

Le premier président fit part de cette réponse au Parlement qui l'enregistra avec satisfaction.

Tandis que le Parlement attendait le résultat de ses remontrances, l'Université, sous la pression gouvernementale, travaillait contre le Jansénisme. Le 11 Mai, la Faculté des Arts s'assembla et élit recteur l'abbé de Rohan-Ventadour, âgé de vingt-deux ans, qui préluda à ses fonctions en faisant l'apologie de la *Constitution*; il conclut par la proposition de révoquer l'appel de l'Université de Paris. Malgré la protestation de Gibert, le Syndic d'alors, de Coffin, ancien recteur ⁽⁷⁰⁾, et de l'historien Rollin, la motion passa à la pluralité des voix. Gibert, vieillard de quatre-vingt ans, reçut, sitôt après, une lettre de cachet qui l'exilait à Rennes. Quant à l'abbé de Rohan-Ventadour, il écrivit au pape les 30 Septembre et 18 Novembre pour lui déclarer la joie de la France entière et la consternation des jansénistes à l'occasion de l'acceptation de la *bulle Unigenitus*. Le pape s'empres-
sa de complimenter le nouveau recteur de la Faculté des Arts sur le succès de la *Constitution* dans l'Université de Paris, en attendant que le chapeau de cardinal vienne récompenser son zèle.

Dans sa joie Clément XII félicita également le cardinal de Rohan pour son influence dans cette même faculté en faveur de la *bulle Unigenitus* que son neveu avait fait triompher, ainsi que le cardinal Fleury pour son zèle et son amour envers la religion : « Sous des auspices si favorables, la Faculté des Arts rendue à elle-même, délivrée des violences et de l'oppression, a rendu à une *bulle*, qu'on peut appeler l'ouvrage des deux puissances, la soumission qui lui est due. Mais la sagesse du ministre ne s'en est pas tenue là; elle a voulu qu'on fermât à jamais la porte à l'Hérésie, dans cette Université célèbre et c'est l'avantage que produiront les derniers décrets qu'elle a déposés ». ⁽⁷¹⁾.

De son côté, Louis XV écrivit au pape, le 13 Décembre 1739, que « l'acceptation de la *bulle Unigenitus* par la Faculté des Arts de l'Université de la bonne ville de Paris, a produit tout ce qu'il désirait pour l'Eglise et pour la saine doctrine » ⁽⁷²⁾.

Barbier raconte que l'abbé de Ventadour occupait, rue des Maçons, l'ancienne maison de l'avocat Aubry; tout le projet qui fit accepter la *bulle Unigenitus* par l'Université comme un jugement dogmatique de l'Eglise Universelle, fut conçu et exécuté dans le même local où s'était élaborée la fameuse Consultation des Avocats ⁽⁷³⁾.

Les années suivantes furent relativement calmes. Le roi et le

⁽⁷⁰⁾ Voir infra, p. 121.

⁽⁷¹⁾ A. N. I. L. 392, fol. 508, 509, 510.

⁽⁷²⁾ *id.*

⁽⁷³⁾ Barbier, III, 75.

Parlement éprouvèrent la nécessité de vivre en paix en se faisant de mutuelles concessions; mais le feu couvait, entretenu par les incessantes vexations qu'on faisait subir aux jansénistes et qui n'avaient d'autre résultat que celui d'« accroître leur nombre à vue l'œil. »⁽⁷⁴⁾ Les débats entre le clergé et le Parlement devinrent de plus en plus fréquents à l'occasion des refus de sacrements qui se multipliaient. L'évêque de Laon, La Fare, « toujours occupé à renouveler les disputes de l'Eglise »⁽⁷⁵⁾ avait fait imprimer, en Septembre 1739, une Instruction Pastorale traitant de la conduite à tenir à l'égard de ceux qui étaient rebelles à la *Constitution*. Le Parlement fit remettre le mandement au procureur général; après l'examen des propositions, dont certaines furent reconnues dangereuses, un arrêté supprima l'Instruction et défendit de faire aucun acte ou écrit qui favorise le refus des sacrements et de la sépulture sur le fondement de l'appel de la *bulle Unigenitus*. Les évêques estimèrent que le Parlement empiétait sur leurs droits en se mêlant de l'administration des sacrements; il s'assemblèrent à Paris au début de Septembre 1740, et ils obtinrent un arrêt du Conseil qui cassait celui du Parlement et annulait ses défenses, sous prétexte que c'était à l'Eglise seule de décider des dispositions propres à recevoir les sacrements et à mériter la sépulture religieuse.

Cette proposition était logique, mais l'arrêt décidait par là que la simple opposition à la *bulle Unigenitus* était suffisante pour autoriser les ecclésiastiques à dispenser ou refuser les secours de la religion selon leur convenance personnelle. Les avocats de Paris publièrent une nouvelle consultation sur le pouvoir des juges séculiers au sujet des refus de sacrements. Le 25 Juillet 1740, cette consultation eut l'honneur de fournir la matière à un mandement de l'archevêque de Cambrai, Saint-Albin, qui traita les avocats d'insolents et d'ignorants.

Après quelques escarmouches sans importance qui s'échangèrent les années suivantes entre le Parlement et le clergé, les esprits s'excitèrent à nouveau après la mort du cardinal Fleury, en 1743. Un nouveau conflit éclata en 1747 à l'occasion du mandement de l'évêque d'Amiens, qui conseillait à ses curés de refuser les sacrements à tous les fidèles opposés à la *Constitution*; le 7 janvier, un arrêt du Parlement supprima ce mandement. Les jansénistes en profitèrent pour propager avec plus d'ardeur que jamais les *Nouvelles Ecclésiastiques* qui attaquaient avec violence et mépris la *bulle Unigenitus*. Le ministère public dénonça le fait au Parlement qui, d'après les conclusions

(74) D'Argenson, *Journal*, II, 107.

(75) Barbier, III, 214.

des Gens du Roi, dut condamner la gazette à être brûlée par la main du bourreau. Mais, dans son réquisitoire, l'avocat général d'Ormesson parla de la soumission qui était due à la *Bulle* comme à un jugement de l'Eglise Universelle en matière de doctrine; laquelle, affirmée par le concours des deux puissances, était devenue par là une loi de l'Eglise et de l'Etat.

Ce discours, suivant Barbier ⁽⁷⁶⁾, aurait été dicté par le chancelier Daguesseau, oncle de l'avocat général. Ce réquisitoire se trouvait inscrit in-extenso avec l'arrêt dans les registres du Parlement. Les conseillers de la Chambre des Enquêtes s'étonnèrent de ce que leurs confrères de la Grand' Chambre eussent admis dans leurs registres des qualifications sur la *Bulle* que le Parlement en corps ne lui avait jamais reconnues, étant donné qu'elle n'avait pas été reçue dans un concile oecuménique. Une assemblée générale se réunit le 17 Février pour discuter si le discours de l'avocat général serait rayé des registres parlementaires; après de longs débats, on s'accorda sur l'arrêté suivant dont les termes sont fort modérés:

« La Cour, pour prévenir l'abus que l'on pourrait faire de certaines expressions portées dans le réquisitoire des Gens du Roi
 « du 1^{er} Février, a arrêté qu'en se conformant aux intentions du
 « roi, données à entendre par sa lettre aux évêques du 22 Juillet
 « 1731, par sa réponse aux remontrances du 18 Mai 1733 et du 28
 « Juin 1738, elle continuera à l'avenir à veiller plus exactement que
 « jamais à empêcher tout ce qui pourrait occasionner un schisme,
 « et à ce qu'il ne soit pas donné à la *bulle Unigenitus* aucune qualifi-
 « cation qui puisse donner atteinte directement ni indirectement
 « aux modifications portées dans l'arrêt du 15 Février 1714, les-
 « quelles modifications ont été tant de fois solennellement et ma-
 « nifestement approuvées par ledit seigneur Roi, desquelles modifi-
 « cations sa fidélité inviolable ne lui permet pas de s'écarter et
 « qu'elle persiste dans les maximes portées dans les arrêts et arrê-
 « tés de la Cour. »

Il faut remarquer que si d'Ormesson dans son discours ne s'était pas conformé à la tendance janséniste du Parlement, à son esprit en général, il n'avait fait que suivre les intentions du roi et obéir aux propres termes de la déclaration du 24 Mars 1730, enregistrée purement et simplement dans un lit de justice: « Nous
 « ordonnons que la *constitution Unigenitus* soit inviolablement ob-
 « servée selon sa forme et teneur dans tout le royaume, et qu'étant

(76) Barbier, IV, 222.

« une loi de l'Eglise par l'acceptation qui en a été faite, elle soit
« aussi regardée comme une loi de notre royaume.... »

Le 21 du même mois de Février, le comte de Maurepas, secrétaire d'Etat, écrivit au président de Meaupou, qui avait succédé à Le Pelletier une lettre personnelle l'avisant d'assembler le Parlement par ordre du roi afin de lui faire savoir que Sa Majesté ordonnait au premier président de se rendre à Versailles le lendemain, accompagné de deux présidents à mortier et deux conseillers de Grand' Chambre, qui étaient désignés, ainsi que le plus ancien des chambres des Enquêtes et Requêtes. Et Barbier énumère les humiliations que Louis XV infligea à son Parlement, tout d'abord en le faisant assembler sur une simple lettre, au lieu d'une lettre de cachet, ensuite lors de leur réception qui se fit sans le protocole habituel. (77). Le roi leur signifia le mécontentement que le dernier arrêt lui avait causé, arrêt qu'il cassait par son Conseil. Le premier président exprima toute la douleur ressentie par les magistrats à la pensée d'avoir déplu à Sa Majesté et protesta sur la façon dont ils avaient été mandés et celle dont ils avaient été reçus, suppliant le roi de conserver à la compagnie tous ses anciens usages, l'assurant de leur zèle le plus vif et de leur obéissance la plus respectueuse. Ce à quoi le souverain répondit laconiquement: « Je jugerai de vos sentiments par vos actions. »

Le jeudi 23 Mars, les magistrats assemblés entendirent la lecture de l'arrêt du Conseil du Roi qui cassait celui du Parlement, déclaré nul et non avenu, et ordonnait que la déclaration du 24 Mars 1730, ainsi que tous les arrêts du Conseil rendus depuis au sujet de l'autorité de la *Bulle*, seraient exécutés; désormais la compagnie ne pouvait ni ne devait rendre aucun arrêté ou faire aucune délibération contraires à ces dispositions.

L'échec était complet, il humiliait le Parlement et décourageait les jansénistes.

(77) Barbier, IV, 228.

CHAPITRE IV.

LES BILLETS DE CONFESSION DEFAITES SUCCESSIVES ET TRIOMPHE DU PARLEMENT

La persécution contre le Jansénisme Quesnellien à partir de 1747 entra dans une nouvelle phase, peut-être la plus aiguë, mais certainement la plus honteuse de celles qui marquèrent la résistance à la *bulle Unigenitus* depuis sa promulgation.

L'année précédente avait vu mourir Mgr de Vintimille, puis Mgr Gigault de Bellefond qui remplacèrent successivement le cardinal de Noailles à l'archevêché de Paris. Christophe de Baumont, que son zèle pour la *Constitution* et son dévouement aux jésuites avaient imposé au choix de Boyer, l'ancien évêque de Mirepoix qui succéda au cardinal Fleury dans la gestion des affaires ecclésiastiques du royaume, fut nommé archevêque de Paris; sa vertu et sa charité étaient incontestables, mais il était doué d'une intelligence médiocre et d'une obstination excessive. Les chroniqueurs du temps prétendent qu'il mettait la *Constitution* au-dessus de l'Evangile. Aussi décida-t-il de mettre en vigueur à Paris le projet que les plus enragés constitutionnaires, après en avoir émis l'idée, avaient à peine osé exécuter dans leurs diocèses : le système du billet de confession, signé d'un prêtre approuvé, et sans lequel les fidèles ne seraient admis ni à la réception des derniers sacrements ni à la sépulture ecclésiastique.

Toutefois, on aurait tort d'attribuer aux seuls constitutionnaires l'origine des billets de confession : ils furent introduits au siècle précédent par l'archevêque de Paris pour empêcher la profanation des sacrements par les protestants. Cet usage se perdit insensiblement avec la diminution du nombre des protestants ; mais les Jansénistes persuadèrent au cardinal de Noailles de le remettre en vigueur à l'égard des Jésuites auxquels il avait enlevé le pouvoir de confesser. Le successeur du cardinal de Noailles réintégra les Jésuites dans leurs droits et les billets de confession tombèrent en désuétude jusqu'au jour où les prélats constitutionnaires, jésuites et molinistes les rétablirent à nouveau.

Les avocats protestèrent par une nouvelle consultation tandis que le Parlement ne cessait de s'élever contre cet abus de l'excommunication prononcée par l'archevêque de sa propre autorité.

Le curé de Saint-Etienne-du-Mont, le moine génovéfain Bouëttin, se fit particulièrement remarquer par son ardeur à obéir aux instructions de son archevêque : en Juin 1749, le principal du Collège de Beauvais, Charles Coffin, ancien recteur de l'Université de Paris, appelant et réappelant de la *Bulle*, mourrait sans sacrements parce qu'il n'avait pas de billet de confession et refusait de nommer son confesseur : Néanmoins, Bouëttin n'osa pas interdire les funérailles religieuses de son paroissien qui furent célébrées le soir à Saint Etienne du-Mont, puis le corps du défunt fut transféré à la chapelle de Saint Jean de Beauvais où il fut inhumé « en présence de plus de 4.000 personnes de toutes sortes d'état », docteurs de Sorbonne, gens de l'Université, et quantité de gens du Parlement et autres, qui avaient été élevés par lui ⁽¹⁾.

Dans les jours qui suivirent la mort de Coffin, quatre consultations signées de quarante et un avocats, sur la question du refus de sacrements, furent imprimées et distribuées dans tout Paris à l'instigation de son neveu, conseiller au Châtelet, et son légataire universel ⁽²⁾. Louis XV intima l'ordre au président de Meaupou et aux Gens du Roi de s'occuper de cette affaire, et fit condamner par arrêt du Conseil les consultations sous prétexte qu'elles contenaient des propositions dangereuses qui menaçaient de troubler la paix du royaume.

Dix-huit mois plus tard, le conseiller Coffin, quoiqu'agé de vingt-huit ans, tomba dangereusement malade à son tour sur la même paroisse de Saint-Etienne-du-Mont. Il demanda les derniers sacrements qui lui furent également refusés parce qu'il ne présentait pas de billet de confession. Heureusement, le conseiller Coffin, « eut la complaisance de ne pas mourir » ⁽³⁾ tout de suite et le Parlement eut le temps d'intervenir. Il fit comparaître le curé et le somma d'exercer son ministère : Bouëttin répondit avec une telle insolence que le procureur général décréta immédiatement le curé de prise de corps et les huissiers le conduisirent séance tenante à la Conciergerie ; il demeura pendant deux jours au secret et en sortit avec une amende de trois livres, applicable au pain des prisonniers de la Conciergerie du Palais ⁽⁴⁾. Le Parlement s'adressa directement à l'archevêque qui transigea et envoya au moribond le curé de Saint Paul,

(1) Barbier, III, 374.

(2) A. N. L. 20, n° 7 - Barbier, III, 379.

(3) Barbier, III, 506.

(4) A. N. X. 8.927, 8.928.

un ancien appelant. Celui-ci confessa le conseiller Coffin et lui délivra un billet de confession sur le vu duquel Bouëttin lui donna l'extrême-onction. Mais la mort du conseiller janséniste ne termina pas l'affaire. Le Parlement avait délégué, le 31 décembre 1750, les Gens du Roi à Versailles pour mettre Sa Majesté au courant du scandale causé par l'abus d'autorité de l'archevêque qui arguait d'un usage qui n'était reconnu ni autorisé par aucune loi. Louis XV, persuadé que le Parlement voulait supplanter son autorité, déclara aux membres du Parquet que, tout en approuvant les magistrats d'avoir voulu procurer les secours de la religion à leur confrère, il les blâmait d'avoir manqué de modération envers le curé de Saint Etienne-du-Mont et de l'avoir emprisonné; le roi n'oublia pas d'insister sur sa volonté de maintenir parmi ses sujets « le respect pour la religion et la subordination légitime qui est due aux ministres de l'Eglise ⁽⁵⁾. »

Ce blâme surprit et consterna le Parlement qui s'empressa de justifier sa conduite en adressant des remontrances au roi; achevées le 5 février 1751, elles ne furent présentées à Louis XV que le mois suivant. Le roi répondit qu'il les ferait examiner dans son Conseil, mais il ne leur donna jamais de réponse. D'ailleurs, ces remontrances fort longues n'avaient aucun but pratique immédiat: c'était un simple plaidoyer dans lequel le Parlement exposait les motifs qui avaient déterminé ses actes et les arguments qui les fondaient.

L'archevêque triomphait: son zèle constitutionnaire ne connut plus de bornes. Le 24 mars de la même année, Christophe de Beaumont avait obtenu du roi une déclaration concernant un nouveau règlement de l'administration de l'Hôpital Général dont il voulait se rendre maître ainsi que des hôpitaux qui en dépendaient. Deux ans auparavant il avait changé la supérieure, la sœur Saint Michel, suspecte de Jansénisme, et l'avait remplacée par une de ses créatures, la veuve Mizant, bien que la majorité des membres du conseil d'administration s'y fût opposé; ceux-ci, depuis lors, s'abstenaient d'assister aux séances du bureau. Après une longue enquête le Parlement délibéra d'apporter de nombreuses modifications à la déclaration et d'annuler la nomination de la veuve Moizant comme supérieure générale de l'Hôpital. Le Parlement s'était placé dans une mauvaise situation: tout d'abord, par complaisance envers l'archevêque de Paris, il avait permis le remplacement de l'ancienne supérieure générale bien que la majorité des suffrages l'eût maintenue dans ses fonctions; ensuite, par animosité contre le même archevêque dont

(5) Flammermont, *op. cit.* I, 417.

il voulait limiter l'autorité, il avait modifié une loi qui lui avait été envoyée uniquement pour être enregistrée et qu'il devait, en l'occurrence, accepter ou refuser simplement.

Un arrêt du Conseil du Roi cassa celui du Parlement et ordonna l'exécution de la Déclaration sans changements. L'archevêque put agir à sa guise. Le 31 juillet, il convoqua le conseil d'administration de l'Hôpital nommé par la Déclaration du roi et, malgré les protestations du président du Parlement, administrateur de l'Hôpital, il fit lire l'arrêt du Conseil; le 2 août, le Parlement annula les décisions prises au cours de cette séance. Le lendemain, le premier président et le procureur général reçurent l'ordre de se trouver le 4 août à Compiègne. Ils en revinrent humiliés, le roi leur ayant marqué sa volonté absolue: « Je vous ai mandés pour vous dire que je suis très
« mécontent des arrêts que mon Parlement a rendus à l'occasion du
« 24 mars dernier, et je veux que ma déclaration soit purement et
« simplement enregistrée. J'ordonne que l'Hôpital général soit régi
« et administré par les directeurs que j'ai nommés seulement, sans
« que, sous quelque prétexte que ce soit, aucuns autres des anciens
« directeurs puissent être admis à cette administration ⁽⁶⁾. »

Le Parlement fut outré de la sécheresse dédaigneuse de ce discours et arrêta, au cours de l'assemblée du 5 août, qu'il serait fait au roi une grande députation pour lui exprimer sa douleur en constatant le déplaisir causé par ses démarches, et exposer son droit d'apporter des modifications aux lois lors de leur enregistrement.

La délibération du Parlement fit grand bruit dans Paris, mais on doutait fort que le Parlement réussisse dans cette affaire, à cause de l'aversion qu'avait le roi contre tout ce qui était suspect de Jansénisme et de l'intérêt des ministres à abaisser le plus possible l'autorité parlementaire.

Louis XV reçut la députation de trente-six membres du Parlement, ayant à sa tête le premier président de Meaupou. Celui-ci commença dans son discours par rappeler que le Parlement, de par la constitution, était chargé du dépôt des lois et d'en maintenir l'exécution. Puis, il exposa qu'après enquête, le Parlement s'était aperçu qu'un désordre important ⁽⁷⁾ troublait la bonne administration de l'Hôpital Général par suite du nouveau règlement qui lui avait été donné; que malheureusement, aucune des dispositions prises ne pou-

⁽⁶⁾ Barbier, V, 72.

⁽⁷⁾ Le 1^{er} Juillet 1749, les administrateurs de l'Hôpital avaient laissé 650.000 livres en argent et en provisions tandis qu'au 1^{er} Mai 1751, la nouvelle administration n'avait que 300.000 livres en argent et à peine des provisions pour trois jours.

vait réparer le mal, certaines mêmes paraissaient être préjudiciables au bon fonctionnement de cette institution charitable; que le Parlement avait donc cru utile d'apporter à l'enregistrement de la déclaration les modifications jugées nécessaires.

Ce discours ennuya le roi, il réitéra dans sa réponse la volonté formelle d'être obéi par le Parlement, qui n'avait pas le pouvoir d'anéantir ou d'altérer un édit envoyé pour être enregistré.

Le Parlement se retira fort mécontent. Le lendemain, Louis XV lui envoya l'arrêt du Conseil qui cassait et annulait les fameuses modifications, avec des lettres patentes portant jussion de procéder à l'enregistrement pur et simple. L'effervescence régnait parmi les membres de la Compagnie; la vivacité des débats aboutit, le 20 août, à un refus formel d'enregistrer une déclaration « dont l'exécution » entraînerait la ruine d'un établissement aussi intéressant pour les « sujets du royaume et l'ordre public » ⁽⁸⁾. En même temps, le président se mit en devoir de rédiger des remontrances pathétiques qui furent présentées au roi, le 30 août, à Choisy. Le roi reçut assez gracieusement ces remontrances et promit de les faire examiner dans son Conseil.

Le 5 septembre, le roi donnait sa réponse. Il opposait à la résistance parlementaire la même opiniâtreté et confirmait l'ordre d'enregistrer purement et simplement la déclaration du 24 mars. Après de nouvelles délibérations, les magistrats s'accordèrent à remettre l'affaire jusqu'à leur retour de vacances, à la Saint Martin. Au mois de novembre, le roi se fit apporter par violence les derniers arrêts du Parlement relatifs à l'Hôpital Général. Le premier président se rendit à Versailles et eut beau protester contre cette mainmise sur des pièces qui devaient rester au greffe, le roi ne répondit même pas à cette observation et remit au président de Meaupou un écrit par lequel il défendait au Parlement de s'assembler, de délibérer et de faire aucunes remontrances au sujet de l'affaire de l'Hôpital Général ⁽⁹⁾.

Le premier président rendit compte de cette entrevue le 24 novembre, puis, ayant demandé l'avis du doyen des conseillers laïques, celui-ci répondit: « Monsieur, puisque le Roi nous défend de débiter et qu'il nous interdit par là nos fonctions, la Compagnie » vous déclare qu'elle ne peut ni n'entend continuer aucun service » ⁽¹⁰⁾.

⁽⁸⁾ Flammermont, I, 469.

⁽⁹⁾ Barbier, V, 86.

⁽¹⁰⁾ Barbier, V, 125.

Toute la compagnie approuva par gestes cet avis, sur quoi, chacun se leva et quitta le Palais, « en sorte qu'il n'y avait plus de Parlement à Paris » ⁽¹¹⁾. Les avocats, les procureurs cessèrent toutes leurs fonctions; plus de tribunaux dans la capitale, d'arrêts de défense, plus d'audience ni au Grand Conseil ni à la Cour des Aides. Le gouvernement se tira adroitement de ce mauvais pas et mit le peuple de son côté: le samedi 27, on cria dans les rues de Paris un arrêt du Conseil d'Etat en date du 21, par lequel le roi, pour soulager les habitants de sa bonne ville de Paris, ordonnait qu'à partir du premier décembre, il serait sursis à la levée des droits rétablis en 1743 et à celle des quatre sous par livres ordonnés en 1747 sur les denrées communes.

« Cet arrêt du Conseil, explique Barbier ⁽¹²⁾, survenu tout à coup, fait bien raisonner le public. L'on voit bien que l'objet est « d'apaiser et de tranquilliser le petit peuple qui pouvait être seul à « craindre, d'autant plus qu'il ignore le véritable sujet de la querelle « du Parlement et qu'il s' imagine qu'il n'est tourmenté par le minis- « tère que parce qu'il a voulu prendre et soutenir les intérêts du « peuple; tandis que, dans le vrai, ce n'est qu'une affaire purement « personnelle et une jalousie, esprit de faction de ce que l'archevê- « que a la nomination et destitution des prêtres, le tout à cause du « Jansénisme. »

Le 28 novembre, chacun des présidents et conseillers du Parlement reçut une lettre de cachet lui enjoignant de reprendre ses fonctions ordinaires le lendemain, sous peine de désobéissance. Les magistrats obéirent à l'ordre reçu, vinrent au Palais, mais s'abstinrent de siéger; ils n'ouvrirent aucune audience, pas même les greffes pour les expéditions. Le roi leur ayant défendu de s'assembler et de délibérer, ils ne voulaient pas reprendre les fonctions de la justice sans s'être assemblés auparavant. Le roi, par lettres patentes datées du 29 novembre, intima l'ordre aux parlementaires de reprendre leurs fonctions, procédé plus humiliant que les lettres de cachet individuelles, car il rendait publics le mécontentement et les ordres du roi. Dans ces lettres, il leur rappelait que les charges du Parlement « n'étaient à proprement parler que des commissions ». Le premier décembre, les Chambres députèrent des commissaires pour examiner ces lettres patentes puis elles s'assemblèrent, et, le 2 décembre, elles rendirent un arrêt qui prescrivait leur enregistrement tout en conservant le droit de délibérer lorsque le Parlement le ju-

⁽¹¹⁾ *id.*

⁽¹²⁾ *id.* 128.

gera à propos. Les affaires reprirent leur cours, et le Dimanche 12 décembre, le Parlement se rendit en grande pompe à Versailles. Le président de Meaupou fit un discours auquel le roi répondit sèchement : « Mon Parlement ne pouvait trop tôt reprendre ses fonctions, aucuns mo'ifs ne pouvaient l'autoriser à les interrompre. « Je connais l'importance de son dépôt, c'en est assez pour calmer « ses inquiétudes. Je compte que mon Parlement par sa conduite, « sa soumission et sa fidélité méritera ma bienveillance ⁽¹³⁾. » Il ne fut pas question de rendre les minutes du Parlement, ni de révoquer l'arrêt sur l'affaire de l'Hôpital Général. Le lundi suivant, le Parlement assemblé prit connaissance du résultat de la députation auquel il se soumit. A chacune de ces querelles, le Parlement perdait beaucoup de son crédit et de son lustre; il ne persistait jamais dans son attitude de résistance et finissait par se soumettre trop complaisamment, ce qui fait dire à Barbier que « le parti janséniste aura causé bien du tort à cette compagnie » ⁽¹⁴⁾.

L'échec du Parlement, la misère du peuple qui s'accroissait, tourna un moment l'opinion publique contre lui : l'archevêque en profita pour reprendre la lutte contre le Jansénisme avec plus d'ardeur qu'auparavant; heureusement, sa politique causa un revirement de l'opinion publique qui se rendit compte que le gouvernement de Louis XV ruinait la France; le Parlement résolut de faire acte d'énergie dans ses remontrances et dans sa conduite future.

Le Parlement eut bientôt l'occasion de faire preuve des dispositions belliqueuses que son abaissement avait suscitées.

L'abbé Bouëttin recommença ses incartades; il s'agissait cette fois d'un vieux prêtre, nommé Lemaire, qu'il privait des derniers sacrements sous prétexte qu'il n'avait pas de billet de confession, refusait de faire connaître son confesseur et ne reconnaissait pas la *bulle Unigenitus*. Le sieur Lemaire somma le curé de l'administrer; sur les refus formels et successifs de celui-ci, il se plaignit au Parlement. Celui-ci décréta le frère Bouëttin de prise de corps et manda également à l'archevêque d'assister, en sa qualité de duc et pair, à l'assemblée générale; l'archevêque répondit que ses occupations ne lui permettaient pas de se déranger, et que, d'ailleurs, le curé de Saint Etienne-du-Mont avait suivi ses instructions. L'affaire ne traîna pas; le curé ne fut pas conduit à la Conciergerie, mais le Parlement s'assembla le 23 mars 1752 et lui défendit de récidiver et de donner un pareil scandale à l'avenir, sous peine de

⁽¹³⁾ Barbier, V, 136, 137.

⁽¹⁴⁾ *id.* 135.

saisie de son temporel. Le même arrêt invita l'archevêque à se mettre en garde contre le renouvellement d'un pareil fait et à faire administrer les sacrements au mourant dans les vingt-quatre heures. Ces délibérations avaient prolongé la séance du Parlement jusqu'à plus de minuit, tant il craignait l'intervention du roi avant l'achèvement de la procédure.

Cette précipitation n'était pas inutile car, le dimanche 26 mars, le roi fit venir à Versailles le premier président, accompagné de deux autres présidents, et leur présenta un arrêt de son Conseil qui cassait l'arrêt du Parlement daté du 23 mars. Le président de Meaupou protesta respectueusement mais le roi le reçut très mal et répondit froidement : « Je suis fort mécontent de mon Parlement ; j'en excepte les gens sages. » Puis il tourna le dos aux présidents qui se retirèrent bouleversés. Le Parlement se reprit à délibérer et ordonna que les Gens du Roi se rendraient à nouveau auprès de Sa Majesté pour lui représenter l'état du malade et la nécessité de l'administrer. Louis XV les reçut gracieusement et promit de donner des ordres rapidement pour satisfaire aux besoins pressants du vieux prêtre. En effet, il délégua un capucin, célèbre orateur d'alors, le Père Clément, auprès du mourant pour le confesser et lui administrer les derniers sacrements ; quand il arriva, l'abbé Lemaire était mort depuis quelques heures. Le Parlement, ému et mécontent, décréta le frère Bouëttin de prise de corps ; mais celui-ci avait déjà pris la fuite.

Le roi manda encore le premier président avec deux autres présidents à Versailles, pour leur faire savoir qu'un arrêt du Conseil d'Etat venait de casser l'arrêt du 28 mars qui décrétait le curé de Saint Etienne-du-Mont de prise de corps. Le premier président exprima son indignation et son étonnement de constater le blâme que l'on infligeait au Parlement alors qu'il s'efforçait de combattre le schisme. Le lendemain le Parlement, assemblé pour entendre le récit de cette dernière entrevue, décida de faire au roi de nouvelles remontrances.

En même temps, un des membres de la compagnie la saisit d'un nouveau refus de sacrement particulièrement odieux : il s'agissait d'un vieux prêtre de quatre-vingts ans qui avait été curé de Mussy-l'Evêque, au diocèse de Langres, pendant quarante-cinq ans. Persécuté par l'évêque pour ses maximes gallicanes, il avait dû résigner sa cure et ne garder que son canonicat dans la collégiale de Mussy. Frappé de paralysie, il mourut sans avoir obtenu les derniers sacrements, bien qu'il se fût confessé à un prêtre approuvé, et ses confrères refusèrent à sa dépouille mortelle l'entrée de l'église. Le

peuple de la ville, qui vénérât son ancien pasteur, voulut forcer les portes de l'église, mais les magistrats calmèrent cette émotion et tous les habitants de Mussy conduisirent le corps du défunt hors de la ville jusqu'à l'endroit où les Feuillants de Châtillon, chez lesquels il avait demandé par testament à être inhumé, étaient venus à sa rencontre.

Le scandale avait été tel que les membres du Parlement, indignés à leur tour, fixèrent rapidement les cinq points des remontrances projetées auxquelles le premier président donna une énergie et une émotion inaccoutumées : « Jamais affaire si importante n'a conduit votre Parlement aux pieds de votre trône. La Religion, l'Etat, les droits de votre couronne sont également menacés ; un schisme fatal se déclare, moins redoutable encore par le feu de la division qu'il allume parmi vos sujets, par le coup qu'il porte aux lois fondamentales de la Monarchie, que par le tort qu'il fait à la Religion. »

Les remontrances dénonçaient comme source du mal la *bulle Unigenitus* dont « le Parlement avait fait connaître à Louis XIV tout le danger de la condamnation qui était prononcée contre la proposition qui regarde la matière de l'excommunication. » Enfin, elles protestaient contre le caractère de foi qu'on essayait de lui donner ⁽¹⁵⁾.

Ces remontrances furent présentées le 15 avril à Louis XV qui, dans sa réponse écrite, donna certaines satisfactions à la compagnie et promit de mettre fin à des faits aussi déplorables : il déclara ouvrir une enquête sur la conduite du curé de Mussy-l'Evêque et retirer la cure de Saint Etienne-du-Mont au sieur Bouëttin ; il ordonnait en même temps de cesser toute poursuite. Les avis se trouvaient partagés sur le sens qu'il fallait donner aux paroles royales ; les uns estimaient qu'elles étaient gracieuses et satisfaisantes et que le Parlement devait s'y conformer ; les autres trouvaient que la réponse était louche et captieuse et que, si le Parlement n'y prenait garde, les troubles recommenceraient de tous côtés de la part des ecclésiastiques.

Ces derniers l'emportèrent. Aussi, en la séance du 18 avril, les magistrats prirent un arrêté par lequel la réponse du roi serait enregistrée « sans que la Cour suspende à l'avenir l'autorité qui lui est confiée, ni cesse de réprimer et de prévenir le scandale causé par le refus public des sacrements à l'occasion de la *bulle Unigenitus* en lui donnant les effets d'une règle de foi... » De plus, le premier président était chargé de représenter au roi les inconvénients qu'il

(15) Flammermont, I, 488, 496.

y aurait à soustraire les accusés aux poursuites régulières de la justice. Le Parlement demeura assemblé; les Gens du Roi prirent des conclusions sur lesquelles il rendit un arrêt de règlement qui interdisait à tous ecclésiastiques de faire aucun acte tendant au schisme, notamment de refuser les sacrements sous prétexte de défaut de billet de confession ou de non-acceptation de la *bulle Unigenitus*. Ce règlement fut affiché dans tout Paris: on en colla même dix ou douze dans la cour de l'Archevêché pour narguer Christophe de Beaumont.

Le peuple se réjouit fort, mais les prélats et les curés furent courroucés de cet acte d'autorité du Parlement sur les Gens d'Eglise. Ceux-ci décidèrent Louis XV de riposter par un arrêt du Conseil d'Etat, arrêt qui fut affiché à Paris le 2 mai. Louis XV essayait de mettre fin aux disputes et ménageait jansénistes et constitutionnaires; naturellement il ne contenta personne. Il exhortait les évêques de tendre à la paix et de veiller à ce que les ecclésiastiques se conformassent aux règles de l'Eglise et aux canons reçus dans le royaume. Ces canons n'imposant point les billets de confession, implicitement le roi en défendait l'usage. Il interdisait les écrits contre la *Bulle* ainsi que l'emploi des noms d'*hérétiques*, *jansénistes*, *novateurs*, etc.; les facultés de théologie ne devaient souffrir dans leurs thèses aucunes propositions qui puissent donner lieu à des disputes au sujet de la *Constitution*. Par ces défenses, le roi imposait silence aux deux partis mais il continuait de qualifier la *Bulle*: *loi de l'Eglise et du Royaume*, ce qui ne pouvait plaire au Parlement et aux jansénistes.

Mais l'archevêque de Paris était un homme entêté ⁽¹⁶⁾, incapable d'accommodement et, mécontent de l'arrêt du Conseil, il recourut à un nouveau stratagème: le curé de Saint-Jean-en-Grève alla trouver les curés de Paris et les sollicita de signer une requête à l'archevêque de Paris pour lui demander l'autorisation d'exiger les billets de confession. Le Parlement, informé de ces faits, fit assigner cinq ou six curés de Paris qui n'avaient pas voulu signer la requête, afin d'obtenir des renseignements précis; en même temps, il décréta d'ajournement personnel le curé de Saint-Jean-en-Grève, M. de La Hogue, que cette sanction suspendait de ses fonctions ecclésiastiques. Mais lorsque les Gens du Roi présentèrent à Louis XV l'information et le décret grossés, il les reçut fort mal et leur intima de cesser toute procédure à ce sujet.

Le vendredi 5 mai, le premier président transmet les ordres du roi, ce qui causa dans l'assemblée une violente agitation. Les délibé-

(16) Barbier, V, 27.

rations aboutirent à trois avis différents : le premier, de continuer l'information ; le second, de cesser purement et simplement toutes les fonctions ; le troisième, d'adresser au roi de grandes remontrances. Ce dernier avis l'emporta et la préparation des remontrances interrompit le cours de la justice. Le Parlement arrêta trois points essentiels ⁽¹⁷⁾ :

I) Que le Roi ne doit pas et ne peut pas, par simple ordre verbal, annuler ou arrêter l'effet d'un arrêt du Parlement.

II) Que l'archevêque de Paris est le principal auteur du schisme qui s'élève.

III) Qu'en cas où le Roi persisterait dans sa réponse, il serait supplié de recevoir la démission des charges.

Puis, le Parlement envoya les Gens du Roi à Marly, où se trouvait la cour, pour demander au monarque quel jour il daignerait recevoir la députation générale, composée à l'ordinaire de quarante-deux membres, à savoir tous les présidents, quatorze conseillers de Grand'Chambre, deux conseillers de chaque chambre des Enquêtes et Requêtes et le Parquet des Gens du Roi. Les délégués ne revinrent qu'à onze heures du soir assez penauds : le roi avait déclaré qu'il ne recevrait la députation de son Parlement que lorsque celui-ci aurait repris ses fonctions ordinaires. Les magistrats délibérèrent à nouveau le lendemain et les Gens du Roi furent chargés de se rendre encore auprès du souverain, pour lui représenter que le Parlement n'avait suspendu ses travaux ordinaires que devant l'urgence d'un devoir plus important encore, puisqu'il concernait à la fois la Religion et l'Etat. Le Parlement profitait de la misère causée alors par le *pacte de famine* pour montrer plus de fermeté et parler plus hardiment ; il se sentait appuyé par le peuple et la bourgeoisie qui étaient jansénistes, c'est-à-dire du parti de l'opposition.

Le roi fit à la députation le même accueil et la même réponse que précédemment.

Nouvelle délibération du Parlement le 8 Mai qui, dans un arrêté, manda plusieurs curés à l'effet d'obtenir des explications sur les manœuvres dont on usa à leur égard pour faire signer la requête adressée à l'archevêque, ainsi que deux vicaires de paroisses qui avaient refusé de porter la communion à des malades suspects de Jansénisme. Le lendemain, la députation du Parquet retourna devers le roi, pour porter à la connaissance les faits recueillis par l'enquête du Parlement et l'arrêté par lequel il reprenait ses fonctions ordinaires, ainsi que Sa Majesté l'avait ordonné.

Louis XV, satisfait, consentit enfin à recevoir la grande dépu-

⁽¹⁷⁾ Barbier, V, 266.

tation parlementaire le Dimanche 14 Mai; Le premier président Meaupou prononça un fort beau discours en forme de remontrances auquel le roi répondit en reprochant au Parlement d'avoir manqué de sagesse et de prudence. Il manifesta son intention de créer une commission composée de prélats et de magistrats pour discuter des matières aussi intéressantes; enfin, il menaçait le Parlement de restreindre l'autorité qu'il lui avait confiée s'il ne faisait preuve de plus de modération dans sa conduite.

Le Parlement se contenta de répliquer par cet arrêt d'une teneur laconique: « La Cour a arrêté qu'il sera fait registre de la réponse « du Roi, sans néanmoins se départir de l'exécution des arrêts et « arrêtés de la Cour. »

Les projets du roi n'agréaient pas plus aux membres du clergé qu'aux jansénistes. Les évêques ne voulurent point entendre parler d'une commission où entreraient des laïques pour prendre des mesures convenables afin de remédier aux troubles présents; ils prétendirent qu'en matière spirituelle ils ne tenaient leur pouvoir que de Dieu seul et ne pouvaient conférer sur ce sujet avec de simples fidèles. De son côté, le Parlement accueillait avec zèle toutes les plaintes au sujet de refus de sacrements et continuait ses poursuites, décrétant de prise de corps le curé et le vicaire d'Abbeville, le curé de Loches, puis un vicaire et deux autres prêtres de Saint-Etienne-du-Mont, et même le Grand Vicaire de l'évêque de Beauvais; en même temps, il condamnait à être brûlées une lettre de l'évêque de Marseille et une autre de l'évêque d'Amiens au roi, qui blâmaient l'entreprise du Parlement.

Les prélats s'agitèrent; trois archevêques et seize évêques, assemblés à Paris le 14 Juin, signèrent une lettre imprimée au roi demandant la suppression de l'arrêt du Parlement du 5 Mai qui accusait l'archevêque de Paris d'être le fauteur du schisme. Les évêques allèrent encore plus loin; dans une nouvelle lettre qui parut en Août, ils demandèrent de casser et annuler l'arrêt du Parlement du 18 Avril qui défendait de faire aucun refus public des sacrements, sous prétexte de non-acceptation de la *bulle Unigenitus*. Ils déclarèrent que si on continuait les vexations et poursuites contre les ministres de l'Eglise, les évêques ne pourraient se dispenser de se servir des armes spirituelles que Dieu a mises entre leurs mains, c'est-à-dire l'excommunication. Le roi donna raison au clergé et cassa tous les arrêts du Parlements qui suivirent, ne mettant plus aucune borne à son despotisme et à son intolérance.

Les scandales causés par les refus de sacrements se succédaient à travers le royaume, poursuivis par le Parlement, approuvés par le Conseil du Roi, lorsqu'un éclat se produisit en Décembre, sur la pa-

roisse de Saint-Médard, dont le curé, frère Hardy, génovéfain, était aussi l'émule de Bouëttin pour l'intransigeance. Il refusa de porter les sacrements à deux vieilles religieuses paralytiques de la communauté de Sainte Agathe, de l'ordre de Citeaux, soupçonnée quelque peu de Jansénisme. L'une d'elles, la sœur Thècle, mourut sans avoir été administrée. Au su des faits, le Parlement s'assembla et ordonna que le curé et les deux vicaires de Saint-Médard seraient mandés afin qu'ils s'expliquassent sur leur conduite. Le curé, par précaution, s'était absenté; quant aux vicaires, ils rejetèrent la cause du refus sur le curé et l'archevêque.

La compagnie décida qu'un secrétaire se rendrait le même jour chez l'archevêque pour l'inviter à faire cesser ce scandale public constant et pourvoir à l'état de l'autre religieuse, sœur Sainte Perpétue. Le prélat fit une réponse digne d'un ami des jésuites : « Le « curé de Saint Médard n'a de règle à suivre, dans l'occasion présent-
« te, que les lumières de sa conscience et les ordres que je lui ai
« donnés. L'administration des sacrements est un ministère que je
« ne tiens que de Dieu seul. » Une seconde démarche auprès de l'archevêque n'eut pas un meilleur résultat; il se borna à confirmer ce qu'il venait de déclarer.

Le Parlement prit deux arrêtés: l'un, que l'archevêque de Paris serait tenu, sous peine de saisie de son temporel, de faire cesser le scandale et que les ducs et pairs seraient convoqués, en la manière accoutumée, le lundi 19 Décembre, pour se trouver avec les chambres assemblées afin de délibérer sur les informations et les réponses de l'archevêque; l'autre, que les deux vicaires seraient tenus pareillement de faire cesser le scandale en ce qui regardait leur ministère. Les vicaires, ne sachant à quel parti se résoudre, prirent la fuite et les autres prêtres habitués de la paroisse se cachèrent, si bien que, le dimanche 17 Décembre, il n'y eut aucune cérémonie religieuse à l'église Saint-Médard.

Le premier président se rendit à Versailles pour inviter le roi, au nom de son Parlement, à venir à l'assemblée des pairs. Le roi défendit formellement au Parlement de convoquer les pairs; de plus, il tendit au président un paquet, lui recommandant d'en prendre connaissance toutes chambres assemblées. Le paquet contenait une lettre de cachet qui interdisait au Parlement de délibérer à ce sujet, et un arrêt du Conseil dont les expressions parurent si inconvenantes pour la dignité de la compagnie que Messieurs des Enquêtes se levèrent unanimement et sortirent brusquement dès le préambule, sans vouloir entendre le dispositif. Ils reprochèrent au premier président de s'être chargé du paquet qui devait être remis par

le roi au chancelier chez lequel les Gens du Roi seraient allés le chercher, suivant leur fonction. « Il faut convenir, dit Barbier, que les jansénistes ont un peu tourné la tête au Parlement sur la hauteur et l'indépendance. » (18).

L'arrêté ordonnait la mainlevée pure et simple de la saisie du temporel de l'archevêque et évoquait devant le roi l'affaire de la sœur Perpétue. Le premier président se rendit à Trianon pour représenter au roi que la défense faite au Parlement de convoquer les ducs et pairs donnait atteinte aux droits et privilèges des princes du sang et des ducs et pairs; il ajouta qu'il n'était pas d'usage au Parlement de reconnaître les volontés du roi, émises par un simple arrêt du Conseil. Le roi répondit qu'il avait voulu prendre connaissance personnellement de l'affaire qui servait de motif à la convocation des pairs; qu'il avait interdit celle-ci sans aucune intention de toucher aux privilèges attachés à la pairie; quant aux usages en question, le Parlement n'avait qu'à s'entendre avec le chancelier pour régler les formes qui devaient régir les rapports du roi avec son Parlement. Cette réponse fut communiquée à l'assemblée du 22 Décembre qui décida de convoquer les pairs le 29 du même mois et d'envoyer une députation au roi, pour lui faire connaître les causes de l'arrêté.

Louis XV répondit par la défense formelle de convoquer les pairs; puis, le 24 Décembre au soir, il donna l'ordre d'enlever la sœur Perpétue de son couvent et de la conduire à l'abbaye de Port-Royal, devenue la citadelle des jésuites. Le Parlement, indigné, délégua le 3 Janvier 1753 une députation au roi devant lequel le premier président prit la parole courageusement: il représenta au souverain que la défense faite à la chambre des pairs de s'assembler était une atteinte portée aux privilèges de la pairie; que le roi ne pouvait évoquer devant lui l'affaire concernant un pair; que le chancelier n'était pas le chef du Parlement qui ne reconnaissait pour chef que son souverain. Il déplora, en terminant, l'enlèvement de sœur Perpétue.

Le Parlement osait rappeler le roi à ses devoirs, ce qui lui attira cette sèche riposte : « La connaissance que j'ai voulu prendre par moi-même de l'affaire pour laquelle mon Parlement a cru que les pairs devaient être convoqués, est une preuve de l'attention que j'ai et aurai toujours de conserver dans toute leur intégrité les privilèges de la pairie et des pairs; mon Parlement, suffisamment instruit par les ordres que je lui ai donnés verbalement et par écrit de l'évocation que j'en ai faite, n'a pas besoin de

(18) Barbier, V, 312.

« nouveaux ordres pour se conformer à nos volontés. »

« Quant aux ordres particuliers que je juge à propos de donner, je ne croyais pas, Monsieur, que vous eussiez osé m'en parler. » (19).

Cette phrase faisait allusion à la lettre de cachet concernant la sœur Perpétue.

Le lendemain matin, 4 Janvier, les chambres s'assemblèrent pour entendre cette réponse du monarque si loin d'être satisfaisante. La séance se prolongea jusqu'à midi et demie; il fut arrêté qu'on enregistrerait la réponse et que de très humbles et itératives remontrances seraient adressées au roi, à l'effet desquelles trente-huit commissaires désignés s'assembleraient pour travailler sans discontinuer aux articles du projet. Les délibérations se poursuivirent durant une partie de Janvier et furent très orageuses; on compta à un certain moment jusqu'à neuf projets en discussion. Enfin, le 25 Janvier, les commissaires s'étant mis d'accord présentèrent aux chambres assemblées un long projet en vingt-deux articles qui fut adopté sans discussion. Mais le premier président supplia la Cour de le dispenser de la rédaction des remontrances; on dut nommer quatre commissaires pour travailler à la rédaction du mémoire. Ils se mirent à l'œuvre sur le champ; ils y peinèrent les deux mois suivants car elles étaient fort longues, et composées avec un soin tout particulier.

En attendant, les refus de sacrements se multipliaient et le Parlement ne se lassait pas de poursuivre avec vigueur les ecclésiastiques récalcitrants; le roi voulut mettre un terme à cette insubordination grandissante et intima à sa cour de justice de cesser toute poursuite contre les curés soumis à leurs chefs hiérarchiques.

Les remontrances furent lues à l'assemblée du 30 Mars; les débats furent tumultueux et l'on remit l'assemblée à huitaine pour la mise au point du mémoire; le 5 Avril, les remontrances, arrêtées et approuvées dans la séance du 30 Mars, furent présentées, sous leur forme définitive, aux chambres assemblées; la lecture dura trois heures, certains des vingt-deux articles étant très étendus et accompagnés de nombreuses recherches et citations. La séance était présidée par le président Molé, en l'absence de Meaupou, retenu dans son hôtel par la goutte.

Dans ces grandes remontrances, le Parlement élève la voix avec plus de hardiesse et d'énergie. Il profite de la réprobation soulevée par la vie scandaleuse de Louis XV pour exposer ses théo-

(19) Flammermont, I, 512.

ries politiques en accord avec la lente évolution qui, sous l'influence des philosophes, travaillait le peuple de France. C'est en même temps un traité historique des rapports de l'Eglise et de l'Etat, des devoirs du clergé et des droits de la couronne en matière ecclésiastique.

« *Le Royaume est au Roi et le Roi est aussi au Royaume. Vous êtes tenu de conserver les droits de votre couronne laquelle est à vous et à vos peuples commune: à vous comme au chef, à vos peuple et sujets comme aux membres. Les sujets doivent à leurs princes dévotion et obéissance et le Prince doit à ses sujets protection et défense. Les sujets ne peuvent, par quelque voie que ce soit, eux distraire de l'obéissance de leur roi; par conséquence réciproque ne les doit ledit seigneur délaisser et abandonner; car tout ainsi qu'ils lui doivent fidélité et subvention, il leur est débiteur de justice.* »

De ces principes exposés dans les remontrances du XV^e siècle ⁽²⁰⁾, les magistrats tirent les conséquences suivantes: « La souveraineté du Prince, son autorité sur tous les sujets indistinctement, l'obéissance des peuples, leur liberté légitime, ces différents devoirs s'unissent intimement entre eux, et par leur réunion forment l'idée d'une juste monarchie, où les sujets, soumis sans contrainte, trouvent dans l'autorité souveraine du Prince leur force et leur sûreté; où le Prince, assuré du cœur et de la foi des peuples, trouve dans leur liberté légitime sa gloire et son bonheur, où tout concourt au bien général de l'Etat.

« *C'est par l'autorité du gouvernement que l'union est établie entre les hommes. Par elle, les forces de tout le corps deviennent celles de chaque particulier* ⁽²¹⁾ ...Les lois sont comme le nœud sacré et comme le sceau de cet engagement indissoluble. Le Roi, l'Etat, la Loi, forment un tout inséparable... Jamais on n'a vu de révolution dans les états qui n'ait été préparée par l'altération des lois »

« De là, l'établissement nécessaire à la monarchie de magistrats chargés par état, engagés plus étroitement encore par serment, de garder et faire observer toutes les lois et maximes du Royaume et d'y conformer la police générale dont ils ont la maintenance... Le Parlement est le ministre essentiel du Roi. En lui consiste la direction des faits par lesquels est entretenue et policée la chose publique de notre royaume (selon l'ordonnance de Louis XI, du 21 Octobre 1461. »).

(20) Remontrances du 15 Juillet 1560.

(21) Remontrances des 20 Décembre 1527 - 29 octobre 1555 - 15 Juillet 1555.

Puis les magistrats rappellent qu'au cours des siècles, les ecclésiastiques ont toujours opposé à ces principes inviolables un esprit d'indépendance. indépendance qu'on vit aller parfois jusqu'à « l'usurpation ».

Après avoir rappelé la lutte de la royauté contre la puissance ecclésiastique au cours des âges, les magistrats abordent les conflits présents « Ceux des évêques qui méconnaissent la soumission qu'ils vous doivent, exercent sur vos sujets et sur les ministres inférieurs une domination arbitraire par des ordres aussi irréguliers en la forme qu'au fond, ordres qu'on affecte de ne revêtir d'aucun caractère d'une autorité régulière, dans l'espérance de les soustraire à l'inspection de la Justice et à l'autorité des lois, ordres qui vexent les citoyens et mettent le trouble dans l'Etat. »

Ils énumèrent les formalités inutiles, les interpellations odieuses, les questions indiscretes qui asservissent les fidèles et qui ont « allumé le feu de ce schisme funeste dont le roi lui-même n'a pu se dissimuler le danger, dont les progrès ont mis le trouble dans plusieurs diocèses et se sont étendus jusque dans la capitale. »

« Les arrêtés dont nous nous plaignons, disaient-ils plus loin, avilissent les juges, les dépouillent d'une juridiction que les lois leur donnent et qu'ils n'emploient que pour le maintien de l'autorité royale et du bon ordre public. Enfin, ils portent à la monarchie, aux lois, à la souveraineté, les atteintes les plus directes; ils établissent l'indépendance des ecclésiastiques; ils mettent au rang des droits du pouvoir spirituel, une autorité qui appartient nécessairement à la puissance royale. »

Puis, abordant le problème des évocations « qui sont le renversement de l'ordre public », ils rappellent que « tous nos souverains bornèrent l'usage des évocations aux seuls cas prévus par les ordonnances publiées et vérifiées par les parlements et dictées par des motifs d'une équité générale, et s'engagèrent à n'en donner aucune de leur propre mouvement, déclarant nulles par avance les évocations arbitraires. » C'est pourquoi « le Parlement est juge nécessaire de la régularité des évocations, tandis que les évocations arbitraires avilissent les tribunaux, obscurcissent les lois, altèrent la Justice. » Ces évocations si multipliées sont encore moins des voies irrégulières de rendre la justice aux citoyens que des dénis absolus de justice. »

Enfin, passant au motif déterminant de ces grandes remontrances, la compagnie constatait hardiment : « Nous sommes au

« jourd'hui dans la triste nécessité de réclamer presque tous les principes de l'Etat, preuve certaine de la grandeur de nos maux. L'atteinte portée aux droits respectifs des pairs et du Parlement dont ils sont membres, par une évocation qui, dans une forme irrégulière, renverse l'établissement le plus solide et le plus ancien, achève de prouver l'ébranlement que le schisme est capable de causer dans tous les ordres de la monarchie.... Le nom de Cour des Pairs ne fut jamais attribué qu'à votre Parlement. Défendre donc au Parlement de réunir les princes et les pairs dans le seul tribunal qui puisse les rassembler, dans lequel ils ont toujours droit de venir prendre leur séance, c'est attaquer directement ce droit respectif qui forme également l'essence de la Cour des Pairs et celle de la Pairie.

Mais quelle atteinte plus forte encore n'y porte pas l'évocation faite en faveur de l'archevêque de Paris...? Le Parlement fut toujours le vrai juge des Pairs, le tribunal où les causes des pairs doivent, de leur nature et droit, être introduites et traitées. »

Arrivant ensuite, dans la seconde partie des remontrances aux derniers refus scandaleux de sacrements, « les maux éclatants dont nous avons parlé jusqu'à présent, Sire, ne sont qu'une partie des abus que plusieurs ecclésiastiques font de votre autorité: Ils n'ont pas respecté les lois de l'Etat : est-il étonnant qu'ils aient donné atteinte à la liberté légitime de vos sujets? Les ordres particuliers sont depuis longtemps pour les ecclésiastiques, qui les surprennent à votre religion, un moyen de répandre et de consommer le schisme, de devenir indépendants de l'autorité des lois, d'assurer à chacun d'eux une autorité arbitraire sur tous vos sujets, enfin d'ériger chaque évêque en souverain dans son diocèse. »

Ils dénonçaient, à nouveau, en terminant la *bulle Unigenitus* comme la source de ce schisme « qui méconnaît toute autorité, ébranle tous les principes qui forment la constitution de l'Etat. »

Ces grandes remontrances, pour lesquelles le Parlement avait employé ses meilleurs rédacteurs, Robert de Saint-Vincent, l'abbé Chauvelin, Lambert, furent imprimées et mises en vente à Paris le 24 Mai; elles obtinrent un immense succès et se répandirent dans toute la France. Près de vingt mille exemplaires furent vendus en quelques jours.

Le samedi 7 Avril, les Gens du Roi allèrent à Versailles demander à Louis XV quel jour il daignerait recevoir son Parlement et les remontrances. Le roi les chargea de faire savoir à la compagnie qu'il fallait lui communiquer avant toute chose l'arrêt du 25 Janvier qui avait fixé les articles et les objets de ces remontrances. Le Par-

lement ne s'attendait pas à cette réponse astucieuse. Il était facile de présumer que le roi, à l'énoncé de ces articles, ne manquerait pas d'en retrancher certains avec défense d'en parler; il faudrait alors changer toute la rédaction des remontrances qui avaient coûté tant de labeur et qui étaient si impatiemment attendues. Le 9 Avril, le Parlement s'assembla pour entendre la réponse du roi; la délibération fut très longue. On arrêta que les remontrances, en leur forme et teneur présentes, seraient signées sur le champ et déposées au greffe pour être transcrites sur les registres. Ainsi enregistrées, elles ne pouvaient plus être modifiées malgré la volonté du roi. La décision était hardie.

Les Gens du Roi retournèrent à Versailles le 13, car, auparavant, le monarque devait passer quelques jours à Choisy, pour demander quand le Parlement pourrait lui présenter l'arrêt du 25 Janvier. A nouveau, la réponse du roi fut inattendue: « Je ne veux point de députation, vous m'apporterez vous-même les objets des remontrances. » Les magistrats furent outrés de cette réponse car ce n'était pas l'usage que les Gens du Roi présentassent les remontrances; mais, en l'occurrence, le Parlement assimilait les objets aux remontrances. Le jour des Rameaux, 15 Avril, les Gens du Roi lui remirent l'arrêté du 25 Janvier que Sa Majesté déclara vouloir examiner.

La compagnie s'assembla le lendemain et décida que les Gens du Roi iraient encore à Versailles pour demander le jour et le lieu où le Parlement pourrait lui présenter ces remontrances: « Ces pauvres gens du roi ne font qu'aller et venir! » s'exclame Barbier ⁽²²⁾. Ils s'entendirent signifier de revenir le 2 Mai pour recevoir les ordres du roi. Le jour fixé, ils connurent que le roi ordonnait au premier président ou à son suppléant et à deux présidents à mortier de venir le vendredi 4 Mai prendre ses ordres. Et le jour dit, ils apprirent de la bouche même du roi que, s'étant déjà expliqué sur certains objets des remontrances pour lesquels il avait donné ses ordres et que la discussion des autres ne pouvant qu'apporter de nouveaux obstacles au maintien de la paix et à la tranquillité publique, il était déterminé à ne pas recevoir les remontrances et à ordonner d'enregistrer sans délais les lettres patentes du 22 Février.

Ces lettres patentes ordonnaient de surseoir à toutes affaires concernant les refus de sacrements. Or, le Parlement se trouvait engagé en plusieurs affaires de cette nature, notamment avec les évêques d'Orléans et d'Amiens, un curé de Troyes et avec la Sorbonne. Il avait condamné l'évêque d'Orléans, qui avait obtenu un arrêt du

(22) V, 371.

Conseil évoquant son affaire, à six mille livres d'amende. Le Parlement poursuivait tous les refus de sacrements; inlassablement, le Conseil d'Etat cassait ses arrêts.

Le Samedi 5 Mai, à huit heures du matin, le Parlement s'assembla; cent cinquante-huit magistrats étaient présents et, à l'unanimité, arrêta que:

« La Cour, toutes les chambres assemblées, en délibérant sur le « récit fait par Monsieur le Président, attendu que, dans l'impossibilité où elle est de faire parvenir la vérité jusqu'au trône par les « obstacles qu'opposent les gens mal intentionnés, en continuant de « surprendre la religion du Roi contre le bien de son service, le maintien de l'ordre, la tranquillité publique, elle n'a plus d'autre ressource que dans sa vigilance et son activité continuelle.

« A arrêté que, pour vaquer à cette fonction indispensable, les « chambres demeureront assemblées, tout service cessant, jusqu'à ce « qu'il ait plu audit seigneur Roi d'écouter favorablement, ainsi qu'il « l'a bien voulu promettre par sa réponse du 17 Avril 1752, les remontrances qui, dans tout leur contenu, ont pour objet le bien de « la religion et la tranquillité publique. »

A dix heures, quelques conseillers de la Grand'Chambre sortirent pour annoncer dans la grande salle que le Palais « était cessé » pour qu'on le fit savoir au Châtelet et aux autres juridictions afin d'arrêter les plaidoiries. D'Argenson peut écrire: « Voilà les affaires du Roi avec son Parlement de Paris dans une plus forte crise « que jamais ⁽²³⁾. »

La désobéissance était absolue. Le Parlement s'avisait de tenir tête au roi. Celui-ci envoya le 7 Mai à la compagnie des lettres de jussion qui l'enjoignaient de reprendre ses fonctions; celle-ci n'en tint aucun compte et déclara que: « La Cour en persévérant dans son « arrêté du 5 du présent mois a arrêté qu'elle ne pourrait obtempérer aux dites lettres sans manquer à son devoir et trahir ses serments. » ⁽²⁴⁾.

Le roi décida de recourir à la force et de châtier les magistrats rebelles: Le 9 Mai, tout Paris fut en rumeur, car, dès quatre heures du matin, trois mousquetaires allèrent réveiller chacun des magistrats des cinq chambres des Enquêtes et des deux chambres des Requêtes, avec une lettre de cachet les enjoignant de sortir de Paris et de se rendre au lieu assigné pour son exil. Ils partirent gaiement, honorés d'être exilés pour la cause commune. Quatre des magistrats, plus compromis que les autres, furent internés comme prisonniers

⁽²³⁾ *Journal et Mémoires*, t. VII, 221.

⁽²⁴⁾ *id.* t. VIII, 14.

d'état, dans des forteresses : Monsieur de Frémont du Mazy, président de la seconde chambre des Enquêtes, aux îles Sainte-Marguerite ; Monsieur Gautier de Bésigny, un des présidents de la seconde chambre des Requêtes, à la tour de Ham ; l'abbé Chauvelin, conseiller de la troisième chambre des Enquêtes, au Mont Saint-Michel ; et Monsieur de Bèze du Lys, conseiller de la seconde chambre des Enquêtes, à la forteresse lyonnaise de Pierre Encise ⁽²⁵⁾.

La Grand'Chambre fut épargnée. Mais, se solidarissant avec leurs collègues, ses membres arrêtaient « de persister dans l'arrêt du « Samedi et de continuer à travailler aux affaires commencées » en cessant de s'occuper des autres. En conséquence, ils décrétèrent de prise de corps le curé de Saint-Aignan, de Chartres, deux prêtres de la ville d'Amboise, et firent informer d'un refus de sacrements fait à l'Hôtel-Dieu de Paris. « A l'issue de la séance, la foule qui se pressait dans la grande salle du Palais se mit à claquer des mains et à « crier : « Vive le Parlement ! » ce qui marquait bien l'esprit de parti, « l'on peut dire même de révolte. » ⁽²⁶⁾.

La politique de la cour qui tendait à désunir la Grand'Chambre des Enquêtes et des Requêtes avait échoué. La situation ne pouvait se prolonger et la cour dut prendre rapidement un parti : le 11 Mai, tous les membres de la Grand'Chambre reçurent à leur tour une lettre de cachet leur ordonnant de se rendre dans un « délai de deux fois vingt-quatre heures » à Pontoise pour y reprendre leurs fonctions ordinaires, sous peine de désobéissance et de privation de leurs charges. Ils partirent dans l'après-midi pour la nouvelle résidence du Parlement. « L'exil de ces vieillards va toucher le public » dit d'Argenson ⁽²⁷⁾.

Ainsi qu'en 1720, les membres du Parlement, établis dans le couvent des Cordeliers de Pontoise, menaient large vie ; certains magistrats tenaient table ouverte ; le premier président avait une table de vingt-cinq couverts ; les présidents ne sortaient qu'en carrosse à six chevaux et avec une nombreuse livrée ; le gouvernement avait même la prévenance de faire passer la marée par Pontoise. Le 17 Mai, les magistrats enregistrèrent les lettres patentes de la translation du Parlement à Pontoise et ne s'écartèrent pas de la ligne de conduite qu'ils avaient arrêtée ; ils continuèrent de s'assembler pour traiter des dénonciations de refus de sacrements à l'exclusion de toute autre affaire particulière.

Dans son *Journal*, Barbier note avec satisfaction que les par-

⁽²⁵⁾ Ancienne forteresse de Lyon, située sur un rocher qui dominait la Saône ; elle fut démolie en 1793.

⁽²⁶⁾ Barbier, *op. cit.* V, 385, 386.

⁽²⁷⁾ D'Argenson, *op. cit.* VIII, 23.

lements de province se solidarisèrent avec les exilés, notamment le parlement de Rouen. ⁽²⁸⁾.

Les doctrines nouvelles, suivant lesquelles la nation est au-dessus du roi et l'Eglise au-dessous, commençaient à pénétrer les esprits jusque-là si aveuglément soumis aux deux autorités suprêmes.

L'interruption de la justice faisait un tort considérable à Paris; les marchands, les aubergistes, toutes sortes de gens de métier, étaient cruellement atteints par la cessation des affaires, la retraite de vingt mille personnes environ hors de Paris ⁽²⁹⁾; les gens de province n'y étaient plus appelés par leurs affaires et les hommes de loi s'étaient réfugiés dans leurs terres. La misère s'accroissait et le gouvernement ne savait à quels expédients recourir pour enrayer la ruine des finances et contracter des emprunts en dehors du Parlement.

Dans ce but, et aussi pour ramener un peu de mouvement dans la capitale déserte, on essaya de profiter des vacances de la Grand' Chambre pour instituer en Septembre une juridiction différente de celle du Parlement, une Chambre des Vacations, qui fonctionnerait, selon l'usage, jusqu'en Novembre, à la Saint-Martin. Mais le Châtelet, après une longue délibération, refusa d'enregistrer les lettres patentes portant création de cette nouvelle chambre et publia un arrêt qui fut distribué dans tout Paris. Le Conseil d'Etat cassa cet arrêt le 30 Septembre et le Châtelet, lors de sa rentrée le 23 Octobre, reçut une lettre de cachet portant défense de s'assembler autrement que pour les affaires de la compagnie.

On attendait avec impatience l'époque de la Saint-Martin; on espérait que la Grand' Chambre donnerait quelque marque de soumission: si l'opinion publique avait applaudi vigoureusement la résistance parlementaire le 5 Mai, elle était maintenant influencée par l'intérêt et la misère croissante. Parmi les esprits modérés, les uns blâmaient l'entêtement du parti janséniste, les autres critiquaient la hauteur et l'aigreur des dernières remontrances, mais tous convenaient que la Grand' Chambre avait agi imprudemment.

Les choses tournèrent d'une façon imprévue. Tandis que le premier président et les présidents à mortier avaient fait emmagasiner à Pontoise soixante voies de bois et de nombreuses provisions pour passer l'hiver, Messieurs de la Grand' Chambre reçurent chacun une lettre de cachet leur enjoignant de se rendre à

⁽²⁸⁾ Barbier, V, 397.

⁽²⁹⁾ *id.* 389.

Soissons *sans fonction*. Il s'agissait, non pas de la translation du Parlement à Soissons, mais bien de la suppression du Parlement. Le 20 Novembre, des lettres patentes portant l'établissement d'une nouvelle cour de justice dans le château du Louvre, appelée *Chambre Royale*, furent enregistrées par le Châtelet sur le réquisitoire du procureur du roi. ⁽³⁰⁾ Il était impossible au Châtelet de pousser la désobéissance jusqu'à refuser l'enregistrement mais il inséra la mention suivante: *Du très exprès commandement du Roi*. Bientôt le Châtelet refusa de reconnaître la nouvelle juridiction et suspendit le cours de la justice. Des lettres de cachet lui enjoignirent de reprendre ses fonctions; les conseillers du Châtelet firent porter des représentations au roi par l'intermédiaire du chancelier. Une nouvelle lettre de cachet vint réitérer l'ordre de reconnaître la Chambre Royale, puis un arrêt du Conseil renouvela cet ordre. Le Châtelet différa l'enregistrement de cet arrêt sous prétexte de l'insuffisance du nombre des conseillers présents; ce à quoi le roi répondit par une nouvelle lettre de cachet ordonnant d'enregistrer, quel que soit le nombre de conseillers présents. Mais sitôt la lecture de ces lettres patentes, unanimement et sans délibération, les conseillers levèrent la séance et remirent l'assemblée au 15 Janvier suivant, après avoir convenu de continuer leurs services.

Par sa résistance, le Châtelet travaillait pour le Parlement car, en reconnaissant la Chambre Royale, la justice serait insensiblement rendue au peuple, ce qui contribuerait à faire oublier le Parlement ou à prouver que l'on pouvait s'en passer. Déjà, au début de Septembre, il avait arrêté « qu'il veillerait au schisme plus que jamais » ⁽³¹⁾. Les évêques, alarmés, se plaignirent au roi, mais le Châtelet menaça de cesser ses fonctions si l'on cassait son arrêt; or, la cessation des fonctions du Châtelet priverait Paris de toute justice et de police; l'opposition de cette juridiction « devenait une affaire fort sérieuse pour le gouvernement. » ⁽³²⁾.

D'ailleurs, toutes les juridictions suivirent le Châtelet dans sa résistance: la Cour des Aides, bien qu'elle effectuât sa rentrée à la Saint-Martin, suspendit ses fonctions. Les baillages de province imitèrent le Châtelet; de même que les parlements provinciaux s'étaient unis dans la lutte avec le parlement de Paris, aucune juridiction ne voulut reconnaître la Chambre Royale. Bien

⁽³⁰⁾ Elle comprenait dix-huit conseillers d'Etat et quarante maîtres des Requêtes; elle était divisée en deux sections, l'une pour le civil et la police, l'autre pour le criminel.

⁽³¹⁾ D'Argenson, *op. cit.* VIII, 128.

⁽³²⁾ *id.* 134.

que des lettres patentes en date du 3 Novembre 1753 eussent autorisé les procureurs au Parlement à exercer leurs fonctions dans cette chambre, ils refusèrent leur concours, au risque même de se ruiner.

Devant « la nation entière qui parlait par l'orgueil de ses magistrats, » alors que, « tout était en combustion dans la capitale » ⁽³³⁾, la cour songeait à provoquer un accommodement. La grande difficulté était que le roi avait « l'entêtement superstitieux de ne vouloir rien conclure sans les évêques » ⁽³⁴⁾; or, les évêques embrouillaient toujours les affaires.

En Janvier 1754, lorsqu'on s'aperçut qu'après avoir parlé de la suppression d'une partie des conseillers du Châtelet le roi ne prenait aucune mesure de rigueur, on présuma qu'il inclinait vers la voie de la conciliation; tout le monde le souhaitait car la capitale pâtissait considérablement de l'exil de la grande Cour de Justice. On se demandait toutefois de quelle manière se ferait l'accommodement sans trop compromettre l'autorité du roi: il fallait bien convenir que, dans l'affaire de la *Constitution*, le monarque finissait toujours par fléchir devant la ténacité parlementaire et janséniste. On avait essayé, à vrai dire, devant l'opposition suscitée contre la Chambre Royale, de créer un nouveau parlement, dont les membres, commissionnés, auraient été à la discrétion du souverain. Mais alors, ce système aurait impliqué le rappel des Etats Généraux auxquels, de l'avis unanime, le Parlement était bien supérieur.

Tous ces projets, voués à l'échec, soulignaient l'impopularité croissante du roi, la déchéance progressive du pouvoir absolu. La prudence imposait l'accommodement. Les négociations, mollement conduites, languissaient; et, après avoir espéré le rappel des exilés pour le mois de Février, en Mai, un an après la suspension du Parlement, on ne voyait plus la fin de cet état de choses si préjudiciable; l'exaspération devenait générale devant la misère croissante. On avait déjà trouvé plusieurs fois, en différents lieux publics, des billets séditieux portant: « Vive le Parlement! Meurent le Roi et les évêques! » ⁽³⁵⁾.

La réprobation contre les évêques, « ces fauteurs de l'épiscopat qui ébranlent le trône » ⁽³⁶⁾, était à son comble ; ils n'avaient pour eux que la famille royale, entichée de dévotions superstitieuses.

⁽³³⁾ D'Argenson, *op. cit.* VIII, 20.

⁽³⁴⁾ *Id.* 31.

⁽³⁵⁾ *Id.* 35.

⁽³⁶⁾ *Id.*

La révolte sévissait partout: le Châtelet devenait d'une audace incroyable; il n'usait de ses fonctions que pour poursuivre les curés coupables de refus de sacrements. Il ouvrit une série d'informations contre le curé de Saint-Nicolas-des-Champs qui avait laissé mourir sans les derniers sacrements un vieillard de quatre-vingts ans, janséniste décidé, parce qu'il n'avait pas de billet de confession. Un arrêt du Conseil du 6 Mars défendit au Châtelet de poursuivre l'affaire; celui-ci n'en tint aucun compte et décréta le curé d'ajournement personnel; le Conseil répliqua par un arrêt cassant celui du Châtelet; et le 28 Mars, la Compagnie reçut l'ordre verbal qui lui interdisait toute assemblée en corps; à quoi la compagnie répondit avec insolence que, s'il était contraire aux ordonnances et à l'usage d'envoyer aux compagnies des ordres verbaux, il était de l'essence de toutes les compagnies de s'assembler en corps. Outré, le roi fit jeter quatre conseillers à la Bastille, ce qui fit grand bruit dans Paris; on alla jusqu'à parler de révolution et de toutes parts on excitait les magistrats à la résistance. On lisait avec avidité une nouvelle *Histoire de Charles VI*, publiée par Mademoiselle de Lussan, qui s'étendait sur le règne désastreux du roi insensé causant la perte et la ruine de son royaume. ⁽³⁷⁾. De l'autre côté, le clergé multipliait à l'envi les refus de sacrements tandis que les jésuites attaquaient ouvertement le Parlement et les propositions gallicanes de 1682.

A la fin de Mai, le roi parti pour passer quinze jours à Crécy, dans les terres de Madame de Pompadour. Nous savons que celle-ci n'approuvait pas l'intransigeance de Christophe de Beaumont et donnait raison au Parlement: « Je veux croire, lui disait-elle, que vos billets de confession sont une chose excellente, mais la charité vaut encore mieux. Pour vos Jésuites, il faut les abandonner à la justice des Parlements. » ⁽³⁸⁾

L'influence de la spirituelle marquise l'emporta sur celle de la dévote famille du roi, car le 4 Juin, Louis XV, de retour à Paris, manda secrètement le premier président de Meaupou à Versailles; l'entretien dura « cinq quarts d'heure »; aucun écho n'en transpira dans le public: le 14 Juillet, un nouvel entretien d'une heure et demie eut encore lieu. Quelques jours après, on connut d'une manière certaine que le roi rappelait à Paris, le premier Septembre, tous les membres du Parlement. On ne voulut pas que le Parlement rentrât à Paris avant le 15 Août à cause de la procession solennelle

⁽³⁷⁾ D'Argenson, *op. cit.* VIII, 223.

⁽³⁸⁾ Léon Séché. *Les Derniers Jansénistes*, I, 91.

de l'Assomption qui attirait toujours un grand concours de peuple et l'on craignait qu'à la vue des magistrats, il ne commît « quelque » indécence par rapport à l'archevêque. » ⁽³⁹⁾.

Le 30 Août, la Chambre Royale lut et enregistra les lettres patentes du roi qui supprimaient ladite Chambre Royale; dans ces lettres Louis XV marquait la satisfaction que le zèle et l'affection de ces magistrats lui avaient causée, « mais que l'établissement fait, » par la déclaration du 11 Novembre 1753, d'un siège et chambre « de justice, appelée Chambre Royale, pour connaître des matières » civiles, criminelles et de police, qui sont de la compétence du Parlement, devenant sans objet par la résolution que le roi a prise « de rappeler sa cour de Parlement à Paris pour y reprendre ses » fonctions; à ces causes, il révoque et supprime ladite Chambre « Royale ». ⁽⁴⁰⁾.

Ce même jour, les conseillers du Châtelet emprisonnés à la Bastille furent libérés, et les chambres de justice furent convoquées afin de reprendre leurs fonctions pour le mercredi 4 Septembre.

La veille, le roi eut un entretien avec les cardinaux de Soubise et de La Rochefoucauld, et avec l'archevêque de Paris. Ce dernier, poursuivant son projet « avec hauteur, folie et insolence ⁽⁴¹⁾ » avait écrit à ses curés pour leur ordonner d'être plus sévères que jamais dans la délivrance des billets de confession et de ne dispenser les sacrements qu'aux fidèles dont la foi serait bien épurée. Louis XV lui reprocha ce zèle intempestif pour la *Constitution*, à quoi le prélat argua de sa conscience; mais le roi objecta que cette conscience ne devait pas troubler davantage son royaume et que d'ailleurs le Parlement saurait bien régir sa conscience. ⁽⁴²⁾.

Le triomphe et l'honneur restaient au Parlement, désormais libre de sévir contre la *bulle Unigenitus* et ses zélateurs; le clergé, qui avait voulu tyranniser le Royaume, était humilié et la *Constitution* semblait anéantie en France.

Le jour indiqué, la rentrée du Parlement s'effectua dans la joie générale. Les cours du Palais et les escaliers étaient remplis de monde qui acclamaient chaque conseiller lors de son arrivée; la grande salle était si pleine qu'on ne pouvait s'y remuer. ⁽⁴³⁾.

A neuf heures, tous les magistrats se rendirent dans la Grand'-Chambre où le premier président leur rendit compte de ce qui

⁽³⁹⁾ Barbier, VI, 43.

⁽⁴⁰⁾ *Id.* 52.

⁽⁴¹⁾ d'Argenson, VIII, 345.

⁽⁴²⁾ *Idem.*

⁽⁴³⁾ Barbier, VI, 53.

s'était passé au cours de ces derniers temps; puis les Gens du Roi entrèrent et remirent la déclaration royale que le greffier lut aussitôt. Bien que cette déclaration fut l'ouvrage de Louis XV et non des ministres, elle n'obtint pas l'agrément de l'assemblée; quarante-quatre voix seulement s'accordèrent pour l'enregistrement pur et simple; le reste était partagé, soit pour la faire examiner par des commissaires désignés, soit pour ajourner l'assemblée au lendemain afin de délibérer mûrement. Ce dernier avis prévalut grâce à l'influence de premier président et les délibérations reprirent le jeudi matin; la séance se prolongea jusqu'à cinq heures du soir, avec une brève interruption pour aller à la buvette des chambres.

Le président Hénault s'étonne du mécontentement que causa cette déclaration qu'il estimait favorable ⁽⁴⁴⁾. Les magistrats considéraient le préambule, principalement, comme injurieux pour la compagnie: le roi reprochait aux membres du Parlement d'avoir quitté leurs fonctions en dépit de leur serment et des obligations de leur état, le 5 Mai 1753; il insistait sur l'exil de quinze mois qui avait suivi et sur la clémence royale, dans l'espérance que son Parlement, par un travail redoublé, réparerait le préjudice causé à tous ses sujets. Ensuite, le roi ordonnait à tous et à chacun des

« officiers de notre Parlement, de reprendre leurs fonctions accoutumées dans notre bonne ville de Paris nonobstant toutes choses à ce contraires, et de rendre la justice à nos sujets sans retardement et sans interruption suivant les lois et les devoirs de leurs charges. Ayant reconnu que le silence imposé depuis tant d'années sur des matières qui ne peuvent être agitées sans nuire également au bien de la Religion et à celui de l'Etat, est le moyen le plus convenable pour amener la paix et la tranquillité publique, enjoignons à notre Parlement de tenir la main à ce que, d'aucune part, il ne soit rien fait, tenté, entrepris, ou innové, qui puisse être contraire à ce silence et à la paix que nous voulons faire régner dans nos états; lui ordonnant de procéder contre les contrevenants, conformément aux lois et ordonnances. » ⁽⁴⁵⁾.

Après une orageuse discussion, la déclaration, restée célèbre sous le nom de *Déclaration du silence*, fut enfin enregistrée par quatre-vingt-douze voix contre soixante-douze, avec l'arrêté suivant:

« Registré, ouï ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécuté selon sa forme et teneur, et conformément aux lois

⁽⁴⁴⁾ *Mémoires*, p. 207.

⁽⁴⁵⁾ Flammermont, I, 611.

« et ordonnances du Royaume, arrêts et règlements de la Cour, en
 « conséquence n'être fait aucune innovation dans l'administration
 « extérieure et publique des sacrements, sans néanmoins reconnaî-
 « tre par la Cour en aucune façon les imputations contenues au pré-
 « ambule de ladite déclaration, et, à cet effet, il sera fait au Roi
 « une députation solennelle en la forme ordinaire, pour représenter
 « audit seigneur Roi que son Parlement, dans les circonstances où
 « il s'est trouvé, n'a fait, en donnant pendant un certain temps la
 « préférence aux affaires publiques sur les particulières, que ce
 « qu'exigeaient de lui les devoirs indispensables de son état et la
 « religion de son serment, etc. » ⁽⁴⁶⁾.

Cet enregistrement contenta tout le monde, même le roi, qui fut heureux de voir la crise parlementaire enfin terminée.

Le roi avait fait savoir à ses gens qu'il recevrait la députation le samedi 7 Septembre à midi; les magistrats, au nombre de quarante-deux, s'en furent à Versailles le jour fixé, en grand équipage, et le président de Meaupou répéta audacieusement au roi la réponse faite dans l'arrêté aux accusations de désobéissance et de parjure contenues dans le préambule: « Oui, Sire, nous osons vous le re-
 « présenter, votre Parlement dans les circonstances malheureuses où
 « il s'est trouvé, n'a fait, en donnant pour un temps la préférence
 « aux affaires publiques sur les particulières, que ce qu'exigeaient
 « de lui le devoir indispensable de son état et la religion du ser-
 « ment » ⁽⁴⁷⁾. Mais, en homme habile, il tempéra la vigueur de cette assertion par des protestations réitérées de respectueuse soumission envers « un prince qui connaît le génie des peuples qu'il gouverne avec une sagesse et une modération capables de lui gagner
 « tous les cœurs. » ⁽⁴⁸⁾.

Louis XV, satisfait, répondit qu'il avait agi principalement dans le but de rétablir la justice, l'ordre et la tranquillité.

Le soir même, le Parlement tint séance et enregistra la réponse du roi.

⁽⁴⁶⁾ *Id.* 612.

⁽⁴⁷⁾ *Id.* 613.

⁽⁴⁸⁾ *Id.*

CHAPITRE V.

FIN DES QUERELLES RELIGIEUSES DU PARLEMENT EXPULSION DES JESUITES DE FRANCE

La paix était faite entre le roi et son parlement; toutefois, le clergé demeurait mécontent de cet accommodement qui limitait certains de ses pouvoirs; il n'entendait pas poser les armes et rendait la paix incertaine. L'archevêque de Paris continua d'exiger des billets de confession, mais, rappelé à l'ordre par Louis XV, il modéra quelque peu son zèle constitutionnaire et se résigna à donner des ordres secrets à ses curés, les invitant à user provisoirement de tolérance à l'égard des fidèles. (1).

L'évêque d'Orléans ne tint pas compte de la loi du silence: il fut rappelé vigoureusement à la réalité par le Parlement. Un chanoine de quatre-vingts ans, l'abbé de Cournieu, « bon janséniste appellant », tomba malade; il demanda les derniers sacrements; le Chapitre d'Orléans s'assembla et délibéra de les lui refuser s'il ne se désistait pas de son appel. Il fit faire des sommations, et se plaignit au présidial d'Orléans; l'affaire fut dénoncée à la chambre des Vacations qui s'en empara. Un premier arrêt ordonna au Chapitre de faire cesser le scandale, sitôt la signification de l'arrêt, en administrant le malade; les membres du Chapitre s'assemblèrent de nouveau, au nombre de treize, et délibérèrent que la disposition et le sens de la dernière déclaration du roi ne regardaient que les laïques et non les ecclésiastiques, c'est-à-dire que ces derniers seuls devaient être interrogés sur le fait de la *Constitution*, étant obligés de signer le *Formulaire*. Un deuxième arrêt suivit, qui faisait d'itératives injonctions au Chapitre d'administrer le malade, sous peine de payer trois mille livres d'amende. Le Chapitre persista dans son refus et, au début d'Octobre 1754, on vendit pour environ trois mille quatre cents livres de meubles; quelques jours après, on vendit encore pour quatorze mille livres de meubles, afin de payer une nouvelle amende; puis, le 16 Octobre, on décréta d'ajournement personnel trois chanoines responsables plus spécialement du refus d'administrer leur con-

(1) D'Argenson, *op. cit.*, VIII, 359.

frère en danger de mort. Celui-ci mourut sans que ni les menaces, ni la saisie du temporel du Chapitre aient eu quelque effet.

A la même époque, deux prêtres de Saint Etienne-du-Mont refusèrent, malgré plusieurs sommations, de porter les sacrements à une lingère de la place Maubert; le Parlement, après avoir délibéré, fit injonction aux deux ecclésiastiques de satisfaire aux désirs et besoins de la malade. Les deux prêtres, décrétés ensuite de prise de corps, disparurent et on dut séquestrer leurs meubles. Le Parlement, après s'être adressé au second vicaire de la paroisse qui argua des ordres exprès de l'archevêque, décida d'interroger directement Christophe de Beaumont; celui-ci répondit que le fait dont il s'agissait était de même nature que celui du mois de Décembre 1752 et que depuis lors il n'avait pas changé de sentiments. Le Parlement, assez embarrassé sur la conduite à tenir envers l'archevêque, que sa qualité de pair mettait hors des sanctions prévues, se tira très heureusement d'affaire grâce à l'habileté de Meaupou; celui-ci s'engagea à se rendre devers le roi pour l'instruire de ces faits et connaître ses intentions. L'entrevue eut lieu le premier Décembre, et le roi marqua sa satisfaction au président de la sagesse du Parlement et promit de remédier aux scandales récents. En effet, il exila les deux prélats trop zélés constitutionnaires, l'évêque d'Orléans à Meung-sur-Loire et l'archevêque de Paris à Conflans; en même temps, il exilait l'évêque de Troyes, pour un motif semblable, à Méry-sur-Seine.

Bientôt, le roi dut aggraver l'exil de Christophe de Beaumont qu'il transféra à Lagny-sur-Marne pour de nouveaux scandales de refus de sacrements que ses prêtres opposaient selon ses instructions obstinées. D'autre part, le Parlement continuait les poursuites entamées contre le Chapitre du diocèse d'Orléans.

Le mardi 18 Mars 1755, une séance extraordinaire réunit toutes les chambre et Joly de Fleury, avocat général, plaida pour le procureur général, appelant comme d'abus d'un grand nombre d'actes capitulaires du Chapitre d'Orléans. Après de longues délibérations, l'assemblée prit un arrêté au cours duquel il était déclaré: « Attendu les « faits de cette cause, la Cour reçoit le Procureur Général du Roi, in- « cidemment appelant comme d'abus de l'exécution de la *bulle Unige- « nitus*. Notamment en ce qu'aucuns ecclésiastiques prétendent lui « attribuer le caractère ou lui donner les effets de règle de foi, et fai- « sant droit sur ledit appel, dit qu'il y a abus. En conséquence, en- « joint à tous ecclésiastiques, de quelque ordre, qualité ou dignité « qu'ils soient, et à tous autres, de se renfermer, à l'égard de ladite « *Bulle* dans le silence général respectif et absolu, prescrit et ordonné

« par la déclaration du 2 Septembre dernier, enregistrée en la Cour, le
« 5 et sous les peines y portées ⁽²⁾. »

Les magistrats applaudirent vigoureusement cet arrêté qu'ils regardèrent comme l'extinction et l'anéantissement de la *Bulle* qui avait causé tant de dissensions et de dommages dans l'Eglise de France. De plus, les curés de Paris furent avisés de se rendre au Palais pour être interrogés sur les ordres que leur avait donnés l'archevêque de Paris : une vingtaine répondirent à cet appel.

Le Parlement s'était trop avancé et le roi, par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 4 Avril, après avoir approuvé la première partie concernant les délibérations du Chapitre d'Orléans, cassa et annula l'arrêté dans la partie où son Parlement déclarait qu'il y avait abus dans l'exécution de la *bulle Unigenitus*. Louis XV reprochait au Parlement, en s'écartant des règles prescrites, de s'élever contre « une
« décision acceptée unanimement par les évêques de France, reçue
« dans toute l'Eglise, revêtue de lettres patentes, enregistrée dans
« tous les Parlements, et devenue par le concours de l'autorité des
« pasteurs et de celle de Sa Majesté, loi de l'Eglise et de l'Etat. » ⁽³⁾.

Sans contenter le clergé, puisqu'il ne reprochait pas au Parlement sa rigueur dans l'exécution de la déclaration du silence, le roi rappelait néanmoins à la soumission due à la *bulle Unigenitus* comme loi de l'Eglise et de l'Etat qu'il consacrait, une fois de plus, dans ce double caractère.

Le Parlement avait commis une imprudence en attaquant la *Constitution* et il en subit les conséquences. Bientôt, l'archevêque revint à Paris, animé des mêmes sentiments intransigeants. Le roi, dominé par les plaisirs, ne pouvait suivre longtemps une ligne de conduite sérieuse ; il décida de s'allier à nouveau avec le clergé afin d'éviter la censure que celui-ci aurait pu jeter sur ses désordres. Aussi, lorsque le président de Meaupou se rendit à Versailles pour recevoir la réponse aux réclamations du Parlement au sujet des nouveaux refus de sacrements par les curés de Saint-Etienne-du-Mont, Saint-Médard et Sainte-Geneviève, fut-il très mal accueilli par le roi qui désapprouva en tous points la conduite de la compagnie, tant sur les derniers arrêtés que sur la convocation des curés de Paris. Le Parlement, dans une assemblée importante, décida de faire des remontrances que présenterait au roi une grande députation. Elle fut reçue avec plus de pompe qu'à l'ordinaire et le roi répondit au discours du premier président en l'assurant de ses intentions de modération et de clémence.

⁽²⁾ Barbier, *op. cit.*, VI, 143, 144.

⁽³⁾ *Id.* 149.

Le Parlement regarda cette réponse comme favorable et l'enregistra avec la ferme intention de veiller plus jalousement que jamais sur les agissements du clergé envers les fidèles. Il étendit son contrôle sévère jusque sur la Sorbonne dont, le 6 Mai, il dénonça trente-quatre thèses soutenues depuis la déclaration du 24 Septembre, qui renfermaient quelques propositions discutables.

Le 7 Mai, les magistrats firent comparaître le Syndic Lefebvre auquel ils adressèrent une forte réprimande et lui ordonnèrent de convoquer pour le 13 Mai l'assemblée de la Faculté de Théologie pour examiner les thèses incriminées et enregistrer l'arrêt du Parlement. L'assemblée prolongea la délibération jusqu'au lendemain et conclut :

- 1° Que l'arrêt du Parlement était injurieux pour la Faculté.
- 2° Que la condamnation des thèses était indéterminée et laissait ignorer ce que le Parlement trouvait répréhensible.
- 3° Qu'il était contre l'usage de la Faculté de faire de pareils enregistrement.

4° Que l'arrêt et la Déclaration du 2 Septembre 1754 sont incompatibles avec la Déclaration de 1730 qui donne à la bulle *Unigenitus* le caractère de loi de l'Eglise et de l'Etat.

5° Que l'arrêt est contraire à la foi de l'Eglise et à la doctrine de la Faculté.

Ce dernier article fut rayé sur l'acte officiel car il semblait un déficit porté à la catholicité des membres du Parlement.

Les Gens du Roi rapportèrent à la Cour ces conclusions, laquelle ordonna au Syndic, au doyen, à six anciens docteurs et autres de comparaître devant le Parlement, le Jeudi 15, accompagnés du greffier de la Faculté avec ses registres.

Ils se rendirent le jour prescrit à la Grand' Chambre où le premier président leur exprima tout le mécontentement de la compagnie et où l'arrêt fut transcrit sur les registres de la Faculté.

L'affaire se compliquait et la paix devenait de plus en plus précaire. Le trône pontifical, depuis 1740, était occupé par un pape vertueux et libéral, Benoît XIV; il n'avait pas été étranger à la fameuse déclaration du silence. Barbier rapporte qu'il courut alors le bruit que le pape aurait écrit à Louis XV que les billets de confession et la déclaration du nom du confesseur n'étaient pas essentiels à la religion, surtout lorsqu'ils causaient des troubles dans un état. « Mais, ajoute Barbier, ce n'est point là le fond de la querelle, les billets de confession ne sont qu'incidents et prétextes de la part des deux partis. » (4). Le conflit ne gravitait plus autour

(4) Barbier, V, 126.

d'une question théologique qui n'aurait intéressé qu'une catégorie de gens, mais il s'amplifiait chaque jour, mettant aux prises le peuple français, obscurément influencé par la nécessité de s'affranchir des despotismes qui le ruinaient. C'est pourquoi la querelle atteignit son paroxysme sous ce pontificat de Benoît XIV, esprit conciliant, qui mourut en 1758, après avoir rédigé un bref pour la réforme des Jésuites du Portugal.

En 1755, mourut l'ancien évêque de Mirepoix, le théatin Boyer, qui, après la mort de Fleury, l'avait remplacé comme ministre du Culte et dont le zèle de constitutionnaire avait fait choisir pour l'archevêché de Paris son émule, Chrisophe de Beaumont. Au mois d'Août, Louis XV désigna pour lui succéder le cardinal de La Rochefoucauld, esprit tolérant et modéré. Mais les fougueux partisans de la *Bulle* n'entendaient pas poser les armes et faisaient pression sur le souverain qui, mol et voluptueux, ne cherchait pas à réagir pour le bien de son royaume et l'avenir de son trône.

Le Parlement se montra plus vigilant que jamais; par ses défaites antérieures, il avait acquis de l'expérience et, avec ténacité et méthode, il entreprit la lutte. L'évêque d'Orléans, le jeune Mgr de Montmorency-Laval, de plus en plus provocant, révoqua tous les pouvoirs donnés aux prêtres de son diocèse pour ne les accorder qu'aux seuls constitutionnaires. ⁽⁵⁾. En conséquence, et prenant la défense du bas clergé contre le despotisme des évêques, le Parlement continua ses poursuites contre le Chapitre d'Orléans qu'il ruina par des amendes successives, contre les évêques de Troyes, de Langres, d'Auxerre et d'Orléans. Dans le diocèse de ce dernier, le Parlement fit donner la communion à des couvents de religieuses qui en étaient privées depuis plus de dix ans. ⁽⁶⁾.

Il n'intenta aucune poursuite nouvelle durant l'été de 1755, pendant la tenue de l'assemblée du Clergé, pour ne pas entraver les délibérations en faveur des subsides à accorder au roi qui furent de seize millions; mais les magistrats demandèrent à l'approche des vacances la prorogation du Parlement, « fait sans exemple dans l'histoire » dira Barbier ⁽⁷⁾. La compagnie préférait sacrifier une partie de ses vacances dans la crainte de quelque manœuvre de la part du clergé pour éloigner le roi du Parlement, manœuvre que favoriserait le président de la chambre des Vacations, Meaupou, fils du premier président, partisan déclaré des jésuites. Louis XV accéda au désir du Parlement par sa déclaration du 27 Août aux termes de

⁽⁵⁾ D'Argenson, VII, 415.

⁽⁶⁾ Barbier, VI, 171.

⁽⁷⁾ *Idem*, 193.

laquelle il ne devait avoir pour cette année aucune chambre des Vacations, aucune cessation du Parlement; en revanche, celui-ci enregistra purement et simplement la déclaration du 8 Août 1755 qui pro rogeait pour six années certains droits et impôts.

Le clergé, joué par le Parlement, manda au roi, le 8 septembre, une députation qui comportait, outre le cardinal de La Rochefoucauld, président de l'assemblée, et l'archevêque de Narbonne, deux évêques, quatre députés du second ordre et deux agents généraux du clergé; ils présentèrent un mémoire dans lequel il était question de la révocation de l'arrêt du Parlement contre le Chapitre d'Orléans, du retour des évêques exilés et des prêtres bannis pour refus de sacrements. Le roi fit attendre sa réponse jusqu'au 23 Octobre; il la donna par écrit de sa main aux députés du clergé, avec ordre de l'inscrire et de lui rendre ensuite personnellement la minute afin que le secret n'en soit point divulgué. Quelle qu'elle fût, elle ne satisfit point le clergé car sa lecture causa du tumulte et apporta la division au sein de l'assemblée. L'archevêque de Tours déclara qu'il serait bon de terminer l'assemblée par des censures et des excommunications pour éviter l'hérésie qui tendait à se former en France; heureusement, le cardinal de La Rochefoucauld, calma les esprits; il répondit à l'archevêque: « Une hérésie ne pourrait être que trop « vraie; mais ce serait de votre part, Monsieur, qu'elle serait à craindre »; puis, à ceux qui insistaient pour qu'on dressât des censures, il objecta que ceci n'était pas l'affaire d'un moment; et comme on lui en présentait de toutes dressées, il répliqua: « Lorsqu'une Assemblée « prononce des censures, c'est elle-même qui les dresse. » Enfin, on proposa de demander au roi la permission de présenter des remontrances et de solliciter une prorogation de huit jours; le cardinal déclara s'acquitter fidèlement de tout ce dont le chargerait l'Assemblée, pourvu que ses intentions lui fussent données par écrit.

L'assemblée du Clergé dut se clore avant que le Parlement se décidât à prendre des vacances, car le roi ne lui accorda aucune prorogation, mais il examina les remontrances. Celles-ci roulaient sur cinq chefs: l'attachement du clergé à la personne sacrée du roi et la soumission à ses volontés; un éclaircissement sur la déclaration du 2 Septembre 1754; la révocation des arrêts du 18 Avril 1752 et de celui d'Orléans; enfin, le rappel des exilés.

Louis XV répondit qu'il n'avait jamais douté de la fidélité et de l'attachement de son clergé; qu'il était très content des marques de son zèle et qu'il l'assurait de sa protection particulière et de ses dispositions pour le soutenir ainsi que les lois de l'Eglise, et qu'il s'opposerait à ce que les ministres de l'Eglise fussent troublés dans l'administration de leurs fonctions, ne voulant pas que ses parlements

ni autres tribunaux pussent y porter obstacle ou s'ingérer dans des choses purement spirituelles; enfin qu'il entendait soutenir sa déclaration dans toutes son étendue.

Cette réponse politique ne décidait rien et éludait les questions d'ordre immédiat comme le rappel des évêques et la révocation des arrêts du Parlement.

Le Parlement triomphait, mais la lutte allait renaître ou plutôt s'intensifier après s'être transportée provisoirement sur un autre terrain: la rivalité du Parlement et du Grand Conseil, ⁽⁸⁾ dont Louis XV voulait se servir pour affaiblir le Parlement. Ce fut l'occasion de très longues remontrances que le roi ne lut jamais, mais il finit par céder au Parlement.

Si le Parlement avait parfois raison du roi, il n'arrivait pas à vaincre le clergé qui s'autorisait de la *bulle Unigenitus*, loi de l'Eglise et de l'Etat, pour violer la déclaration du silence et troubler la paix du royaume. Depuis 1755, on n'obtenait en Sorbonne le bonnet de docteur qu'à la condition de signer le *Formulaire*; les refus de sacrements devenaient de plus en plus fréquents et l'audace des prélats croissait. Le Parlement dut condamner au feu une instruction pastorale de l'évêque de Troyes dans laquelle il traitait du schisme et de l'infailibilité du pape; le prélat répondit par une lettre au procureur général déclarant qu'il n'avait aucun compte à rendre au Parlement, puis il publia un nouveau mandement dans lequel il étalait audacieusement son ultramontanisme. Le roi, qui l'avait tout d'abord exilé à Méry-sur-Seine, le fit arrêter et conduire comme prisonnier d'état à l'abbaye de Murbach, dans la haute Alsace.

Puis, le Parlement eut à s'occuper de nouveau de l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, dont d'Argenson pouvait dire : « L'on observe qu'il n'y a jamais eu d'entêtement pareil à celui de l'archevêque de Paris. » ⁽⁹⁾. Celui-ci avait interdit en son absence ⁽¹⁰⁾ aux religieuses hospitalières du faubourg Saint-Marcel de pro-

⁽⁸⁾ Le *Grand Conseil*, section juridique du Conseil du Roi, qui s'en sépara à la fin du XVe siècle, et devint une cour souveraine, comparable au Parlement; sa juridiction s'étendait à tout le royaume, et sa procédure, plus rapide et moins coûteuse que celle du Parlement, s'apparentait à celle du Conseil du Roi; d'ailleurs, ses membres, recrutés avec soin, présentaient la même docilité envers le pouvoir royal. « Lorsque le Parlement de Paris fut cassé en 1771, le personnel du Grand Conseil, momentanément supprimé, permit de constituer un nouveau Parlement, et, lorsqu'en 1774 furent rétablis en fonctions les anciens Parlementaires, l'ordonnance sur la discipline du Parlement établit que le Grand Conseil, rétabli lui aussi, serait toujours prêt à prendre les fonctions du Parlement, si celui-ci démissionnait en masse ou cessait, de parti pris, l'administration de la justice. » (Esmein, *Cour élémentaire d'Histoire du Droit Français*, 15^e éd., p. 457.)

⁽⁹⁾ *Op. cit.*, IX, 18.

⁽¹⁰⁾ Nous rappelons que, depuis 1754, l'archevêque de Paris était en exil à Conflans.

céder, selon leurs statuts, à l'élection d'une supérieure et de toutes les autres places et charges de la communauté. Depuis huit mois, les religieuses suppliaient l'archevêque de déléguer à sa place un ecclésiastique en présence, duquel les formalités s'effectueraient. Rebutées par la mauvaise volonté de Christophe de Beaumont, elles présentèrent une requête au Parlement qui rendit un arrêt le 28 Août, par lequel il enjoignait à l'archevêque de pourvoir à cette élection le lundi 30 Août. Ce dernier répondit qu'il s'était réservé la supériorité sur cette maison et qu'il procéderait à l'élection quand il le jugerait à propos. Nouvelle sommation, nouveau refus; le vendredi 3 Septembre, par un arrêt du Parlement, l'abbé d'Héricourt, conseiller à la Grand' Chambre, fut chargé « de procéder à l'élection de la supérieure et autres, en la manière accoutumée, par provision et faute par M. l'archevêque d'avoir nommé un ecclésiastique. » (11). Aussitôt, l'archevêque fit signifier aux religieuses qu'il leur défendait de s'assembler « sous peine d'excommunication ipso facto. » Le samedi 4 Septembre, l'abbé d'Héricourt se transporta au couvent et procéda à l'élection; sur trente-huit religieuses, six seulement s'abstinrent (12). L'archevêque défendit d'administrer les sacrements aux religieuses de la communauté. Le desservant de la paroisse ayant déféré à ses ordres, les religieuses portèrent plainte à nouveau au Parlement, c'est-à-dire à la Chambre des Vacations, le Parlement étant alors en vacances, qui le décréta de prise de corps.

Mais l'archevêque ne borna pas ses exploits à brimer une communauté de religieuses: il brava audacieusement l'autorité souveraine et parlementaire. Depuis plus d'un an, le comte d'Argenson, chef de la police, avait défendu l'impression du mandement de l'archevêque de Paris, malgré son privilège: or, le dimanche 19 Septembre 1756, Christophe de Beaumont se plut à célébrer la grand'messe dans la paroisse de Conflans et à lire au prône son mandement manuscrit, au grand scandale des bourgeois de Paris, alors en villégiature à Conflans. Le bruit s'en répandit dans la Capitale où les esprits étaient fortement indisposés contre l'archevêque. Le dispositif impudent était ainsi conçu (13):

« A ces causes, le nom de Dieu invoqué, voulant assurer aux décisions de l'Eglise universelle et notamment à la *constitution Unigenitus* la soumission de cœur et d'esprit que lui est due, nous faisons très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes de notre diocèse de lire et retenir les imprimés ayant pour

(11) Barbier, VI, 362 à 364.

(12) *Id.*

(13) *Id.*, 370-371.

« titre : Extraits des registres du Parlement des 18 Avril, 19 Août
 « et 30 Août 1755; les remontrances du Parlement, du 3 Avril 1755
 « et Arrêt de la Cour du Parlement, du 8 Mars 1755; Extrait des
 « registres du Parlement, des 18 Mars et 13 Mai 1755; Arrêt du
 « Parlement du 18 Mai 1756, et tous autres écrits de même nature
 « tendant à envahir l'autorité de l'Eglise, et à inspirer aux fidèles
 « des sentiments d'indocilité et de révolte contre ses décisions. En
 « outre, désirant empêcher la profanation des sacrements et pour-
 « voir à la liberté du ministère, nous défendons sous peine d'ex-
 « communication ipso facto: 1° A tous les fidèles, de se pourvoir
 « par-devant les juges séculiers pour se faire administrer les sa-
 « crements; et à tous ceux qui approchent des malades de leur con-
 « seiller cette manière profane de les obtenir et de leur donner, en
 « quelque façon que ce soit, aide ou secours pour y réussir par ce
 « moyen ; 2° à tous magistrats et juges séculiers, de rendre aucun
 « jugement ou sentence qui, soit expressément, soit équivalement,
 « portent injonction aux ministres de l'église d'administrer les sa-
 « crements; à tous officiers d'un tribunal laïque, de faire et de
 « signifier aucun acte qui tende à les y contraindre; 3° de plus,
 « défendons, sous la même peine, à tous curés, vicaires et prêtres
 « séculiers, réguliers exempts et non exempts, dans toute l'étendue
 « de notre diocèse, d'administrer les sacrements, en vertu d'aucu-
 « ne signification, sommation, sentence, arrêt ou jugements, ou de
 « quelque acte que ce soit, émané d'un tribunal séculier.

« Donné par nous et publié à Conflans, le 19 Septembre 1756. »

C'était une véritable déclaration de guerre au Parlement. En l'absence de celui-ci, la Chambre des Vacations fit défenses à tout prêtre du diocèse de publier aucun mandement ou ordonnance sur l'autorité du roi dans ses cours de justice ou autre chose contraire à la déclaration du 2 Septembre 1754.

Le mandement de l'archevêque de Paris se vendit clandestinement dans Paris, au prix élevé de neuf livres. (14). Un conseiller du Châtelet dénonça ce fait à sa compagnie qui condamna l'imprimé à être brûlé par la main du bourreau, le 4 Novembre. L'archevêque s'empessa de lancer l'excommunication contre tous ceux qui liraient la sentence du Châtelet et celui-ci répliqua par l'interdiction à tout curé ou vicaire de publier le dernier mandement. Cette sentence fut signifiée à tous les curés, publiée à son de trompe et affichée le 12 Novembre. En même temps, le Châtelet, pour manifester son intention de faire observer le silence de part et d'autre,

(14) Barbier, VI, 385.

supprima deux écrits anonymes intitulés : *Lettres sur le péché imaginaire*, c'est-à-dire la désobéissance à la bulle *Unigenitus*.

Précédemment, le 5 Juillet; l'archevêque d'Auch, M. de Montillet, avait publié une *Lettre au Pape*, dans laquelle il dénonçait toute la gravité du péché de rébellion à la bulle *Unigenitus*. La Chambre des Vacations avait condamné cet écrit à être lacéré en la cour du Palais, le 24 Septembre.

Ces faits présageaient bien du travail pour la rentrée du Parlement, fixée au 12 Novembre. Le roi ayant reçu un bref du pape inspiré par un réel esprit de conciliation, l'envoya avec une lettre à tous les évêques de France et demanda au Parlement de ne rien délibérer ni statuer sur les affaires présentes, tout au moins jusqu'au 24 Novembre, jour des mercuriales.

Le zèle des évêques pour défendre la *Constitution* s'enflammait de plus en plus, et le Châtelet, pendant l'inaction imposée au Parlement, dut s'assembler le 19 Novembre, et condamner au feu les mandements des évêques de Saint Pons, d'Auxerre et de Troyes, « comme contenant des propositions attentatoires à l'autorité du roi sur tous ses sujets, injurieux aux Parlements, propres à émouvoir les esprits et contraires au silence prescrit le 2 Septembre 1754. »

Au jour indiqué, le Parlement s'assembla et commença par faire le récit des travaux accomplis tant par la Chambre des Vacations que par le Châtelet durant les vacances. Le lendemain, après délibération, le premier président fut chargé de représenter au roi la douleur du Parlement devant l'inaction qui lui était imposée et la nécessité d'user de mesures énergiques pour rappeler les ecclésiastiques au respect des lois de l'Etat. L'arrêté du Parlement ne faisait aucune allusion au bref du pape, et l'énergie des termes dont il se servait faisait prévoir son intention de ne pas enregistrer une lettre pontificale qui, malgré sa modération, débutait en marquant l'autorité absolue de la bulle *Unigenitus*. Le roi accepta ces représentations des mains du président de Meaupou, promit de les examiner et de donner ses ordres au Parlement, par ses gens, le 5 Décembre.

Le Châtelet suppléait au Parlement condamné toujours à l'inertie, et censurait le 26 Novembre les mandements des évêques d'Orléans et d'Amiens, « comme tendant au schisme et renfermant une adhésion téméraire au mandement de l'archevêque de Paris, brûlé en place de Grève, le 4 de ce même mois. » (15).

Mais le Parlement ne voulut remettre à personne le soin de poursuivre l'affaire entreprise contre l'évêque d'Orléans au sujet du

(15) Barbier, VI, 396.

chanoine Couniou. Le curé de la paroisse dudit chanoine, ayant obéi à l'arrêt du Parlement qui ordonnait un service annuel pour le repos de l'âme du défunt avec l'apposition d'un marbre portant l'inscription de cette sentence, vit sa paroisse frappée d'interdit par l'évêque qui lui enjoignit de célébrer les cérémonies du culte dans la chapelle de l'Officialité. Le Parlement rétablit le curé dans ses fonctions et celui-ci s'empressa de déférer aux ordres reçus. Mais le gouvernement, secondant l'autorité épiscopale, exila le curé à Angers par lettre de cachet : grand émoi au Parlement qui s'assembla le 2 Décembre. En une tumultueuse séance, les magistrats arrêterent qu'il serait adressé une députation au roi, pour lui faire de vives représentations au sujet de cet exil. Le 5 Décembre, les Gens du Roi se rendirent à Versailles pour recevoir les ordres de Sa Majesté et en même temps pour lui demander le jour qu'il lui plairait de recevoir la députation. De son côté, le roi ayant mandé le premier président en audience particulière, il se contenta de dire à ses gens, après avoir refusé toute députation : « Je porterai moi-même mes volontés à mon « Parlement ; je lui ferai savoir le pour cette semaine, en la manière « ordinaire. » ⁽¹⁶⁾.

A l'annonce de ce lit de justice, le Parlement s'assembla le mardi 7 Décembre, depuis huit heures du matin jusqu'à près de six heures du soir ; il fut convenu que les Gens du Roi retourneraient à Versailles exposer l'importance des représentations, le 2 Décembre, et l'utilité d'entendre certaines vérités capables de faire changer les vues du roi. Louis XV consentit à recevoir, le 10 Décembre, la députation du Parlement à condition qu'elle ne serait composée que du premier président et de deux présidents seulement. Meaupou, déférant aux ordres du roi, s'en fut à Versailles avec deux autres magistrats pour représenter tout le danger qu'offrait l'approbation donnée à l'évêque d'Orléans qui violait la déclaration du silence, la punition infligée au curé dont tout le crime consistait à exécuter des arrêts rendus pour maintenir cette même déclaration royale que, par ses actes, Sa Majesté semblait vouloir anéantir. Louis XV, avec une réserve hautaine, répondit qu'il sentait toute l'importance des représentations de son Parlement et qu'il y ferait attention.

Mais le 11 Décembre, lors de l'assemblée du Parlement pour entendre le compte-rendu de l'audience du premier président, le grand-maître des cérémonies vint à la Grand'Chambre remettre la lettre de cachet qui annonçait de la part du roi un lit de justice pour le lundi 13, à dix heures du matin. Les chambres assemblées s'empressèrent de recevoir le procureur général appelant comme d'abus du

(16) Barbier, VI, 399.

mandement donné par l'archevêque de Paris, le 19 Septembre : « Singulier arrêt, à la veille d'un lit de justice ! » remarque Barbier ⁽¹⁷⁾. Puis les magistrats chargèrent le premier président de représenter au roi qu'il devait communiquer à son Parlement les motifs pour lesquels il les assemblait et de protester au nom de la compagnie qu'elle ne cesserait pas de poursuivre l'exécution de la déclaration du 2 Septembre 1754.

Le roi vint en grande pompe au Palais, aménagé par les soins de M. de Fontanieu, conseiller d'Etat et intendant général des meubles de la Couronne. Louis XV était accompagné du Dauphin et des princes du sang, de dix-neuf ducs et pairs et de trois maréchaux de France.

La décision prise par Louis XV de tenir un lit de justice inquiétait à juste raison les membres du Parlement; ils se doutaient que Madame de Pompadour « qui conduisait cette grande guerre entre la « magistrature et l'épiscopat » ⁽¹⁸⁾ se mettait à ce moment du côté du clergé; ils essayèrent de prendre quelques précautions dont ils reconnurent l'inefficacité à l'énoncé des déclarations que le souverain venait faire enregistrer en sa Cour de Parlement.

Elles étaient au nombre de trois: la première consacrait définitivement la *bulle Unigenitus* comme loi de l'Eglise et de l'Etat; elle donnait entièrement gain de cause aux évêques dans leurs démêlés avec la justice séculière; les deuxième et troisième concernaient la discipline du Parlement: tous les présidents des Enquêtes étaient supprimés ainsi que les deux dernières chambres des Enquêtes, dont les membres étaient incorporés dans les trois premières, tandis que l'autorité du premier président et de la Grand'Chambre était renforcée.

Le roi, après la lecture de ces déclarations, notifia à l'assemblée: « Vous venez d'entendre mes volontés; je ferai respecter mon autorité par tous ceux de mes sujets qui voudraient s'en écarter. » ⁽¹⁹⁾.

Ce même jour, le lit de justice étant terminé, tous les membres des chambres des Enquêtes et Requêtes du Palais, après avoir délibéré, s'assemblèrent dans la première chambre et, malgré toutes les menaces incluses dans les paroles du roi et le discours du chancelier, donnèrent leurs démissions, considérant que « dégradés et privés de leurs fonctions les plus essentielles » ils ne pouvaient plus être à l'avenir d'aucune utilité pour le service du roi et le bien de son royaume. Le premier président n'ayant pas voulu les recevoir, le président de

⁽¹⁷⁾ Barbier, VI, 406.

⁽¹⁸⁾ D'Argenson, *op. cit.*, IX, 357.

⁽¹⁹⁾ A. N. *Reg. du Parlement*, X 1bis 8935 — Flammermont, II, 161-163 — Barbier, VI, 407-409.

la première chambre des Requêtes du Palais porta l'acte des démissions collectives au chancelier qui le reçut avec difficultés et finalement l'envoya au roi. Ces démarches accomplies, tous ces Messieurs, au nombre de cent vingt-neuf, quittèrent le Palais : il était dix heures du soir.

Le lendemain, un certain nombre de conseillers de Grand' Chambre suivirent cet exemple. Le président Meaupou, jusqu'alors jugé si grand par le public, fut accusé d'avoir joué la compagnie et d'être gagné à la cause du gouvernement. Le 15 Décembre, faisant ouvrir l'audience comme à l'ordinaire avec les présidents et conseillers restants, il ne trouva ni avocats ni procureurs car ils avaient aussi cessé leur service. De même, à la Tournelle, à la Cour des Aides, au Grand Conseil, au Châtelet : ainsi qu'en 1732, tous les cabinets étaient fermés.

Ce même jour, il se tint à la cour un grand conseil à l'issue duquel le roi envoya une lettre de cachet au président Meaupou l'avisant de se rendre à Versailles le lendemain, avec tous les présidents et conseillers de la Grand' Chambre restants. Louis XV les reçut très gracieusement, les loua de leur fidélité et permit de faire des remontrances sur les objets des trois déclarations qui avaient été enregistrées au lit de justice. Deux jours après, le 17 Décembre, ils retournèrent devers le roi pour le supplier d'ordonner que tous les membres de son Parlement se réunissent dans le but de concourir par leurs suffrages aux représentations nécessaires pour le bien de son service et celui de son état. Le souverain réserva sa réponse jusqu'au 21 Décembre où il déclara au premier président, accompagné des présidents Molé et de Rosambo : « J'ai donné à la Grand' Chambre des « marques de mon contentement de son exactitude pour mon servi- « ce et une preuve de ma confiance en lui permettant de me faire « des représentations. Quant aux offices des Enquêtes et Requêtes, « je les regarde comme vacants; ainsi il n'est pas question de les « assembler. » ⁽²⁰⁾.

Cette réponse, plus dure qu'on ne le pensait, excita le public et consterna les intéressés. La Grand'Chambre arrêta que tous ceux qui ne s'étaient pas démis iraient se jeter aux pieds du roi « pour le sup- « plier de considérer que plus ils sont animés par les marques de « bonté et même de confiance dont il les a honorés, plus il ose se « flatter d'obtenir la réunion entière de son Parlement. » ⁽²¹⁾. Le roi reçut les magistrats de la Grand'Chambre, c'est-à-dire les présidents et les conseillers restants, au nombre de quinze, le lundi 29 Dé-

⁽²⁰⁾ Barbier, VI, 416-417.

⁽²¹⁾ *Idem.*

cembre. Il leur déclara que, sans blâmer leurs instances, il les priaît de ne pas insister davantage sur une demande qu'il ne pouvait accorder et qu'il considérait comme vacants les offices des magistrats qui avaient donné leur démission.

L'interruption de la justice était entière; le roi paraissait l'ignorer dans un but qui inquiétait le public. Ces Messieurs de la Grand'-Chambre décidèrent de faire d'itératives représentations et d'insister énergiquement « sur la réunion du Parlement par rapport à l'impossibilité de faire le service, et ce, pour le bien de l'Etat. » ⁽²²⁾.

Cette fin d'année 1756 était plus orageuse que les précédentes; l'opposition croissait et se renforçait grâce à l'alliance des parlements de province avec le parlement de Paris. L'année 1757 s'ouvrit par la tentative d'assassinat de Pierre Damiens qui ne réussit qu'à blesser légèrement le roi; cet incident détourna momentanément l'attention publique et fixa la Cour du Parlement dans la poursuite d'une affaire criminelle.

L'annonce de cet attentat laissa le peuple assez indifférent, si-gne manifeste de l'impopularité de Louis XV; au contraire, le Parlement s'émut, et les magistrats démissionnaires des Enquêtes et Requêtes se rendirent au Palais à quatre heures du matin, puis ils adressèrent au Dauphin, nommé lieutenant-général du royaume en la circonstance, une requête pour le prier de leur donner des ordres et de leur permettre de prouver au roi leur fidélité. Le Dauphin prétexta que la question était trop délicate pour qu'il puisse la trancher de son propre chef. Le 4 Janvier, le premier président et les présidents à mortier allèrent à Versailles pour réclamer la connaissance du procès et demander la permission, pour tout le Parlement, de s'assembler. Le roi fit répondre seulement par le Dauphin qu'il donnerait des lettres patentes pour renvoyer à la Grand'Chambre la continuation de l'instruction et le jugement de l'accusé. Quant à l'autre requête restée sans réponse, le Dauphin répéta ce qu'il avait dit précédemment.

Jésuites, Constitutionnaires et Jansénistes rejetèrent les uns sur les autres l'initiative du crime; mais au cours de ses interrogatoires, Damiens, esprit déséquilibré, déclara qu'il avait agi seul, sans autre objet que de contribuer aux peines et aux soins du Parlement qui soutient la religion de l'Etat; de plus, il expliqua qu'il n'avait jamais eu l'intention de tuer le roi, mais que son projet de le frapper avait été conçu depuis l'exil de tout le Parlement. ⁽²³⁾. Les magistrats démissionnaires de la Grand'Chambre espéraient qu'ils seraient

⁽²²⁾ Barbier, VI, 422.

⁽²³⁾ *Id.*, 504 n. 1.

réintégrés dans leurs charges à l'occasion du jugement de Damiens; ils convinrent tout d'abord de ne reprendre leurs fonctions qu'avec les conseillers des Enquêtes et des Requêtes, puis ils s'assagirent et décidèrent, sauf trois, de rentrer sans conditions.

Le roi consentit à recevoir les représentations de la Grand'Chambre, le dimanche 23 Janvier; tous les membres restés en fonction étaient présents; les représentations rédigées avec simplicité et modération portaient sur les différents objets des trois déclarations du lit de justice. Le roi répondit article par article aux objets exposés; il démontra qu'il n'avait cherché que la paix sans accroître les droits du clergé, sans trop restreindre l'autorité du Parlement et sans se départir de la loi du silence imposée déjà tant de fois. Mais il déclarait de façon catégorique, en terminant, qu'il entendait que ces déclarations fussent exécutées. Malgré l'autorité de cette conclusion, les magistrats espéraient, qu'en vertu de la bienveillance empreinte dans la première partie du discours, l'affaire se trouvait en voie d'accommodement. Aussi quelle fut la consternation au Palais et dans Paris lorsque le jeudi 27 Janvier seize lettres de cachet exilèrent un président et un conseiller de Grand'Chambre démissionnaires, ainsi que quatorze conseillers des Enquêtes et Requêtes. Le samedi suivant, la Grand'Chambre arrêta de présenter au roi de très humbles supplication pour obtenir le retour des conseillers exilés, qu'ils qualifiaient « leurs confrères et membres du Parlement ». Le premier Février, Louis XV répondit à la petite députation accoutumée qu'il avait dû punir quelques particuliers pour des raisons personnelles qui ne souffraient aucune intercession en leur faveur; il ajoutait : « J'ai accepté la démission volontaire qu'ils m'ont donnée de leurs offices, et j'ai ordonné qu'il fût pourvu au remboursement de leurs charges. » ⁽²⁴⁾.

La colère du roi, habilement entretenue par Madame de Pompadour qui, depuis l'attentat, n'avait pas quitté Versailles, était à son comble: tandis que quatre évêques étaient exilés et les autres confinés dans leurs diocèses, que seize magistrats venaient d'être exilés, Louis XV disgrâcia deux de ses ministres les plus éclairés et les plus en faveur, le comte d'Argenson et Machault, secrétaires d'Etat de la Guerre et de la Marine.

Vers la fin de Février, on escompta quelque arrangement pour les affaires du Parlement; le roi permit aux présidents et conseillers des Enquêtes et Requêtes de s'assembler, chacun dans leur chambre, et un arrêté s'ensuivit. Les conseillers démissionnaires de la

(24) Barbier, VI, 466, 467.

Grand'Chambre prirent également un arrêté qui, comme le précédent, protestait de leurs respect, soumission et amour envers Sa Majesté et la suppliaient de lever les obstacles qui naissaient des dernières déclarations. On constate que, sous les formes respectueuses, les magistrats persistaient dans leurs mêmes prétentions, c'est-à-dire le rappel des exilés et la révocation de la déclaration au sujet de la discipline du Parlement. Le roi fut surpris du ton des arrêtés et remarqua amèrement : « On voudrait donc que je misse ma couronne « aux pieds du Parlement. Si cela est vrai, c'est vif ! » ⁽²⁵⁾. La situation traînait en longueur, le cours de la justice se trouvait toujours suspendu, les avocats partaient pour la campagne ; nul ne voyait de solution qui permît au Parlement de rentrer dans ses fonctions. Dans le courant du mois d'Août, la Grand'Chambre s'assembla et décida de faire des représentations au roi sur ce que, malgré toute son exactitude à remplir ses devoirs, il lui était impossible de faire rendre la justice aux sujets du roi et pour le supplier d'y mettre ordre : le dimanche 21 Août, le président Meaupou, accompagné des présidents Molé et Rosambo, présenta au roi ces revendications.

La grande difficulté était de trouver ici un arrangement et de prendre un parti sans compromettre l'autorité royale vis-à-vis des magistrats résolus à ne donner aucune marque de soumission. La marquise de Pompadour se décida à réconcilier le roi avec sa cour de justice. Le dimanche 28 Août, Louis XV fit dire au Parlement par ses gens de venir le lendemain en grande députation. « Le « lundi matin tout le Parlement, c'est-à-dire tout ce qui compose « aujourd'hui la Grand'Chambre, se rendit à Versailles, au nombre « de vingt-huit, dans neuf carrosses » ⁽²⁶⁾. Ces Messieurs revinrent à trois heures, fort satisfaits : le roi rendait toutes les démissions, tant générales que particulières, même celles des seize exilés, ce à quoi on ne s'attendait pas, étant donné le remboursement de leurs charges. Le rappel de ces derniers était subordonné à la conduite du Parlement. Mais si les démissionnaires rentraient dans leur office sans avoir fait leur soumission, les exilés ne devaient revenir que conditionnellement, et les membres du Parlement étaient contraints d'effectuer leur rentrée sans leurs seize confrères ; de plus, le roi maintenait les deux déclarations concernant l'affaire de l'Eglise et la discipline du Parlement.

Les magistrats se réunirent au Palais le premier Septembre, selon l'ordre du roi, afin d'organiser la grande députation de quarante-deux membres qui devait le jour même se rendre à Versailles

⁽²⁵⁾ Barbier, VI, 489.

⁽²⁶⁾ *Id.* 560.

pour recevoir les ordres du souverain. Le chancelier prononça un discours par lequel le roi faisait appel aux sentiments d'affection et de soumission, du Parlement; puis il ordonna aux magistrats de faire exécuter sa première déclaration « conformément aux canons de « l'Eglise reçus dans le royaume, aux lois et aux ordonnances. » ⁽²⁷⁾. Quant à la suppression des deux chambres ordonnée par le dernier édit, Sa Majesté voulait qu'elle soit exécutée. Pour ce qui concernait la discipline du Parlement, objet de la seconde déclaration, le roi désirait que l'usage en devint inutile et déclarait bien vouloir écouter ce que le Parlement croirait devoir lui représenter à ce sujet.

Les membres du Parlement, se conformant aux ordres du roi, s'assemblèrent, le lendemain 2 Septembre, dans la Grand'Chambre « où ils effectuèrent de nombreuses opérations à titre d'obéissance », précise Barbier. ⁽²⁸⁾. Ils travaillèrent notamment à la distribution des conseillers de la quatrième et de la cinquième chambre des Enquêtes, supprimées, dans les trois chambres restantes; puis ils firent un arrêté pour adresser au roi une députation à l'effet de lui rendre des très humbles actions de grâce pour les témoignages de sa bonté, de l'assurer des sentiments zélés, fidèles et soumis de son Parlement, et surtout d'obtenir de sa justice et de sa bonté le retour des exilés sur lequel il avait bien voulu donner les plus grandes espérances.

Le roi ne fit pas attendre sa réponse, car il reçut le lendemain la grande députation, qui n'était plus de quarante-deux personnes par suite du retranchement des deux chambres, et répondit gracieusement en promettant de réaliser bientôt les espérances données au sujet des confrères dont les magistrats sollicitaient le retour.

Deux jours après, le roi promit au premier président qui l'était allé voir à Choisy, accompagné de deux présidents, que les exilés seraient rendus pour la Saint-Martin, c'est-à-dire le 11 Novembre.

Tout le monde se déclara enchanté, sauf les jansénistes, qui voyaient une nouvelle consécration de la *bulle Unigenitus*, malgré le succès de l'opposition.

Une nouvelle phase de la lutte parlementaire venait de se clore. Le rapprochement était l'œuvre de la spirituelle marquise toujours influente, qui avait fait agir son protégé, l'abbé comte de Bernis, homme d'esprit, nommé en juin 1757 ministre des Affaires Etrangères, secondé par les présidents Molé et d'Ormesson. Il valait beaucoup mieux exhorter le roi à la mansuétude que le pousser à la rigueur qui aurait provoqué des actes de violence de la part du peu-

⁽²⁷⁾ Barbier, VI, 567.

⁽²⁸⁾ *Idem*, 568.

ple, alors que la guerre contre la Prusse, dite guerre de Sept ans, dégarnissait la capitale de ses troupes.

Le 22 Septembre, on fut assez surpris d'apprendre la démission de Meaupou que le roi remplaça par Molé dans la charge de premier président du Parlement. Le peuple accusait Meaupou d'avoir trahi le Parlement et d'avoir mal secondé les projets d'accomodement proposés par sa compagnie; à vrai dire, une surdité croissante le rendait inapte aux responsabilités inhérentes à sa charge.

Le roi continua sa politique de conciliation et, au premier Octobre, il donna ordre à l'archevêque de Paris de quitter Conflans et de rentrer dans son archevêché; les autres évêques exilés reçurent également des lettres de rappel ainsi que tous les prêtres bannis ou suspendus. Avec sagesse, il éloigna d'Orléans son évêque, Mgr de Montmorency Laval, qu'il nomma à l'évêché de Condom. Il fut remplacé sur le siège janséniste de la ville d'Orléans par M. de Jarente, évêque de Digne, prélat opportuniste qui reçut également la feuille des bénéfices.

Le 12 Novembre, la Messe Rouge fut célébrée devant le Parlement complet et son nouveau président; et, le 21, eut lieu la rentrée effective du Parlement; le même jour, on put discerner que, malgré le discours fort sage du procureur général, il y avait encore matière pour renouveler les troubles, et que l'amnistie générale n'avait pas changé l'esprit de ces « Messieurs des Enquêtes ».

Le roi, animé d'intentions pacifiques, fit sonder l'archevêque de Paris par le comte de Saint Florentin, ministre d'Etat, pour savoir s'il persistait dans son intransigeance. Christophe de Beaumont, pas plus que les parlementaires, n'avait changé de sentiments et déclara qu'il était prêt à tout souffrir plutôt que de céder. Le comte de Saint Florentin, à l'issue de l'entretien qui avait duré plus de trois quarts d'heure, présenta au prélat une lettre de cachet qui l'exilait à nouveau. Il dut se rendre en Périgord, dans une terre de famille. Puis le roi et ses ministres pourvurent aux besoins spirituels des sœurs de Saint-Marcel, dont ils firent lever l'interdiction par l'évêque d'Autun qui, en la vacance du siège de Lyon, jouissait de toutes les prérogatives du Primat des Gaules. La complaisance du prélat, M. Maluin de Montazet, en cette affaire, lui valut peu après d'être nommé à ce même archevêché dont il assumait provisoirement les fonctions.

Si le Parlement ne s'était pas mêlé de cette affaire, il n'en continuait pas moins la guerre contre le clergé et surtout contre les jésuites; il décréta de prise de corps le curé de Saint-Nicolas-des-

Champs, qui était en même temps Grand Vicaire du diocèse. M. de L'Ecluse, ainsi que ses vicaires.

Les jansénistes profitaient de leur succès pour lancer contre les jésuites, dans les *Nouvelles Ecclésiastiques*, de violente critique contre leurs politique, doctrine et entreprises, ainsi que des accusations dont la hardiesse va porter à la Société des Jésuites les coups précurseurs de leur suppression dans le royaume de France.

Un nouveau fait vint encore consacrer la victoire du Parlement : au sujet du jugement d'un complice présumé de Damiens, ces Messieurs des Enquêtes formèrent le dessein de convoquer les princes et pairs à l'assemblée générale du 16 Juin; déjà, en 1755, à l'issue des remontrances du 15 Novembre, le Parlement, mécontent de la réponse du roi, avait décidé d'inviter les princes et pairs de venir délibérer sur les moyens de maintenir les lois fondamentales du royaume; ceux-ci avaient résolu de se rendre à l'invitation, mais dans la nuit ils reçurent une lettre de cachet portant défense de la part du roi d'assister à la séance. Mais le 15 Juin 1758, le roi, averti par le premier président du projet des magistrats des Enquêtes, répondit qu'il n'attendait aucunement aux droits des princes et pairs de « venir prendre leur place dans les assemblées du Parlement toutes les fois qu'ils le voudront et qu'il y seront invités ». C'était donner en cette occasion une plénitude de pouvoir au Parlement, inquiétante pour le clergé qui savait que tous les troubles depuis longtemps n'avaient d'autre base que les querelles du Parlement et de l'Eglise au sujet de la *bulle Unigenitus*. Les magistrats se déclarèrent entièrement satisfaits de cet événement qui accrût sensiblement leur crédit dans le public. Ils proclamèrent « que le 16 Juin était le plus beau de leurs jours » ⁽²⁹⁾ et ils s'empressèrent de consacrer dans un *arrêté du Parlement, garni des princes et des pairs, du 16 Juin*, cette plénitude des droits de la pairie et de la Cour des Pairs « dont le libre et entier exercice demeure assuré » ⁽³⁰⁾.

L'année 1759 s'ouvrit sur la nouvelle du jugement des membres de la conspiration organisée pour assassiner le roi de Portugal et de l'accusation de complicité portée contre les Jésuites de Lisbonne qui enflamma l'animosité du peuple français. Les jésuites n'osaient plus sortir dans Paris de crainte d'être insultés; on ne parlait pas moins que de les chasser du royaume. ⁽³¹⁾

En revanche, jésuites et jansénistes furent du même avis pour approuver l'arrêt du Parlement, en date du 6 Février 1759, contre Helvétius et les Encyclopédistes, « ces philosophes impies qui mé-

⁽²⁹⁾ Barbier, VII, 63.

⁽³⁰⁾ *Idem*, 61.

⁽³¹⁾ *Idem*, 133.

« riteraient que le Parlement exerçât contre eux toute la sévérité de
« la puissance que le prince lui confie » ⁽³²⁾. Barbier remarque judi-
cieusement à propos du solide réquisitoire de Joly de Fleury : « il
« aurait peut-être été aussi prudent de ne pas exposer avec éloquen-
« ce, dans le discours de Monsieur l'Avocat Général, les systèmes
« de déisme, de matérialisme et d'irréligion, et le venin qu'il peut y
« y avoir dans quelques articles, y ayant bien plus de gens à portée
« de lire cet arrêt de trente pages que de feuilleter sept volumes
« in-folio ». ⁽³³⁾.

Tous concouraient à ébranler le trône de Louis XV : les jésuites par leurs doctrines ultramontaines, les jansénistes par leur rigorisme gallican et leur résistance aux deux autorités conjointes, les philosophes par leurs doctrines soutenant le matérialisme et inspirant l'indépendance.

La guerre couvait toujours entre le roi et le Parlement, entretenue soigneusement par les magistrats des Enquêtes gagnés aux idées nouvelles. Elle éclata au sujet des démêlés du parlement de Besançon avec le roi. Cette Cour avait refusé les droits d'octroi imposés par l'édit d'Août 1758, et, en 1759, les magistrats défendirent sous peine de mort de lever cet impôt que l'intendant de la province voulait percevoir par voie de contrainte. Quatre conseillers furent emprisonnés et vingt-huit exilés ; les avocats cessèrent de plaider et le cours de la justice fut interrompu à Besançon. Sur la demande de la troisième chambre des Enquêtes, le parlement de Paris s'assembla le 16 Février pour décider des remontrances au nom de l'union de tous les parlements en un corps unique. Les conseillers des Enquêtes poussèrent à la rédaction des remontrances qui furent présentées à Louis XV le 4 Avril ; elles rappelaient au roi les rapports qu'il devait entretenir avec son Parlement. Enfin, après de nouvelles remontrances et des négociations multiples qui durèrent deux années, en avril 1761 Louis XV se décida à rappeler les conseillers exilés et les deux parlements de Paris et de Besançon échangèrent, en cette occasion, félicitations et remerciements.

Ces conflits entre l'autorité, jusqu'alors absolue et incontestée, du roi et les parlements donnaient corps aux nouvelles doctrines déistes ou matérialistes qui raisonnaient sur l'obéissance des sujets envers un prince dont le pouvoir était relatif. Le Parlement s'enhardissait de plus en plus ; il alla jusqu'à reprocher au roi, en Septembre 1759, les dépenses fastueuses de la Cour. En Décembre 1760, Mirabeau, fit paraître un livre in-4°, intitulé *Théorie de l'Impôt*, qui fut très

⁽³²⁾ Réquisitoire de Joly de Fleury, cité par Barbier, VII, 127.

⁽³³⁾ *Idem*, 130.

goûté; dans cet ouvrage, l'auteur interpelle directement le roi et lui expose sans ambages que l'Etat est proche de la ruine par suite de l'administration déplorable des finances. Ce livre, dans lequel l'imagination avait plus de part que la réalité pratique, renfermait des expressions fort dures à l'adresse du souverain qui caractérisait l'évolution rapide des idées.

Les édits bursaux, les préoccupations financières détournèrent le Parlement de la *bulle Unigenitus*; il la combattit toutefois indirectement sous la forme des jésuites qui, depuis 1759, avec la malheureuse affaire du Père Lavalette à la Martinique, attiraient l'attention hostile du public. Le Parlement, ayant demandé à la suite de la faillite le dépôt des statuts de la Société de Jésus, rendit un arrêt déclarant que, selon ces derniers, le général de l'Ordre, ayant seul en mains le patrimoine de toute la Société, pouvait seul contracter des dettes et devait rembourser intégralement les créanciers du Père Lavalette, membre de la Société.

En même temps, Joly de Fleury fit un rapport sur les statuts des jésuites qu'il avait examinés en détail; ensuite, les Gens du Roi établirent leurs conclusions par lesquelles : « Attendu que les Jé-
« suites n'ont été reçus jusqu'ici en France que provisoirement et
« qu'ils n'y ont point d'établissement revêtu des formalités ordi-
« naires, ils seront tenus de se retirer respectivement vers le pape
« et le roi de France pour avoir des statuts à l'effet d'être enregis-
« trés en la Cour, si faire se doit, et jusqu'à ce, qu'il leur soit fait
« défense de recevoir aucun novice. » ⁽⁸⁴⁾.

Puis l'abbé Chauvelin prit la parole et, après avoir loué les travaux de M. Joly de Fleury et des Gens du Roi avec beaucoup d'élo-
« quence, il fit remarquer que ces statuts donnaient lieu à de graves
réflexions; que leur doctrine déclarait que le pape était maître de
disposer des couronnes et de déposer les rois; qu'un roi déposé était
regardé comme un tyran d'où il s'ensuivait que les sujets étaient
dégagés de tout serment de fidélité envers lui, et même qu'il était
permis de le tuer. Or cette doctrine abominable était soutenue et en-
seignée par les jésuites en tous temps, en tous lieux et en toutes
nations. Le 8 Juillet 1761, le Parlement nomma une nouvelle
commission pour étudier la doctrine morale et politique des jésuites.
Le roi intervint aussitôt et ordonna que, dans un délai de six mois,
les supérieurs de chacune des maisons de la Société seraient tenus de
remettre au greffe du Conseil Royal des titres et pièces de leurs éta-
blissements; en même temps il défendait pendant un an aux cours

(84) Barbier, VII, 81.

de justice de statuer, même provisoirement, sur tout ce qui concernait l'ordre des Jésuites.

Le Parlement enregistra cette déclaration en y apportant de nombreuses modifications et restrictions; trois jours après, le 6 Août, il rendait « deux arrêts foudroyants contre les Jésuites, tendant à détruire leur existence » ⁽³⁵⁾; vingt-quatre livres et ouvrages composés par eux, imprimés depuis 1590, devaient être lacérés et brûlés, comme enseignant « une doctrine meurtrière et attentatoire » à la sûreté du Souverain. » Enfin il était défendu à tout sujet du roi d'entrer dans la Société, de fréquenter les écoles, pensions, séminaires des jésuites, à tout membre de la dite Société de continuer des leçons publiques, enfin la Cour recevait le procureur général du roi appelant comme d'abus de la *bulle Regimini*, donnée en 1540 par le pape Paul III, concernant la Société de Jésus.

Les parlements de Rouen et de Rennes entraînèrent la plupart des parlements de France conjointement avec celui de Paris dans cette lutte contre les propagateurs de la doctrine ultramontaine. Le clergé s'émut; cinquante-et-un évêques se réunirent chez le cardinal de Luynes, et quarante-cinq d'entre eux se déclarèrent en faveur des jésuites.

Malgré une nouvelle intervention du roi qui prescrivait au Parlement de surseoir à l'exécution de ses arrêts, celui-ci, avec opiniâtreté, poursuivait son œuvre. Les jésuites durent fermer leurs établissements, puis, en 1762, tous les meubles et immeubles de la Société furent mis sous séquestre.

Christophe de Beaumont n'abandonna pas ses alliés, et, dans une Instruction Pastorale du 28 Octobre 1763, il protesta contre les accusations portées sur la Compagnie de Jésus et l'empiètement du Parlement. Celui-ci riposta par un arrêt qui condamnait au feu le mandement de l'archevêque, et par deux autres arrêts rigoureux contre les jésuites: le premier, en février 1764, imposait à ceux qui voulaient rentrer en France l'obligation d'abjurer leur Société; le second, publié le mois suivant, bannissait du royaume de France tous les membres de la Société qui n'avaient pas prêté ce serment.

Enfin, Louis XV, cédant aux instances de la marquise de Pompadour, se détermina à signer l'édit du 18 novembre 1764, qui prononçait purement et simplement la dissolution de la trop fameuse Société. Le pape Clément XIII voulut disculper ses fidèles jésuites des calomnies dirigées contre eux; il ne réussit qu'à accroître la fureur du Parlement qui, en 1767, bannit définitivement les jésuites du royaume.

Si les jésuites étaient vaincus, les jansénistes ne triomphaient

(35) Barbier, VII, 391.

guère, car le clergé, recruté parmi ceux-là seuls qui avaient signé le *Formulaire*, n'avait pas consenti à poser les armes et les refus de sacrements continuaient toujours. Lors de l'assemblée du Clergé, en Mai 1760, Clément XIII avait envoyé un nouveau bref, confirmant celui de 1752, qui avait approuvé la déclaration du roi en faveur du silence, mais ce bref suscita bien des protestations et lors de la clôture de l'assemblée, ces messieurs adressèrent des remontrances au roi, comme ils en avaient déjà formulées en 1755, sur les entreprises faites par les tribunaux séculiers contre les droits de l'Eglise; ils faisaient en même temps une réclamation contre tous arrêts, jugements, sentences et procédures des tribunaux séculiers, sur les causes concernant la doctrine et l'administration des sacrements, au préjudice de la juridiction ecclésiastique et des droits imprescriptibles du sacerdoce. Le roi n'en tint pas compte.

D'ailleurs, si les grands appelants de 1720, les jansénistes purs, avaient disparu, il se formait peu à peu au sein du clergé un nouveau parti qui, sous l'influence de prélats comme Montazet, successeur de Tencin, et Fitz-James, évêque de Soissons, estimait que la *bulle Unigenitus* ne prononçait contre ses opposants ni excommunications, ni privations de sacrements, et que c'était contrevenir à la loi que de l'étendre au-delà de ses prescriptions. Il est vrai que Christophe de Beaumont continuait d'entretenir dans la capitale une intolérance étroite dont ses exils successifs n'avaient pu avoir raison. Heureusement, il restait encore quelques curés de Paris qui ne persécutaient pas les jansénistes et sur les paroisses desquelles ceux-ci pouvaient mourir paisiblement: par exemple, les curés Cochin, de Saint Jacques-du-Haut-Pas, Guéret, de Saint-Paul, et Feu, de Saint-Gervais: l'archevêque de Paris ne pouvait rien contre les deux premiers qui prêchaient la rigoureuse morale janséniste mais avaient jadis signé le *Formulaire* et respectaient alors la loi du silence; le cas de François Feu n'était pas le même, mais Christophe de Beaumont avait juré « foi de gentilhomme » qu'il ne s'attaquerait jamais à lui; curé appelant et inamovible de Saint-Gervais, vénéré par toute sa paroisse, il mourut en mars 1761, à l'âge de quatre-vingt-dix ans: c'était le dernier curé appelant de Paris.

Malgré de nombreuses difficultés avec le gouvernement au sujet d'embarras financiers et d'édits bursaux, le Parlement ne cessait de surveiller le clergé parisien dont la majorité se montrait trop docile à satisfaire l'intransigeance de son chef hiérarchique. En Novembre 1761, avant de procéder à l'élection de la supérieure des Ursulines de Saint-Cloud, les religieuses avaient été interrogées par deux commissaires de l'archevêque sur la *bulle Unigenitus*; leurs

réponses n'ayant pas été satisfaisantes, elles furent privées depuis lors de tous secours religieux; l'une de ces religieuses tomba malade en Avril 1762 et demanda les derniers sacrements; un prêtre de Saint-Cloud consentit à les lui accorder à la condition de signer la bulle *Unigenitus* et de blâmer la conduite du Parlement. Après avoir écrit vainement des lettres respectueuses à l'archevêque, les Ursulines s'adressèrent au Parlement qui prit toutes les informations nécessaires. et. par un arrêté en date du 2 Septembre 1763, secourut la détresse spirituelle des pauvres religieuses.

Le parlement de Paris, conscient de sa puissance qu'accroissaient la dissipation du roi et la misère du royaume, résolut de lancer contre l'archevêque une attaque décisive qui mettrait fin à la situation intolérable des fidèles du diocèse; il rendit un arrêt qui condamnait *l'Instruction Pastorale de Monseigneur l'Archevêque de Paris sur les atteintes données à l'autorité de l'Eglise par les jugements des tribunaux séculiers dans l'affaire des Jésuites*, en date du 28 Octobre 1763, comme attentatoire à l'autorité du roi. Le 20 Janvier 1764, une lettre de cachet exila Christophe de Beaumont dans une abbaye. Celui-ci répondit en accusant le Parlement de falsifier le texte de son instruction. Le Parlement, outré de la gravité de l'accusation, convoqua la cour des pairs; malgré la volonté du roi qui avait déclaré au premier président que l'archevêque étant exilé il comptait que le Parlement n'irait pas plus loin, l'assemblée décida de faire des remontrances pour justifier le Parlement de l'accusation portée contre lui; deux longues séances, qui se tinrent fin Février, furent nécessaires pour en fixer les objets.

C'est un véritable réquisitoire de tous les faits, scandales des billets de confession, actes d'inquisition, refus de sacrements, instructions pastorales attentatoires à l'autorité royale dont s'était rendu coupable un archevêque « malheureusement livré au fanatisme et à l'esprit de faction par l'effet des préventions enracinées ou de suggestions pernicieuses. » ⁽⁸⁶⁾.

La rédaction fut terminée le 29 Février 1764; le roi répondit courtoisement que, bien qu'il sentit toute la force des raisons de son Parlement, il désirait éviter tout ce qui pourrait troubler la paix du royaume et comptait sur la sagesse de ses magistrats pour entrer dans ses vues. L'exil de l'archevêque dura jusqu'au mois de Septembre, puis il obtint la permission de revenir dans sa maison de campagne de Conflans et, en Décembre, il reparut à la cour.

Les refus de sacrements continuèrent comme par le passé; ils

(86) Flammermont, II, 445.

persistèrent d'ailleurs. moins fréquemment peut-être, jusqu'à la mort de l'obstiné Christophe de Beaumont, le 12 Décembre 1781.

L'année 1765 vit naître la querelle religieuse avec une nouvelle ardeur. L'assemblée du Clergé, comme il était naturel, protesta véhémentement contre les attaques des philosophes qui menaçaient gravement la société; mais elle ne s'en tint pas là, et, soulevant la question brûlante de la *bulle Unigenitus*, elle décida de la trancher. L'assemblée reconnut solennellement à la *Constitution* le caractère d'un dogme, et, en conséquence, déclara que ceux qui refusaient de la reconnaître ne pouvaient logiquement participer aux sacrements de la religion. L'archevêque de Tours, Rosset de Fleury, président de l'assemblée, envoya une lettre circulaire à tous les évêques du royaume pour les inviter à accepter les décisions de l'Assemblée. Au début de Septembre, le Parlement s'empessa de supprimer, par deux arrêtés, le compte-rendu de l'assemblée du Clergé, signé par trente-deux archevêques et évêques. et quatre-vingt-six ecclésiastiques du second ordre, ainsi que la lettre circulaire de l'archevêque de Tours. Le roi fit intervenir son Conseil qui cassa le 15 Septembre les deux arrêtés du Parlement. Les évêques chantèrent victoire et les refus de sacrements se multiplièrent dans le diocèse de Paris.

Le Parlement ne se tint pas pour battu et décida de faire des remontrances. Leur rédaction, tout d'abord ajournée par les vacances, fut retardée jusqu'en 1766. Le Parlement dut prendre un arrêté, le 8 Juillet, qui déclarait nuls et de nul effet les actes d'exécution et d'adhésion aux *Actes de l'Assemblée du clergé de France tenue en 1765* comme contraires aux déclarations du roi sur le silence au sujet de tout ce qui se rapportait aux questions soulevées par la *bulle Unigenitus*. Enfin, le 23 Août, les commissaires chargés de la rédaction des remontrances, purent donner lecture de leur travail qui fut présenté au roi, alors à Choisy, le 31 Août.

Ces remontrances, solidement établies, constituaient un véritable traité sur les rapports devant exister entre l'Eglise et l'Etat. Elles attaquaient les actes de l'Assemblée qui proclamait la suprématie du pouvoir spirituel sur le pouvoir temporel, en sorte qu'au lieu de reconnaître les droits du roi, celui-ci n'avait « que le droit de *seconder et servir* » ⁽³⁷⁾. Si le Parlement a toujours soutenu que la religion est le plus solide fondement des Etats et le lien le plus fort de la société civile, il reconnaît également que l'Eglise est aussi entrée dans l'Etat et dès lors le roi exerce sur elle un droit de simple police. D'où le souverain doit veiller sur ce qui se passe dans l'Eglise, de procurer la

(37) Flammermont, II, 601.

paix de son royaume et la tranquillité de ses sujets et de réprimer quiconque, soit dans l'ordre ecclésiastique, soit dans l'ordre civil, voudrait en déranger l'harmonie. Or l'assemblée du Clergé a déclaré : « C'est aux pontifes seuls qu'appartient le gouvernement de l'Eglise. » ⁽³⁸⁾.

« Aux droits essentiels qu'ont les princes de veiller sur ce qui se passe dans l'Eglise, nos rois y ont ajouté le droit de protecteurs des canons.... » ; c'est pourquoi ils avaient le pouvoir d'assembler des conciles quand ils le jugeaient à propos, laissant toutefois aux évêques la liberté de décider les articles de foi. ⁽³⁹⁾.

Les remontrances dénonçaient la fausseté de la maxime établie par l'assemblée de 1765 : « Les lois de l'Eglise ne peuvent recevoir des qualifications que de l'autorité même qui les a prononcées. Ces qualifications appartiennent à la loi elle-même ; elles déterminent le genre de soumission qui lui est due et c'est à l'Eglise seule à en fixer le caractère et l'étendue » ; ⁽⁴⁰⁾. Puis elles protestent encore contre la doctrine de l'infailibilité des papes : « L'autorité des papes est très grande dans l'Eglise ; il n'est aucun Catholique qui ne la respecte, mais leurs décisions en matière de foi n'acquièrent le caractère d'infailibilité, conformément au témoignage de l'assemblée de 1682, que *par le consentement de l'Eglise Universelle*. On connaît d'ailleurs le zèle ancien de la cour de Rome pour établir le système de l'infailibilité, qu'elle sait insinuer sous toutes les formes, système contre lequel la France a toujours été en garde. » ⁽⁴¹⁾.

Après avoir admis qu'à juste titre l'assemblée de 1765 réclamait l'infailibilité de l'Eglise sur la règle des mœurs comme sur la foi, les remontrances s'élevaient contre la réclamation des évêques sur la discipline ecclésiastique « sur laquelle ils s'attribuent tout pouvoir sur cette matière et sans aucune inspection et sans aucun concours de la puissance temporelle. » ⁽⁴²⁾. Citant ensuite le principe général établi par l'assemblée du Clergé : « C'est à l'Eglise seule qu'il appartient d'instituer et de destituer ses ministres, d'approuver ou de réformer leur conduite, de leur donner des règles et de juger de leur observation ⁽⁴³⁾, les remontrances faisaient toute l'histoire des appels comme d'abus pour justifier l'étroitesse des rapports entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. Elles définissaient ainsi la *bulle Unigenitus* : « Un secours emprunté dont se servent les ecclé-

⁽³⁸⁾ Flammermont, II, 603.

⁽³⁹⁾ *Idem*, 694.

⁽⁴⁰⁾ *Idem*, 606 et *Actes du clergé*, pp. 37, 38.

⁽⁴¹⁾ Flammermont, II, 607.

⁽⁴²⁾ *Idem*, 611.

⁽⁴³⁾ *Idem*, 617.

« siastiques pour confirmer les principes de domination et d'indépendance dont ils sont imbus et dont ils sont si jaloux. » (44).

Puis elles s'attaquaient directement à l'archevêque de Paris qui considère que « la seule résistance à la *Bulle* est un péché mortel » et contredit ainsi le pape Benoît XIV et les archevêques préconisant le silence et la conciliation sur cette question, alors même que l'épiscopat français est divisé tant sur la valeur de la *Bulle* que sur ses effets et sur la gravité du péché qu'entraîne le défaut de soumission à cette *Bulle*. Enfin, après avoir marqué le contraste étonnant « du défaut d'unanimité qui subsiste entre les évêques et la marche toujours constante et uniforme suivie par le Parlement depuis 1714 jusqu'à présent, » (45) les remontrances rappelaient au roi « qu'il ne faut jamais se départir de cette règle très certaine que les délibérations de l'Eglise de France ne peuvent être considérées autrement que comme un conseil donné au roi et qu'elles ne peuvent avoir aucune exécution sans le consentement et la confirmation du roi » (46).

Louis XV ne répondit à ces remontrances que le 8 Décembre de la même année. Il protestait de sa volonté de conserver la paix dans son royaume et, usant encore de son pouvoir absolu, il déclarait maintenir la cassation des arrêts du Parlement par son Conseil; il rappelait en outre que la *bulle Unigenitus* devait être observée comme loi du royaume et qu'il existait pour tout sujet du roi une voie de recours au prince à laquelle le clergé avait droit comme les autres, sans que le Parlement y puisse mettre obstacle.

Cette réponse ne pouvait satisfaire le Parlement; il n'en tint aucun compte et, dès le premier de l'année suivante, il rendit un arrêt qui ordonnait à toutes personnes le silence sur les matières religieuses. (47).

Ce fut la dernière intervention du Parlement sur les questions religieuses soulevées par la *bulle Unigenitus*. Louis XV, soustrait à l'influence des jésuites par la dissolution de la Société, prenait conscience de la puissance parlementaire accrue de la solidarité des parlements du royaume coalisés dans la résistance à la *bulle Unigenitus* et dont l'autorité contrebalançait la sienne. Désormais, il se mettra d'accord avec le Parlement pour assurer dans son royaume le respect des libertés gallicanes. En 1768, orsque le pape Clément XIII, en conflit avec le duc de Parme, Ferdinand de Bourbon, ex-

(44) *Idem*, 624.

(45) Flammermont, II, 643.

(46) *Idem*, 653.

(47) *Recueil des anciennes lois françaises, etc.* XXII, 467.

communia ce dernier et osa se déclarer souverain du duché, cet acte causa en France un scandale indicible; le Parlement supprima le bref du pape le 26 Février 1768 et Louis XV confirma cet arrêt, exigeant même du Saint-Père le retrait du bref. Sur le refus du pape, il fit occuper Avignon et le Comtat Venaissin. L'approbation unanime que reçut la conduite du roi en cette circonstance prouve que les querelles religieuses étaient éteintes ⁽⁴⁸⁾.

On trouve la preuve manifeste de cet accord entre la royauté et le Parlement au sujet des prérogatives de l'Eglise gallicane dans le ton de la lettre, en date du 27 Mai 1769, adressée par le roi au pape Clément XIV lors de son élection au suprême pontificat et de laquelle nous extrayons ce passage: « Je ne doute point que le « gouvernement de Votre Sainteté, à la prospérité duquel je m'in- « téresse très cordialement, ne soit dirigé sur les principes d'une « prudence éclairée qui rétablira solidement entre le Sacerdoce et « l'Empire ce concert de pensées et de vues, si convenable et si « nécessaire à la gloire et au bonheur des deux puissances qui « viennent également de Dieu et auxquelles Il a prescrit des bor- « nes qu'elles ne peuvent franchir sans déranger l'ordre de sa Pro- « vidence. Votre Sainteté sentira que pour parvenir à un but si « cher à mon cœur, il est nécessaire pour certains états que le Saint- « Siège marque plus de condescendance aux demandes des puis- « sances qui lui sont attachées et qui se feront un devoir de soute- « nir sa gloire.

« Il est du bien de la Religion d'accommoder les principes d'ad- « ministration et de pure police aux desseins des souverains qui « sont l'ornement et le soutien de cette même Religion. Je ne doute « pas que Votre Sainteté ne fasse sur ce que je lui expose les ré- « flexions les plus sages, et je la prie d'être assurée de mon em- « pressement à lui donner en toutes occasions des preuves de ma « sincère amitié et du respect filial avec lequel je suis... » ⁽⁴⁹⁾.

Benoit XIV, d'ailleurs, était tout disposé à accueillir les négociations pour la paix religieuse, entamées depuis 1756; malheureusement, il mourut presque soudainement en 1774, la même année

⁽⁴⁸⁾ Le Parlement devint trop puissant aussi Meaupou fit publier un édit, en date du 27 novembre 1770, qui limitait ses droits et exaltait la monarchie absolue. La compagnie refusa l'enregistrement de cet édit; un lit de justice s'ensuivit contre lequel le Parlement protesta et la résistance parlementaire s'organisa énergiquement. Meaupou mit les magistrats en demeure de reprendre leurs fonctions; sur leur refus le Parlement fut dissout et il reconstitua un nouveau Parlement dont la juridiction était plus étendue, car elle absorbait celles de la Cour des Aides et du Grand Conseil qui furent supprimés; ce Parlement sans droits politiques, nommé le *Parlement Meaupou*, n'acquiesça aucune considération et Louis XVI dut rétablir l'ancien Parlement sitôt son avènement.

⁽⁴⁹⁾ A. N. 1932, fol. 574.

que Louis XV. Louis XVI tint à faire respecter la loi du silence jusqu'à la Révolution.

A partir de 1790, les *Nouvelles Ecclésiastiques* cessèrent d'être une publication clandestine et restèrent dans leur note propre, un journal de polémique religieuse.

On attribue à Pie VI, le successeur de Benoît XIV, la consécration officielle de cette loi du silence qui entérinait la *Bulle* : lors de son voyage à Vienne, en 1782, les prélats et évêques de Hongrie, ayant à leur tête le cardinal primate du royaume, lui demandèrent quelques instructions au sujet de la *bulle Unigenitus*, condamnée l'année précédente par un rescrit impérial; et le pape de répondre qu'il fallait parler de cette *bulle* non pas dogmatiquement mais historiquement, *historice, non dogmatice*. ⁽⁵⁰⁾.

(50) v. Gazier, *Hist. du Mouvem. Janséniste*, II, 124-125.

CHAPITRE VI.

LA BULLE UNIGENITUS DANS LES PARLEMENTS DE PROVINCE LA SOLIDARITE PARLEMENTAIRE

Dans son *Journal*, si fréquemment cité au cours de cet ouvrage, Barbier, à propos du refus d'enregistrer certain impôt immobilier par divers parlements de province, remarque judicieusement : « Cela fait voir que les différents Parlements se sont unis à celui de Paris quand il a été question du spirituel, du clergé et de la constitution *Unigenitus*, parce que les querelles de religion re-muent partout les esprits; mais que, par rapport au temporel, chaque Parlement veut user de ses prétendus droits dans son ter-ritoire, sans suivre les dispositions du Parlement de Paris... » (1).

De même, d'Argenson, en 1756, écrivait : « Observons que les parlements sont beaucoup plus vifs sur les affaires de l'Eglise que sur celles des finances. L'on peut tenir pour certain que cette union des parlements et autres cours supérieures est aujourd'hui telle qu'ils ne marchent plus que par une seule volonté, et que les tribunaux inférieurs leur sont obéissants au même degré d'union, de sorte que, si l'on infligeait quelque peine aux parlements et que celui de Paris vint à quitter ses fonctions, toute administration de justice cesserait par tout le royaume à la fois. » (2).

Effectivement, les parlements de province « étaient aigris de longue main contre celui de Paris par la grande supériorité et la méprisante distinction qu'il avait toujours affectées. » (3). Mais, dans les conflits suscités par la bulle *Unigenitus*, les parlements firent preuve de solidarité.

Lors de son approbation, la bulle *Unigenitus* rencontra une même soumission dans les parlements de province qui l'enregistrè-

NOTA : Pour éviter une répétition qui serait fastidieuse, nous n'avons relevé des exemples typiques que dans quelques parlements de province.

(1) VII, 264.

(2) *Mémoires*, IX, 350.

(3) B. N. Joly de Fleury, ms n° 1507, fol. 98.

rent sans discussion. Toutefois, le parlement de Normandie avait eu soin d'ajouter dans son registre secret que c'était « sans appro-
« bation des décrets non reçus dans le royaume qui y étaient énon-
« cés, sans préjudice des libertés de l'Eglise Gallicane, droits et
« prééminence de la Couronne, pouvoir et juridiction des évêques,
« et sans que la condamnation des propositions qui regardent la
« matière de l'excommunication pût donner atteinte aux maximes
« et usages du royaume, ni que sous prétexte de ladite excommu-
« nication on pût jamais prétendre que, lorsqu'il s'agit de la fidé-
« lité et de l'obéissance dues au Roi, de l'observation des lois de
« l'Etat, et d'autres devoirs réels et véritables, la crainte d'une ex-
« communication injuste pût empêcher les sujets du roi de les
« accomplir. » (4).

Mais Louis XIV mourut, et, au début de 1716, la Faculté de Théologie de Paris revint sur son acceptation de la *Bulle*. Cet acte lui valut de la part de Clément XI un bref qui suspendait les privilèges accordés à la Faculté par ses prédécesseurs. Nous avons vu que le parlement de Paris prit fait et cause pour la Faculté et défendit aux évêques de recevoir tout bref du pape qui ne serait pas accompagné de lettres patentes du roi, enregistrées par le Parlement. Puis, le 8 Septembre 1718, le pape, dans la bulle *Pastoralis Officii*, exigea de tout fidèle, de quelque état, degré, ordre ou condition qu'il fût, une obéissance pleine et entière à la *constitution Unigenitus* sous peine d'excommunication. Aussitôt, les parlements de France, unis pour le maintien des libertés de l'Eglise gallicane, protestèrent contre cet abus d'autorité de la part du pape qui faisait revivre la sinistre Inquisition. (5). La bulle *Pastoralis Officii* fut condamnée par l'arrêt du parlement de Paris, en date du 3 Octobre 1718; les autres parlements suivirent : en premier lieu, celui de Rouen, le 13 Octobre, puis ceux de Provence, le 21, de Metz, le 25 et du Dauphiné, le 26 de ce même mois ; le parlement de Toulouse partit en guerre à peu près le dernier (le neuvième sur les douze parlements), mais il répara son retard par une diatribe violente contre l'Inquisition menaçante et un éloge vigoureux des quatre évêques appelants. Déjà, en Septembre, le parlement de Toulouse avait dénoncé les mandements des évêques de Lavaur, Saint-Pons et Vabres qui rappelaient aux fidèles la nécessité de se soumettre à la *constitution Unigenitus*. De même, le parlement de Normandie, ne cessait de poursuivre à Rouen et à Caen, les thèses qui soutenaient que la *Bulle* est une règle de foi, et les magistrats, dans

(4) *Registre secret du Parlement de Normandie*, à la date du 5 mars 1714.

(5) c. f. *supra*, pp. 55, 56.

leurs réquisitoires, dénonçaient l'*abus*, partout où ils rencontraient l'application des brefs des papes.

Nous avons vu ci-dessus que le parlement de Normandie n'enregistra la *bulle Unigenitus* qu'avec certaines réserves. De même, après la déclaration du 4 Août 1720 qui portait que « la *constitution Unigenitus* reçue par les évêques du royaume serait observée partout en France », les magistrats normands ne consentirent à l'enregistrement forcé qu'en se référant à leurs réserves du 5 Mars 1714, et stipulèrent que c'était « sans déroger aux libertés de l'Eglise gallicane, aux maximes et aux usages du royaume. »

Après l'édit du 24 Mars 1730 qui déclarait la *bulle Unigenitus* loi de l'Eglise et de l'Etat, le parlement de Normandie fit une très vive opposition et décida des remontrances pour protester contre les bulles et brefs des papes contraires aux libertés de l'Eglise gallicane: « Votre déclaration, Sire, qualifie la *Constitution* de loi de « loi de l'Eglise Universelle en matière de doctrine. Si vos peuples « la regardent jamais ainsi, ils croiront donc qu'il est de certaines « conjectures dans lesquelles ils peuvent manquer de fidélité à leurs « rois....

« Déjà à Rouen, à Caen, et ailleurs, on a osé soutenir publique-
« quement dans des thèses et imprimé que la *Bulle* est une règle
« de foi. Ce sont autant de tentatives criminelles avancées pour fa-
« ciliter à la cour de Rome un pouvoir arbitraire et souverain dont
« celui de V. M. soit dépendant. Nous ne pouvons nous taire sur
« ces périlleuses conséquences, ni regarder comme une décision de
« l'Eglise Universelle une *Constitution* qui attaque si ouvertement
« nos droits, sape les fondements de votre trône, et jette dans le
« cœur de vos sujets des doutes pernicieux sur l'indépendance de
« votre couronne. Que deviendrait-elle, Sire, cette heureuse indé-
« pendance si la *Bulle* pouvait jamais acquérir les titres qu'on
« s'est efforcé, jusqu'ici, de lui donner, et que nous lisons avec
« douleur dans votre déclaration du 24 Mars ? Les modifications
« employées par vos cours seraient de faibles digues pour arrêter
« le torrent des entreprises de Rome. Déjà, le Pape prétend s'arro-
« ger le pouvoir de caser et annuler les arrêts de vos Parle-
« ments ⁽⁶⁾. »

Ce même parlement, qui entendait conserver au roi toute la plénitude de son autorité, voulait également maintenir l'intégrité des disciplines ecclésiastiques et avait condamné en 1727 le mandement de l'évêque de Bayeux, M. de Lorraine, qui attaquait si vio-

(6) Remontrances du 17 mai 1730-XXV ; Floquet, *Histoire du Parlement de Normandie*, p. 254 et suiv.

lemment la *Bulle* et ses partisans que le procureur général déclara : « Toutes les lois ecclésiastiques et civiles sont méprisées dans cette « Instruction Pastorale. » (7).

En Franche-Comté, le Jansénisme, bien que toujours vigoureusement combattu par le haut clergé, n'en réussit pas moins à s'infiltrer dans le Barreau, l'Université et la Magistrature. Il se développa dans le Parlement parmi les mécontents qui y trouvèrent un cadre d'opposition politique; il gagna ensuite les magistrats fermement attachés aux libertés de l'Eglise gallicane et gardiens obstinés de l'autorité royale, qui ne pouvaient admettre l'ingérence du pape dans les affaires du royaume.

Aussi, après avoir enregistré la *Bulle* sous la pression de Louis XIV, en 1717, le Parlement affirma hautement ses principes et rendit un arrêt qui déclarait « qu'aucune bulle, bref, décret émanés « de la Cour de Rome, ne seraient publiés sans la permission expresse du Souverain et sans lettres d'attaches de son Conseil enregistrées au Parlement. » (8).

Quant au parlement de Bourgogne, de tendance irréligieuse, ilregistra tout d'abord la *Bulle* avec condescendance; il s'en repentait assez vite car, le 17 Novembre 1718, il fit défense formelle « aux archevêques et évêques, à leurs vicaires généraux et officiaux, aux corps et communautés ecclésiastiques et à tous autres « prêtres de publier la *bulle* sans lettres patentes du roi, enregistrées par la Compagnie qui en aurait permis l'exécution, sous « peine d'être traités comme perturbateurs du repos public. » (9).

Le 20 Juin 1730, il dut enregistrer sur le très expres commandement du roi la Déclaration concernant la *Bulle*, mais il se signala toujours par sa conduite violente envers l'épiscopat. En 1741, il fit brûler la lettre pastorale de l'évêque de Châlons sur l'obéissance à la *Constitution*, comme téméraire et scandaleuse.

Au contraire du parlement de Bourgogne, le parlement de Bretagne était religieux et les jésuites étaient même populaires dans toute la province; aussi, l'enregistrement de la *Bulle* se fit-il sans difficultés. Il fallut pour réveiller l'indépendance bretonne devant le pouvoir royal l'injonction d'enregistrer les lettres patentes du 24 Mars 1730 qui obligeaient les évêques à faire signer le *Formulaire* établi par Alexandre VII, enregistrées au parlement de Paris par le lit de justice du 3 Avril; ces lettres patentes furent lues au parlement de Bretagne le 27 Avril suivant et elles rencontrèrent

(7) Reg. Secret, 8 juillet 1727, t. VI, 268.

(8) Estignard : *Le Parlement de Franche-Comté*, I, 196.

(9) La Cuisine, *le Parlement de Bourgogne*, III, 169, 42.

une vive opposition parmi les magistrats, dont les plus modérés réclamèrent l'enregistrement avec modifications ; mais la majorité des voix se prononça pour les remontrances. On donna lecture de celles-ci le 13 Mai. Les commissaires chargés de la rédaction de ces remontrances allèrent jusqu'à déclarer : « Si la délibération de la « dernière déclaration avait été faite hors de la présence de Votre « Majesté, cette cour (le parlement de Paris) se fût portée à nous « donner l'exemple des très humbles remontrances que nous pre- « nons la liberté de lui faire. » Le parlement de Bretagne manifestait ainsi son entière connaissance de ce qui s'était passé à Paris au lit de justice du 3 Avril, par suite, son attitude n'en était que plus courageuse.

Ces remontrances furent adressées à Versailles le 14 Mai. Le roi envoya immédiatement des lettres de jussion et l'enregistrement eut lieu le 20 Mai. En même temps, le gouvernement exilait le procureur général, M. de La Bédoyère, dont le Parlement ne put obtenir le retour que deux ans après. ⁽¹⁰⁾.

En 1754, le Parlement commençait des poursuites contre l'évêque de Nantes, qui abusait quelque peu de son autorité. lorsque Louis XV envoya la déclaration du 2 Septembre qui imposait le silence sur les matières religieuses. Elle fut enregistrée le 17 Octobre avec un supplément de détails sur les effets de la déclaration royale : les magistrats bretons faisaient défense à tous ecclésiastiques du ressort, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de rien innover dans l'administration extérieure des sacrements, de faire aucun acte tendant au schisme et d'étendre les peines fixées par les lois de l'Eglise reçues dans le royaume, leur enjoignant, en administrant les fidèles, de se conformer aux dispositions des canons reçus et des rituels autorisés.

Les parlementaires bretons manifestèrent généralement dans leurs remontrances des principes audacieux ; notamment, dans celles qui furent envoyées le 2 Avril 1757, ils osèrent écrire à Louis XV : « Sire, la continuité des maux nous avertit que les surprises « faites à votre religion se perpétuent et que les ennemis de l'Etat « prévalent encore... les sentiments sont communs à toutes les classes de votre Parlement. » Puis, s'insurgeant contre la *bulle Unigenitus*, les magistrats attaquèrent la déclaration du 10 Décembre 1756 qui résolvait la question des refus de sacrements à l'avantage de l'Eglise : « Par cette déclarations, tendant à perpétuer les troubles de l'Eglise, on vous fait abdiquer des droits inséparables de

⁽¹⁰⁾ v. Le Moy : *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*, p. 158 et suiv.

« votre couronne... voire nouvelle déclaration assure aux évêques, « non le droit d'enseigner, que personne ne leur conteste, mais celui « de troubler l'Etat par des questions inutiles sur l'autorité d'un « décret que « tout le monde a le droit d'ignorer. » (11).

Ils développèrent le système de l'union des classes dans la revendication des droits séculiers des parlements au cours des remontrances adressées le 12 août 1757, en vue de soutenir le parlement de Paris après l'affaire du lit de justice du 13 Décembre précédent qui avait entraîné la démission des charges de la plupart de ses conseillers (12) : le parlement de Rennes avait alors convoqué ses membres le 17 Janvier « pour aviser aux mesures à prendre afin « de se rendre utile au Parlement Parisien. » (13).

D'ailleurs, ils évoquèrent dans leurs conclusions les sanctions prises contre divers parlements : « Qu'il nous soit permis, Sire, de « protester contre l'exil et l'enlèvement de seize d'entre eux (conseillers de Paris), de plusieurs de Besançon (14) et de deux de « nos confrères » (15).

Les billets de confession et les refus de sacrements soulevèrent la même indignation dans les parlements : d'Argenson note en Avril 1752 que les parlements du royaume écrivirent au parlement de Paris « pour l'assurer qu'ils prendraient tous le même parti que lui « sur ce qui se passait pour empêcher le schisme, car ils sont tous « très fatigués de ce que font les méchants pasteurs. » (16). Ils poursuivaient les évêques coupables d'intransigeance et d'abus de leurs autorité, et toutes ces querelles entretenirent par toute la France l'esprit de sédition et de schisme qui secondaient les tendances révolutionnaires fomentées par les philosophes à la faveur de la misère croissante.

Le parlement d'Aix « qui enchérissait encore sur celui de Paris » (17), en 1754, fit fouetter et marquer de la fleur de lis un

(11) Le Moy, *op. cit.*, 209.

(12) c. f. p. 159.

(13) Le Moy, *op.*, 201.

(14) L'affaire du parlement de Besançon, malgré son importance, est en dehors de notre sujet : en 1757, cette cour avait refusé d'enregistrer l'édit relatif à la levée d'un second vingtième. L'intendant de la province et le gouverneur de Randant obtinrent l'arrestation de plusieurs conseillers. Le conflit prit des proportions énormes en 1759 ; trente conseillers furent exilés et le Parlement cessa ses fonctions. Il fallut attendre jusqu'en 1761 pour que tout rentrât dans l'ordre.

(15) Le Moy, *op. cit.*, 209. Deux membres du parlement de Bretagne, MM. de La Gacherie et Gibon du Pargo avaient été exilés en janvier 1757, en raison de la violence de leur attitude ; ils ne furent grâciés que le 10 février 1759.

(16) *Op. cit.*, VII, 199.

(17) d'Argenson, *op. cit.*, VIII, 61.

curé qui avait refusé les sacrements à un moribond; ⁽¹⁸⁾ en 1757, il saisit le temporel de l'archevêque au sujet d'un formulaire qu'il voulait imposer à son diocèse.

Le même parlement d'Aix avait dû prendre en 1753 de fréquents arrêtés « afin de veiller à ce qu'aucun ecclésiastique impose
« aux sujets du roi des servitudes contraires aux saints décrets,
« aux maximes du royaume et aux libertés de l'Eglise gallicane »,
et enjoindre en outre à son procureur général « de faire toutes les
« poursuites nécessaires contre ceux qui refusent les sacrements
« sous prétexte de défaut de témoignage par écrit du confesseur »
(arrêt du 21 Mars 1753). ⁽¹⁹⁾.

En Octobre de la même année, les magistrats, à l'unanimité des chambres assemblées, décidèrent de faire un règlement général concernant l'administration des sacrements « lesquels ne pourront
« être refusés à qui que ce soit sous prétexte de défaut, même écla-
« tant, de soumission à la *bulle Unigenitus*, sous peine de punition
« exemplaire contre tout ministre de l'Eglise qui aurait fait ce re-
« fus. » ⁽²⁰⁾.

Le parlement de Nancy lutta longuement contre l'évêque de Toul, Drouas, qui, en 1754, interdit au clergé régulier de la capitale du duché de confesser les malades sans la permission des curés. Cette occasion permit à de nombreux nancéens, restés profondément attachés à leur petite patrie et hostiles à la France et à l'évêque de Toul, de se joindre aux jansénistes et au Parlement pour protester contre cet acte d'autorité épiscopale.

Dans ses remontrances du 22 Mars 1755, le Parlement censura les lettres et les arguments de Drouas qui prétendait que « l'évê-
« que pouvant limiter les approbations, il pouvait faire une loi
« générale d'une limitative ». Il s'élevait en même temps contre la validité « des limitations générales qui frappent sur le corps des
« fidèles pour aggraver le joug de leur obligations, contre une loi
« contraire aux canons reçus et aux usages observés par une na-
« tion. » Devant cette opposition, l'évêque dut s'incliner et attendre l'annexion de la Lorraine à la France qui lui permit d'appliquer la législation française. ⁽²¹⁾.

Le parlement de Normandie, si respectueux de l'éminente dignité épiscopale, mais soucieux, avant tout, de conserver l'ordre public, dut sévir, bien qu'à contre cœur, contre un clergé trop aveu-

⁽¹⁸⁾ D'Argenson, VIII, 225.

⁽¹⁹⁾ B. N. *Nouv. Acqu.*, ms 3335, fol. 20.

⁽²⁰⁾ *Idem*, fol. 31.

⁽²¹⁾ v. Cagnol : *Troubles excités en Lorraine par le nouvel évêque de Toul*.

glément soumis à la lettre de la *Constitution*. En 1753, le Parlement intervint dans l'affaire du docteur Caval, professeur de théologie à Caen et chanoine du Saint-Sépulcre, qui avait publié un traité *De dogmaticis ecclesiae judiciis, adversus recentiores haereticos*, dans lequel il raillait les libertés de l'Eglise de France et s'attaquait ouvertement aux appelants qu'il traitait de novateurs, quesnellistes, schismatiques, hérétiques.

Le Parlement le fit comparaître et l'interrogea avec bienveillance; mais, devant l'opiniâtreté dont Caval fit montre, il fut contraint de lui interdire l'enseignement de la théologie, tandis que son livre fut condamné à être lacéré puis brûlé par la main du bourreau, en Novembre 1754. Ce même mois, le Parlement supprima le mandement de l'archevêque de Rouen, M. de Saulx-Tavannes, qui dénonçait comme hérétiques les curés opposés à la *Bulle* et leur interdisait l'exercice de leur ministère.

Le conseiller Thomas du Fossé, de souche janséniste, entraîna le Parlement à poursuivre énergiquement les refus de sacrements; ce magistrat proclamait que « les ecclésiastiques sont les « ministres et non les maîtres des sacrements; et lorsqu'ils les confèrent, ce n'est point une grâce qu'ils accordent, mais un devoir « qu'ils remplissent. »

A la même époque, le parlement de Normandie eut à instruire la plus importante affaire de refus de sacrements que l'on ait à signaler dans les parlements de province.

En Avril 1753, un vénérable prêtre septuagénaire demeurant sur la paroisse de la Madeleine, à Verneuil, tomba gravement malade et se vit refuser l'administration des derniers sacrements; il mourut avant que la sentence rendue par le baillage le 30 Avril eut été exécutée, malgré deux sommations. Or ce prêtre, quoiqu'appelant, n'avait jamais eu d'interdiction d'exercer son ministère. L'affaire fit grand bruit; Thomas du Fossé la dénonça au parlement de Rouen et obtint un décret d'ajournement personnel contre le curé de Verneuil, le 17 Mai. Mais, la sentence du baillage de Verneuil et l'arrêt du Parlement, déférés au Conseil du Roi, furent cassés et annulés. Le Parlement ne s'inquiéta nullement de cet arrêté, non revêtu de lettres patentes, et ordonna que les informations seraient poursuivies contre le curé de Verneuil tant sur son refus que sur les propos séditieux qu'il tenait contre l'autorité royale.

Ce curé, ainsi que son vicaire, approuvés en haut lieu, avaient persisté dans leur attitude. Sur ces entrefaites, un autre prêtre, non moins vénérable, appelant également, tomba dangereusement malade; le 6 Juin, une sentence fut rendue par le baillage de Verneuil enjoignant au curé d'administrer le mourant; un nouvel arrêt

du Conseil parvint à Verneuil le 17 Juin : il signifiait la cassation de la sentence du 6 et l'interdiction du procureur du roi.

Cet arrêt fut apporté par un huissier de la chaîne, ⁽²²⁾, escorté de trois brigades de la maréchaussée, qui le fit placarder en tous lieux. En même temps, il défendit aux vingt habitants de Verneuil, témoins du vieux prêtre, de partir à Rouen pour déposer.

Les magistrats normands s'indignèrent. L'excitation devint à son comble quand un nouvel huissier vint notifier la décision du Conseil en date du 20 Juin, qui qualifiait la sentence du 6 Juin d'attentat à la dignité royale et interdisait aux magistrats de Verneuil d'y obéir. Le Parlement déclara que les arrêtés des 17 Mai et 6 Juin seraient exécutés selon leur forme et teneur ; puis, devant un nouveau refus de sacrements par le vicaire de Verneuil, un second arrêt suivit immédiatement le premier qui ordonnait d'amener le vicaire à la conciergerie du Parlement ; aussitôt le prononcé de cette sentence, un notaire secrétaire fut dépêché à l'évêque d'Evreux pour l'inviter à faire cesser le scandale.

Les magistrats publièrent ensuite un règlement défendant *de rien innover dans l'administration extérieure des sacrements et de ne faire aucun acte tendant au schisme*. Mais le Conseil ne se tint pas pour battu, et cinq jours après, le 25 Juin, il dépêchait à Rouen un huissier de la chaîne qui entra dans la Grand'Chambre et prononça la cassation des arrêts du 20 qu'il biffa de sa main sur les registres. Il était accompagné d'un lieutenant de la prévôté de l'hôtel qui devait l'assister dans l'exécution de ces ordres ; il portait en outre l'ordre d'envoyer immédiatement les pièces du procès à Paris et celui de surseoir au décret contre le vicaire.

Le Parlement fut bouleversé ; le commis greffier qui devait livrer son registre s'enfuit. Le premier président, consterné s'exclama : « Le Roi est irrité et si l'on n'obéit pas, le Parlement est à son dernier jour ! » Après deux jours de délibérations orageuses, il fut arrêté par quarante-quatre voix contre trente-deux que la procédure contre le curé de Verneuil et son vicaire serait suspendue et que des remontrances seraient adressées au roi. Mais un arrêt du Parlement enjoignit à l'évêque d'Evreux de mettre un terme aux refus de sacrements ; deux cavaliers de la maréchaussée, chargés d'arrêter l'huissier porteur de cet ordre, n'ayant pu parvenir, furent incarcérés. Le prélat refusa d'obéir aux injonctions du Parlement ; celui-ci le décréta d'ajournement personnel et le condamna à payer six mille livres d'amende.

Le roi dépêcha à l'indomptable Parlement le marquis de Fou-

(22) C'est-à-dire un huissier du Conseil du Roi.

gères pour biffer sur les registres tous les arrêts concernant l'affaire de Verneuil; le marquis se rendit à pied au Parlement, accompagné de tous les officiers du Royal Dragons, le 2 Août 1753, et pénétra couvert dans la Grand'Chambre, au grand scandale des magistrats. Ceux-ci sortirent pour ne pas assister à la destruction de leurs arrêts; ils furent remplacés par les officiers qui, en compagnie de M. de Fougères, bâtonnèrent tous les arrêts cassés par le Conseil. Le Parlement protesta contre les voies de fait et déclara persister dans les principes qui avaient motivé sa conduite. M. de Fougères revint le 6 au Palais avec de nouveaux ordres du roi; il s'ensuivit une seconde scène semblable à la première et plusieurs conseillers l'apostrophèrent avec véhémence.

Le Parlement protesta derechef et affirma vouloir persister dans ses principes, annonçant des remontrances. Le gouvernement essaya des moyens d'intimidation: l'huissier du Parlement envoyé à Evreux pour signifier à l'évêque le décret d'ajournement personnel fut arrêté et jeté en prison; le curé de Saint-Martin de Verneuil et le prieur de l'hôpital, soupçonnés d'opposition à la *Bulle*, furent enlevés et exilés, tandis que leurs amis étaient en butte aux vexations de toutes sortes; en revanche, les prêtres partisans du refus de sacrements furent récompensés.

Le Parlement rédigea le 6 Août de fortes remontrances dans lesquelles il prouvait le bien-fondé et la nécessité de ses arrêts, car les refus de sacrements jetaient le désordre dans l'Etat et menaçaient d'instaurer dans le royaume de la part du clergé une domination indépendante de celle du roi: « Les ecclésiastiques sont redoublés aux peuples des sacrements dont ils sont les ministres et non les maîtres. » Nous reconnaissons ici les théories de Thomas du Fossé qui fut effectivement le rédacteur de ces belles remontrances.

A l'occasion de ces remontrances, trois présidents, six conseillers et les Gens du Roi furent mandés à Versailles où Louis XV leur répondit par l'intermédiaire de Lamoignon: dure réponse qui ordonnait au parlement de Normandie de se soumettre et d'enregistrer la déclaration royale. Le Parlement, après de vifs débats, se résigna à faire le procès-verbal de cette députation ainsi que de la réponse du roi. Mais le 6 Novembre, après la mort du conseiller de Franqueville qui avait été exilé, le Parlement refusa énergiquement d'enregistrer la semonce de Lamoignon et décida d'adresser de vives et énergiques remontrances. Ce fut encore Thomas du Fossé qui les rédigea; en cette qualité, il fut mandé à Versailles où il demeura onze mois sans réussir à voir le roi. Le 11 Mars 1754, le Parlement protesta, puis, n'obtenant aucune réponse, les Gens du Roi se rendirent

à la cour afin de solliciter audience pour une députation. Fort mal reçus, ils revinrent à Rouen.

Le Parlement se plaignit et argua du droit immémorial des parlements de communiquer directement avec le souverain. Enfin le roi s'assagit; le conseiller Thomas du Fossé revint à Rouen en Novembre 1754, et la déclaration du silence sur la *Bulle* calma les esprits.

Quelques années plus tard, ce même parlement soutint une lutte aussi énergique contre le gouvernement à propos d'une nouvelle levée d'impôts.

Les refus de sacrements furent particulièrement nombreux dans la juridiction du parlement de Toulouse, et la lutte, si elle ne se termina pas toujours à l'avantage de cette Cour, n'en fut pas moins vive. ⁽²³⁾.

Déjà en 1741, le parlement du Languedoc était intervenu près de l'évêque pour une femme de Montpellier, épouse d'un correcteur des Comptes, pour qu'elle pût recevoir les derniers sacrements. Malheureusement, elle mourut avant d'avoir obtenu satisfaction et l'affaire en resta là. Dix ans plus tard, une vieille demoiselle, Suzanne Vaneau, ne put obtenir les sacrements ni du curé ni du vicaire, malgré toutes les sommations effectuées par ministère d'huissier; elle adressa une requête au Parlement en Juin 1752 et mourut dans l'intervalle. Sa sœur, Marie Vaneau, maintint la requête et le Parlement, après enquête du fait, adressa au roi des remontrances. Le Conseil royal garda par devers lui la connaissance de l'affaire évoquée et ordonna, le premier Août, la suppression des remontrances. Le Parlement dut s'incliner mais il eut peu après l'occasion de sévir à nouveau, au mois de Février suivant: Marie Vaneau, sur le point de mourir, réclama en vain les sacrements. Le premier président, influencé par le chancelier, essaya d'ajourner l'affaire mais le procureur réclama une enquête. Quand elle fut achevée, la malade était morte. Le Parlement voulut poursuivre l'affaire, mais les Gens du Roi l'arrêtèrent en produisant une lettre de cachet par laquelle le roi évoquait l'affaire en son Conseil.

Divers cas de refus de sacrements suivirent et donnèrent lieu aux mêmes scènes. En Avril 1755, la femme d'un conseiller à la Cour des Aides fit sommer les curés et vicaires de la paroisse et des paroisses voisines, l'évêque même, de lui conférer les sacrements. Toutes les hosties des églises furent consommées ou apportées à l'évêché. Les jansénistes obligèrent un vieux prêtre hospitalisé à dire la messe dans la chapelle du président pour l'amener ensuite

⁽²³⁾ v. Degert : *Le Jansénisme au Parlement de Toulouse*, dans *Bull. d'Hist. Eccl.* 1924, p. 176 et suiv.

communier la mourante. Le Parlement frappa de bannissement perpétuel le curé, principal responsable du refus de sacrements.

A la même époque, un conseiller au Présidial, M. de Lagarde, fut autorisé à requérir tout prêtre régulier ou séculier pour lui administrer les derniers sacrements; le malade mourut dans l'intervalle, et le Parlement condamna son curé « à être appréhendé et saisi au corps pour être amené aux prisons de l'Etat. »

Enfin, le refus opposé à la fille d'un potier se termina par la guérison de la malade et par la sentence de bannissement à perpétuité du curé de sa paroisse, qui fut prononcée le 13 Juin 1755.

L'affaire Lacroze fut plus compliquée: la victime était un prêtre janséniste, interdit en 1728 par l'archevêque d'Arles. Atteint d'une grave maladie en 1754. il fit sommations sur sommations aux curé et vicaires de sa paroisse; ceux-ci refusèrent de lui conférer les sacrements tant qu'il ne se soumettrait pas à la *bulle Unigenitus*. Il fit requête au Parlement qui enjoignit le curé d'administrer le malade sous peine d'une amende de douze mille livres. Une enquête fut ordonnée d'après le rapport d'un conseil, malgré l'hésitation du procureur général, stylé par le chancelier.

Comme la procédure s'attardait, Lacroze, conseiller par un neveu avocat, fit adresser une nouvelle sommation au curé l'enjoignant ou de l'administrer, ou de donner le motif de son refus. Puis il déposa son appel comme d'abus sans préjudice de sa première requête, et demanda que les vicaires généraux fussent invités le jour même à l'administrer. Le curé fut condamné à mille livres d'amende, mais l'huissier, lorsqu'il se présenta, ne trouva personne, et ne put faire la saisie, tous les meubles ayant disparu. Les vicaires généraux se refusèrent à exercer leur ministère. Le Parlement, n'osant les condamner à l'amende, prit sur le temporel de l'archevêché.

Le nouvel archevêque n'ayant pas encore paru dans son diocèse, Lacroze déposa une supplique pour que le Parlement invitât le Chapitre à l'administrer. Celui-ci avait jadis le droit de conférer les derniers sacrements à tous ses prêtres habitués, mais ce privilège lui avait été retiré par le Parlement en 1738; le Parlement donna cette autorisation avec empressement et le Chapitre, espérant par ce moyen recouvrer son ancien droit, dépêcha son Grand Chantre pour administrer Lacroze. ⁽²⁴⁾.

Quelques atténuations furent enfin apportées par l'épiscopat dans l'administration des sacrements; néanmoins en 1771, le parlement de Toulouse eut encore à statuer, au mois de Mai, sur une

⁽²⁴⁾ Degert, *op. cit.*, 282.

plainte pour refus de sacrements au prieur de Combrouse, contre le curé de la cathédrale de Rodez qu'il ordonna de prendre et saisir au corps.

Le parlement de Toulouse, comme celui de Caen, exerça un contrôle rigoureux sur les doctrines que certains théologiens répandaient : c'est ainsi qu'il condamna, en Juin 1752, les Cordeliers de Pézenas qui soutenaient que le Christ, étant roi au spirituel comme au temporel, ses représentants avaient juridiction sur les rois de l'Univers ; de même, trois mois plus tard, il voua aux flammes l'ouvrage d'un théologien d'Agde qui justifiait les refus de sacrements.

Il condamna également les Instructions Pastorales des évêques de Comminges et de Béziers, justifiant ou prescrivant les refus de sacrements.

S'il ne fut pas l'un des premiers qui aient ordonné la présentation des statuts des jésuites, ⁽²⁵⁾, le parlement de Languedoc n'en fut pas moins acharné contre le célèbre Institut. Il supprima, le premier Février 1763, les brefs de Clément XIII en faveur des jésuites, puis, les 16 mai et 18 juin, les lettres de l'évêque de Saint-Pons et de l'évêque de Lavaur, publiées dans le même but. Dans un excès de zèle, il condamna au feu l'Instruction Pastorale pour la défense des Jésuites, en date du 28 Octobre 1763, de l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, qui était hors de sa juridiction. On brûla en même temps le mandement de l'archevêque d'Auch inspiré par le même motif.

A l'instar du parlement de Paris, il fit défense, le 14 Novembre 1765, de publier et distribuer les *Actes de l'Assemblée du Clergé*, bien que le Conseil du Roi eût cassé l'arrêt du parlement parisien, le 15 Septembre de l'année précédente. Dans son arrêt, le Parlement enjoignait à tout ecclésiastique de son ressort « de continuer « à se conformer dans l'administration des sacrements aux canons reçus et autorisés dans le royaume et au silence imposé par « la déclaration royale du 23 Septembre 1754. »

Malgré sa tiédeur janséniste, le parlement de Bretagne trouva une nouvelle occasion d'affirmer sur la matière religieuse sa solidarité avec le parlement de Paris : il poursuivit âprement l'Institut des jésuites, tandis que le parlement de Bourgogne, leur ennemi acharné, déclara : « que l'Institut des soi-disants jésuites était « attentatoire à toute autorité spirituelle et temporelle, incompatible avec les règles d'un état policé, destructif de la subordina-

(25) En mars 1762, quatre parlements, ceux de Rouen, Rennes, Aix et Bordeaux, avaient ordonné cette présentation.

« tion légitime à laquelle tous les sujets sont tenus envers leur souverain, contraire aux anciens Canons, aux libertés gallicanes, et « irréformables par essence. » ⁽²⁶⁾.

Cette insurrection des parlements du royaume pour la défense des libertés gallicanes inquiétait fort le gouvernement qui sentait le trône de Louis XV vaciller : « Le plus à craindre, écrivait d'Argenson en 1752, c'est que les parlements de province ne prennent « le parti du parlement de Paris. » ⁽²⁷⁾. Il notait encore que le 19 Octobre le parlement d'Aix, ayant reçu signification que le Conseil du Roi cassait ses précédents arrêtés contre l'évêque de Sisteron, ordonnait des remontrances itératives « dans lesquelles il serait « parlé du Parlement de Paris », et d'Argenson ajoutait : « Ce « qui est le plus à observer, c'est que voilà un parlement qui prend « fait et cause pour celui de Paris, exemple qui sera sans doute « contagieux ⁽²⁸⁾. D'ailleurs il avait déjà constaté : « Nous voyons « que les Parlements provinciaux se lient ensemble, et que bientôt « ils se diront : prenons des mesures pour le dépôt des maximes et « pour nous-mêmes. » ⁽²⁹⁾.

Barbier, de son côté, écrivait en 1752 : « Le Parlement de Toulouse se joint au Parlement de Paris ; il a enregistré par obéissance un arrêt du Conseil, revêtu de lettres patentes du 8 Juin, « portant évocation d'une procédure criminelle pour raison de refus de sacrements. ⁽³⁰⁾. Mais le 17 Juillet il a envoyé par des députés des remontrances au Roi, touchant l'abus des évocations et « pour justifier le pouvoir des parlements de connaître de la discipline extérieure des sacrements. Ces remontrances sont plus « fortes et mieux frappées contre la *Constitution Unigenitus* que « celles du Parlement de Paris, qui n'ont ordinairement que de « grandes phrases. Il faut dire aussi que le *mécontentement d'un « Parlement de Toulouse, qui est à deux cents lieues d'ici, est plus « à craindre que les démarches et les plaintes du Parlement de « Paris qui est sous les yeux du Roi*. Ces remontrances ont été imprimées à Paris et distribuées dans le public. » ⁽³¹⁾.

L'hostilité des parlements suscitée par la bulle *Unigenitus*, qui voulait instaurer dans la France gallicane une autorité étrangère avec la complicité du roi, était redoutable, car tout parlement, ce *vas electum* du tiers état, comme l'appelait Saint-Simon, avait la

⁽²⁶⁾ La Cuisine, *op. cit.*, 255.

⁽²⁷⁾ *op. cit.*, VIII, 11.

⁽²⁸⁾ *Idem*, 145.

⁽²⁹⁾ *Idem*, 113.

⁽³⁰⁾ c. f. supra, affaire Vaneau, p. 187.

⁽³¹⁾ Barbier, V, 262.

prétention de jouer en face de la monarchie le rôle d'Etats Généraux permanents. Tous ces appels comme d'abus ruinèrent l'autorité du pape en livrant ainsi au pouvoir séculier les questions de foi et de discipline; le bas clergé se dressa contre le haut clergé; l'esprit d'indépendance et de révolte soulevait les classes inférieures contre les autorités respectives et ébranlaient les deux colonnes du régime, la royauté et la religion.

Devant la crise politique de dix-huit mois qui éclata à la suite du refus par Louis XV de recevoir les Grandes Remontrances du 9 Avril 1753, défi littéral au roi et à l'Episcopat, la Révolution devint imminente.

L'explosion fut détournée, semble-t-il, grâce à la clairvoyance de Madame de Pompadour qui imprima un revirement subit dans la politique du gouvernement; le public s'apaisa lorsque le bruit se répandit que le parlement de Paris allait être rappelé et les jésuites expulsés du royaume. ⁽³²⁾.

(32) v. d'Argenson, *op. cit.*, VIII, 302-303.

APPENDICE

LA BULLE UNIGENITUS

SANCTISSIMI D. N. DOMINI CLEMENTIS DIVINA PROVIDENTIA PAPAE XI.

DAMNATIO

QUAM PLURIUM PROPOSITIONUM EXCERPTARUM EX LIBRO GALLICO IDIOMATE IMPRESSO, ET IN PLURES TOMOS DISTRIBUTO, SUB TITULO : *Le Nouveau Testament en François avec des Réflexions Morales sur chaque verset, etc.*, à Paris, 1699, AC ALITER : *Abrégé de la Morale de l'Evangile, des Actes des Apostres, des Epistres de S. Paul, des Epistres Canoniques et de l'Apocalypse, ou Pensées Chrétiennes sur le Texte de ces Livres Sacrez, etc.*, à Paris, 1693 et 1694 ; CUM PROHIBITIONE EJUSDEM LIBRI, ET ALIORUM QUORUMCUMQUE IN EJUS DEFENSIONEM TAM HACTENUS EDITORUM, QUAM IN POSTERUM EDENDORUM.

CLEMENS EPISCOPUS, SERVUS SERVORUM DEI,

UNIVERSIS CHRISTIFIDELIBUS SALUTEM, ET APOSTOLICAM BENEDICTIONEM

Unigenitus Dei Filius pro nostra, et totius Mundi salute Filius hominis factus, dum Discipulos suos doctrina veritatis instrueret, universamque Ecclesiam suam in Apostolis erudiret, praesentia disponens, et futura prospiciens, praeclaro, ac saluberrimo documento nos admonuit, ut attenderemus a falsis Prophetis, qui veniunt ad nos in vestimentis ovium, quorum nomine potissimum demonstrantur Magistri illi mendaces, et in deceptione illusores, qui splendida pietatis specie prava dogmata latenter insinuantes, introducunt sectas perditionis sub imagine Sanctitatis ; utque facilius incautis obrepant, quasi deponentes lupinam pellem, et sese Divinae Legis sententiis, velut quibusdam ovium velleribus obvolventes, Sanctarum Scripturarum, adeoque etiam ipsius novi Testamenti verbis, quae multipliciter in suam, aliorumque perditionem depravant, nequiter abutuntur : antiqui scilicet, a quo progeniti sunt, mendacii Parentis

(1) Texte in-extenso selon le *Bullaire* de Clément XI (Rome, 1723, in-folio, p. 157).

Le Roy, dans *La France et Rome*, publie en Appendice la Bulle Unigenitus, accompagnée d'une traduction française ; Gazier, dans son *Histoire du Mouvement Janséniste* ne donne que la traduction française de la Bulle en y joignant les passages de l'Ecriture Sainte et de la Tradition auxquels les propositions rapportent.

exemplo, ac magisterio edocti, nullam omnino esse ad fallendum expeditiorem viam, quam ut ubi nefarii erroris subintroducitur fraudolentia, ibi divinorum verborum praetendatur autoritas.

1 — His Nos vere divinis monitis instructi, ubi primum, non sine intima cordis nostri amaritudine accepimus, Librum quemdam gallico idiomate olim impressum, et in plures Tomos distributum, sub titulo : *Le nouveau Testament en François avec des Réflexions Morales sur chaque verset, etc., à Paris, 1699.* Aliter vero : *Abrégé de la morale de l'Evangile, des Actes des Apostres, des Epistres de S. Paul, des Epistres Canoniques, et de l'Apocalypse ; ou Pensées Chrétiennes sur le Texte de ces Livres Sacrez, etc. A Paris, 1693 et 1694,* tametsi alias a Nobis damnatum, ac revera Catholicis veritatibus pravaram doctrinarum mendacia multifariam permiscentem, adhuc tamen tanquam ab omni errore immunem, a pluribus haberi, Christifidelium manibus passim obtrudi, ac nonnullorum nova, semper tentantium consilio, et opera studiose nimis quaquaversum disseminari, etiam latine redditum, ut perniciosae institutionis contagium, si fieri possit, pertranseat de gente in gentem, et de Regno ad Populum alterum : versutis hujusmodi seductionibus, atque fallacii creditum Nobis Dominicum gregem in viam perditionis sensim abduci summopere dolumus ; adeoque Pastoralis non minus curae nostrae stimulis, quam frequentibus Orthodoxae Fidei Zelatorum querelis, maxime vero complurium Venerabilium Fratrum, praesertim Galliae Episcoporum literis, ac precibus excitati, gliscenti morbo, qui etiam aliquando posset in deteriora quaeque promere, validiori aliquo remedio obviam ire decrevimus.

2 — Et quidem ad ipsam ingruentis mali causam providae nostrae considerationis intuitum convertentes, perspicue novimus summam hujusmodi libri perniciem ideo potissimum progredi, et invalescere, quod eadem intus lateat, et velut improba sanies, nonnisi secto ulcere, foras erumpat ; Cum liber ipse primo aspectu legentes specie quadam pietatis illiciat ; molliti enim sunt sermones ejus super oleum : sed ipsi sunt jacula, et quidem intento arcu ita ad nocendum parata, ut sagittent in obscuro rectos corde. Nihil propterea opportunius, aut salubrius praestari a Nobis posse arbitrati sumus, quam si fallacem Libri doctrinam generatim solummodo a Nobis hactenus indicatam, pluribus singillatim ex eo excerptis propositionibus, distinctius, et apertius explicaremus, atque universis Christifidelibus noxia zizaniorum semina e medio tritici quo tegebantur, educta, velut ob oculos exponeremus. Ita nimirum denudatis, et quasi in propatulo positis, non uno quidem, aut altero, sed plurimis, gravissimisque, tum pridem damnatis, tum etiam nove adinventis erroribus, plane confidimus, benedicente Domino, fore ut omnes tandem apertae jam, manifestaeque veritati cedere compellantur.

3 — Id ipsum maxime e re Catholica futurum, et sedandis praesertim in florentissimo Galliae Regno exortis ingeniorum varie opinantium, jamque in acerbiore scissuras protendentium dissidiis apprimere proficuum : Conscientiarum denique tranquillitati perutile, et propemodum necessarium, non modo praefati Episcopi, sed, et ipse in primis Charissimus in Christo filius noster Ludovicus Francorum Rex Christianissimus, cujus eximium in tuenda Catholicae Fidei puritate extirpandisque erroribus zelum satis laudare, non possumus, saepius Nobis est contestatus ; repetitis propterea vere piis, et Christia-

nissimo Rege dignis officiis, atque ardentibus Votis a Nobis efflagitans, ut instanti animarum necessitati prolata quantocius Apostolicæ censura iudicii consuleremus.

4 — Hinc adspirante Domino, ejusque coelesti ope confisi, salutare opus sedulo, diligenterque ut rei magnitudo postulabat, aggressi sumus, ac plurimas ex praedicto Libro, juxta supra recensitas respective editiones, fideliter extractas, et tum Gallico, tum Latino idiomate expressas Propositiones a compluribus in Sacra Theologia Magistris, primo quidem coram duobus ex venerabilibus Fratribus nostris Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalibus accurate discuti: deinde vero coram Nobis, adhibitio etiam aliorum plurium Cardinalium consilio quam maxima diligentia, ac maturitate, singularum insuper Propositionum cum ipsomet Libri Textu exactissime facta collatione, pluries iteratis Congregationibus, expendi, et examinari mandavimus. Hujusmodi autem Propositiones sunt, quae sequuntur, videlicet:

1 — Quid aliud remanet animae, quae Deum, atque ipsius gratiam amisit nisi peccatum, et peccati consecutiones, superba paupertas, et segnis indigentia, hoc est generalis impotentia ad laborem, ad orationem, et ad omnes opus bonum?

2 — Jesu Christi gratia, principium efficax boni cujuscumque generis, necessaria est ad omne opus bonum : absque illa, non solum nihil sit, sed nec fieri potest.

3 — In vanum Domine praecipis, si tu ipse non das quod praecipis.

4 — Ita Domine : Omnia possibilia sunt ei, cui omnia possibilia facis, eadem operando in illo.

5 — Quando Deus non emollit cor per interiorem unctionem gratiae suae, exhortationes, et gratiae interiores non inserviunt, nisi ad illud magis obdurandum.

6 — Siscriimen inter Foedus Judaicum et Christianum est ; quod in illo Deus exigit fugam peccati, et implementum legis a Peccatore, relinquendo illum in sua impotentia ; in isto vero Deus Peccatori dat, quod jubet, illum sua gratia purificando.

7 — Quae utilitas pro homine in vetere foedere in quo Deus illum reliquit ejus propriae infirmitati, imponendo ipsi suam legem ? Quae vero felicitas non est admitti ad foedus in quo Deus nobis donat, quod petit a nobis ?

8 — Nos non pertinemus ad novam foedus, nisi in quantum participes sumus ipsius novae gratiae, quae operatur in nobis id, quod Deus nobis praecipit.

9 — Gratia Christi, est gratia suprema, sine qua confiteri Christum nunquam possumus, et cum qua nunquam illum abnegamus.

10 — Gratia est operatio manus Omnipotentis Dei, quam nihil impedire potest, aut retardare.

11 — Gratia non est aliud, quam voluntas Omnipotentis Dei, jubentis, et facientis quod jubet.

12 — Quando Deus vult salvare animam, quocumque tempore, quocumque loco, effectus indubitabilis sequitur voluntatem Dei.

13 — Quando Deus vult animam salvam facere, et eam tangit interiori gratiae suae manu, nulla voluntas humana ei resistit.

14 — Quantumcumque remotus a salute sit Peccator obstinatus, quando Jesus se ei videndum exhibet lumine salutari suae gratiae, oportet ut, se dedat, accurrat, sese humiliet, et adoret Salvatorem suum.

15 — Quando Deus mandatum suum, et suam aeternam locutionem comitatur unctione sui Spiritus, et interiori vi gratiae suae, operatur illa in corde obedientiam, quam petit.

16 — Nullae sunt illecebrae, quae non cedant illecebris gratiae, quia nihil resistit Omnipotenti.

17 — Gratia est vox illa Patris, quae homines interius docet, ac eos venire facit ad Jesum-Christum; quicumque ad eum non venit, postquam audivit vocem exteriorem Filii, nullatenus est doctus a Patre.

18 — Semen verbi, quod manus Dei irrigat, semper offert fructum suum.

19 — Dei gratia nihil aliud est, quam ejus omnipotens voluntas: haec est idea, quam Deus ipse nobis tradit in omnibus suis Scripturis.

20 — Vera gratiae idea est, quod Deus vult sibi a nobis obediri, et obeditur; imperat, et omnia sunt; loquitur tanquam Dominus, et omnia sibi submissa sunt.

21 — Gratia Jesu-Christi est gratia fortis, potens, suprema, invincibilis, utpote quae est operatio voluntatis Omnipotentis; sequela, et imitatio operationis Dei incarnans, et resuscitantis Filium suum.

22 — Concordia Omnipotentis operationis Dei in corde hominis, cum libero ipsius voluntatis consensu, demonstratur illico nobis in Incarnatione, veluti in fonte, atque Archetypo omnium aliarum operationum misericordiae, et gratiae, quae omnes ita gratuita, atque ita dependentes a Deo sunt, sicut ipsa originalis operatio.

23 — Deus ipse nobis ideam tradidit omnipotentis operationis suae gratiae, eam significans per illam, qua Creaturas e nihilo producit, et mortuis reddit vitam.

24 — Justa idea, quam Centurio habet de Omnipotentia Dei, et Jesu-Christi in sanandis corporibus solo motu suae voluntatis, est imago ideae quae haberi debet de omnipotentia suae gratiae in sanandis animabus a cupiditate.

25 — Deus illuminat animam, et eam sanat aequè ac corpus sola sua voluntate; jubet, et ipsi obtemperatur.

26 — Nullae dantur gratiae, nisi per fidem.

27 — Fides est prima gratia, et fons omnium aliarum.

28 — Prima gratia, quam Deus concedit Peccatori, est peccatorum remissio.

29 — Extra Ecclesiam nulla conceditur gratia.

30 — Omnes, quos Deus vult salvare per Christum, salvantur infaillibiliter.

31 — Desideria Christi semper habent suum effectum pacem intimo cordium infert, quando eis illam optat.

32 — Jesus-Christus se morti tradidit ad liberandum pro semper suo sanguine Primogenitos, idest Electos, de manu Angeli exterminatoris.

33 — Proh quantum oportet bonis terrenis, et sibimetipsi renunciassent, ad hoc ut quis fiduciam habeat sibi, ut ita dicam, ut facit Sanctus Paulus dicens : Qui dilexit me, et tradidit semetipsum pro me.

34 — Gratia Adami non producebat, nisi merita humana.

35 — Gratia Adami est sequela creationis, et erat debita naturae sanae et integrae.

36 — Differentia essentialis inter gratiam Adami, et status innocentiae, ac gratiam Christianam est, quod primam unusquisque in propria persona recepisset : ista vero non recipitur, nisi in persona Jesu Christi resuscitati, cui nos uniti sumus.

37 — Gratia Adami, sanctificando illum in semetipso, erat illi proportionata : gratia Christiana nos sanctificando in Jesu Christo, est omnipotens, et digna Filio Dei.

38 — Peccator non est liber, nisi ad malum, sine gratia Liberatoris.

39 — Voluntas, quam gratia non praevenit, nihil habet luminis nisi ad aberrandum ; ardoris, nisi ad se praecipitandum ; virium, nisi ad se vulnerandum. Est capax omnis mali, et incapax ad omne bonum.

40 — Sine gratia nihil amare possumus, nisi ad nostram condemnationem.

41 — Omnis cognitio Dei, etiam naturalis, etiam in Philosophis Ethnicis, non potest venire, nisi a Deo, et sine gratia non producit, nisi presumptionem, vanitatem, et oppositionem ad ipsum Deum, loco affectuum adorationis, gratitudinis, et amoris.

42 — Sola gratia Christi reddit hominem aptum ad Sacrificium Fidei : sine hoc nihil, nisi impuritas, nihil, nisi indignitas.

43 — Primus effectus gratiae baptismalis est facere, ut moriamur peccato quam homo mortuus habeat pro rebus mundi.

44 — Non sunt, nisi duo amores, unde volitiones, et actiones omnes nostrae nascuntur ; Amor Dei, qui omnia agit propter Deum, quemque Deus remuneratur : et Amor, quo nos insos ac Mundum diligimus, qui quod ad Deum referendum est, non refert, et propter hoc ipsum fit malus.

45 — Amor Dei in corde Peccatorum non amplius regnante, necesse est, ut in eo carnalis regnet cupiditas, omnesque actiones ejus corrumpat.

46 — Cupiditas, aut Charitas, usum sensuum bonum, vel malum faciunt.

47 — Obedientia legis profluere debet ex fonte ; et hic fons est Charitas. Quando Dei amor est illius principium interius, et Dei gloria ejus finis, tunc purum est, quod apparet exterius ; alioquin non est, nisi hypocrisis, aut falsa justitia.

48 — Quid aliud esse possumus, nisi tenebrae, nisi aberratio, et nisi peccatum sine Fidei lumine, sine Christo, et sine Charitate.

49 — Ut nullum peccatum est sine amore nostri, ita nullum est opus bonum sine amore Dei.

50 — Frustra clamamus ad Deum, Pater mi : si spiritus Charitatis non est ille, qui clamat.

51 — Fides justificat, quando operatur; sed ipsa non operatur, nisi per Charitatem.

52 — Omnia alia salutis media continentur in fide, tanquam in suo germine, et semine; sed haec fides non est absque amore, et fiducia.

53 — Sola Charitas Christiano modo facit (actiones Christianas) per relationem ad Deum, et Jesum Christum.

54 — Sola Charitas est, quae Deo loquitur, eam solam Deus audit.

55 — Deus non coronat, nisi Charitatem, qui currit ex alio impulsu, et ex alio motivo, in vanum currit.

56 — Deus non remunerat nisi Charitatem, quoniam Charitas sola Deum honorat.

57 — Totum deest Peccatori, quando ei deest spes, et non est spes in Deo, ubi non est amor Dei.

58 — Nec Deus est, nec Religio, ubi non est Charitas.

59 — Oratio Impiorum est novum peccatum, et quod Deus illis concedit, est novum in eos iudicium.

60 — Si solus supplicii timor animat poenitentiam, quo haec est magis violenta, eo magis ducit ad desperationem.

61 — Timor nonnisi malum cohibet, cor autem tamdiu peccato addicitur, quamdiu ab amore justitiae non ducitur.

62 — Qui a malo non abstinet, nisi timore poenae, illud committit in corde suo, et jam est Reus coram Deo.

63 — Baptizatus adhuc est sub lege sicut Judaeus, si legem non adimpleat, aut adimpleat ex solo timore.

64 — Sub maledicto legis, nunquam fit bonum, quia peccatur, sive faciendo malum, sive illud nonnisi ob timorem evitando.

65 — Moyses, Prophetae, Sacerdotes, et Doctores legis mortui sunt, absque quod ullum Deo dederint filium, eum non effecerint nisi mancipia per timorem.

66 — Qui vult Deo appropinquare, nec debet ad ipsum venire cum brutalibus passionibus, neque adduci per instinctum naturalem, aut per timorem, sicuti bestiae, sed per fidem, et per amorem, sicuti filii.

67 — Timor servilis non sibi repraesentat Deum, nisi ut omnium durum, imperiosum, injustum, intractabilem.

68 — Dei Bonitas abbreviavit viam salutis claudendo totum in Fide, et precibus.

69 — Fides, usus augmentum, et praemium Fidei, totum est donum purae liberalitatis Dei.

70 — Nunquam Deus affligit innocentes, et afflictiones semper serviunt, vel ad puniendum peccatum, vel ad purificandum Peccatorem.

71 — Homo ob sui conservationem potest sese dispensare ab ea lege, quam Deus condidit propter ejus utilitatem.

72 — Nota Ecclesiae Christianae est, quod sit Catholica, comprehendens et

omnes Angelos Coeli, et omnes Electos, et justos terrae, et omnium saeculorum.

73 — Quid est Ecclesia, nisi coetus Filiorum Dei manentium in ejus sinu, adoptatorum in Christo, subsistentium in ejus persona, redemptorum ejus sanguine, viventium ejus spiritu, agentium per ejus gratiam, et expectantium gratiam futuri saeculi.

74 — Ecclesia, sive integer Christus, Incarnatum Verbum habet, ut Caput; omnes vero Sanctos, ut membra.

75 — Ecclesia est unus solus homo, compositus ex pluribus membris, quorum Christus est Caput, vita, subsistentia, et persona; Unus Solus Christus, compositus ex pluribus Sanctis, quorum est Sanctificatur.

76 — Nihil spatiosus Ecclesia Dei, quia omnes Electi, et Justi omnium saeculorum illam componunt.

77 — Qui non ducit vitam dignam Filio Dei, et membro Christi, cessat interius habere Deum pro Pater, et Christum pro Capite.

78 — Separatur quis a Populo Electo, cujus figura fuit Populus Judaicus, et caput est Jesus Christus, tam non vivendo secundum Evangelium, quam non credendo Evangelio.

79 — Utile, et necessarium est omni tempore, omni loco, et omni personarum generi studere, et cognoscere spiritum, pietatem, et mysteria Sacrae Scripturae.

80 — Lectio Sacrae Scripturae est pro omnibus.

81 — Obscuritas Sancta verbi Dei non est Laïcis ratio dispensandi se ipsos ab ejus lectione.

82 — Dies Dominicus a Christianis debet sanctificari lectionibus pietatis, et super omnia Sanctarum Scripturarum. Damnosum est velle Christianum ab hac lectione retrahere.

83 — Est illusio sibi persuadere, quod notitia mysteriorum Religionis non debeat communicari foeminis, lectione Sacrorum Librorum. Non ex feminarum simplicitate, sed ex superba virorum scientia, ortus est Scripturarum abusus. et natae sunt haereses.

84 — Abripere e Christianarum manibus novum Testamentum, seu eis illud clausum tenere, auferendo eis modum illud intelligendi, est illis Christis os obturare.

85 — Interdicere Christianis lectionem Sacrae Scripturae, praesertim Evangelii, est interdicere usum luminis filiis lucis, et facere ut patiantur speciem quamdam excommunicationis.

86 — Eripere simplici Populo hoc solatium, jungendi vocem suam voci totius Ecclesiae, est usus contrarius praxi Apostolicae et intentioni Dei.

87 — Modus plenus sapientia, lumine, et charitate, est dare animabus tempus portandi cum humilitate, et sentiendi statum peccati, petendi spiritum poenitentiae, et contritionis, et incipiendi, ad minus satisfacere justitiae Dei, antequam reconcilientur.

88 — Ignoramus quid sit peccatum, et vera poenitentia, quando volumus

statim restitui possessioni bonorum illorum, quibus nos peccatum spoliavit, et detrectamus separationis istius ferre confusionem.

89 — Quartus decimus gradus conversionis peccatoris est quod, cum sit jam reconciliatus, habet jus assistendi Sacrificio Ecclesiae.

90 — Ecclesia auctoritatem excommunicandi habet, ut eam exerceat per primos Pastores de consensu, saltem praesumpto, totius Corporis.

91 — Excommunicationis injustae metus, nunquam debet nos impedire ab implendo debito nostro: Nunquam eximus ab Ecclesia, etiam quando hominum nequitia, videmur ab ea expulsi, quando Deo, Jesu Christo, atque ipsi Ecclesiae per Charitatem affixi sumus.

92 — Pati potius in pace excommunicationem, et anathema injustum, quam prodere veritatem, est imitari Sanctum Paulum; tantum abest, ut sit erigere se contra auctoritatem aut scindere unitatem.

93 — Jesus quandoque sanat vulnera, quae praeceps Primorum Pastorum festinatio infligit, sine ipsius mandato: Jesus restituit, quod ipsi inconsiderato zelo rescindunt.

94 — Nihil pejerem de Ecclesia opinioem ingerit ejus inimicis, quam videre illic dominatum exerceri supra fidem Fidelium, et foveri divisiones propter res, quae nec fidem laedunt, nec mores.

95 — Veritates eo devenerunt, ut sint lingua quasi peregrina plerisque Christianis, et modus eas praedicandi est veluti idioma incognitum; adeo remotus est a simplicitate Apostolorum, et supra communem captum fidelium; neque satis advertitur, quod hic defectus sit unum ex signis maxime sensibilibus senectutis Ecclesiae, et irae Dei in Filios suos.

96 — Deus permittit, ut omnes Potestates sint contrariae Praedicatoribus veritatis, ut ejus victoria attribui non possit, nisi Divinae gratiae.

97 — Nimis saepe contingit membra illa, quae magis sancte, ac magis stricte unita Ecclesiae sunt, respici, atque tractari tanquam indigna ut sint in Ecclesia, vel tanquam ab ea separata; Sed justus vivit ex fide, et non ex opinione hominum.

98 — Status persecutionis, et poenarum, quas quis tolerat, tanquam haereticus, flagitiosus, et impius, ultima plerumque probatio est, et maxime meritoria, utpote quae facit hominem magis conformem Jesu Christo.

99 — Pervicacia, praeventio, obstinatio in nolendo, aut aliquid examinare, aut agnoscere se fuisse deceptum, mutant quotidie quoad multos, in odorem mortis id, quod Deus in sua Ecclesia posuit, ut in ea esset odor vitae; V. G. bonos libros, instructiones, sancta exempla, etc.

100 — Tempus deplorabile, quo creditur honorari Deus, persequendo veritatem, ejusque discipulos. Tempus hoc advenit... Haberi, et tractari a Religionis Ministris, tanquam, impium, et indignum omni commercio cum Deo, tanquam membrum putridum, capax corrumpendi omnia in Societate Sanctorum, est hominibus piis morte corporis mors terribilior. Frustra quis sibi blanditur de suarum intentionum puritate, et zelo quodam Religionis, persequendo flamma, ferroque viros probos, si propria passione est excaecatus, aut abreptus aliena,

propterea quod nihil vult examinare. Frequenter credimus sacrificare Deo impium, et sacrificamus diabolo Dei Servum.

101 — Nihil spiritui Dei, et doctrinae Jesu Christi magis opponitur, quam communia facere juramenta in Ecclesia, quia hoc est multiplicare occasiones pejerandi, laqueos tendere infirmis, et idiotis, et efficere, ut nomen et veritas Dei aliquando deserviant consilio impiorum.

Auditis itaque tum voce, tum scripto Nobis exhibitis praefatorum Cardinalium, aliorumque Theologorum suffragiis, divinique imprimis luminis, privatis ad eum finem, publicisque etiam indictis precibus, implorato praesidio, omnes, et singulas Propositiones praeinsertas, tanquam falsas, captiosas, male sonantes, piarum aurium offensivas, scandalosas, perniciosas, temerarias, Ecclesiae, et ejus praxi injurias, neque in Ecclesiam solum sed etiam in Potestates Saeculi contumeliosas, seditiosas, impias, blasphemias, suspectas de haeresi, ac haeresim ipsam sapientes, nec non haereticis, et haeresibus, ac etiam schismati faventes erroneas, haeresi proximas, pluries damnatas, ac demum etiam haereticas, variasque haereses, et potissimum illas, quae in famosis Jansenii Propositionibus, et quidem in eo sensu, in quo hae damnatae fuerunt, acceptis, continentur, manifeste innovantes respective, hac nostra perpetuo valitura Constitutione declaramus, damnamus et reprobamus.

Mandantes omnibus utriusque sexus Christifidelibus, ne de dictis Propositionibus sentire, docere, praedicare aliter praesumant, quam in hac eadem Nostra Constitutione continetur; ita ut quicumque illas, vel illarum aliquam conjunctim, vel divisim docuerit, defenderit, ediderit, aut de eis, etiam disputative, publice, aut privatim tractaverit, nisi forsam impugnando, Ecclesiasticis censuris aliisque contra similia perpetrantes a Jure statutis poenis ipso facto absque alia declaratione subiaceat.

Coeterum per expressam praefatarum Propositionum reprobationem alia in eodem libro contenta nullatenus approbare intendimus; cum praesertim in decursu examinis complures alias in eo deprehenderimus Propositiones illis, quae, ut supra, damnatae fuerunt, consimiles et affines, iisdemque erroribus imbutas: nec sane paucas sub imaginario quodam, veluti grassantis hodie persecutionis obtentu, inobedientiam, et pervicaciam nutriendas, easque falso Christianae patientiae nomine praedicantes; quas propterea singulatim, recensere et nimis longum esse duximus, et minime necessarium; ac demum, quod intolerabilius est, Sacrum ipsum novi Testamenti Textum damnabiliter vitiatum compererimus et alteri dudum reprobatae versioni Gallicae Montensi in multis conformem: a vulgata vero editione, quae tot Saeculorum usu in Ecclesia probata est, atque ab Orthodoxis omnibus pro authentica haberi debet, multiplicitate discrepantem, et aberrantem, pluriesque in alienos, exoticos, ac saepe noxios sensus, non sine maxima perversione detortum.

Eundem propterea librum, utpote per dulces sermones, et benedictiones, ut Apostolus loquitur, hoc est, sub falsa piae institutionis imagine, seducendis innocentium cordibus longe accommodatum, sive praemissis, sive alio quovis titulo inscriptum, ubicumque, et quocumque alio idiomate, seu quavis editione, aut versione hactenus impressum, aut in posterum (quod absit) imprimendum, auctoritate Apostolica tenore praesentium iterum prohibemus, ac similiter dam-

namus : quemadmodum etiam alios omnes, et singulos in ejus defensionem tam scripto, quam typis editos, seu forsitan (quod Deus avertat) edendos libros, seu libellos, eorumque lectionem, descriptionem, retentionem, et usum omnibus, et singulis Christifidelibus sub poena excommunicationis per contrafacientes ipso facto incurrenda, prohibemus pariter, et interdicimus.

Praecipimus insuper Venerabilibus Fratribus Patriarchis, Archiepiscopis, et Episcopis, aliisque locorum Ordinariis, nec non haereticae pravitatis Inquisitoribus, ut contradictores, et rebelles quoscumque per censuras, et poenas praefatas, aliasque juris, et facti remedia, invocato etiam ad hoc, si opus fuerit, brachii Saecularis auxilio, omnino coerceant, et compellant.

Volumus autem, ut earumdem praesentium transumptis, etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis, et sigillo personae in Dignitate Ecclesiastica constitutae munitis, eadem fides prorsus adhibeatur, quae ipsis originalibus litteris adhiberetur, si forent exhibitas, vel ostensae.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostrae declarationis, damnationis, mandati, prohibitionis, et interdictionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romae, apud Sanctam Mariam Majorem, anno Incarnationis Dominicae millesimo septingentesimo decimo tertio, sexto Idus Septembris, Pontificatus Nostri anno decimo tertio.

I. CARD. PRODATARIUS

F. Oliverius

[VISA DE CURIA] *L. Sergardus*

Loco + Plumbi

[REGISTRATA IN SECRET BRÉVIUM]

L. Martinettus

Anno a Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo septingentesimo decimo tertio, indictione sexta, die vero decimo septembris, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris et Domini nostri Clementis divina Providentia Papae XI anno decimo tertio, supradictae Litterae Apostolicae affixae et publicatae fuerunt ad Valvas Ecclesiae Lateranensis et Basilicae Principis Apostolorum, Cancellariae Apostolicae, Curiae generalis in Monte Citatorio, in Acie Campi Florae, ac in aliis locis solitis et consuetis Urbis, per me Petrum Romulatum, Apostolicum Cursorem.

MAGISTER CURSORUM

Antonius Piacentinus

**ACTE D'APPEL INTERJETE LE PREMIER MARS 1717
PAR LES EVEQUES DE MIREPOIX, DE SENEZ,
DE MONTPELLIER ET DE BOULOGNE**

Acte d'Appel interjetté le 1er mars 1717

Par Nos Seigneurs les Illustrissimes et Reverendissimes Evêques de Mirepoix, de Senez, de Montpellier, et de Boulogne au futur Concile général, de la Constitution de N. S. P. le Pape Clément XI du 8e septembre 1713, ensemble de tout ce qui s'en est ensuivi, ou s'ensuivra ; comme aussi des griefs porter ou à porter à l'occasion de cette Constitution, soit de l'autorité de N. S. P. le Pape Clement XI ou de quelque'autre autorité que ce soit, contre lesdits Evêques, ou ceux qui leur adherent, ou qui leur adhéreront. On y joint la Conclusion par laquelle la faculté de Théologie de Paris a adhéré à cet appel, en présence desdits Illustrissimes et Reverendissimes Evêques, dans son Assemblée générale du 5e du même mois ; celle de la faculté de Théologie de Reims du 8e, et celle de la faculté de Théologie de Nantes des 10 et 11 du même mois, etc...

Au nom du Seigneur, amen.

Pierre Evêque de Mirepoix, Jean Evêque de Senez, Charles-Joachim Evêque de Montpellier, Pierre Evêque de Boulogne: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut en celui qui est le veritable Salut de tous les hommes.

La douleur amere dont nos cœurs ont été penetrez à l'occasion de la triste affaire, qui agite, il y a déjà longtems, toute l'Eglise de France, n'est pas une douleur qui nous soit particuliere : elle nous est commune avec plusieurs, et principalement avec ceux qui ont un amour, et une vénération plus sincere pour le St Siège Apostolique. (1)

Car en effet depuis que la Constitution qui commence par ces mots : *Unigenitus Dei filius*, a paru, tous les gens de bien n'ont pû voir sans repandre des larmes, qu'elle est un sujet de joie pour les Ennemis de l'Eglise ; que le peuple fidele est exposé aux insultes continuelles des impies et des hérétiques, que la foi encore foible des Nouveaux Convertis en est ébranlée, que le salut de plusieurs est en danger, qu'il excite de toutes parts de funestes divisions, de plusieurs est en danger, qu'il excite de toutss parts de funestes divisions, que tous les fauteurs turbulents d'une morale pernicieuse et corrompüe font de ce decret une matiere de triomphe ; que la Lumière pure de la Doctrine

(1) St Bernard : Lettre 178 au pape Innocent II, etc...

celeste est obscurcie par les nuages des nouveautez profanes ; que tous les ordres du Royaume, les Magistrats, les Ecclésiastiques, les Facultez de Théologie, et surtout celle de Paris, si recommandable par son érudition, la première des Universitez, les Curez, les Eveques, et enfin tout le Royaume, sont dans le trouble et dans l'amertume.

Dans ces circonstances si fâcheuses et si pleines de perils, pendant que les plus saints prêtres demeurent consternez devant l'autel de Jesus-Christ, et que la multitude des fidèles élève ses mains vers le Ciel, nous n'avons point cessé de nôtre côté de prier et de conjurer celui de qui nous avons reçu le sacré *dépôt de la foy*, et qui nous a chargé de le garder, qu'il voulût lui-même le conserver dans son intégrité et dans sa pureté selon ses immuables promesses. Nous avons apporté en même tems tout le soin et toute l'application que la sollicitude pastorale exigeoit de Nous, pour empêcher autant qu'il étoit en nôtre pouvoir, qu'on ne donnât aucune atteinte au respect dû à l'autorité du Souverain Pontife, qui a reçu de Jesus-Christ la primauté dans toute l'Eglise, au Lien indivisible de l'Unité Ecclesiastique, ni aux droits sacrez des Veritez Chrétiennes.

Tout le monde chretien scait que depuis trois ans il n'est point d'efforts, point d'instances, point de supplications que nous n'ayons employés auprès de N. S. P. le Pape Clement XI pour l'engager à remédier à ces maux. Nous espérons qu'à l'exemple de ses prédécesseurs ⁽²⁾ il recevrait avec bonté ceux que l'amour seul de la vérité et de la justice portoit à déposer dans son sein les gémissements publics des fideles et les propres sentimens de leur cœur affligé ; et qu'il reconnoitroit enfin qu'on lui a caché la vérité, et qu'on l'a surpris par de fausses suggestions.

Mais puisque nous n'avons pû rien obtenir, parce que des préventions formées par d'infidèles rapports ne sont point encore dissipées, et que cependant les scandales croissent de jour en jour, que les dissensions s'échauffent de plus en plus, que la paix de l'Eglise est troublée et que les veritez chretiennes sont altérées ; nous qui sommes établis par le *Saint Esprit pour gouverner l'Eglise de Dieu* dans la verité et dans la charité, selon la portion d'autorité qui nous a été confiée, sommes obligés d'avoir recours au remède que les besoins presens rendent aussi necessaire, qu'il est assuré et efficace.

C'est pourquoi, en marchant sur les traces que nos pères nous ont marquées, pour conserver la vérité, et pour rétablir la paix de l'Eglise. Nous déferons toute cette affaire au jugement de l'Eglise Universelle, qui est le Tribunal Souverain de l'Autorité Spirituelle, la Colonne inébranlable de la Vérité et le Sanctuaire assuré de la paix et de la charité.

Et bien loin que par là nous aïons intention de faire aucun préjudice, ni de déroger à l'honneur du St Siège Apostolique, à son autorité, à son unité ; Nous croïons, au contraire, suivant la tradition générale des SS. Pères, que c'est le moyen le plus propre et le plus convenable pour les conserver et pour les défendre.

Nous donc Evêques soussignez aïans recours au remède dudit Appel ⁽³⁾ disons, mettons en avant et offrons de prouver en tems et lieu, ce qui suit :

(2) Alexandre 3ème, etc...

(3) On a suivi l'acte d'appel de l'an 1517.

Premierement, que la censure de quelques unes des Propositions condamnées par ladite Constitution, donne atteinte aux fondemens de la Hiérarchie Ecclésiastique, aux Droits sacrez des Eveques, aux Libertez du Royaume, au sentiment unanime des SS. Pères, qui enseignent *que c'est l'Eglise qui a reçu les Clefs du Royaume des Cieux* ; car ce n'est pas un seul homme, dit St Augustin, mais l'unité de l'Eglise qui a reçu ces clefs, et à cet oracle de St Pierre, le prince des apôtres, et des autres apôtres, qui disent *qu'il faut plutôt obéir à Dieu qu'aux hommes*. Ces propositions sont celles qui suivent :

La 90 — *C'est l'Eglise, qui en a l'autorité, de l'excommunication, pour l'exercer par les premiers Pasteurs, du consentement au moins présumé de tout le Corps.*

La 91 — *La crainte même d'une excommunication injuste ne nous doit jamais empêcher de faire notre devoir... On ne sort jamais de l'Eglise, lors même qu'il semble qu'on en soit banni par la méchanceté des hommes, quand on est attaché à Dieu, à J. C., et à l'Eglise même par la charité.*

La 92 — *C'est imiter St Paul que de souffrir en paix l'Excommunication et l'anathème injuste, plutôt que de trahir la vérité ; loin que ce soit s'élever contre l'autorité, ou rompre l'unité.*

Que de plus, dans toute cette affaire, on a violé en plusieurs chefs l'autorité légitime de tous les Eveques en général, et les Sacrées Libertez du Royaume. soit dans la manière dont ce Décret a été formé, soit dans les choses qui y sont comprises, soit apres sa publication dans un certain bref de N. S. P. le Pape auquel on a donné ce titre françois : *Bref de N. S. P. le Pape Clément XI du 17 mars 1714 aux Cardinaux, Archeveques et Eveques de France assemblez à Paris en 1713 et 1714 sur l'acceptation, etc...* Et qui contre la dignité des Eveques et toutes les Loix du Royaume, a été rendu public par l'impression, et inséré dans les actes intitulés *Procès Verbal de l'assemblée des Cardinaux, Archeveques et Eveques, tenue à Paris dans l'Archeveché en l'année 1713 et 1714* puisque dans ce bref on ne paroît laisser aux Eveques que le seul ministère d'exécuter les décrets du Pape : au lieu qu'ils ont reçu Immédiatement de Jesus-Christ le pouvoir de juger des matières concernant la foi, les mœurs et la discipline.

Que la dite Constitution condamne des propositions qui n'expriment que le vrai sens et le pur esprit des SS. Canons sur la Pénitence, contiennent par conséquent les veritables règles de la Pénitence confirmées par l'autorité des Papes, du clergé de France, et des plus SS. Eveques d'où dépendent et l'administration légitime de ce Sacrement, et le Salut éternel des fidèles ; scavoir qu'on doit differer la réconciliation aux pécheurs qui n'ont point encore l'esprit de penitence et de contrition, et qui ne portent pas avec humilité, et ne sentent pas l'état du péché. Ces propositions sont celles qui suivent :

La 87 — *C'est une conduite pleine de sagesse, de lumiere et de charité, de donner aux ames le tems de porter avec humilité et de sentir l'état du péché, de demander l'esprit de penitence et de contrition, et de commencer au moins à satisfaire à la Justice de Dieu, avant que de les réconcilier.*

La 88 — *On ne sait ce que c'est que le péché et la vraie penitence, quand on veut être rétabli, d'abord dans la possession des biens, dont le peché nous a depouillez, et qu'on ne veut point porter la confusion de cette séparation.*

Que ladite Constitution renverse les plus fermes fondemens de la Morale

Chrétienne, et même *le Ier* et le plus grand des *Commandemens*, qui est celui de l'amour de Dieu ; en condamnant les expressions (4) qui marquent la nécessité de cet amour, soit pour opérer la conversion de la volonté, soit pour faire nos actions de la manière qu'il nous est commandé de les faire, c'est à dire en les rapportant actuellement ou virtuellement à Dieu comme à notre fin dernière. C'est ce qui paroît manifestement par la condamnation de quelques propositions (5) comme est la 44, qui est conçue en termes entièrement semblables à ceux de S. Léon Pape (6) de plusieurs autres Pères (7) et du Cardinal Stanislas Rochus (8) l'un des présidens du Concile de Trente. *Il n'y a que deux amours d'où naissent toutes nos volontez et toutes nos actions : l'amour de Dieu qui fait tout pour Dieu et que Dieu récompense ; l'amour de nous même et du monde, qui ne rapporte pas à Dieu ce qui doit lui être rapporté, et qui par cette raison même devient mauvais.*

Que la dite Constitution flettrit encore d'autres Propositions, que les bornes du présent acte ne nous permettent pas de rapporter en détail, mais qui ne contiennent rien autre chose que des Instructions sur la nécessité, sur l'excellence, sur les fruits, et sur les effets de la charité, *qui est la fin du precepte*, et sans laquelle *tout le reste ne sert de rien*. Dans lesquelles propositions le terme *Charité* est pris dans le même sens, dans lequel on le trouve employé communément dans l'Ecriture et dans les SS. Pères (9) c'est-à-dire, pour tout amour chaste, même celui qui n'est qu'actuel et commencé.

Que la condamnation de ces différentes propositions tend non seulement à éteindre le feu sacré que Jesus Christ Notre Seigneur est venu apporter sur la terre, mais encore à enlever cette divine Lumière que les fidèles de tout âge, de tout sexe et de toute condition peuvent tirer de la lecture faite avec piété de l'Ecriture Sainte *qui est proposée généralement à tous* (S. Thomas, etc...).

Que la dite Constitution condamne et improuve diverses propositions, dont les unes ne présentent rien autre chose que ce que les Prophetes, les Apôtres, et les SS. Pères nous ont enseigné touchant la différence de l'Ancienne et de la Nouvelle Alliance : les autres n'enseignent que ce qui est compris suivant S. Augustin (manuel à Laurent, ch. 96, etc...) dans le Ier article du Symbole ; savoir *que l'effet de la volonté du tout-puissant n'est point empêché par la volonté d'aucune creature*. D'autres enfin renferment la même Doctrine que les SS. Docteurs, et les Souverains Pontifs (10) nous ont enseignés sur différents points, et en particulier sur ce secours *qui est nécessaire pour chaque action, et qui tire son efficace de la toute-puissance de Dieu, et du domaine souverain que la Majesté divine a sur les volontez des hommes, comme sur toutes les autres créatures qui sont sous le Ciel*, Secours par lequel, suivant le langage même des Conciles Généraux (Tome XII des Conciles du P. Labbé), Dieu par *Jesus-Christ nous unit efficacement à lui par le don de sa seule grace*,

(4) Prop. 61 : La crainte n'arrête que la main, et le cœur est livré, etc...

(5) Prop. 44, 46, 47, 49, 53.

(6) S. Léon, sermon 5, du jeûne du 7e mois. Il y a deux amours, etc...

(7) S. Augustin, S. Fulgence, S. Gregoire, etc...

(8) Confession de la Foy Chrétienne, etc... — Pierre Lombard, enseigne, etc...

(9) S. Augustin, livre de l'Esprit et de la Lettre, etc...

(10) Le pape Clément 8, St Thomas, etc...

qui néanmoins nous laisse toujours le pouvoir libre de ne pas donner notre consentement. (Concile de Trente).

Que la dite Constitution flettrit indistinctement avec les Qualifications les plus dures et les plus atroces, des propositions, dont la plupart sont exprimées dans les propres termes de l'Ecriture, des Conciles, des Papes, et des SS. Peres.

Telle est la proposition 27 : *La Foi est la première grace et la source de toutes les autres*, proposition entièrement semblable et conforme à ces paroles de S. Augustin ⁽¹¹⁾ : *Quelle est la grace que nous avons reçue la première ? La Foy* : à ces paroles du Concile de Trente ⁽¹²⁾ : *La Foi est le commencement du salut de l'homme, le fondement et la racine de toute la justification* ; à ces paroles du pape Boniface II ⁽¹³⁾ : *C'est une vérité certaine et catholique que dans tous les biens dont la Foy est le premier, la miséricorde de Dieu nous prévient lorsque nous ne le voulons pas encore* : Et enfin aux paroles de plusieurs autres pères, qui sont conformes aux expressions de l'Ecriture Sainte.

Telle est la 12. propos : *Quand Dieu veut sauver l'ame, en tout tems, en tout lieu, l'indubitable effet suit le vouloir d'un Dieu*. Proposition qui est mot pour mot de S. Prosper (Poeme des ingrats) selon la traduction qu'on a fait en vers françois du poeme Latin de ce S. Docteur qui est citée sous son nom dans le Livre même d'où elle a été extraite, et qui est conforme à la tradition constante, tant de l'Eglise d'Occident que de celle d'Orient (Liturgie de St Basile).

Telles sont plusieurs autres propositions qui ne présentent que le Langage usité dans les Livres Saints, consacré par la tradition perpetuelle de tous les siècles et confirmé par l'usage constant des Fidèles.

Que ceux qui ont présenté ces propositions à N. S. P. le Pape pour les condamner ont détourné à des sens étrangers les paroles de l'Auteur ; que ces propositions n'ont pas été traduites en Latin avec fidélité ni extraites du Livre avec assez de bonne foi ; qu'on a diffamé par les notes les plus atroces l'Auteur, qui n'a point été entendu, et n'a pû se deffendre quoiqu'il n'ait point cessé de demander d'être entendu ; qu'on n'a point eû les égards qui étoient dûs aux Eminentissimes et Illustrissimes Approbateurs de ces ouvrages ; et qu'enfin ce Decret a été porté d'une manière et dans une forme telle que si on l'admettoit une fois, il n'y auroit plus de Livre ni d'Auteur qui pût dans la suite demeurer en sureté, et hors d'atteinte.

A CES CAUSES, et plusieurs autres que nous sommes prêts à déduire en tems et lieu ; *Elevant nos esprits vers le Seigneur, mettant notre confiance dans la Verité même que nous suivons, ne voulant omettre aucune des choses que nous croions avec le secours de la grâce de Dieu pouvoir être utiles* ⁽¹⁴⁾ *jusqu'à ce que la tempête formée par ce nuage orageux étant apaisée, la vérité répande partout ses rayons* » et assurez par une foy ferme « *que la protection de Dieu n'abandonne point et n'abandonnera jamais son Eglise sainte* » ⁽¹⁵⁾. Après avoir fait préalablement des protestations expresses, que nous n'entendons jamais rien dire ou même penser de contraire à l'Eglise, Une, Sainte,

(11) Traité 3 sur St Jean.

(12) C, cap. 8.

(13) Lettre à St Cesaire d'Arles.

(14) St Léon, Lettre 44.

(15) Idem, Lettre 45.

Catholique, Apostolique et Romaine, ni à l'autorité du S. Siège Apostolique, auquel Nous protestons de demeurer attachez par une communion inviolable jusqu'au dernier soupir de nôtre vie, ni aussi que Nous ne nous départirons jamais du respect qui est dû selon les saintes regles à N. S. P. le Pape *pour la gloire* de Dieu Tout-Puissant, pour la conservation et l'exaltation de la foi catholique et de l'ancienne Doctrine, pour la paix et la tranquillité de l'Eglise et du Royaume, pour la deffense des Droits de l'Episcopat et des Libertez de l'Eglise Gallicane : Nous, tant pour Nous, ~~que~~ pour tous ceux qui à Nous adherent ou adhereront en cette partie, Sommes Appellans, et appellons au futur Concile Général ⁽¹⁶⁾ qui sera assemblé légitimement et en lieu sûr, ou Nous ou nos Députés puissent aller librement et avec sûreté, et à celui ou ceux, auquel ou auxquels il appartient de juger de cette sorte de causes de la susdite Constitution qui a pour titre : *Condamnation faie par Nôtre-très-Saint Père le Pape Clément XI de plusieurs Propositions extraites d'un Livre imprimé en françois et divisé en plusieurs tomes, intitulé : Le Nouveau Testament en françois avec des Réflexions morales sur chaque verset, etc. ; à Paris 1699 et autrement : Abrégé de la morale de l'Evangile, des actes des Apôtres, des Epîtres de S. Paul, des Epîtres Canoniques et de l'Apocalypse, ou Pensées Chrétiennes sur le Texte de ces Livres sacrez, etc... à Paris 1693 et 1694, avec la prohibition tant de ce Livre, que de tous les autres, qui ont paru ou qui pourront paroître à l'avenir pour le défendre : La dite Constitution commençant par ces mots : Unigenitus Dei Filius, Donnée à Rome à Ste Marie Majeure, l'an de l'Incarnation de Notre Seigneur 1713, le 8ème de septembre, l'an 13 du Pontificat de N. T. S. P. Le Pape Clément XI, ensemble de tout ce qui s'en est ensuivi et ensuivra.*

Et dans la crainte que nôtre dit T. S. P. le Pape Clément XI à ce poussé par les mauvaises suggestions d'aucunes gens ne procede ou fasse proceder en quelque manière que ce soit, de son autorité ou de toute autre autorité telle qu'elle soit, contre Nous, nos Eglises, nos Curez, et les Fidèles qui nous sont soumis, par excommunication, suspense, interdit, déposition, privation, ou par quelqu'autre voie que ce puisse être : Et afin que nôtre Etat, et celui de ceux qui à Nous adherent ou qui voudront adherer à Nous demeurent sains et saufs en toutes choses : Nous, tant pour nous, pour nos Eglises, nos Curez et les Fidèles qui nous sont soumis, que pour ceux qui à nous adherent, ou veulent adherer, sommes pareillement Appellans et Appellons par Acte audit futur Concile Général, et à celui ou ceux, auquel ou auxquels de Droit il faut appeler, de tous et chacun des griefs susdits qui sont ou qui seront portez ; et Nous demandons avec l'instance qui est dûe les lettres dites *Apostolos* : Nous metant, Nous, nos Eglises, nos Curez, les Fidèles qui nous sont soumis, et ceux qui à Nous adherent, ou veulent adherer, avec leur état et leur droits, sous la protection de Dieu et de l'Eglise Universelle, et dudit Concile Général ; ⁽¹⁷⁾

Protestant de renouveler le présent Appel, où, quand, et devant qui il nous semblera bon être.

⁽¹⁶⁾ Ceci est conforme à l'acte d'appel de 1517 touchant le concordat, etc... de l'an 1460, etc...

⁽¹⁷⁾ Ceci est conforme à l'appel de 1303, sous Boniface 8ème, etc... de Benoist 13e, etc., de 1460 etc...

Fait à Paris en présence des Notaires publics soussignez, l'an de l'Incar-nation de Notre Seigneur 1717 : le premier jour de Mars.

Et le présent Acte a été signé lesdits jour et an par Mesdits Seigneurs en présence des Notaires soussignez, ausquels ils en ont requis et demandé Acte, à eux octroyé ce present, pour leur servir et valoir en tems et lieu, ce que de raison. Fait et passé en la demeure de Mgr l'Eveque de Montpellier, rue Vivien, Paroisse Saint Eustache, le dit jour premier mars mil sept cent dix-sept de relevée ; ainsi signé + Petrus Episcopus Mirapiscensis, + Joannes Episcopus Senecensis, + Carolus-Joachim Episcopus Montis-Pessulani, et + Petrus Episcopus Bolonienis, avec Masson et Touvenot, Notaires, en la minute des Presentes demeurée audit Touvenot Notaire, en marge de laquelle il y a en differens endroits des citations, rareilles à celles mises en marge de la presente expédition, signé Masson et Touvenot, avec paraphe, et à côté, scellé à Paris le quatre Mars mil sept cens dix-sept, avec paraphe.

Aujourd'hui Vendredi cinq mars mil sept cens dix-sept, au Mandement et requisitoire de Mesdits Seigneurs les Eveques de Mirepoix, de Senez, de Mont-pellier, et de Boulogne, les Notaires soussignez s'étant transportez en Sorbonne, où ils ont trouvé mesdits Seigneurs, qui ont mis ès mains de Touvenot, l'un desdits Notaires, un Acte fait en l'Assemblée qui vient d'être tenue en Sorbonne par la Sacrée Faculté de Paris sur l'Acte ci-devant écrit, et autant dudit Acte de ladite Assemblée, mis au pied d'une expedition de celui ci-dessus, a été annexé à la minute des Presentes, après avoir été paraphé de Mesdits Seigneurs et Notaires soussignez, dont Acte requis et octroyé lesdits jour et an en la Salle de Sorbonne, ayant face sur la cour et le petit preau, et ont signé avant midi, presente heure de onze heures et demie ; ainsi signé + Petrus Episcopus Mirapiscensis, + Joannes Episcopus Senecensis, + Carolus-Joachim Episcopus Montis-Pessulani, et + Petrus Episcopus Boloniensis, avec Masson et Touvenot, Notaires en la minute des Presentes, étant ensuite de celle de l'Acte devant écrit demeuré audit Touvenot notaire.

Ensuite la teneur dudit acte fait en Assemblée de la Sacrée Faculté de Theologie de Paris, lequel Acte cy-dessus ayant été lu dans l'Assemblée générale de la faculté de Théologie de Paris, du cinq du present mois de mas mil sept cens dix-sept, la faculté a fait l'Acte.

« La Sacrée Faculté adhère à l'appel interjeté par Nos Seigneurs les
 » Illustrissimes Eveques de Mirepoix, de Senez, de Montpellier et de Boulogne
 » au Concile général de la Constitution du Souverain Pontife Clément XI
 » commençant par ce mot *Unigenitus*, et de ce qui s'en est ensuivi et ensuivra ;
 » ensemble des griefs qui ont été, ou qui seront portez par nôtre dit S. P. Le
 » Pape Clément XI, de son autorité, ou de toute autre quelle soit ; laquelle
 » Constitution ladite Faculté a déclaré par plusieurs conclusions n'avoir point
 » été acceptée par elle : l'Acte duquel appel a été lû et délivré dans l'Assem-
 » blée générale de ladite Faculté, et toutes les choses contenües en icelui ont
 » été par elle approuvées. La Sacrée Faculté accorde Acte ausdits Seigneurs
 » Evêques de la presente adhesion et est prête à se joindre partout et quand
 » il sera besoin pour la poursuite dudit Appel, et à le poursuivre en son nom

» devant le Concile Général, qui sera assemblé librement et légitimement, et
 » devant celui ou ceux qu'il appartiendra.

» Fait dans l'Assemblée générale de la dite Faculté, en présence des
 » Seigneurs Evêques cy-devant nommez, le 5 mars 1717.

» De Mandato D. D. Decani et SS. Magistrorum nostrorum.

» *Signé Du Bosc, Scriba et quaestor ejusdem sacrae facultatis.* »

Et ensuite est écrit, paraphé, et joint à la minute dont l'Expedition est ci-devant écrite, ce 5 mars 1717, ainsi signé + Petrus Episcopus Mirapiscensis, + Joannes Episcopus Senecensis, + Carolus-Joachim Episcopus Montis-Pessulani, et + Petrus Episcopus Boloniensis, avec Masson et Touvenot, Notaires, en l'Original des presentes, étant ensuite de copie de l'Acte devant écrit, et annexé à la minute d'icelui, le tout demeuré audit Touvenot Notaire. Signé : Masson et Touvenot ; avec paraphes ; et à côté est écrit : Scellé à Paris ledit jour.

Extrait des Registres de l'Officialité de Paris, du Samedi 6ème mars 1717.

ET L'AUDIANCE TENANTE sont comparus Messieurs Pierre Eveque de Mirepoix, Jean Eveque de Senez, Charles-Joachim Eveque de Montpellier, Pierre Evêque de Boulogne, lesquels nous ont présenté l'Acte d'Appel par eux interjeté au futur Concil Général de la Constitution *Unigenitus*, du 8 septembre 1713, et de toutes autres Bulles, Brefs, Rescrits et autres Actes faits ou à faire en consequence, tant par N. S. P. le Pape, que par toutes autres Personnes par lui commise, de quelque dignité ou qualité qu'elle pût être, et supplié mondit Sieur l'Official de leur accorder les Lettres accoutumées pour relever ledit Appel, et le poursuivre quand besoin sera, requerant au surplus que ledit Appel soit inséré sur le Registre dont la teneur est cy-dessus transcrite.

Sur quoy Nous Official susdit, et lecture faite dudit Appel du 1er des presens mois et an par le respect que nous avons pour l'Eglise Universelle assemblée dans un Concile General, et pour satisfaire au present Requisitoire seulement, avons en tant qu'il est en nous, accordé lesdites Lettres requises, pour relever ledit Appel.

Fait à Paris et donné par nous Antoine Dorsanne, Prêtre, Docteur en Théologie de la Faculté de Paris, chanoine et archidiacre de Josas en l'Eglise de Paris, Official de Paris, lesdits jour et an ci-dessus. Signé : Ysabeau, avec paraphe.

— Ce present Appel des 4 Eveques est Imprimé en latin et en françois.

(B. N. fonds Fr., n° 15801, fol. 116 et suiv.)

ARRET DU PARLEMENT DE PARIS
CONCERNANT LA JURIDICTION ECCLESIASTIQUE,
L'AUTORITE DES PAPES ET LE JANSENISME
(7 Septembre 1731)

La cour, toutes les chambres assemblées, désirant affermir de plus en plus les sujets du roi dans les vraies maximes sur l'autorité de nos rois et prévenir les abus qui suivroient infailliblement des principes répandus dans un grand nombre d'écrits qui tendent à ébranler les plus solides fondements de l'autorité royale, a arrêté :

I) Que la puissance temporelle établie directement de Dieu est absolument indépendante de toute autre puissance, et que nul pouvoir ne peut en aucun cas, directement ni indirectement, donner atteinte à son autorité.

II) Qu'il n'appartient pas aux ministres de l'Eglise, sous prétexte d'enregistrement ni sous aucun autre, de fixer les bornes que Dieu a placées entre les deux puissances, et que les réglemns et les canons que l'Eglise a droit de faire ne deviennent lois de l'Etat qu'autant qu'ils sont revêtus de l'autorité respectable des souverains.

III) Qu'à la puissance temporelle seule appartient la juridiction qui a droit d'employer la force visible et extérieure pour contraindre les sujets du roi.

IV) Que les ministres de l'Eglise sont comptables au roi, et en cas d'abus à la cour sous son autorité, de l'exercice de la juridiction qu'ils tiennent du roi, même de tout ce qui pourroit, dans l'exercice du pouvoir qu'ils tiennent directement de Dieu, blesser la tranquillité publique, les lois et les maximes du royaume.

Ordonne que les ordonnances, édits et déclarations du roi, arrêts et réglemens de la cour contenant les dites maximes et autres sur l'autorité de nos rois seront exécutés selon leur forme et teneur, fait défenses à toutes personnes de quelque état, qualité et condition qu'elles soient, d'écrire, avancer et enseigner aucunes propositions, directement ou indirectement contraires au présent arrêt sous telles peines qu'il appartiendra ; ordonne que le présent arrêt sera lu, publié et affiché.

(Recueil des Anciennes Lois Françaises, t. XXI, n° 429, p. 366.)

ARRET DU CONSEIL
QUI CASSE CELUI DU PARLEMENT RENDU LA VEILLE
SUR LA JURIDICTION ECCLESIASTIQUE
(Versailles, 8 Septembre 1731)

Le roi s'étant fait représenter l'arrêt rendu par son parlement de Paris, le 7 du présent mois, Sa Majesté auroit reconnu que cette compagnie y auroit arrêté de son propre mouvement et dans un style semblable à celui des lois, plusieurs articles généraux, dans lesquels, après avoir répété inutilement ce qui n'est et ne peut être contesté, et qui a été si expressément reconnu par les évêques sur l'indépendance absolue de la puissance temporelle, et l'autorité inviolable des maximes du royaume, auxquelles le roi ne souffrira jamais que l'on donne la moindre atteinte, le parlement a voulu établir des règles sur une matière dont Sa Majesté a jugé à propos de réserver la connoissance à sa seule personne par l'arrêt du 10 mars dernier ; en quoi l'entreprise de cette compagnie est d'autant plus inexcusable qu'elle avoit appris la veille de la bouche du roi qu'il persistoit dans sa première résolution d'expliquer lui-même ses intentions conformément audit arrêt, et étant nécessaire de réprimer une conduite si contraire à l'autorité du roi, et de faire connoître au parlement que son devoir est de se renfermer dans l'exécution des lois qu'il plait à Sa Majesté de donner, sans entreprendre ce qui appartient essentiellement au pouvoir législatif, le roi, étant en son Conseil, sans avoir égard audit arrêt que Sa Majesté casse, révoque et met au néant, le déclarant nul et de nul effet, comme rendu contre la volonté du roi et par entreprise sur le pouvoir qui appartient à Sa Majesté seule de donner des lois et des règles générales à ses sujets ; ordonne que la minute dudit arrêt du parlement sera rayée, et le présent arrêt transcrit en la marge d'icelui, ce que le greffier du parlement sera tenu de faire sous peine de désobéissance.

(Recueil des Anciennes Lois Françaises, t. XXI, n° 430, p. 367.)

INDEX BIOGRAPHIQUE

AGEN (l'évêque d'), le célèbre MASCARON, d'abord évêque de Tulle, le 5 janvier 1671, nommé à Agen le 25 février 1679 où il mourut le 20 novembre 1703. François HEBERT, lazariste, devint évêque d'Agen, du 6 avril 1704 jusqu'à sa mort, le 26 août 1728; 27.

AIRE-EN-GASCOGNE (l'évêque d'), Joseph-Gaspard de MONT-MORIN de SAINT-HEREM, nommé en 1710, mort en 1723; il prit pour coadjuteur, en 1719, son fils Gilbert qui occupa le siège jusqu'en 1734, puis fut transféré à Langres où il mourut en 1770; 38.

AIX (l'archevêque d'), Jean-Antoine de BRANCAS, du 21 juin 1729 jusqu'à sa mort, le 30 juillet 1770; 183.

ALBANI (le cardinal), voir CLEMENT XI.

ALBIZZI (le P. d'), d'origine italienne; célèbre prédicateur de l'ordre des Dominicains; il fut conduit à la Bastille, en 1715, pour son opposition à la *Bulle*; libéré à la mort de Louis XIV, il écrivit, en 1716, la lettre en question au cardinal de Noailles au nom des religieux de son ordre. Il mourut en 1738, âgé de soixante-quinze ans; 54.

ALEXANDRE III, (Orlando Bandinelli), né à Sienne, pape (1159-1181); 204 n. 2.

ALEXANDRE VII (Fabio Chigi), né à Sienne en 1599, élu pape en 1655, mort en 1667. Il condamna à nouveau les cinq propositions de Jansenius et prescrivit le fameux *Formulaire* de 1665; 67, 11, 180.

AMELOT (le président) marquis de Gournay; conseiller au Châtelet, puis au Grand Conseil, président à mortier, en 1712; il mourut en 1730, âgé de cinquante ans; 79.

AMIENS (l'évêque d'), Louis-Gabriel d'ORLÉANS de LA MOTTE, du 4 juillet 1734 jusqu'à sa mort, le 10 juillet 1774; 117, 131, 138, 157.

ANGÉLIQUE (la mère), voir ARNAULD (Angélique).

ANNAT (le P.), jésuite, adversaire du grand Arnauld, et ré-

dacteur des ouvrages contre les premiers jansénistes. Il mourut en 1670; 25 n. 12.

APT (l'évêque d'), Joseph de FORESTA de COLONGUE, le 7 septembre 1695; il démissionna en 1722 et mourut à Marseille le 18 octobre 1736; 26.

ARGENSON (René-Louis-Voyer, marquis d'), né en 1694, mort à Paris en 1757; conseiller au parlement de Paris, en 1715, conseiller d'Etat, intendant du Hainaut et Cambrésis en 1720, nommé chancelier et Garde des Sceaux le 15 mai 1721, il se démit de cette charge l'année suivante en faveur de son frère cadet; il fut attaché au ministère des Affaires Etrangères de 1744 à 1747; il a laissé un Journal et des Mémoires d'une sérieuse valeur documentaire; 9, 108, 116, 139, 140, 142, 143, 144, 152, 154, 159, 177, 182, 190, 191 n. 32.

ARGENSON (Marc-Pierre-Paumy-Voyer, comte d'), frère du précédent né en 1696 et mort en 1764; avocat au Châtelet, puis conseiller au Parlement, maître des Requêtes en 1719; il devint lieutenant général de la police le 5 Janvier 1720, intendant de Tours en 1721; chancelier et Garde des Sceaux par suite de la démission de son frère, et lieutenant de la police le 26 avril 1722 jusqu'en 1724, où il fut nommé conseiller d'Etat; en 1757 M^{me} de Pompadour le fit exiler dans ses terres; 155, 162.

ARISTOTE ,22.

ARLES (l'archevêque d'), voir FORBIN-JANSON; — de JUMILHAC du 19 septembre 1746, jusqu'à sa mort en 1775; 188.

ARNAULD (Antoine), avocat au parlement de Paris, procureur général de la reine Catherine de Médicis, conseiller d'Etat sous Henri IV, né en 1560, mort en 1619. Il avait épousé la fille de Simon Marière, avocat général, qui lui donna vingt-deux enfants, dont dix survécurent. Le motif de son fameux plaidoyer de 1594 était l'attentat de Pierre Barrière sur Henri IV; l'Université réclamait, par la bouche d'Arnauld, l'expulsion de la Compagnie de Jésus. En 1602, il fit paraître « *Le franc et véritable discours au Roi sur le rétablissement qui lui est demandé des Jésuites* »; 20.

ARNAULD (la Mère Angélique), fille du précédent, célèbre abbesse de Port-Royal, née en 1591, morte en 1661; 7, 11, 20.

ARNAULD (Henri), frère de la précédente, né en 1597, mort en 1692, fut tout d'abord destiné au barreau; mais, ayant préféré entrer dans les ordres, il reçut l'attribution de Saint-Nicolas d'Angers, puis

il se vit conférer d'importantes missions diplomatiques. Nommé, en janvier 1649, à l'évêché d'Angers, grâce à la protection de la reine régente, il se fit remarquer par son zèle et sa charité; il s'astreignit à la résidence dans son diocèse; 24.

ARNAULD (Antoine), frère du précédent, « le grand Arnauld », né à Paris en 1612; bachelier, puis docteur de Sorbonne, en 1635; disciple de Saint-Cyran, il entra dans les Ordres.

En 1643, il publia, sous l'inspiration de M^{me} de Guéménée, son traité de la *Fréquente Communion* qui fut censuré en janvier 1656, tandis que l'auteur était exclu définitivement de la Sorbonne; cette censure était prononcée à la suite de ses deux *Lettres à un duc et pair* écrites en faveur du duc de Liancourt, auquel on avait refusé l'absolution parce qu'il faisait élever sa fille à Port-Royal.

En 1664, Anne d'Autriche, poussée par les jésuites, donna l'ordre à Arnauld de quitter Paris pour aller se justifier à Rome où les cachots du Saint-Office l'auraient accueilli; il resta à Paris, mais en se cachant. Dans cette retraite, il composa un ouvrage qui faisait suite à la *Fréquente Communion*, la *Tradition de l'Eglise*. La paix de 1668 lui rendit la liberté; l'archevêque de Sens le présenta alors au nonce du pape et à Louis XIV. La persécution qui sévit, à nouveau, aussitôt après la mort de la duchesse de Longueville en 1678, le contraignit à fuir à l'étranger. Il séjourna six mois à Utrecht, dix-huit mois à Delft, puis il passa en Belgique et se fixa définitivement à Bruxelles, en 1682, où il mourut le 8 août 1694.

Ses œuvres complètes parurent à Lausanne, de 1775 à 1783; elles comportèrent 43 volumes; 21 et n. 4; 22, 23, 24, 25.

ARRAS (l'évêque d'), Guy de SÈVE de ROCHECHOUART, de 1671 à 1721; il se refusa hautement à recevoir la *Bulle* et même à en faire mention; 53.

AUBRI ou AUBRY, avocat au parlement de Paris, dévoué à la cause janséniste, consultant célèbre, mourut le 22 octobre 1739, âgé de cinquante et un ans; 65, 73, 98, 116.

AUCH (l'archevêque d'), Jean-François CHATILLARD de MONTILLET, évêque d'Oleron, en 1735, puis archevêque d'Auch, en juillet 1742; mort le 7 février 1776; 156, 157, 189.

AUTUN (l'évêque d'), voir MONTAZET.

AUXERRE (l'évêque d'), voir CAYLUS; — Jacques de CARITAT de CONDORCET, précédemment évêque de Gap, en 1742, lui succéda, le 16 décembre 1754, transféré à Lisieux, le 16 février 1761, il y mourut le 21 septembre 1783; 152, 157.

BARBIER, sous-doyen des avocats au parlement de Paris, devint leur doyen en 1730; 73.

BARBIER (Edmond-Jean-François), né et mort à Paris, 1689-1771, avocat au parlement de Paris. Son *Journal* est dénué de toute valeur littéraire, mais il présente une source historique de premier ordre par suite de l'impartialité de l'auteur; 51, 65, 66, 73, 74, 75, 77, 78, 79, 80, 82, 85, 86, 90, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 106, 109, 110, 113, 116, 118, 119, 124, 125, 126, 130, 133, 138, 141, 149, 151, 152, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 166, 168, 171, 177, 190.

BAYEUX (l'évêque de), voir LORRAINE.

BEAUMONT de REPAIRE (Christophe de), 1703-1781; grand vicaire de Blois, puis évêque de Bayonne, en 1741, archevêque de Vienne, en 1745, et nommé par Boyer, à l'archevêché de Paris, en 1746; 10, 120, 122, 125, 127, 129, 132, 137, 144, 145, 148, 149, 150, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 165, 169, 170, 171, 174, 189.

BEAUVAIS (l'évêque de), Etienne-René de GESVRES, du 6 juin 1728 jusqu'à sa mort, le 26 juillet 1774; créé cardinal, le 5 avril 1756; 131.

BENOIT XIII (Pierre de Luna), pape d'Avignon durant le schisme, né en 1334, mort en 1424; 208 n. 17.

BENOIT XIII (Vincenzo Maria Orsini de Gravina), né à Gravina en 1649; pape, de 1724 à 1730; 63, 208.

BENOIT XIV (Prosper Lambertini), né à Bologne en 1675; pape, de 1740 à 1758; 151, 152, 174, 175, 176.

BERNIS (le cardinal de), secrétaire d'Etat devint ministre des Affaires Etrangères en juin 1757; il démissionna le 9 novembre 1758 et fut créé cardinal le 30 novembre suivant; archevêque d'Albien 1764; puis ambassadeur à Rome en 1769 il collabora à la Bulle qui supprima l'Ordre des Jésuites en 1793. Il mourut en 1791; 164.

BESANÇON (l'archevêque de), François-Joseph de GRAMMONT, du 17 août 1698 jusqu'à sa mort, le 20 août 1717; 26.

BÈZE du LYS (de), conseiller de la seconde chambre des Enquêtes au parlement de Paris; 140.

BEZIER (l'évêque de), Joseph-Bruno de BAUSSET de ROQUEFORT, nommé le 1^{er} mai 1746, mort le 16 juin 1771; 189.

BISSY (Henri de Thiard, cardinal de), 1657-1737, nommé évêque de Toul, en 1687, et sacré en 1692; évêque de *MEAUX* et abbé de Saint-Germain-des-Prés, en 1704; cardinal, en 1715. Ses collègues de l'épiscopat, molinistes, gallicans ou jansénistes, tombaient d'accord pour le mépriser; 34, 44, 57, 65, 73, 86.

BLOIS (l'évêque de), Jean LEFÈVRE de CAUMARTIN, évêque de Vannes, en juillet 1718, puis de Blois, le 27 août 1719, jusqu'à sa mort, le 30 août 1733; 65 n. 5.

BONIFACE II, pape, du 17 septembre 530 au 8 novembre 532; 207 n. 17.

BONIFACE VIII (Benoît Gaetani), né à Anagni vers 1217, mort à Rome en 1303, pape le 24 décembre 1294; 208.

BOSSUET (Jacques-Bénigne), né à Dijon, en 1627, mort à Paris, en 1704, évêque de Condom (1669), puis de *MEAUX* (1681). Il fut l'inspirateur de l'Assemblée du Clergé de France qui se réunit, à Paris, au début de l'année 1682 et le principal rédacteur de la célèbre Déclaration qui, publiée dans un édit dûment enregistré, devint loi d'Etat; 24 n. 11, 26, 27.

BOSSUET (Jacques), neveu du précédent, évêque de *TROYES*, le 4 mars 1716; il démissionna le 30 mars 1742 et mourut l'année suivante; 65 n. 5.

BOUCHER, diacre, rédacteur des *Nouvelles Ecclésiastiques*; 73 n. 16.

BOUETTIN, moine de l'abbaye de Saint-e-Geneviève et curé de Saint-Etienne-du-Mont, à Paris; décrété de prise de corps par le parlement de Paris, il prit la fuite le 28 mars 1752; il ne reparut plus dans sa paroisse, bien qu'il demeurât curé en titre deux années encore. En 1754, il reçut le bénéfice de la riche abbaye d'Aigny, en Bourgogne; 121, 122, 126, 128, 132.

BOUHIER (Jean), né à Dijon, en 1673; conseiller au parlement de Bourgogne, en 1692, devint président à mortier, en 1703; membre de l'Académie Française, en 1727. Sa santé lui fit résigner ses fonctions de président au Parlement, en 1728; il mourut à Dijon en 1746; 84.

BOULOGNE (l'évêque de), Pierre de LANGLE, 1644-1724, ancien précepteur du comte de Toulouse, nommé en 1698. « Prélat modeste et doux, sans ambition et sans faste... c'est de Lang'le qui servira de

lien... empêchera le groupe gallican de se désagréger... » (Le Roy, *La France et Rome*, p. 508-509); 54, 61, 203, 209, 210.

BOURBON (Louis-Henri, duc de), 1692-1740; premier ministre de 1723 à 1726, incapable et dissolu, il fut exilé dans ses terres lorsque le cardinal de Fleury prit le pouvoir; 63.

BOURBON (Ferdinand de), duc de Parme et de Plaisance, de 1765 à 1801; ayant voulu réformer les ordres religieux dans ses états et limiter l'autorité du Saint-Siège, il fut excommunié par le pape Clément XIII qui, cassant les règlements édictés par le duc de Parme par un bref du 13 janvier 1768, se déclara souverain des Etats de Parme. Les négociations ayant échoué entre Clément XIII et Louis XV, le roi fit occuper Avignon et le Comtat Venaissin. (Ce n'est qu'en 1773 que le pape Clément XIV, en retour de la suppression de l'ordre des Jésuites, obtint la restitution d'Avignon et du Comtat Venaissin); 174.

BOYER, évêque de MIREPOIX, né en 1675, il entra dans l'Ordre des Théatins; nommé évêque de Mirepoix, en 1730, il devint six ans plus tard précepteur du Dauphin, père de Louis XVI. Grand ami des jésuites et constitutionnaire zélé, il fut chargé des affaires ecclésiastiques après la mort de Fleury; il mourut en 1775; 120, 152.

BULLOT, imprimeur des *Nouvelles Ecclésiastiques*; 75.

CADIÈRE (Mlle), voir p. 74 n. 18.

CALAS, protestant condamné, en 1762, par le parlement de Toulouse à être rompu vif. Sa mémoire fut réhabilitée en 1765, grâce à Voltaire qui s'était voué à cette tâche.

CAMBRAI (l'archevêque de), voir SAINT-ALBIN;

CARCASSONNE (l'évêque de), Louis-Joseph de CHATEAUNEUF de ROCHEBONNE, coadjuteur le 24 mars 1718, titulaire le 1^{er} mars 1722; mort le 31 décembre 1729. — Son successeur fut Armand BAZIN de BESONS, consacré le 14 janvier 1731; il mourut le 12 mai 1778; 73.

CARRÉ de MONTGERON (Louis-Baptiste), conseiller au parlement de Paris; né à Paris en 1686; débauché et irréligieux, il se convertit le 7 septembre 1731 après quatre heures de méditation sur la tombe du diacre Pâris qu'il visitait par curiosité. Son ardeur à défendre la cause janséniste le fit exiler tout d'abord en 1732, comme la plupart de ses confrères, puis, en 1737, après un court séjour à la Bastille.

il fut transféré à Villeneuve-lès-Avignon et, en 1738, dans la citadelle de Valence où il mourut saintement, en 1754, après une dure captivité de dix-sept années; 89, 114.

CATINAT (le maréchal de), 1637-1712; 60.

CAULET (François-Etienne de), évêque de *PAMIERS* en 1644, mort le 7 août 1680; 23 n. 11, 24.

CAVAL, professeur de théologie à la Faculté de Caen; 184.

CAYLUS (Charles de Pestel de Levis de Tubière de), évêque d'*AUXERRE*, le 1^{er} mars 1705 jusqu'à sa mort, le 3 avril 1754 ; 65 n. 5, 70.

CHALONS (l'évêque de), voir *VIALART*; — *NOAILLES*; — Claude-Antoine de *CHOISEUL-BEAUPRÉ*, du 15 mars 1734, jusqu'à sa mort, le 2 octobre 1763; 180.

CHARETTE (Louis), marquis de *LA GACHERIE* ; fils de Louis Charette, Sénéchal de Nantes, il naquit le 16 mars 1712; il devint conseiller au parlement de Bretagne le 12 juillet 1737; adversaire tenace du pouvoir ministériel et du duc d'Aiguillon il fut conduit au château de Saumur en 1756 puis exilé dans ses terres jusqu'en 1758; en 1764 il alla en députation à Versailles d'où on l'exila à Sens du 17 septembre au 18 novembre, puis il fut rappelé à Versailles et ne put rentrer en Bretagne que le 3 mars 1765. Cette même année il fut poursuivi à cause de son hostilité envers l'autorité royale et exilé à Autun jusqu'en 1769. Doyen du parlement il mourut le 30 janvier 1787; 182 n. 15.

CHARLES VI, roi de France; 144.

CHAUVELIN (Louis de), seigneur de Grisenoy, né en avril 1683, mort prématurément de la petite vérole, le 2 août 1715; avocat du roi au Châtelet en 1703; conseiller au parlement en 1706, puis maître des Requêtes l'année suivante, il devint avocat général au Parlement le 13 décembre 1709. Très favorable aux jésuites, Daguesseau disait « qu'il était l'avocat du Pape plutôt que du Roi ». Sa famille était alliée avec le cardinal de Bissy, évêque de Meaux, adversaire fougueux des jansénistes; 32, 33, 34, 35.

CHAUVELIN (Germain-Louis de), frère du précédent, né en 1685, lui succéda comme avocat général; ensuite il devint président à mortier et fut nommé Garde des Sceaux, en 1727, puis ministre et secrétaire d'Etat. Exilé par Fleury, en 1737, il n'obtint la permission

de rentrer à Paris que peu de temps avant sa mort, survenue en 1762; 45, 46, 60, 74, 79, 81, 94, 96, 106.

CHAUVELIN (l'abbé Henri-Philippe de), fils du précédent, né en 1714, mort en 1770; chanoine de l'Eglise de Paris le 2 mai 1732, conseiller au parlement le 5 décembre 1738. Il se distingua par son ardeur à défendre les jansénistes; 137, 140, 168.

CHAUVELIN L'E JEUNE (Jacques-Bernard) seigneur de Beauséjour, 1701-1767; avocat du roi au Châtelet, puis conseiller au Parlement, en 1725; inspecteur général de la Librairie, maître des Requêtes, en 1728, intendant d'Amiens, en 1731, conseiller d'Etat, en 1751, et intendant des Finances, en 1753; 74.

CICÉRON, 20, 22.

CLÉMENT d'ASCAIN (le P.), capucin et célèbre prédicateur du temps; 127.

CLÉMENT VIII (Ippolito Aldobrandini), pape de 1592 à 1605; 206 n. 10.

CLÉMENT IX (Jules Rospigliosi), né en 1600 à Pistoïe, élu pape en juin 1667, il mourut prématurément en 1669. Il fit signer le *Formulaire* aux évêques français; 23, 25 n. 12, 72, 73.

CLÉMENT X (Emile Altieri), né en 1590; pape de 1670 à 1676; 206.

CLÉMENT XI (Jean Albani), né à Urbino en 1649, devint pape en 1700, mort en 1721; il publia contre les jansénistes les bulles *Vineam Domini* (1705) et *Unigenitus* (1713); 8, 11, 24, 26, 27, 29, 30, 38, 42, 63, 178, 193, 203, 204, 205, 208, 209.

CLÉMENT XII (Laurent Corsini), né à Rome en 1652, pape de 1730 à 1741; il promulgua la bulle de canonisation de Saint Vincent de Paul; 116.

CLÉMENT XIII (Charles Rezzonico), né à Venise en 1693, pape, de 1758 à 1769. Il soutint les jésuites expulsés du Portugal (1759), abolis en France (1764), et fit l'éloge de leur ordre dans la bulle *Apostolicum* (1765). Le gouvernement français essaya de l'intimider en faisant occuper Avignon et le Comtat Venaissin (voir BOURBON); 169, 174, 189.

CLÉMENT XIV (Laurent Ganganelli), né en 1705, pape, de 1769

à 1774; il abolit l'ordre des jésuites par le bref *Dominus ac Redemptor* (1773); 175.

COCHIN (Henri), 1687-1747; débuta comme avocat au Grand Conseil, puis devint avocat au parlement de Paris, fonction qu'il exerça pendant trente ans avec une grande distinction; il fut le grand ami de Rollin et de Daguesseau; 73, 85.

COCHIN (Jean-Denis), né le 1er janvier 1726 à Paris, où il mourut le 3 juin 1783; il fut ordonné prêtre en 1765 et nommé curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas l'année suivante. Il fonda, en 1780, l'hôpital qui porte son nom; 170.

COFFIN (Charles), né à Buzancy, Ardennes, en 1736, il devint principal du collège de Beauvais, à Paris, en 1713, puis recteur de l'Université, en 1718. Il est l'auteur d'hymnes introduites dans le Bréviaire parisien, publié en 1736 par Mgr de Vintimille. Il mourut à Paris en juin 1749; 116, 121.

COFFIN, conseiller au parlement de Paris, neveu du précédent, mourut le 10 janvier 1751; 121, 122.

COLBERT, voir *MONTPELLIER* (l'évêque de).

COMMINGES (l'évêque de), Antoine LASTIE, nommé en 1740, mort le 23 décembre 1763; 189.

COUET, curé de Darvoy, diocèse d'Orléans; 76 n. 22.

COUNIOU (Philippe de), chanoine du Chapitre de la cathédrale Sainte-Croix, d'Orléans, depuis 1710; reçu docteur en Sorbonne, en 1704. Il tomba malade, le 26 septembre 1754, à l'âge de quatre-vingt-huit ans (voir, à ce sujet, Archives du Loiret, 11, 339-352); 148, 157.

CREQUI (Renée-Charlotte-Victoire de Froullay, marquise de), née vers 1710 au château de Montflaux, près du Mans, morte à Paris, en 1803; 7.

DAGUESSEAU (Henri-François), seigneur de Fresne, né à Limoges le 16 novembre 1668, mort à Paris, le 5 février 1751; reçu avocat général au parlement de Paris, le 12 janvier 1691, il devint procureur général, le 19 novembre 1700; il fut nommé chancelier, le 2 février 1717, mais, adversaire de Law, il dut rendre les sceaux, le 28 janvier de l'année suivante; rappelé le 7 juin 1720 à la chute de Law, il fut, à cause de l'antipathie de Dubois, disgracié à nouveau.

le 1^{er} mars 1722. Le cardinal Fleury le nomma chancelier pour la troisième fois, le 15 août 1727, sous la réserve que Chauvelin aurait les sceaux. Il demeura en fonction jusqu'en 1750, époque à laquelle sa santé l'obligea de donner sa démission; 9, 30 et n. 5, 32, 37, 40, 41, 44, 52, 54, 57, 58, 77, 78, 79, 84, 96, 97, 101, 115, 118.

DAMIENS (Pierre), né à Tieulloy, près d'Arras, en 1714, supplicié à Paris en 1757; 161, 166.

DANGEAU (Philippe de Courcillon, marquis de), 1638-1720, conseiller d'Etat, chevalier des ordres du roi, Grand Maître de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, remplaça, en 1668, Scudéry à l'Académie. Apprécié à Versailles par ses talents de courtisan spirituel et habile, il a laissé dans ses *Mémoires* des documents de grande valeur pour l'histoire de France; 43, 49, 50.

DAUPHIN (le), Louis, fils de Louis XV, dauphin de France, 1729-1765; 159, 161.

DAVID, agent de la police sous les ordres de Hérault; 75.

DAVID (ou DAVY) de LA FAUTRIÈRE, conseiller à la troisième chambre des Enquêtes, du parlement de Paris; 102.

DÉMOSTHÈNE; 60.

DIGNE (l'évêque de), Henri de PUGET, du 7 avril 1708 jusqu'à sa mort, le 22 janvier 1728; 68.

DORSANNE (l'abbé), reçu docteur de Sorbonne en 1695, Grand Chantre et Officiel de l'Eglise de Paris, mourut le 13 novembre 1728. Son *Journal* est une source importante pour l'histoire du Jansénisme; 45 et n. 3, 46, 47 et n. 8, 52 n. 6, 210.

DROUAS de BOUSSEY (Claude), évêque de TOUL, du 2 mai 1754 jusqu'à sa mort, le 21 octobre 1773; 183.

DUBOIS (l'abbé), né à Brive-la-Gaillarde en 1656, mort à Versailles en 1723: archevêque de Cambrai, en 1720, il obtint, l'année suivante, le chapeau de cardinal. Déjà secrétaire d'Etat, il entra, en 1722, dans le Conseil de Régence, puis devint, la même année, premier ministre; lorsque Louis XV, en 1723, atteignit sa majorité politique, il laissa Dubois à la tête des affaires; 57, 58, 59, 79.

DU BOSC, questeur de la Faculté de Théologie de Paris, en 1717.

DUHAMEL, avocat au parlement de Paris, fervent janséniste; il mourut en 1744, âgé de soixante-dix-sept ans; 106;

DUMESNIL, agent de la police sous les ordres de Hérault; 75.

DUPERRAY, doyen des avocats de Paris; il mourut en 1730; 73.

DUPLEIX (la femme), janséniste orléanaise; 90, 92.

DU VERGER de HAURANNE (Jean), voir SAINT-CYRAN.

EBBON, né vers 775, mort en 851, fut nommé archevêque de Reims en 816 par Louis le Débonnaire, fils de Charlemagne, lors de son accession au trône impérial; en 833, il prononça la déposition de l'empereur Louis, tombé entre les mains de son fils Lothaire, révolté. Mais lorsque Louis remonta sur le trône, il fut, à son tour, déposé en 835, par le concile de Thionville; 65.

EVREUX (l'évêque d'), Pierre de ROCHECHOUART, le 2 décembre 1737; transféré à Bayeux, le 18 juillet 1753. Il démissionna en 1776 et mourut le 31 décembre 1781; 185, 186.

FABRONI (le cardinal), véritable maître de la politique papale sous le pontificat de Clément XI, c'est à lui qu'aboutissaient les fils de la diplomatie romaine. Entièrement dévoué aux jésuites, zéléateur de l'ultramontanisme, il fut l'ennemi implacable du cardinal de Noailles qu'il haïssait. C'est lui qui imagina, dans le cas où le cardinal déclinerait les propositions que lui avait faites le pape, en mars 1715, d'insérer en tête d'une instruction pastorale d'acceptation le bref par lequel le Souverain Pontife se bornait à affirmer que le sens pernicieux attribué à la *Bulle* était loin de sa pensée, « de dénaturer Noailles à Paris avant de le livrer à Rome pour être décardinalisé ». (Albert Le Roy, *La France et Rome de 1700 à 1715*, p. 632); 26, 30, 31.

FÉNELON (François de Salignac de la Motte), 1651-1715; 26 et n. 14, 27, 48.

FEU (François), né en 1671, il mourut en 1761, après avoir été curé de Saint-Gervais pendant soixante ans; 170.

FITZ-JAMES, fils du maréchal de Berwick; il naquit à Saint-Germain-en-Laye en 1709, et devint évêque de SOISSONS en 1739 où il mourut prématurément en 1764; 170.

FLEURIAU d'ARMENONVILLE (Louis-Gaston), né à Paris le 15 juin 1662, chanoine de Chablais, chanoine de Chartres, il fut, en juillet 1688, trésorier de la Sainte-Chapelle; docteur en théologie, le 4 février 1689, il fut évêque d'Aire, le 29 mars 1698, puis évêque d'ORLÉANS, en novembre 1706. Il mourut en 1733. Défenseur zélé de la

Bulle, il bouleversa son diocèse par des interdictions fulminées en masse et des refus de sacrements multiples; 76, 88, 90, 152.

FLEURY (l'abbé Claude de), né et mort à Paris, 1640-1723 ; auteur d'une *Histoire ecclésiastique* appréciée; 52.

FLEURY (André-Hercule, cardinal de), né à Lodève en 1653, mort à Paris en 1743; évêque de Fréjus, en 1698, il devint précepteur de Louis XV, en 1715; à la mort du Régent, en 1723, il obtint la feuille des bénéfices ecclésiastiques et l'entrée au Conseil; en 1726, il devint premier ministre et garda le pouvoir jusqu'à sa mort. Il fut nommé cardinal cet e même année 1726; 63, 65, 76, 77, 81, 86, 87, 95, 96, 106, 112, 116, 120.

FONTAINE de LA ROCHE, rédacteur des *Nouvelles Ecclésiastiques*; 73 n.16.

FONTANIEU (Gaspard-Moïse), marquis de Fiennes, 1693-1767 ; intendant de Grenoble, de 1724 à 1740, puis conseiller d'Etat et contrôleur des meubles de la Couronne; 159.

FORBIN-JANSON (Jacques II de), archevêque d'ARLES, neveu du cardinal de Janson; prélat moliniste et partisan de la *Bulle*, il fut nommé à l'archevêché d'Arles le 2 août 1711; il mourut le 14 janvier 1741; 63, 108.

FOSSE (Thomas du), conseiller au parlement de Normandie, en 1754, neveu de Pierre Thomas du Fossé, ardent disciple de Port-Royal et auteur de l'*Histoire de Tertullien et d'Origène*, et de plusieurs volumes sur la Bible; 184, 186, 187.

FOUGERES (marquis de), lieutenant-général des armées du roi; 186.

FRANQUEVILLE (marquis de), conseiller au parlement de Normandie; 186.

FRÉMONT du MAZY (de), président de la seconde chambre des Enquêtes au parlement de Paris, en 1752; 140.

GAILLANDE (Jean-Noël), 1685-1745; docteur de Sorbonne, il fit ses études sous la direction de son parrain, le fameux théologien Tornély. Il joua dans tous les démêlés de la *Bulle* un rôle si actif qu'on le surnomma « le colporteur de la *Constitution* et le valet de pied de monsieur le nonce » . (Archives Nationales, Jansénisme, L. 21); 29 n.1.

GAP (l'évêque de), François BERGER de MALISSOLLES, nommé le 2 janvier 1707, mort le 21 avril 1738. Il soutenait l'infailibilité doctrinale et personnelle du Souverain-Pontife; 37.

GAUCHER, doyen de Jargeau, diocèse d'Orléans; 76 n.22.

GAUTIER de BESIGNY, président de la seconde chambre des Requêtes au parlement de Paris, en 1752; 140.

GAZIER (Louis-Auguste-Léon), historien janséniste, ancien professeur à la Sorbonne, né à Paris en 1841, mort en 1922; 30 n.5, 37 n.14, 40 n.28, 50, 74 n.16, 193 n.1.

GIBERT, syndic de l'Université de Paris en 1738 et 1739; 116.

GIBON (Olivier-Anne-Marie), seigneur du PARGO, ié à Rennes le 29 août 1715, mort à Paris le 18 mars 1772; conseiller au parlement de Bre'agne le 16 mai 1733, il se distingua par son opposition contre le duc d'Aiguillon; enlevé dans la nuit du 9 au 10 janvier 1756 il fut exilé à Bellesme, puis une lettre du roi du 28 octobre 1757 lui enjoignit de se retirer dans les terres paternelles. En mai 1765 il signa l'acte de démission collective et ne revint au Palais qu'après la rentrée complète du parlement; 182, n.15.

GIGAULT de BELLEFOND (Jacques-Bonne), évêque de *RAYONNE*, devint archevêque de *PARIS* en 1746; il mourut subitement la même année; 120.

GILBERT (Pierre), seigneur des VOISINS, VIème du nom, marquis de Villennes, né en 1684, mort en 1769; maître des Requêtes, en 1711, conseiller au Conseil des Finances, en 1715, avocat général au Parlement, de 1718 jusqu'en 1737, date à laquelle il se démit de sa charge; conseiller d'Etat, en 1740, il fut premier président au Grand Conseil pour l'année 1744; conseiller au Conseil des Dépêches, en 1757; 78, 81, 91, 101, 102, 106.

GIRARD (le P.), voir page 74, n. 18.

GLANDEVES (l'évêque de), Dominique de BERTON de CRILLON, du 8 janvier 1721 jusqu'à sa mort, le 28 octobre 1747; 68.

GODEHEU (de), conseiller au parlement de Paris; 79.

GONDI (Paul de), cardinal de Retz, né à Montmirail en 1614, mort à Paris en 1679; il fut tout d'abord coadjuteur de l'archevêque de Paris, son oncle, 1643; mais s'étant allié pendant la Fronde avec

le Parlement et le duc d'Orléans, il se vit emprisonner, en 1652, à Vincennes, puis à Nantes. Cardinal depuis 1651, il devint archevêque de Paris dans sa prison, en 1653. Il s'évada du château de Nantes et mena une vie errante jusqu'en 1662. Il passa les dernières années de son existence en missions diplomatiques; sa démission de l'archevêché de Paris lui avait valu en compensation de riches bénéfices, notamment l'abbaye de Saint-Denis. En 1656, il avait approuvé de l'exil le miracle de la Sainte-Epine, et, l'année suivante, donna ordre à ses grands vicaires d'instituer Singlin comme supérieur officiel des deux monastères de Port-Royal. Son amitié pour les jansénistes fut constante et dévouée; 24.

GRASSE (l'évêque de), Charles-Léon d'ANTHELME, sacré le 12 janvier 1727; il mourut le 21 octobre 1752; 68.

GUERET (Nicolas-Pierre), docteur de Sorbonne; il fut nommé curé de Saint Paul le 5 février 1721 et mourut le 5 décembre 1764; 121, 170.

GUILLEBERT (l'abbé), conseiller clerc au parlement de Paris; il mourut en 1732, administré par le vicaire de Saint-Louis-en-l'Ile, le curé lui ayant refusé les derniers sacrements; 79.

GUSTAVE ADOLPHE, roi de Suède, 1594-1632; 20 n. 2..

GUYON (Jeanne-Marie Bouvier de la Motte, madame), 1648-1717; 26.

HARDY (le frère), moine génovéfain, curé de Saint-Médard; 132.

HELVETIUS (Claude-Adrien), philosophe, né et mort à Paris, 1715-1771; il publia en 1758 son fameux livre : *de l'Esprit*; 166.

HENAULT (le président), 1685-1770; fils d'un fermier général, il devint président de la première chambre des Enquêtes du parlement de Paris et surintendant de la maison de Marie Leczinska; très attaché au président de Mesmes dont il avait la souplesse de caractère et les goûts frivoles, il lui dut son avancement rapide; sa liaison avec Mme du Deffand est demeurée célèbre. Poète et historien, il occupa à l'Académie le siège laissé vacant par la mort de Dubois (voir L. Pery, *Le Président Hénault et Mme du Deffand* et F. Rousseau, *Mémoires du Président Hénault*, nouvelle édition); 31 n. 8, 51, 56, 57 n. 22, 23; 58, 60, 63, 146.

HERAULT, lieutenant de police; devint intendant de la Généralité de Paris; il mourut en 1740, après une longue maladie accompagnée de phénomènes nerveux que les jansénistes considérèrent comme un châtiment; 66, 74, 75.

HERICOURT (l'abbé d'), conseiller à la Grand-Chambre du parlement de Paris, 155.

HONGRIE (le Primat de), Joseph de BATTHYANY, évêque de Colocza, en 1760, puis archevêque de Gran et primat de Hongrie, le 26 mai 1776; cardinal, en 1778. Il mourut le 23 octobre 1799; 176.

HOSIUS (le cardinal Stanislas), né à Cracovie en 1504, mort à Caprarola en 1579; chanoine de Cracovie, puis évêque de Kulm, le pape Pie VI le nomma cardinal, en 1561, et le chargea de présider le concile de Trente. Parmi ses œuvres théologiques, on doit citer sa *Confession catholique de la foi chrétienne*; 206.

HUART, avocat au parlement de Paris; 73.

HUCHET (Charles), comte de LA BÉDOYÈRE, né en 1683, mort à Rennes le 6 juin 1759; il fut nommé conseiller au parlement de Bretagne le 7 novembre 1706, procureur général en remplacement de son père le 16 juillet 1710; en 1730 il fut retenu à Paris par suite de son hostilité envers la déclaration du roi sur la *Bulle* et ne reparut au parlement de Bretagne qu'en février 1733; mandé de nouveau à Paris en avril 1734 il ne revint à Rennes que le 10 juillet suivant; le 27 juin 1744 il fut exilé à Moulins pour avoir appelé comme d'abus contre l'évêque de Vannes; malgré toutes les démarches du parlement il ne put reprendre ses fonctions qu'en janvier 1745. Il donna sa démission en 1752. Janséniste notoire ainsi que sa femme Guyonne Danycan de l'Espine; 181.

INNOCENT II (Grégoire de Papi), élu et sacré pape en 1130, mort en 1143; 203 n. 1.

INNOCENT III (Lothaire Conti), pape de 1198 à 1216; 68.

INNOCENT X (Jean-Baptiste Punfili), pape, de 1644 à 1655; il condamna, en 1653, par la bulle *Cum Occasione* cinq propositions extraites de l'*Augustinus*; 23.

INNOCENT XI (Benoît Odescalchi), né à Côme en 1611; pape de 1676 à 1689. Il annula la fameuse *Déclaration du Clergé de France* de 1682 et condamna, en 1687, le *quiétisme de Molinos*; 23 n. 11.

INNOCENT XII (Antoine Pignatelli), né à Naples en 1615; pape, de 1691 à 1700. Il montra un grand esprit de conciliation à l'égard de la France avec qui son prédécesseur, Innocent XI, était en lutte. En 1699, il condamna le livre de Fénelon: *Explication des maximes des saints sur la vie intérieure*; 24 n. 11.

INNOCENT XIII (Michel-Ange Conti), né à Rome en 1655, pape, de 1721 à 1724. Il fit condamner par le Saint Office la lettre que sept évêques français lui avaient écrite contre la bulle *Unigenitus*; 63.

JANSENIUS (Cornelius Jansen, plus connu sous le nom de), né près de Leerdan, au village d'Ocquoi (Pays-Bas) en 1585, mort à Ypres en 1638; il se lia, en 1605, avec Jean Du Vergier de Hauranne, son condisciple à l'Université de Louvain, avec qui il vint à Paris et qu'il accompagna à Bayonne. Professeur d'Ecriture sainte à l'Université de Louvain dont il était devenu recteur, en 1635, il fut nommé évêque d'Ypres, en 1637; il y mourut prématurément de la peste, à l'âge de quarante-sept ans, après avoir chargé ses amis Réginald, Fromond et Callens de publier son *Augustinus*; 7, 19, 20 n. 2, 23, 25 et n. 12, 95.

JARENTE de LA BRUYÈRE (Louis-Sextius), évêque de Digne, le 27 septembre 1747, puis évêque d'ORLEANS, le 29 janvier 1758; il mourut le 28 mai 1788; 165.

JEAN (le roi), JEAN II, dit LE BON, roi de France de 1350 à 1364; 84.

JOLY DE FLEURY (Guillaume-François), né à Paris en 1765; avocat général à la Cour des Aides, en 1700, avocat général au Parlement de Paris, en 1705; il succéda à Daguesseau comme procureur général, en 1717; il conserva sa charge jusqu'en 1746, et mourut en 1756; 31, 36, 37, 44, 45, 46, 47, 48, 50 n. 18, 61, 62, 63 n. 44, 64, 68.

JOLY DE FLEURY (Guillaume-François-Louis), fils du précédent, né en 1709, devint avocat général au Parlement, en 1713, puis, ayant obtenu, en 1746, la survivance de la charge de procureur général, il en exerça la fonction jusqu'en 1787; 177.

JOLY DE FLEURY (Omer), frère du précédent, 1715-1810; il fut successivement avocat général au Grand Conseil, en 1737, avocat général au parlement de Paris, en 1746, et président de ce corps en 1768. Plusieurs de ses réquisitoires furent attaqués par les Philosophes; 149, 166 n. 32, 167, 168.

JOUVENCY (le P.), jésuite, écrivit un livre sur son Institut, *Histoire de la Société*, qui fut condamné par le parlement de Paris, en 1713; 11.

JULIEN DE PRUNAY, avocat au parlement de Paris; 73, 85.

LABBÉ (le P.), jésuite, né à Bourges en 1607, mort à Paris en 1670. Entre au' res ouvrages, on lui doit la *Collection générale des saints conciles*; 206.

LA BARRE (le chevalier de), 1747-1766; accusé d'avoir mutilé un crucifix, il fut condamné par le parlement de Paris à être décapité puis brûlé; 10.

LA BÉDOYÈRE, voir HUCHET.

LA BROUE (Pierre de), 1643-1720, ami de Bossuet, fut évêque de MIREPOIX de 1679 à 1720. Il refusa de recevoir la *Bulle*; 53, 54, 61 n. 37, 77, 203, 208, 209, 210.

LA CHAISE (le P.), jésuite, confesseur de Louis XIV, 1624-1709; 24 n. 11.

LACROZE, prêtre du diocèse d'Arles, 188.

LA FARE (Etienne-Joseph de), 1691-1741; nommé évêque de Viviers, en février 1724, puis, en juillet suivant, évêque et duc de LAON, pair de France, comte d'Anisy; 78, 87, 91, 94, 117.

LAFITAU (Pierre-François), évêque de SISTERON, né à Bordeaux en 1685, mort au château de Lurs en 1764. Entré chez les Jésuites il quitta la Compagnie, fut chargé, par intérim, des affaires de France à Rome. Il devint évêque de Sisteron, du 5 novembre 1719 au 5 avril 1764, et siégea au concile d'Embrun où fut déposé Soanen, évêque de Senez. Grand admirateur de Clément XI et panegyriste de la bulle *Unigenitus*, on lui doit une *Histoire de la Constitution Unigenitus* (1737) et une *Vie de Clément XI* (1752); 7, 190.

LAGARDE (de), conseiller au présidial de Toulouse; 188.

LA GACHERIE, voir CHARETTE.

LA HOGUE (de), curé de Saint-Jean-en-Grève, à Paris; 129.

LAIR (l'abbé) curé de Saint-Barthélemy, à Paris; 88.

LALLEMAND (le P. Jacques-Philippe), jésuite, né à Saint-Valéry-

sur-Somme vers 1660. mort à Paris en 1748, fut l'un des plus ardents adversaires des jansénistes; 26, 48.

LAMBERT, conseiller au Parlement, l'un des rédacteurs des remontrances du 9 avril 1753; 137.

LA MOIGNON (Guillaume de), seigneur de Blancmesnil et de Mallesherbes, né à Paris en 1683 et mort en 1772; avocat au Parlement le 10 juillet 1702. conseiller en 1704. avocat général en 1709; président à mortier en 1723 il devint premier président à la Cour des Aydes en 1746; en 1750 il remplaça Daguesseau comme chancelier de France, mais les intrigues de Meaupou qui ambitionnait ce poste l'obligèrent à se retirer de la cour, toutefois il ne donna sa démission qu'en 1768; 32, 33, 35, 186.

LANCELOT (Claude), grammairien de Port-Royal, né à Paris vers 1615; mort chez les bénédictins de Quimperlé, en 1695; il contribua à la fondation des *Petites-Ecoles*; 21, 22.

LANGRES (l'évêque de), Gilbert de MONTMORIN DE SAINT - HEREM, de 1734 à 1770. Voir aussi Aire (l'évêque d'); 152.

LANSON (Gustave); 22 n. 8.

LAON (l'évêque de), voir LA FARE.

LA PORTE (de), jeune conseiller au parlement de Paris en 1720; 63.

LA ROCHEFOUCAULD (Frédéric-Jérôme de Roie, Cardinal de), archevêque de Bourges, cardinal le 10 avril 1747. succéda à Boyer comme ministre du Culte en 1755; il mourut soudainement en 1757; 145, 152, 153.

LA ROCHELLE (l'évêque de), Etienne de CHAMPFLOUR, du 10 juillet 1703 jusqu'à sa mort, le 26 novembre 1724; 26, 37.

LA TRÉMOUILLE (Joseph de), 1658-1720, auditeur de France, devint, grâce à la protection de la princesse des Ursins, sa sœur, cardinal en 1706 et ambassadeur de France auprès du Saint-Siège; 27, 30, 31, 53.

LA VALETTE (le P.), directeur des établissements industriels des Jésuites à La Martinique; la capture de ses bateaux par les Anglais, en 1755, le mit dans l'impossibilité de tenir ses engagements. La faillite s'éleva à près de 3 millions. Ses deux principaux créanciers,

négociants à Marseille, obtinrent contre lui et le Père de Sacy (son correspondant à Paris), des juges consuls de cette ville, le 19 novembre 1759, une condamnation solidaire, et, l'année suivante, un second jugement exécutoire contre toute la société établie en France. Les Jésuites interjetèrent appel devant le parlement de Paris, d'une façon fort maladroite, et commirent de nombreuses fautes; par arrêt du 8 mai 1761, le général des Jésuites et toute la société furent condamnés à payer aux deux maisons de Marseille la somme d'un million cinq cent deux mille livres, plus cinquante mille livres de dommages-intérêts et les dépens. Défense était faite à tous les Jésuites de se livrer à aucun commerce. Ce célèbre procès amena la persécution dirigée contre les Jésuites, qui se termina par l'expulsion de l'Ordre, en 1764; 168.

LAVAUUR (l'évêque de), Nicolas de MALEZIEU, du 22 octobre 1713 jusqu'à sa mort, le 14 mars 1748; 178 — J.-B. de FONTANGES, nommé le 12 décembre 1748, mort le 8 novembre 1764; 189.

LA VRILLIÈRE (Louis Phelippeaux, comte de Saint-Florentin, marquis de), 1672-1725, devint commandeur secrétaire des ordres du roi et, en 1715, ministre de la maison du roi et secrétaire du Conseil de Régence; 58.

LAW (John), né à Edimbourg en 1671, mort à Venise en 1729; 58 n. 24.

L'ECLUSE (de), docteur de Sorbonne, ancien vicaire de Saint-Médard et curé de Saint-Nicolas-des-Champs, à Paris; 165.

LEFEBVRE, syndic de la Faculté de Théologie; 151.

LEMAIRE ou LE MERBE, fervent janséniste, mourut le 4 février 1752; 126.

LE MAITRE DE SACY, 1613-1684, écrivain et théologien janséniste; 21 n. 7.

LENORMAND v. NORMAND (Le).

LE PELETIER ou LE PELLETIER (Louis), président à mortier au parlement de Paris, devint premier président à la mort de Portail, en 1736; il donna sa démission en 1743 pour cause officielle de surdité, en réalité parce qu'il avait eu quelques désagréments avec sa compagnie; il laissait quatre cents mille livres de dettes; 103, 106, 107, 110, 112, 113, 114, 115, 119.

LE ROUGE, syndic de la Faculté de Théologie de Paris, de 1714 à 1715, fervent moliniste; 40, 52.

LE ROY, historien français; 25 n. 13, 29 n. 1, 30 et n. 3, 45 n. 4, 193 n. 1.

LESSEVILLE (Jean Le Clerc de), conseiller au parlement de Paris, puis président à la cinquième chambre des Enquêtes, mourut le 22 février 1737, âgé de quatre-vingt-quinze ans; 78, 82.

LOMBARD (Pierre), dit le Maître des Sentences, né à Lomellagno (Navare), nommé archevêque de Paris en 1158, il mourut le 20 juillet 1160; 208 n. 8.

LONGUEIL (Jean-René de) petit-fils par sa mère de Ch. de Lamignon, né en 1699, devint conseiller au Parlement par exception en 1716, président à mortier dans la charge de son père à 20 ans, en 1719; il mourut de la petite vérole en 1731; 86, 93.

LONGUEVILLE (Anne, Geneviève de Bourbon-Condé, duchesse de), née au château de Vincennes en 1619, morte à Paris en 1679. Sœur du grand Condé, elle intrigua pendant la Fronde, et poussa Turenne à négocier avec l'Espagne. Convertie en 1653, elle se mit sous la conduite de Singlin en 1660, voulant expier par la pénitence sa vie aventureuse. Elle cacha Arnauld et Nicole dans son hôtel proche du Louvre au plus fort de la persécution, et elle prit une très grande part à la paix de Clément IX (1668). Elle logeait tour à tour dans le vaste hôtel qu'elle s'était fait construire à Port-Royal des Champs et chez les carmélites de la rue Saint-Jacques, où elle mourut; 24.

LORRAINE D'ARMAGNAC (François-Armand de), évêque de Bayeux, du 5 novembre 1719 jusqu'à sa mort, le 9 juin 1728; 65 n. 5, 179.

LOUIS I^{er}, le DEBONNAIRE ou le PIEUX, troisième fils de Charlemagne, roi de France et empereur d'Occident, de 814 à 840; 65.

LOUIS XI, roi de France, de 1461 à 1483; 135.

LOUIS XVI, 175 (1).

LUÇON (l'évêque de), Jean-François de LESCURE DE VALDERIES, du 8 novembre 1699 jusqu'à sa mort, le 23 mai 1723; 26, 37.

(1) C'est à dessein que nous avons omis de mentionner, les rois Louis XIV et Louis XV trop fréquemment cités.

LUSSAN (Marguerite de), romancière, née et morte à Paris, 1682-1758; 144.

LUYNES (Paul, cardinal de), né en 1703; comte de Montfort et colonel d'un régiment d'infanterie en 1719, il entra dans les ordres et devint évêque de Bayeux, en 1729, Grand Aumônier de la reine en 1747, archevêque de Sens, en 1753, et cardinal prêtre en 1756; 169.

MACHAULT D'ARNOUVILLE (Jean-Baptiste), 1701-1794, conseiller au parlement de Paris, maître des Requêtes, en 1728, président au Grand Conseil, en 1737, intendant de la province du Hainaut, en 1743, contrôleur général des Finances, en 1745; il fut nommé Garde des Sceaux en 1750, puis il passa des Finances à la Marine tout en gardant les sceaux, en 1754. Allié du Parlement, il fut disgracié par Mme de Pompadour, en 1757; 162.

MAINTENON (Mme de), 1635-1719; 24, 25, 27.

MALUIN DE MONTAZET, voir MONTAZET.

MARAIS (Mathieu), 1664-1737, avocat au parlement de Paris et littérateur; sa chronique est très appréciée; 39, 75, 76, 77, 84, 86.

MARCA (Pierre de), né en 1595, tout d'abord conseiller d'Etat au parlement de Languedoc, il épousa en 1618 Marguerite des Forges; mais, devenu veuf en 1631, il entra dans les Ordres et devint évêque de Conserans, puis archevêque de *TOULOUSE*, en 1652. Il s'unit aux jésuites pour condamner les Propositions de Jansenius et fut l'un des rédacteurs du *Formulaire*. Il succéda en 1662 au cardinal de Retz comme archevêque de Paris, et mourut la même année. Historien et théologien réputé, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont certains furent censurés en Cour de Rome. (Consulter à ce sujet la nouvelle édition de *l'Histoire du Béarn*, de Pierre de Marca, 1896, qui est précédée d'une notice très étendue sur son auteur par l'abbé Dubarrat); 25 n. 12, 37.

MARIE LECZINSKA, reine de France, femme de Louis XV; 10.

MARSEILLE (l'évêque de), Henri BELZUNCE, du 16 avril 1710 jusqu'à sa mort, le 4 juin 1755; 131.

MASSON, notaire; 209.

MAUREPAS (Jean-Frédéric Phéliepeaux, comte de), né et mort à Versailles, 1701-1781; il succéda à son père, Jérôme de Pontchartrain, en qualité de secrétaire de la maison du roi, en 1715; en 1728, il reçut, en outre, le département de la Marine. Secrétaire

commandeur des ordres du roi, 1724, il obtint, en 1726, la charge de grand trésorier; promu, en 1738, ministre d'Etat. Disgracié en 1749 pour une épigramme contre Mme de Pompadour, il fut rappelé aux affaires, à l'avènement de Louis XVI, en qualité de ministre d'Etat et de président du Conseil des Finances; 96, 99, 100, 102. 119.

MAZARIN (le cardinal), 1602-1661; 30.

MEAUPOU (René-Charles), né à Paris en 1688, mort en 1775. Il fut successivement avocat au Châtelet, 1708; conseiller au Parlement, 1710, président à mortier, 1713, premier président en 1743. Contraint de démissionner en 1757, il fut nommé Garde des Sceaux et vice-chancelier en 1763, puis chancelier en 1768, mais ne conserva que vingt-quatre heures cette charge dont il se démit en faveur de son fils; 119, 121, 123, 124, 126, 127, 134, 144, 147, 149, 150, 157, 158, 160, 163, 165.

MEAUPOU (René-Nicolas-Charles-Augustin de), fils du précédent, né à Paris en 1714, mort au Thuit, près des Andelys, en 1792; conseiller au parlement de Paris, puis président à mortier, en 1743, enfin premier président, en 1763, il succéda à son père comme chancelier, en 1768. Dans sa lutte contre le Parlement, il sembla triompher, puisqu'il chargea des attributions du Parlement, supprimé en fait, le Conseil d'Etat, et, ensuite, six conseils supérieurs. Mais l'opinion publique condamna le *parlement Meaupou*, et l'avènement de Louis XVI fut le signal de la chute de Meaupou et du rétablissement des parlements; 152, 175 n. 48.

MEAUX (l'évêque de), voir BISSY.

MENGUY (l'abbé), chanoine de Paris, conseiller clerc au Parlement, appelant en 1717; il mourut en 1727; 59, 60, 62.

MESMES (Jean-Antoine de), comte d'Avaux, sire de Cramayelle, né le 18 novembre 1661; il fut successivement conseiller au parlement de Paris, 1687, président à mortier l'année suivante, et premier président, en 1712. Il avait été nommé prévôt et Grand Maître des ordres du roi, en 1703, et membre de l'Académie, en 1710. Il mourut le 23 août 1723. Il avait épousé Marie-Thérèse de Feydeau de Brou; 31 n. 8, 32 n. 10, 45, 63.

MIRABEAU (Honoré-Gabriel-Victor Riquetti, comte de), 1749-1791; 169.

MIREPOIX (l'évêque de), voir LA BROUE.

MOIZAN (la veuve), Urbine Robin, fille d'un marchand de vins, épousa Moizan en secondes noces; elle fut chassée de l'Hôpital Général pour dilapidations, peu après son élection illégale comme supérieure; 122.

MOLÉ (Mathieu-François), marquis de Méry-sur-Oise; né en 1705, il devint conseiller au parlement de Paris, en 1724, président à mortier en 1731, premier président en 1753; il se démit de sa charge en 1763; 134, 160, 163, 164, 165.

MONTAUBAN (l'évêque de), François-Henri d'HAUSSONVILLE, le 30 mars 1704; il démissionna en 1729 et mourut le 17 avril 1736; 65 n. 5.

MONTAZET (Antoine MALUIN de), évêque d'Autun en 1748, succéda au cardinal de Tencin sur le siège archiépiscopal de Lyon, le 2 août 1758; il y mourut le 2 mai 1788; 165, 170.

MONTESQUIEU (Charles de Secondat, baron de), 1689-1755; par ses écrits aux vues larges et profondes, il fut un des précurseurs de la Révolution française; 8, 54.

MONTGERON, voir CARRÉ.

MONTILLET, voir AUCH (l'archevêque d').

MONTMORENCY-LAVAL (Louis-Joseph de), évêque d'ORLEANS, du 10 février 1754 à 1757; transféré à Condom, puis le 6 avril 1761 à Metz, où il devint cardinal; il mourut le 17 juin 1808; 138, 148, 149, 152, 157, 158, 165.

MONTPELLIER (l'évêque de), Joachim COLBERT DE CROISSY, né en 1667, évêque de Montpellier, le 1^{er} novembre 1696; ardent adversaire de la *Bulle*, il soutint dans la lutte le cardinal de Noailles et le conjura de ne pas céder. Il mourut sur son siège épiscopal le 8 avril 1738; 54, 61, 109, 203, 208, 209, 210; — Georges BERGER DE CHARANCY, nommé évêque de Saint-Papoul en 1735 lui succéda le 3 septembre 1738 à Montpellier, où il mourut le 14 février 1748; 187.

NANTES (l'évêque de), Pierre MAUCLERC DE LA MOUSANCHERE, nommé le 9 octobre 1746, mort le 1^{er} avril 1775; 181.

NARBONNE (l'archevêque de), Charles-Antoine de LA ROCHE-AYMON, précédemment à Tarbes (1729), à Toulouse (1740); archevêque de Narbonne du 18 décembre 1752 au 24 janvier 1763; puis nommé à Reims où il mourut le 27 octobre 1777; 153.

NEVERS (l'évêque de), Edouard de BARGEDE, du 3 septembre 1705 au 20 juillet 1719, date de sa mort; 26.

NICOLE (Pierre), né à Chartres en 1625, mort à Paris en 1695; l'un des professeurs les plus écoutés des *Petites-Écoles*, où il eut Racine pour disciple, il fut surtout le censeur écouté et le conseiller autorisé des Solitaires. En 1677, devant les attaques des jésuites, il se retira dans les Pays-Bas, et ne rentra en France que grâce à l'intervention de l'archevêque de Paris, Harlay; 19, 22.

NOAILLES (Louis-Antoine de), né en 1651, mort à Paris le 4 mai 1729; évêque de Cahors, en 1679, puis de CHALONS-SUR-MARNE, en 1680; archevêque de PARIS en 1695 et cardinal, en 1700; 25 et n. 13, 27, 38, 42, 43, 44, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 57, 59, 60; 63; 64; 65, 76, 77, 88, 120.

NORMAND (Le), avocat au parlement de Paris « qui porta cette profession au plus haut degré en tout genre; il a été le plus habile plaquant puis le plus grand consultant de Paris », declara Barbier lors de sa mort, le 1^{er} juin 1745 (Barbier, *Journal*, IV, 53); 53, 90, 94.

OGIER (Jean-François), fils d'un receveur général des finances et receveur général du clergé, « jeune homme de vingt-six à vingt-sept ans, dit Barbier (V, 290), qui avait beaucoup d'esprit »; président à la chambre des Requêtes, il devint ambassadeur au Danemark, puis conseiller d'Etat, en 1766; il mourut en 1770; 101, 102.

ORLÉANS (le duc d'), voir RÉGENT (le); — Louis, fils du Régent (1703-1752); 96.

ORLEANS (l'évêque d'), voir FLEURIAU D'ARMENONVILLE, JARENTE DE LA BRUYERE, MONTMORENCY-LAVAL.

ORMESSON (Louis, François-de-Paule Le Fèvre, marquis d'), 1718-1789, subit tout jeune l'influence du chancelier Daguesseau, son oncle maternel; avocat du roi au Châtelet, en 1738, avocat général au Grand Conseil, en mars 1741, avocat général au Parlement, en décembre de la même année, président à mortier, en 1755, premier président, en 1788; 118, 164.

PALLU, rapporteur au parlement de Paris, 61.

PAMIRS (l'évêque de), voir CAULET; VERTHAMON.

PARIS (le diacre François de), né et mort à Paris, 1690-1727,

fut ordonné diacre et devint supérieur de la communauté des jeunes clercs de Saint-Côme. Janséniste ardent, il en appela de la bulle *Unigenitus*; ayant refusé l'ordination, sacerdotale il se retira d'abord dans une petite maison de la rue de l'Arbalète, puis dans une mansarde de la rue des Bourguignons, au faubourg Saint-Marcel. Il renouvela son appel sur son lit de mort, mais fut cependant administré par le curé de Saint-Médard. Les jansénistes lui élevèrent, dans le cimetière de cette paroisse, un tombeau de marbre, auprès duquel la foule ne tarda pas à se presser, attirée par les miracles qu'on disait y avoir lieu et par les phénomènes étranges qui s'y produisirent; 88, 89, 96, 97, 109, 113, 114.

PARIS (l'archevêque de), voir BEAUMONT (Christophe de), GIGAULT DE BELLEFOND, NOAILLES, PÉRÉFIX, VINTIMILLE.

PASCAL (Blaise), né à Clermont-Ferrand en 1623, mort à Paris en 1662; 7, 23, 24.

PAUL III (Alexandre Farnèse), né à Canino en 1468, élu et sacré pape en 1534, mort en 1549; il s'occupa de la réforme de l'Eglise et publia, en 1536, la bulle de convocation du concile général qui s'ouvrit à Trente en 1545. Il approuva, en 1540, l'ordre des Jésuites; 169.

PAVILLON (Nicolas), évêque d'Alet, de juin 1637 jusqu'à sa mort, le 8 décembre 1677; 23 n. 11.

PÉRÉFIXE (Hardouin de Beaumont de), né en 1605, mort à Paris en 1670; docteur de Sorbonne, il fut choisi, en 1644, pour être précepteur de Louis XIV. Evêque de Rodez, en 1648, il fut nommé archevêque de Paris en 1662; en 1664, il exigea la signature pure et simple du *Formulaire*; 26 n. 6.

PERPÉTUE (sœur), voir SAINTE PERPÉTUE.

PHÈDRE, 22.

PHILIPPE IV, roi d'Espagne en 1621; 20.

PIE VI (Jean-Ange Braschi), né à Césène en 1717, élu et sacré pape en 1775, mort en France, à Valence, en 1799; 176.

PLAUTE, 22.

POMPADOUR (la marquise de), née à Paris en 1721, morte à Versailles en 1764; 9, 144, 159, 162, 164, 191.

PONTCHARTRAIN (Louis Phéliepeaux, comte de), né le 29 mars

1643, conseiller au parlement de Paris, en février 1661, avant dix-huit ans; en 1667, il fut choisi par le roi pour remplir la charge de premier président au parlement de Bretagne; il devint, en 1687, intendant des finances de Bretagne, puis secrétaire d'Etat à la Marine, en 1690; il s'acquitta de ses fonctions en cette période difficile avec une telle compétence que Louis XV, en récompense, le nomma chancelier et Garde des Sceaux, en 1699. Il donna sa démission en 1714 et mourut le 22 décembre 1727; 31 n. 7, 36, 45, 47.

PORTAIL (Antoine), IVème du nom, seigneur de Vandreuil et de Chatou, 1674-1736; avocat du roi au Châtelet, en 1694, conseiller au Parlement, en 1697 et avocat général l'année suivante; il devint président à mortier, en 1707, et premier président en 1724; 76, 77, 80, 81, 91, 92, 93, 96, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104; 108 n. 55, 110.

PORTUGAL (le roi de), JOSEPH Ier, 1715-1777; 106.

PRÉVOST, avocat au parlement de Paris; il fut exilé à Mayenne en 1731; en 1743, il fut consulté par le conseiller Coffin; 190.

PUCELLE (l'abbé René), neveu par sa mère du maréchal de Catinat, naquit à Paris en 1655; tour à tour séminariste et soldat, enfin sous-diacre, il devint, en 1684, conseiller clerc au parlement de Paris; il n'accepta jamais d'autre bénéfice que celui de la médiocre abbaye de Saint-Léonard-de-Corbigny, qui lui fut attribuée en 1694. En 1715, il fut nommé membre de l'éphémère Conseil de Conscience. Il mourut à Paris en 1745; 48, 59, 60, 61, 63, 79, 80, 81, 83, 86, 93, 97, 98, 99, 108, 113, 114, 115.

QUESNEL (Pasquier), né à Paris en 1634; docteur de Sorbonne, il entra dans la congrégation de l'Oratoire, en 1657; cinq ans après, il fut nommé directeur de l'Institut Oratorien de Paris. En 1681, il abandonna la capitale pour des raisons assez mystérieuses, contre-coup, semble-t-il, de la disgrâce d'Abel de Sainte-Marthe, supérieur général de l'Oratoire, favorable au Jansénisme. Il se retira à Orléans, près du cardinal de Coislin; mais, en 1684, il dut quitter l'Oratoire, à l'occasion d'une dispute sur Descartes. Il passa en Belgique où il se rencontra avec Arnauld, aux derniers moments duquel il assista, puis, incarcéré à Bruxelles par l'archevêque de Malines, il s'échappa de sa prison, et se retira en Hollande. Il mourut à Amsterdam en 1739; 8, 10, 24, 25, 26 et n. 14, 27, 29, 31, 33, 36, 37, 38, 42, 44, 63, 81.

QUINTILIEN, 20.

RACINE (Jean), 1639-1699; 22, 24.

RANDANT (de), gouverneur de la Franche Comté; 182 n . 14.

RAVECHET, né en 1694, syndic de la Faculté de Théologie de Paris; exilé à Saint-Brieuc, il y mourut le mois suivant, le 24 avril 1717; 55.

RÉGENT (le), PHILIPPE II. duc d'ORLÉANS, 1674-1723, qui gouverna pendant la minorité de Louis XV, de 1715 à 1722; 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59.

RETZ (Cardinal de). V. GONDI.

RICHELIEU (Armand-Jean du Plessis, cardinal de), 1585-1642; 20 et n. 2.

RIVOTTE (le chanoine), licencié en théologie, professeur à Douai, fut exilé en 1691; nommé ensuite chanoine de Saint-Aimé, il mourut le 25 janvier 1737; 110, 112.

ROBERT (l'abbé), conseiller clerc à la Grand'Chambre du parlement de Paris, âgé de soixante-quinze ans lors de son exil à Belle-Isle, en 1732; 48, 102.

ROBERT DE SAINT-VINCENT, l'un des rédacteurs des remontrances du 9 avril 1753; 137.

ROCHECHOUART (Guy de Sève de), voir ARRAS (l'évêque d').

ROHAN (Armand-Gaston-Maximilien, cardinal de), né et mort à Paris, 1674-1749; chanoine de Strasbourg, en 1694, coadjuteur de l'évêque de cette ville, en 1701, et évêque *in partibus* de Tibériade, devint évêque de Strasbourg, en 1704, à la mort du cardinal de Furstemberg; il fut nommé cardinal, en 1712, grand aumônier, en 1713. Admirablement doué, l'amour du plaisir gâta ses facultés natives; d'une paresse inouïe et mauvais théologien, il réussit, grâce à sa souplesse et à ses intrigues amoureuses. La faveur des Jésuites, qui l'opposaient au cardinal de Noailles, le fit agréer de Louis XIV. Son faste et la désinvolture princière qu'il affichait dans son palais de Saverne scandalisaient le vertueux évêque de Senez; 44, 49, 52, 53, 57, 65, 73.

ROHAN-VENTADOUR (l'abbé Armand de), cardinal de Soubise, petit-neveu du précédent ; né à Paris, le 1^{er} décembre 1717, d'abord prince de Tournon, puis abbé de Ventadour, recteur de l'Université de Paris, il devint chanoine de Strasbourg et abbé de Saint-Epvre au diocèse de Toul, en 1730; puis il fut nommé coadju-

teur de son grand-oncle, le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, et sacré évêque de Ptolémaïde, en 1742; cardinal, en 1746, grand aumônier de France, il devint évêque de Strasbourg, en 1749. Il mourut à Saverne en janvier 1756; 116, 145.

ROLLIN (Charles), né et mort à Paris, 1661-1741, fut nommé à vingt-deux ans professeur en philosophie au collège de Plessis-Sorbonne, professeur en éloquence latine au collège royal, en 1688; recteur de l'Université, en 1691, il dirigea le collège de Beauvais en 1699; réélu recteur en 1720, il ne garda cette fonction que trois mois en raison de ses opinions jansénistes. Principal du collège de Beauvais, il forma des maîtres, accomplit d'utiles réformes et mit l'histoire en honneur. L'Université refusa de prononcer son oraison funèbre, à cause de son jansénisme, et ce ne fut qu'en 1770 qu'on lui rendit justice; 22 et n. 10; 116.

ROSAMBO (de), président de la Grand'Chambre au parlement de Paris; 160.

ROSSET DE FLEURY (Henri-Bernard de Ceihes de), archevêque de TOURS, le 20 juin 1751, puis nommé à Cambrai le 3 avril 1775, où il mourut le 22 janvier 1781; 153, 172.

ROUEN (l'archevêque de), Nicolas-Charles de SAULX TAVANES, archevêque depuis 1734, mort le 10 mars 1759; 184.

SABLÉ (Madeleine de Souvré, marquise de), fille du maréchal de Souvré, naquit en 1600. Fort galante en sa jeunesse, elle fit tout d'abord, selon Mme de Motteville, école de sentimentalité. En 1640, la princesse de Guéméné la mit en rapport avec la mère Angélique, et, seize ans plus tard, la marquise de Sablé se fit bâtir un logement attenant au monastère de Port-Royal de Paris; elle conserva néanmoins ses relations avec les personnages célèbres de son époque, et le père Rapin, l'auteur de tant de propos calomnieux contre les jansénistes, fréquenta son salon aussi assidûment que Nicole. Son fils, M. de Laval, évêque d'Angers, fut l'un des dix neuf évêques qui signèrent la lettre écrite au pape Clément IX en faveur de l'apaisement. Madame de Sablé mourut le 16 janvier 1678. (Sainte-Beuve lui a consacré une biographie très détaillée dans son *Port-Royal*, t. IV, p. 446 à 473); 24.

SAINT-ALBIN (Charles de), archevêque de CAMBRAI, du 17 octobre 1723 au 9 mai 1764, fils du Régent et de Florence, danseuse de l'Opéra; il avait « les mains longues », écrit Barbier dans son *Journal* (III, 21); précédemment évêque de Laon et second pair de France.

ce, un brevet du roi lui permit, lors de sa nomination à l'archevêché de Cambrai, de conserver les titres, honneurs et prérogatives de pair de France; 110, 111. 117.

SAINT AUGUSTIN, évêque d'Hippone, 354-430; 7, 19, 205, 206 n. 9, 207.

SAINT BASILE, évêque de Césarée; 329-379, 207.

SAINT BERNARD, 1091-1153; 203 n. 1.

SAINT CÉSAIRE, évêque d'Arles, 450-542, 207 n. 13.

SAINT-CYRAN (Jean Du Vergier de Hauranne, abbé de), né à Bayonne en 1581, mort à Paris en 1643; il étudia au collège des Jésuites de Louvain où il soutint, le 26 avril 1604, une thèse remarquable sur toute la théologie scolastique; il eut pour condisciple Cornelius Jansen. Il fut tout d'abord chanoine de Bayonne, puis de Poitiers, et abbé de Saint-Cyran, en 1620. Il fut mis en rapport avec la Mère Angélique, en 1634, par Zamet, évêque de Langres, qui, bientôt se tourna contre lui et déclencha la persécution. Richelieu lui offrit les évêchés de Bayonne et de Clermont qu'il refusa pour se consacrer à la direction de Port-Royal-des-Champs. Le cardinal, que ses doctrines inquiétaient, le fit conduire, le 14 mai 1638, au donjon de Vincennes, d'où il ne sortit qu'après la mort de Richelieu, le 6 février 1643. Il mourut peu après sa libération et fut enterré à Saint-Jacques-du-Haut-Pas, avec grand honneur; 9, 19, 20, 24.

SAINT DENIS, martyr, premier évêque de Paris; 10.

SAINT FORENTIN (Louis Phélippeaux, comte de), créé duc de La Vrillière en 1770, né en 1705, mort en 1777; adjoint à son père, le marquis de La Vrillière, pour les affaires administratives de plusieurs provinces, il devint, en 1725, secrétaire d'Etat, puis chancelier de la reine, en 1743, et ministre de la maison du roi en 1749. Devenu ministre d'Etat, en 1761, il fut chargé du département de Paris jusqu'en 1775; 165.

SAINT FULGENCE, évêque d'Afrique, 468-533, 206 n. 7.

SAINT GRÉGOIRE, évêque de Nysse, né vers 330, mort vers 400, 206, n. 7.

SAINT JEAN (l'apôtre); 207 n. 11.

SAINT LÉON, pape et docteur de l'Eglise, né en Toscane vers 390, mort à Rome en 461; 206 n. 6, 207 n. 14.

SAINT LOUIS, roi de France de 1226 à 1270; 41.

SAINT-MICHEL (la sœur), supérieure de l'Hôpital Général; 122.

SAINT PAUL (l'apôtre); 39, 40, 199, 201, 205.

SAINT PIERRE (l'apôtre), chef de l'église; 11, 201, 205.

SAINT-PONS (l'évêque de), Jacques-Louis de BERTON DE CRILLON, du 15 octobre 1713 au 27 septembre 1727, date à laquelle il fut nommé archevêque de Toulouse; archevêque de Narbonne le 31 juillet 1739, il mourut le 5 mars 1751; 178; — Il eut pour successeur au siège épiscopal de Saint-Pons Paul-Alexandre GUENET, du 25 janvier 1728 jusqu'au 3 septembre 1769, date de sa mort; 157, 189.

SAINT PROSPER, né près de Bordeaux en 403, mort vers 465; 207.

SAINT-SIMON (Louis de Rouvroy, duc de), 1675-1755; 8, 30, 31 n. 8, 45 n. 5, 58 n. 28, 190.

SAINT THOMAS D'AQUIN, 1226-1274; 206 n. 10.

SAINT VINCENT DE PAUL, 1576-1660; 114.

SAINTE-BEUVE (Charles-Augustin de), né à Boulogne-sur-Mer en 1804, mort à Paris en 1869; 19 n. 1, 20, 28 et n. 17.

SAINTE-PERPETUE (sœur), janséniste de la communauté de Sainte-Agathe, petite congrégation enseignante du faubourg Saint-Marcel, à Paris; 132, 133, 134.

SAINTE-THÈCLE (sœur), janséniste de la communauté de Sainte-Agathe, petite congrégation enseignante du faubourg Saint-Marcel, à Paris; 132.

SANSON, curé d'Olivet, diocèse d'Orléans; 76 n. 22.

SARDAIGNE (le roi de), Victor-Amédée II, duc de Savoie, puis roi de Sicile, puis roi de Sardaigne, en février 1720; 108.

SAULX TAVANNES (de), voir *ROUEN* (l'archevêque de).

SENEZ (l'évêque de), voir *SOANEN*.

SFONDRATE (le cardinal), bénédictin milanais, devint abbé de Saint-Gall; le pape Innocent XII, malgré l'opposition de la France, le fit cardinal en 1695; il mourut le 5 septembre 1696, laissant une œuvre postume, le *Nodus praedestinationis dissolutus*, dont la pu-

blication souleva l'indignation du clergé de France. Dans un précédent volume, *Gallia vindicata*, il avait affiché des sentiments hostiles aux libertés de l'Eglise gallicane. Il propagea le dogme encore litigieux de l'Immaculée Conception; 26.

SISTERON (l'évêque de), Louis de THOMASSIN, de 1680 au 13 juillet 1718, date de sa mort; précédemment, évêque de Vence, en 1672; 27 — voir LAFITEAU.

SOANEN (Jean), né en 1647, évêque de Senez en 1695; il mourut en 1740 au monastère de la Chaise-Dieu, en Auvergne, où il avait été exilé, en 1727, à la suite du concile provincial d'Embrun. A. Le Roy, dans son ouvrage *La France et Rome, de 1700 à 1715*, en a tracé le portrait suivant: « Naturellement modeste, humble de cœur autant que ferme d'esprit, timide pour agir, inébranlable pour résister, il gardait les manières simples, la vie austère, la règle stricte et la piété ardente dont il avait jadis contracté l'habitude dans les maisons de l'Oratoire. Nul plus que lui ne réprouvait la constitution et n'était résolu à la combattre; mais il préférait accomplir son devoir sans éclat ni ostentation, sans rien faire qui tournât vers lui l'attention publique... » (p. 503); 54, 61, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 72, 73, 77, 203, 209, 210.

SOISSONS (l'évêque de), Jean-Joseph LANGUET de LA VALLENEUVE de GERGY, du 23 juin 1715 jusqu'au 25 décembre 1730, date à laquelle il devint archevêque de Sens. Tout dévoué aux jésuites, il fut un défenseur zélé de la *Bulle*; 71.

SOUBISE (le cardinal de), voir ROHAN-VENTADOUR.

TALLEMANT des REAUX (Gédéon), 1619-1692; 31 n. 8.

TALON (Omer), célèbre magistrat, né en 1596 à Paris, où il mourut en 1652. Il devint avocat général au parlement de Paris, le 15 novembre 1631 et défendit toujours les prérogatives du Parlement. Ses *Mémoires* expriment l'ardeur de ses principes gallicans; 8, 72 n. 13.

TARTARIN, bâtonnier des avocats au parlement de Paris, en 1730; 85.

TELLIER (le P.) ou LE TELLIER, jésuite, confesseur de Louis XIV, né à Vire en 1643, mort à La Flèche en 1719. En 1699, il publia, sous le pseudonyme de l'abbé Dumas, une *Histoire des cinq propositions de Jansenius*; il obtint du roi la destruction de Port-Royal-des-Champs et s'employa à faire accepter la bulle *Unigenitus* par le

clergé. A la mort de Louis XIV, il fut exilé par le Régent à Amiens puis à La Flèche; 26, 27, 34, 52.

TENCIN (Pierre Guérin de), cardinal, archevêque de LYON, né à Grenoble en 1679, mort à Lyon en 1758; frère de la célèbre Mme de Tencin, il lui dut sa rapide fortune. Prieur de Sorbonne, abbé de Vézelay, en 1702, archidiacre de l'Eglise de Sens, en 1703, et grand vicaire de Sens, en 1705; en 1721, il s'occupa de faire donner à Dubois le chapeau de cardinal; en récompense, il fut nommé chargé des affaires de France, puis archevêque d'Embrun, en 1724; il présida, en 1727, le concile provincial qui condamna l'évêque de Senz. Cardinal, en 1739, et archevêque de Lyon en 1740, il fut nommé en 1742, par Fleury, ministre d'Etat. Sous Louis XV, il fit partie du Conseil, mais fut disgracié en 1751 pour s'être opposé aux réformes financières; 64, 66, 68, 69 et n. 12, 87, 94, 108, 109, 170.

TÉRENCE; 22.

THÈCLE (Sœur), voir SAINTE-THÈCLE.

THÉODOSE LE GRAND, empereur romain, 346-395; 82.

THOMAS du FOSSÉ, voir FOSSÉ (Thomas du).

THUILLIER (dom Vincent), bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, moine de Saint-Germain-des-Prés, auteur de l'*Histoire des éditions de Saint-Augustin*; il mourut en 1736, sans avoir rétracé ses sentiments anticonstitutionnaires; 30.

TIMOTHÉE (le P.), de son vrai nom Jacques Peschard, capucin, né à La Flèche. Adversaire de Quesnel, grand ennemi du cardinal de Noailles, le rôle qu'il joua, tant à Rome qu'à la Cour de France, dans l'affaire de la bulle *Unigenitus*, fut considérable. Pour le récompenser, le pape le nomma, en mai 1715, évêque de Béryste et coadjuteur de l'évêque de Babylone; 29, n. 1.

TITON (Jean-Baptiste-Emilien), conseiller à la cinquième chambre des Enquêtes au parlement de Paris. Durant son emprisonnement, sa mère lui écrivit une lettre admirable, l'exhortant à la constance et à la fidélité dans la foi gallicane; 99, 111.

TORCY (Jean-Baptiste Colbert, marquis de), neveu du grand Colbert, né le 24 septembre 1665, mort le 13 août 1746; secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, de 1689 à 1715. Diplomate avisé, on lui doit le traité d'Utrecht. Commandeur et grand trésorier des ordres du roi, en 1696, puis chancelier des dits ordres, en 1701, il fut

nommé par le roi au Conseil de Régence. Il avait épousé Catherine Arnould, fille d'Arnould de Pomponne, ce qui le fit suspecter d'opinions gallicanes, favorables au Jansénisme; 31.

TORNELY, docteur de Sorbonne, fameux théologien moliniste; 37.

TOUL (l'évêque de), voir DROUAS.

TOURS (l'archevêque de), Isoré d'HERVAULT, évêque de Condom, puis archevêque de Tours en 1694. Fort attaché aux libertés gallicanes, il comprit dès l'abord la gravité et le danger de la bulle *Unigenitus*, et s'écria, en la lisant: « Voilà la plus grande affaire qu'ait eue l'Eglise depuis les apôtres ». Il mourut en 1717; 53. — voir aussi ROSSET de FLEURY.

TOUVENOT, notaire; 209.

TROYES (l'évêque de), voir BOSSUET (Jacques), — Mathieu PONCET de LA RIVIÈRE, nommé le 2 septembre 1742, il démissionna en 1758 et mourut le 5 août 1780; 149, 152, 154, 157.

VABRES (l'évêque de), Charles-Alexandre LE FILLEUL de LA CHAPELLE, du 4 janvier 1711 à sa mort, le 8 février 1764; 178.

VANEAU (Marie), janséniste du Languedoc; 187.

VANEAU (Suzanne), janséniste du Languedoc, 187; 190, n. 30.

VEISSIÈRE, prieur de Merlon; 69 n. 12.

VENCE (l'évêque de), MOREL de BOURCHENU, le 6 janvier 1715; il démissionna fin 1727; 68.

VENTADOUR (l'abbé de), voir ROHAN-VENTADOUR.

VERTHAMON (Jean-Baptiste de), évêque de Pamiers, le 3 janvier 1694, jusqu'à sa mort, le 20 mars 1735; 65 n. 5.

VIALART de HERSE (Félix), évêque de Châlons-sur-Marne, né à Paris le 5 septembre 1613; fils d'un Maître des Requêtes du Palais, il fut nommé évêque de Châlons, en 1640, et sacré en 1642. Il mourut le 10 juin 1680, en odeur de sainteté. Il fut remplacé sur le siège de Châlons par Louis-Antoine de Noailles, alors évêque de Cahors.

VINOT (Claude-Guillaume), du diocèse de Rouen; 110.
Il fut le principal médiateur de la paix de Clément IV; 25.

VINTIMILLE du LUC (Charles, Gaspard de), né en 1665, mort à Paris en 1746; évêque de Marseille, en 1692, puis archevêque d'Aix, en 1708, devint archevêque de *PARIS*, en 1729. Il fit fermer le cimetière Saint-Médard où les *convulsionnaires* venaient en pèlerinage sur la tombe du diacre Pâris. Il ne put obtenir la pourpre, ayant voulu doter le diocèse d'un *Bréviaire* et d'un *Missel*, d'inspiration janséniste, qui déplurent aux Jésuites; 77, 87, 88, 89, 93, 95, 97, 100, 101, 103, 120.

VIRGILE; 79.

VIVIERS (l'évêque de), François-Réginald de VILLENEUVE, consacré le 13 juillet 1724; transféré à Montpellier le 16 août 1748 où il mourut le 24 janvier 1766; 114.

VOISIN (Daniel, François), né à Paris en 1654, conseiller au parlement de Paris à dix-neuf ans, maître des Requêtes, en 1683, intendant du Hainaut, en 1688, conseiller d'Etat, en 1694, intendant de la maison de Saint-Cyr, secrétaire d'Etat de la Guerre, en 1709, fut Chancelier et Gardes des Sceaux, par suite de la démission de Pontchartrain, du 2 juillet 1714 jusqu'à sa mort, le 2 février 1717. Saint-Simon et Daguesseau le dépeignent sec, dur, sans politesse ni savoir-vivre, et dépourvu d'instruction. Il prit, grâce à Mme de Maintenon, un ascendant tyrannique sur l'esprit de Louis XIV. Il entra au Conseil de régence en 1715; 47; 53.

VREVIN (de), conseiller à la Grand'Chambre du parlement de Paris; il avait soixante-dix ans quand il fut arrêté; il mourut en 1733 entre les bras du conseiller Titon, son ami; 102.

Vu:

Le président de la thèse,
Henri REGNAULT.

Vu:

Le Doyen,
Edgar ALLIX.

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur de l'Académie de Paris,
J. CHARLETY.

TABLE

Introduction	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7
Index Bibliographique											13
Première Partie — LA BULLE UNIGENITUS											19
CHAPITRE	I	—	Avant la BULLE UNIGENITUS	...	...	...	...	...	...	...	19
CHAPITRE	II	—	La BULLE UNIGENITUS	...	...	...	...	...	...	...	29
CHAPITRE	III	—	Après la BULLE UNIGENITUS	...	...	...	...	...	...	...	43
Deuxième Partie — LA RESISTANCE A LA BULLE UNIGENITUS											51
CHAPITRE	I	—	La Résistance Episcopale et Parlementaire	...	...	...	...	...	...	...	51
CHAPITRE	II	—	La Résistance Parlementaire et Démocratique	...	...	...	...	...	...	...	65
CHAPITRE	III	—	Le conflit entre les deux puissances. — Les refus de sacrements	...	...	...	...	...	...	...	88
CHAPITRE	IV	—	Les billets de confession. — Défaites successives et triomphe du Parlement	...	...	...	...	...	...	...	120
CHAPITRE	V	—	Fin des querelles religieuses du Parlement. — Expulsion des Jésuites de France	...	...	...	...	...	...	...	148
CHAPITRE	VI	—	La BULLE UNIGENITUS dans les Parlements de province. — La solidarité parlementaire	...	...	...	...	...	...	...	177
Appendice — Documents justificatifs											193
Index Biographique											213

